



03

Vie active et rémunération du travail

206-1202

# Indicateurs du marché du travail 2012

La série «Statistique de la Suisse»  
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)  
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et produits généraux
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Vie active et rémunération du travail
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

# Indicateurs du marché du travail 2012

**Rédaction** Martial Berset, Anouk Bläuer Herrmann,  
Vincent Cangemi, Laurent Inversin, Thierry Murier,  
Silvia Perrenoud

**Editeur** Office fédéral de la statistique (OFS)

**Editeur:** Office fédéral de la statistique (OFS)

**Concept et réalisation:** Martial Berset, Anouk Bläuer Herrmann, Vincent Cangemi, Laurent Inversin, Thierry Murier, Silvia Perrenoud, OFS

**Complément d'information:** Marion Besancet, Valérie Lässig, Sandra Moser, Sektion Arbeit und Erwerbsleben, OFS  
tél. 032 713 64 00, e-mail: info.arbeit@bfs.admin.ch  
Didier Calcagni, Rahel Péter-Contesse, Sektion Löhne und Arbeitsbedingungen, OFS,  
tél. 032 713 64 29, e-mail: lohn@bfs.admin.ch

**Diffusion:** Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel  
tél. 032 713 60 60 / fax 032 713 60 61 / e-mail: order@bfs.admin.ch

**Numéro de commande:** 206-1202

**Prix:** 18 francs (TVA excl.)

**Série:** Statistique de la Suisse

**Domaine:** 3 Vie active et rémunération du travail

**Rythme de parution:** Annuel

**Langue du texte original:** Français/Allemand

**Traduction:** Services linguistiques OFS

**Page de couverture:** OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Biel; Foto: © Daniel Wiedemann – Fotolia.com

**Graphisme/Layout:** OFS

**Copyright:** OFS, Neuchâtel 2010  
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,  
si la source est mentionnée

**ISBN:** 978-3-303-03258-9

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>7</b>		
<b>2</b>	<b>Résultats commentés</b>	<b>9</b>		
<b>3</b>	<b>Définitions</b>	<b>27</b>		
3.1	Notions liées aux personnes	29		
3.2	Notions liées aux places de travail	32		
3.3	Notions économiques	34		
3.4	Notions liées au temps de travail	35		
3.5	Notions liées aux mouvements sur le marché du travail	37		
3.6	Notions liées à la rémunération du travail	39		
3.7	Taux divers	41		
3.8	Concepts de population et de couverture statistique	43		
3.9	Grandes régions	44		
<b>4</b>	<b>Sources statistiques</b>	<b>47</b>		
4.1	Le système des statistiques suisses du marché du travail	48		
4.2	L'enquête suisse sur la population active (ESPA)	51		
4.3	La statistique de la population active occupée (SPA0)	53		
4.4	La statistique de l'emploi (STATEM)	55		
4.5	Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi	56		
4.6	La statistique des frontaliers (STAF)	57		
4.7	La statistique du volume du travail (SVOLTA)	58		
4.8	La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	59		
4.9	Comparaisons entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	60		
4.10	Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	61		
4.11	La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	62		
4.12	Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie	63		
4.13	Comptes globaux du marché du travail (CMT)	64		
4.14	L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	66		
4.15	Comparaisons des données salariales de l'ESS et de l'ESPA	67		
4.16	La statistique de l'évolution des salaires (ISS)	68		
4.17	L'enquête sur les accords salariaux (EAS)	69		
4.18	L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	70		
	<b>Tableaux 2012</b>	<b>71</b>		



# Abréviations

BIT	Bureau international du Travail	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CCT	Conventions collectives de travail	ODM	Office fédéral des migrations
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT	OFS	Office fédéral de la statistique
CMT	Comptes globaux du marché du travail	ORP	Offices régionaux de placement
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères	OSNM	Office suisse de la navigation maritime
DNT	Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	REE	Registre des entreprises et des établissements
EAS	Enquête sur les accords salariaux	RE	Recensement des entreprises
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse	RFP	Recensement fédéral de la population
ESPA	Enquête suisse sur la population active	SCN	Système de Comptabilité Nationale
STATPOP	Statistique de la population et des ménages	SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires	SPAO	Statistique de la population active occupée
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes	STAF	Statistique des frontaliers
ISS	Indice suisse des salaires	STATEM	Statistique de l'emploi
LOK	Enquête d'octobre sur les salaires et traitements	SVOLTA	Statistique du volume du travail
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques	SYMIC	Système d'information central sur la migration



# 1 Introduction

Les thèmes liés au marché du travail font très souvent l'objet de débats politiques animés, tant au Parlement fédéral que chez tout un chacun, en famille ou entre amis. On croit parfois – à tort – que les statistiques du marché du travail se résument aux indicateurs du chômage et que ces derniers suffisent à dépeindre la situation de l'emploi. Or, le marché du travail s'avère bien plus complexe que cela et seul le recours à de nombreux autres indicateurs statistiques permet de s'en faire une représentation satisfaisante.

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent.

Que faut-il comprendre sous la notion d'indicateurs du marché du travail? Nous utilisons ici ce terme pour qualifier les instruments de mesure qui permettent d'observer régulièrement la situation sur le marché du travail et son évolution. Ces indicateurs sont entre autres nécessaires pour identifier certains problèmes ou déséquilibres ou pour évaluer l'impact de mesures prises dans le cadre de la politique de l'emploi. Par ailleurs, ce sont eux qui peuvent servir de base à l'établissement de scénarios ou de prévisions à plus ou moins long terme.

Les indicateurs présentés dans cette publication sont fournis par:

- cinq statistiques de synthèse (statistiques qui combinent différentes sources)
  - la statistique de la population active occupée
  - la statistique du volume du travail
  - Statistique du chômage au sens du BIT
  - comptes globaux du marché du travail
  - la statistique des frontaliers

- une enquête auprès des ménages
  - l'enquête suisse sur la population active
- quatre enquêtes auprès des établissements
  - la statistique de l'emploi
  - l'enquête suisse sur la structure des salaires
  - l'enquête sur les accords salariaux dans les domaines conventionnels
  - l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse
- et trois statistiques basées sur des données administratives
  - la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie
  - la statistique de l'évolution des salaires
  - la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises

Le chapitre 2 propose différents commentaires sur la situation du marché du travail pour la période 2006–2011 ainsi que sur les perspectives pour l'année 2012. Les résultats commentés y sont illustrés par de nombreux graphiques. Le chapitre 3 passe en revue les définitions les plus fréquemment utilisées dans les statistiques du marché du travail, alors que le chapitre 4 a pour objet la description des aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Finalement l'ensemble des indicateurs sont présentés sous la forme de tableaux dans la dernière partie de la publication.



## 2 Résultats commentés

## 2006–2011: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

De 2006 à 2011, l'économie suisse a connu la plupart du temps une situation de croissance positive. Suite à la crise des marchés financiers, elle a toutefois enregistré un recul du produit intérieur brut (PIB) pendant trois trimestres consécutifs, du milieu de l'année 2008 et jusqu'au premier trimestre 2009, ce qui a eu temporairement des répercussions négatives sur le marché du travail. Mais sur l'ensemble des cinq années considérées, tant le nombre d'emplois que celui des actifs occupés ont augmenté. Le taux de chômage au sens du BIT a en revanche légèrement fléchi. La hausse marquée de la population active de nationalité étrangère (+18,5%) a aussi eu un impact non négligeable pour le marché du travail en Suisse ces cinq dernières années.

### Mouvements de hausses et de baisses conjoncturelles

Selon la statistique de la population active occupée, qui se base principalement sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le marché du travail a enregistré un gain de 227'000 actifs occupés (+5,3%) entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2008. La statistique de l'emploi, qui repose sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, confirme cette évolution, puisqu'elle affiche une hausse de 252'000 emplois (+6,8%). Dans ce contexte conjoncturel favorable, le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué et leur part dans la population active s'est réduite de 3,8% au printemps 2006 à 3,2% au printemps 2008. Le taux de chômage selon le SECO (chômeurs inscrits à l'ORP) a baissé durant la même période de 3,1% à 2,3%. La forte demande de travail entraîne aussi l'immigration de personnes actives: entre le début de l'année 2006 et la fin de l'année 2008, la Suisse présentait un excédent d'immigration de main-d'œuvre de 153'000 personnes.

Après près de trois années de croissance économique, le deuxième semestre 2008 marque le début d'un ralentissement conjoncturel suite à la crise financière, qui s'est à nouveau accompagné d'une hausse du chômage au sens du BIT et du chômage selon le SECO. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT (+60,1% ou +86'000) entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010 a été marquée, faisant passer le taux de chômage selon le BIT à 5,1% durant la même période. Le taux de chômage selon le SECO a culminé à 4,1% en janvier 2010.

A partir du printemps 2009, la croissance du PIB a repris, entraînant avec un certain décalage une détente sur le marché du travail. Le nombre des actifs occupés s'est ainsi accru de 147'000 (+3,2%) entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2011, tandis que le nombre d'emplois progressait un peu plus modestement de 57'000 (+1,4%). Le taux de chômage au sens du BIT a enregistré une baisse, de 4,1 à 3,6%, durant la même période, tout comme le taux de chômage selon le SECO, qui a baissé de 3,6 à 2,6% entre juin 2009 et juin 2011.

La croissance économique a un peu ralenti en 2011, ce qui s'est toutefois encore peu répercuté sur les indicateurs du marché du travail.

Sur l'ensemble de la période considérée (2<sup>e</sup> trimestre 2006 au 2<sup>e</sup> trimestre 2011), le nombre des emplois a augmenté de 7,9% (+294'000) et celui des actifs occupés de 9,6% (+413'000).

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Sous l'effet d'une évolution conjoncturelle favorable et des Accords bilatéraux, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,5% entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011 et atteint 1,389 million. Au cours de la même période, le nombre de personnes actives de nationalité suisse a crû de 5,7% à 3,492 millions.

### Evolution contrastée du taux de chômage au sens du BIT selon les grandes régions

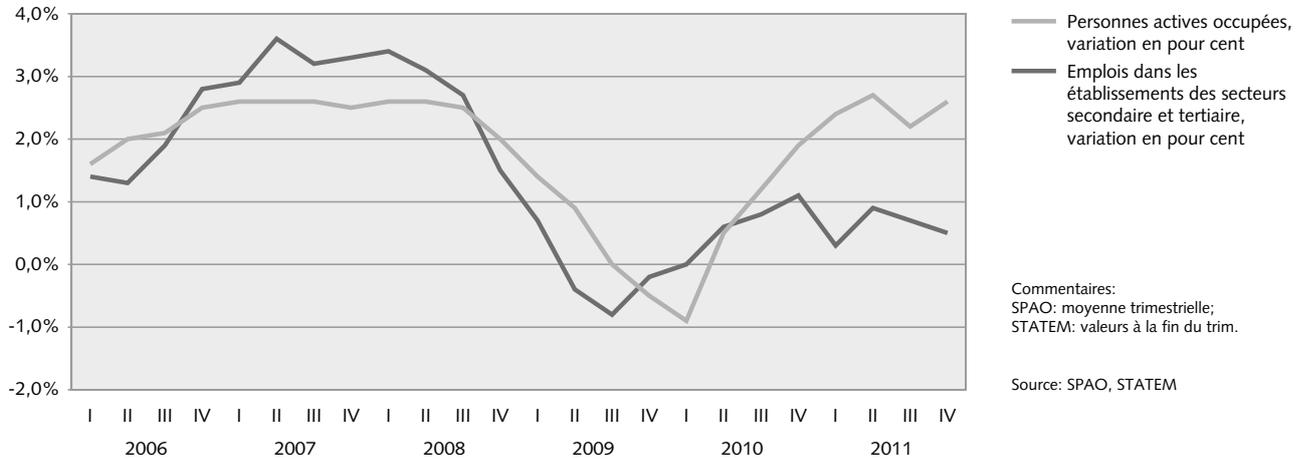
Du deuxième trimestre 2006 au deuxième trimestre 2011, le taux de chômage au sens du BIT a diminué de 0,5 point à l'échelle nationale, reculant de 4,1 à 3,6%. L'évolution a toutefois été variable d'une grande région à l'autre, le Tessin et la Région lémanique ont même enregistré des hausses, continuant d'afficher les taux de chômage les plus élevés de Suisse. Les cinq autres grandes régions ont connu une baisse du taux de chômage sur l'ensemble des cinq années.

### Croissance des salaires nominaux de 1% en 2011

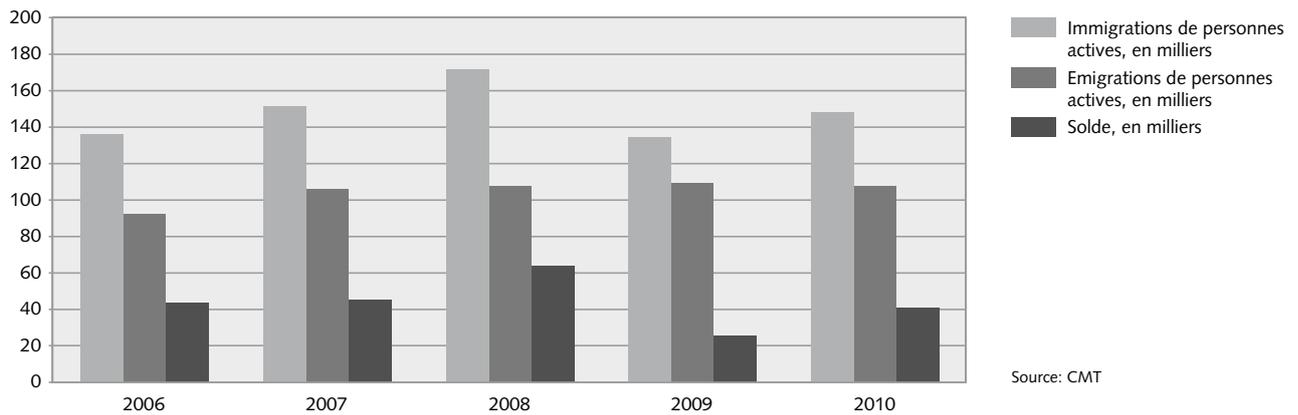
En 2011, les salaires nominaux ont affiché une augmentation moyenne de 1,0% par rapport à 2010. Cette hausse légèrement supérieure à celle observée en 2010 (0,8%) est cependant restée en net recul par rapport à 2008 (2,0%) et 2009 (2,1%). En 2010, la Suisse avait renoué avec la croissance économique mais la reprise était restée fragile et montrait à l'automne quelques signes d'essoufflement. Les effets de la crise économique et financière toujours perceptibles ainsi que la faiblesse de l'inflation ont incité à une certaine modération salariale pour 2011. Les salaires réels ont enregistré une progression de 0,7% au niveau de l'ensemble des branches économiques, résultat d'une augmentation des salaires nominaux de 1,0% conjuguée à une inflation faible à 0,2%. Durant les cinq dernières années, de 2007 à 2011, les salaires nominaux ont progressé de 1,5% en moyenne annuelle et les salaires réels de 0,8%.

## 2006–2011: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

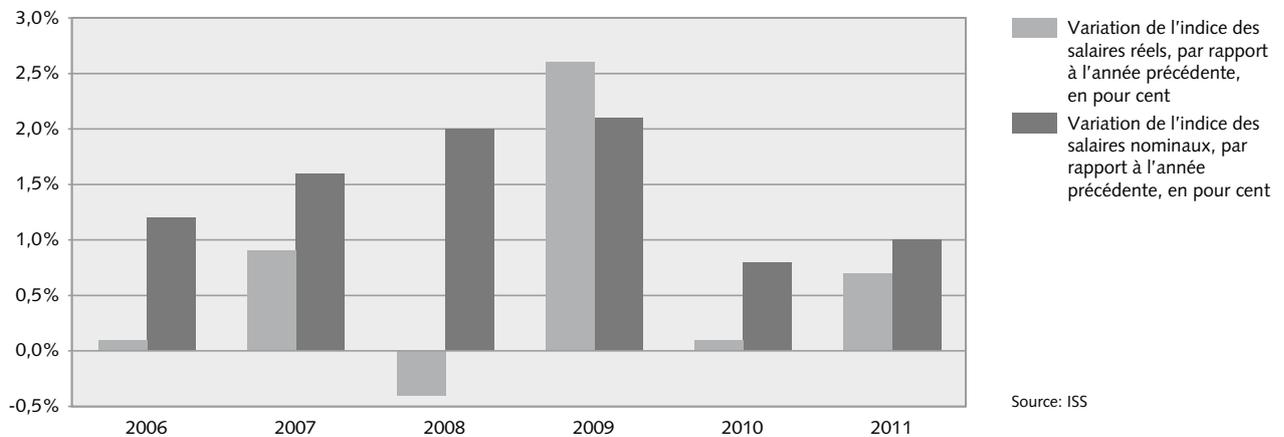
### Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



### Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2006–2010



### Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



## 2006–2011: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

La période 2006-2008 a été marquée par une croissance économique et une hausse de l'emploi. La crise financière qui s'est déclarée à l'automne 2008 s'est cependant traduite par une croissance négative et a entraîné temporairement une baisse de la demande de travail et une hausse du chômage. A partir du milieu de l'année 2009, l'économie suisse, mesurée à l'aune du produit intérieur brut (PIB), a renoué avec la croissance. Cette croissance a toutefois marqué le pas en 2011, sans avoir encore de grosses répercussions sur les chiffres du chômage.

### Forte demande de main-d'œuvre entre 2006 et 2008

La période 2006–2008 peut être qualifiée de globalement positive pour les salariés en Suisse. Stimulées par la croissance économique, les perspectives de l'emploi n'ont cessé de s'améliorer et la demande de travail s'est inscrite à la hausse: le nombre d'actifs occupés et le nombre d'emplois ont augmenté, celui des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire a progressé, atteignant 67'000 au premier trimestre 2008, chiffre record des dernières cinq années. Le chômage a aussi reculé: le taux de chômage selon le SECO (2,3% à la fin juin 2008) et le taux de chômage au sens du BIT (3,3% au 3<sup>e</sup> trimestre 2008) étaient au plus bas. En conséquence, les entreprises ont eu de la peine à trouver du personnel qualifié: la part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié est passée de 19% au premier trimestre 2006 à 35% au troisième trimestre 2008.

### Nette hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT durant la crise financière

La crise financière a cependant nettement changé la donne au milieu de l'année 2008. Pendant quatre trimestres (du 3<sup>e</sup> trimestre 2008 à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2009), le produit intérieur brut de la Suisse a enregistré une croissance négative, ce qui a eu des conséquences sur le marché du travail. Le nombre de chômeurs et les taux de chômage ont commencé à grimper à l'automne 2008. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT a été particulièrement forte: de 142'000 au troisième trimestre 2008, ils sont passés à 228'000 au premier trimestre 2010, ce qui représente une hausse de 60%. Les entreprises ont dès lors eu moins de difficultés à recruter et le nombre de places vacantes dans le secondaire et le tertiaire s'est réduit de 67'000 au premier trimestre 2008 à 38'000 au troisième trimestre 2009. En l'espace d'un an et demi, la situation du marché du travail est passée d'un excédent de demande à un excédent d'offre.

### Léger rétablissement depuis le milieu de l'année 2009

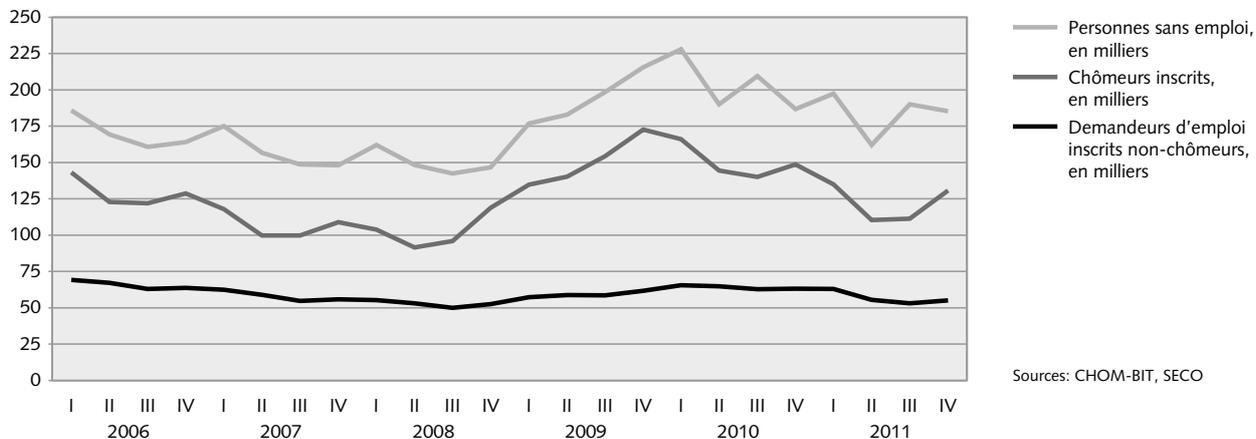
Après trois trimestres de récession économique, la Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au troisième trimestre 2009 et le PIB a enregistré une croissance positive. Cette évolution s'est répercutée avec un léger décalage sur le marché du travail: les entreprises ont à nouveau offert plus de postes de travail et les perspectives de l'emploi se sont améliorées. Les effectifs des chômeurs se sont remis à diminuer en hiver 2009 (chômeurs inscrits) et au printemps 2010 (chômeurs au sens du BIT). Mais le recul a été nettement plus modeste que la hausse enregistrée pendant la crise. Ce rétablissement, qui s'est traduit par un taux de chômage au sens du BIT de 3,6% au deuxième trimestre 2011 et par un taux de chômage selon le SECO de 2,6% en juin 2011, a toutefois pris fin, ces deux taux ayant à nouveau légèrement progressé par la suite.

### Les heures supplémentaires en 2010: 109'000 équivalents plein temps

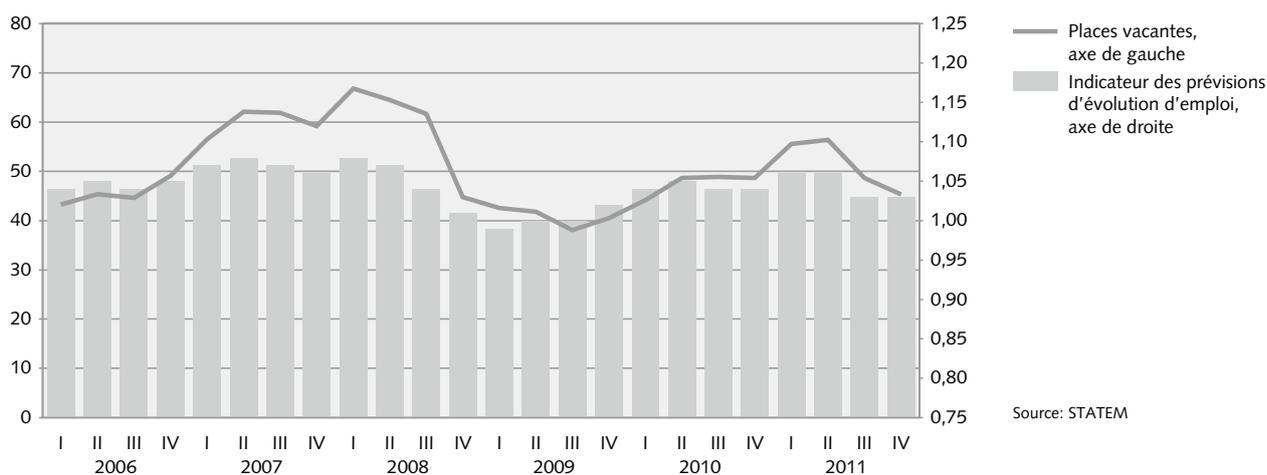
En 2010, 213 millions d'heures supplémentaires ont été réalisées en Suisse, ce qui correspond à 109'000 emplois à plein temps. Si ce volume montre également un déséquilibre quant à la répartition du travail, il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une réduction massive des heures supplémentaires. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et de fréquentes inadéquations subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des chômeurs.

## 2006–2011: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

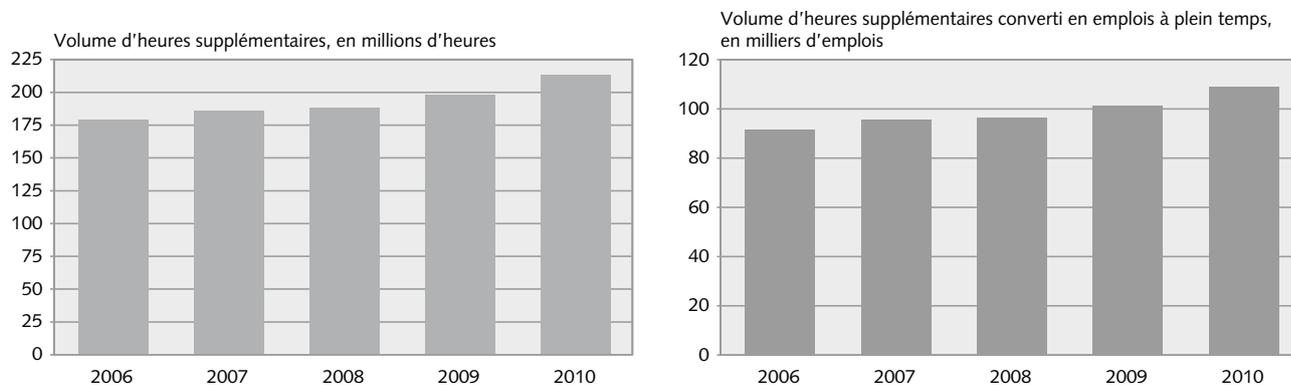
### Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2006–2011



### Places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, en milliers, 2006–2011



### Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et son équivalent en emplois à plein temps\*, 2006–2010



\* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

© Office fédéral de la statistique (OFS)

## 2006–2011: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2006 à 2011, la proportion des femmes participant au marché du travail est restée stable. Une part importante des femmes actives occupées (86,4%) travaillent aujourd'hui dans le secteur des services, et plus de la moitié occupent un poste à temps partiel. Même si aujourd'hui les hommes exercent également leur activité majoritairement dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. Les femmes présentent des taux de chômage au sens du BIT plus élevés et gagnent en moyenne 18,4% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

### La part des femmes actives reste stable

Entre le printemps 2006 et le printemps 2011, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé de 9,0% (2,682 millions au 2<sup>e</sup> trimestre 2011), alors que le nombre de femmes actives a augmenté parallèlement de 9,2% (2,199 millions au 2<sup>e</sup> trimestre 2011). La part de ces dernières dans la population active est ainsi restée presque inchangée en cinq ans (de 45,0 à 45,1%). Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+10,4%) que celui des hommes (+8,9%), tandis que le nombre des chômeuses au sens du BIT diminuait de 16,4% et que celui des hommes s'accroissait de 9,7%.

### Le temps partiel continue de progresser

Le travail à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au deuxième trimestre 2011, 54,1% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (leur taux d'occupation était inférieur à 90%), contre 12,6% des hommes. La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que les femmes ne contribuent que pour un peu plus d'un tiers au volume total des heures effectives de travail (37,1% en 2010). Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+2,4 points de pour cent) que chez les hommes (+1,9 points de pour cent).

### Recul du nombre des femmes travaillant dans l'industrie

Le nombre des hommes actifs occupés a augmenté dans les trois secteurs économiques (primaire: agriculture; secondaire: industrie; tertiaire: services), l'augmentation continuant d'être supérieure à la moyenne dans le tertiaire (+10,9% contre +8,9% pour les hommes tous secteurs confondus). La tertiarisation est aussi visible chez les femmes: +11,6% dans le tertiaire contre 10,4% tous secteurs confondus). Mais, si le nombre des hommes travaillant dans l'industrie enregistre aussi une hausse (+6,2%), celui des femmes accuse par contre une baisse de 4,7%, passant de 231'000 à 221'000. La part des femmes exerçant un emploi dans le secteur des services est en revanche supérieure à celle des hommes (86,4 contre 63,8%). Seulement 10,4% des femmes travaillent dans l'industrie et 3,2% dans l'agriculture. Les hommes sont respectivement 32,2% et 4,1% à travailler dans ces deux secteurs.

### Un taux élevé de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

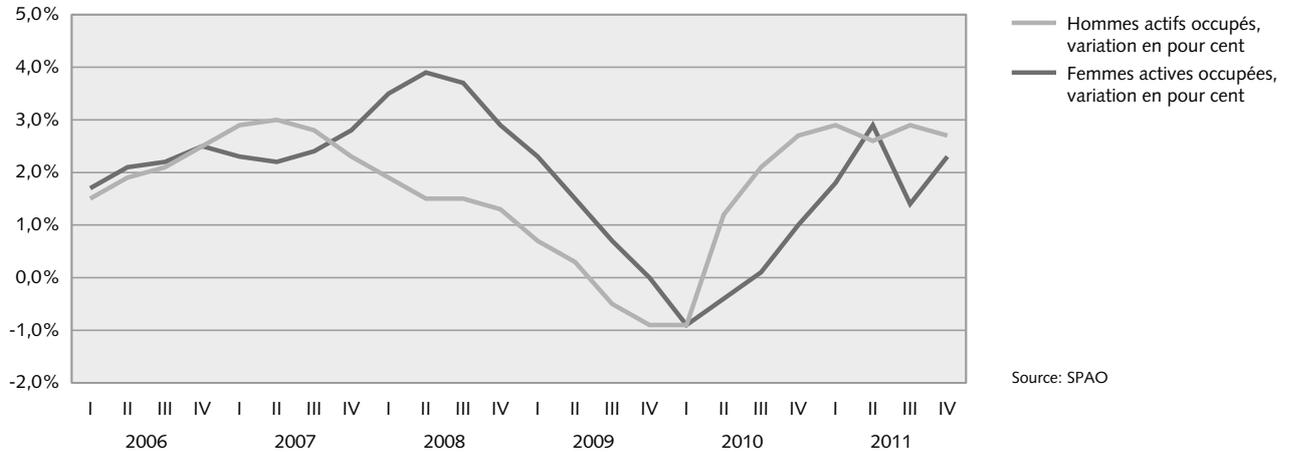
Au début de la période sous revue, soit au premier trimestre 2006, les taux de chômage au sens du BIT tendent à être élevés chez les hommes (4,0%) comme chez les femmes (5,0%). La conjoncture favorable entre 2006 et le milieu de 2008 a entraîné un recul de 1,2 point de pour cent de ces deux taux, celui des hommes s'établissant à 2,8% (au 3<sup>e</sup> trimestre 2008) et celui des femmes à 3,8% (au 4<sup>e</sup> trimestre 2008). La récession économique amorcée au troisième trimestre 2008 les a toutefois fait à nouveau augmenter: le taux de chômage des hommes a ainsi atteint 5,0% au premier trimestre 2010 et celui des femmes 5,3%. Au deuxième trimestre 2009, l'économie a repris de la vigueur, ce qui a provoqué une baisse des taux de chômage au sens du BIT à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes au deuxième trimestre 2011. Cette même année, la dynamique économique a ralenti; mais, malgré une légère hausse, les deux taux de chômage se situaient à un niveau identique à la fin 2011 à ce qu'il était un an auparavant, soit 3,6% chez les hommes et 4,5% chez les femmes.

### Les femmes gagnent moins que les hommes

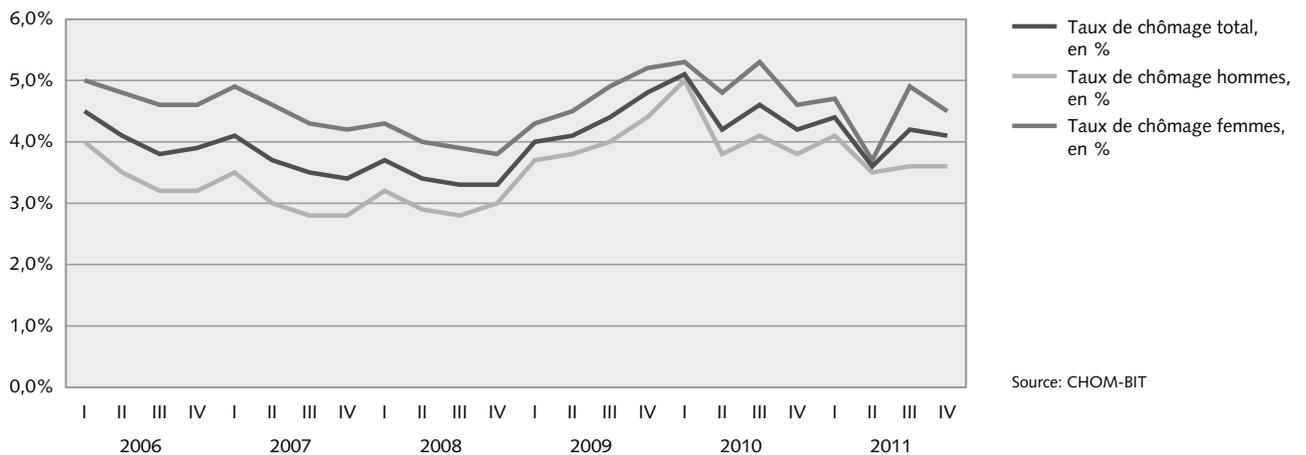
Avec un salaire brut standardisé médian de 6397 francs par mois en 2010, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 5221 francs, soit 18,4% de moins. La différence était encore de 21,3% dix ans plus tôt. Selon une étude confiée par l'Office fédéral de la statistique au Bureau BASS et publiée en 2010, 61,1% de l'écart salarial en 2008 s'expliquaient par des facteurs liés au poste de travail, à l'entreprise et aux qualifications personnelles et 38,9% étaient dus à des éléments non explicables.

## 2006–2011: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

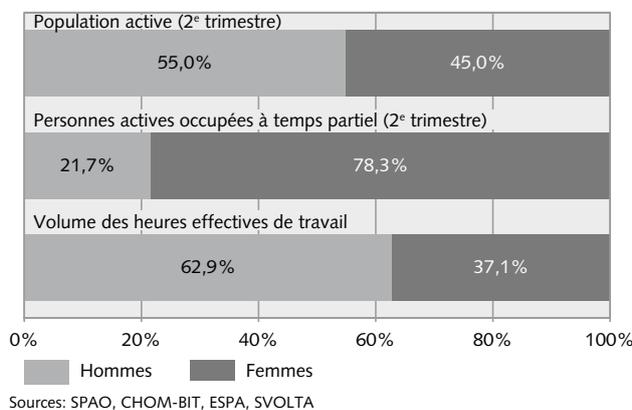
### Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



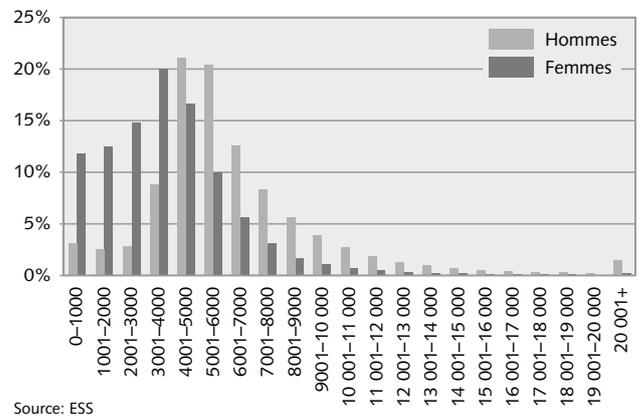
### Taux de chômage au sens du BIT pour hommes et femmes, en pour cent, 2006–2011



### Répartition hommes/femmes de la pop. active (2011), des pers. actives occupées à temps partiel (2011) et du volume des heures effectives de travail (2010), en pour cent



### Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2010



## 2006–2011: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2006 à 2011, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté trois fois plus que celui des travailleurs suisses. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé trois fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,5% à 1,389 million contre +5,7% à 3,492 millions). Outre l'entrée en vigueur en 2002 de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, la conjoncture économique favorable jusqu'au deuxième trimestre 2008 contribue à expliquer cette évolution. La population active étrangère a continuellement progressé jusqu'au deuxième trimestre 2009 (+4,4% par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2008). A la fin 2009, cette progression a été stoppée par la crise économique et le nombre de personnes actives de nationalité étrangère n'a plus augmenté que de 0,4% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A partir de la deuxième moitié de l'année 2010, une forte augmentation de plus de 2% est à nouveau observée.

Celle-ci est le résultat d'une forte immigration: au cours de la période 2006-2010, le nombre des immigrations d'actifs étrangers a dépassé de 241'000 personnes celui des émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 23'000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2006 à 2010, quelque 123'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 29,0% entre 2006 et 2011, alors que celui de la population active suisse n'aurait progressé que de 2,0%. Au deuxième trimestre 2011, la part des étrangers dans la population active représentait 28,5% contre 26,2% cinq ans plus tôt.

### Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au deuxième trimestre 2011, la population active de nationalité suisse se composait de 3,402 millions d'actifs occupés et de 90'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT s'élevait ainsi à 2,6%. Il était en léger recul (-0,2 point de pour cent) par rapport au deuxième trimestre 2006. A noter que ce taux a été soumis à certaines fluctuations durant la période considérée (variant de 2,4% au 4<sup>e</sup> trimestre 2007 à 3,7% au 3<sup>e</sup> trimestre 2010). La situation des étrangers était moins favorable: au deuxième trimestre 2011, 1,371 million d'entre eux étaient actifs occupés et 72'000 étaient au chômage au sens du BIT. En cinq ans, leur taux de chômage au sens du BIT s'est réduit (6,6% au 2<sup>e</sup> trimestre 2011 contre 8,6% au 2<sup>e</sup> trimestre 2006), mais il avait atteint le record de 10,4% au premier trimestre 2010. Ces chiffres montrent que les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient d'une part au fait qu'une proportion relativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (29,6% contre 13,9% des Suisses) et d'autre part à la relative surreprésentation des travailleurs étrangers dans le secteur secondaire, qui reste très

sensible aux aléas de la conjoncture. Ces derniers représentent ainsi plus d'un tiers de la main-d'œuvre de ce secteur (36,8% au 2<sup>e</sup> trimestre 2011, soit +3,0 points de pour cent par rapport à 2006), mais seulement 26,1% des actifs occupés du tertiaire.

### Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le deuxième trimestre 2006 et le deuxième trimestre 2011, la part de personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+1,8 point de pour cent à 36,4%) que chez les étrangers (+0,7 point de pour cent à 24,0%). Ce mode de travail reste moins répandu chez les femmes étrangères que chez les Suissesses, les premières étant seulement 45,5% à travailler à temps partiel contre 60,5% des femmes suisses au deuxième trimestre 2011. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 9,2% et 14,8%.

La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,4% contre 87,0% des Suisses). Seulement 4,6% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses tient à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est nettement plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

### La part des travailleurs étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement diminue

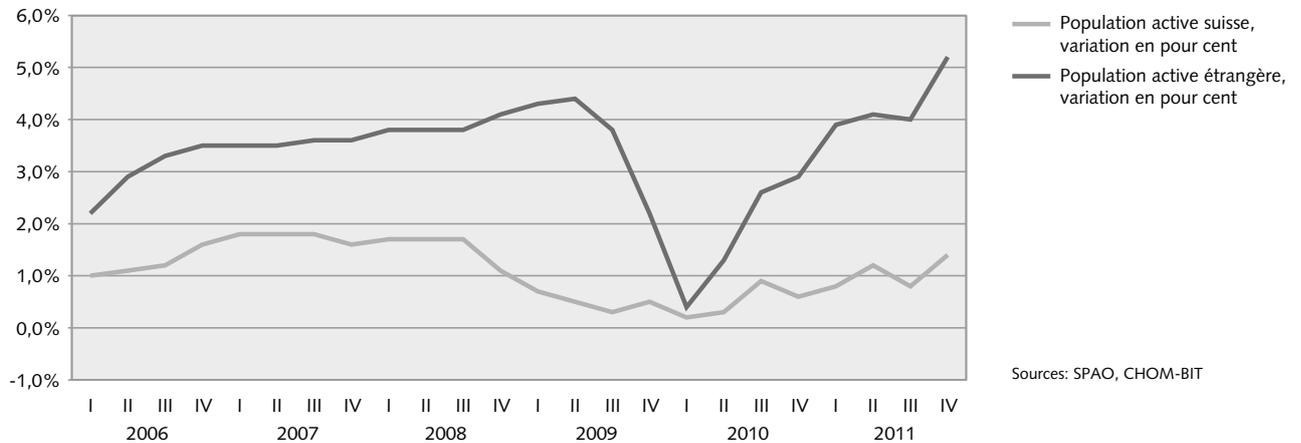
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement connaît de profonds changements: la part des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) a sensiblement baissé (de 52,2% au 2<sup>e</sup> trimestre 2006 à 48,3% au 2<sup>e</sup> trimestre 2011) et celle des personnes ayant un livret L comme autorisation de séjour de courte durée a aussi diminué (de 5,5% en 2006 à 3,5% en 2011). Les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) et les frontaliers (livret G) ont en revanche gagné en importance entre 2006 et 2011 (respectivement +4,1 points de pour cent à 27,9% et +1,9 point de pour cent à 18,6%).

### Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

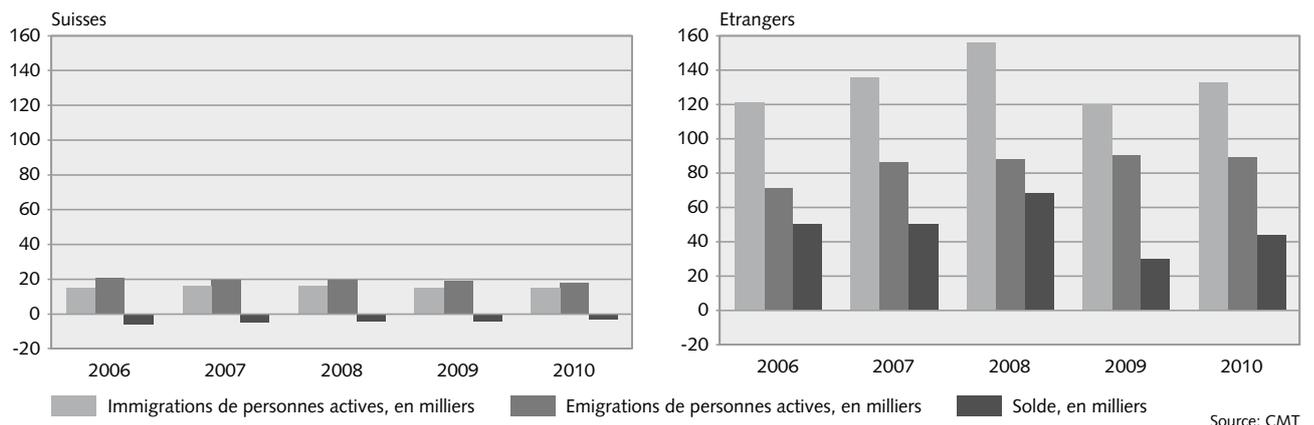
En 2010, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 11,4% inférieur à celui des Suisses (5506 francs contre 6217 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (dans le deuxième trimestre 2010, 54,6% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 42% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

## 2006–2011: La main-d'œuvre suisse et étrangère

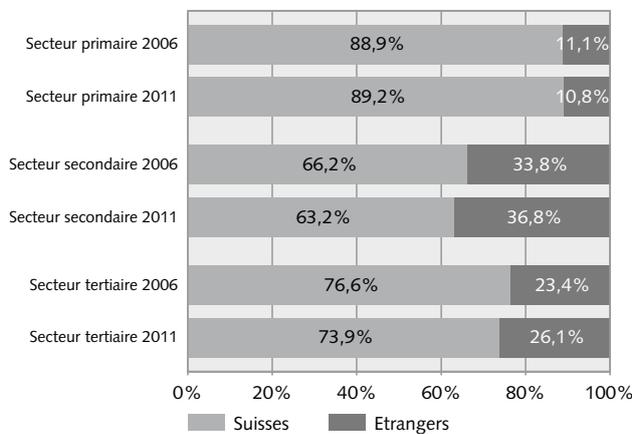
### Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2006–2011



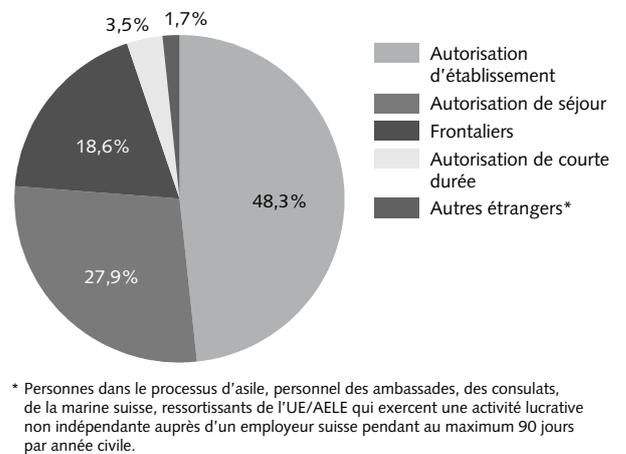
### Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2006–2010



### Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en %, 2<sup>e</sup> trimestre 2006 et 2<sup>e</sup> trimestre 2011



### Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en %, 2<sup>e</sup> trimestre 2011



## 2006–2011: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2006 et 2011, la tertiarisation du marché du travail s'est poursuivie, le secteur des services continuant de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Ce dernier est plus sensible aux fluctuations conjoncturelles que le tertiaire. Le travail à temps partiel est nettement plus courant dans le tertiaire que dans le secondaire. Les salaires nominaux ont augmenté de 1,0% en moyenne dans le secteur tertiaire en 2011.

### La tertiarisation de l'économie se poursuit

Le nombre d'actifs occupés a augmenté de 9,6% entre 2006 et 2011 (valeurs du 2<sup>e</sup> trimestre). L'augmentation a été supérieure à la moyenne dans le secteur tertiaire (de 3,137 millions à 3,491 millions; +11,3%) dans les années 2006 à 2011, mais plus faible dans le secondaire (de 1,017 million à 1,056 million; +3,7%). Au printemps 2011, 74,0% des actifs occupés travaillaient dans le tertiaire, contre 22,4% dans le secondaire et 3,7% dans le primaire (173'000). Les effectifs dans le tertiaire se sont accrus de 1,1 point de pour cent par rapport à 2006 (72,9%). L'importance de ce secteur pour l'économie suisse a ainsi continué de se renforcer.

### Hausse du travail à temps partiel dans les secteurs primaire et tertiaire

Parallèlement à la tertiarisation de l'économie, le travail à temps partiel progresse légèrement. Sur l'ensemble des cinq années considérées, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a augmenté de 12,1% et celui des actifs occupés à plein temps de 5,8%. Cette progression du temps partiel a eu lieu dans le secteur primaire et dans le tertiaire: alors qu'en 2006, un quart des actifs occupés dans le primaire travaillait à temps partiel, la part s'élevait à 38,2% chez les actifs occupés du tertiaire. Ces parts ont atteint 29,7% resp. 39,3% en 2011. Dans le secteur secondaire, la part des actifs occupés à temps partiel a par contre légèrement diminué de 13,9 à 13,7%.

### Plus grande réactivité du secondaire aux fluctuations conjoncturelles

Une autre caractéristique du secteur secondaire est qu'il réagit plus fortement que le tertiaire aux fluctuations conjoncturelles. Alors que le total des actifs occupés n'a jamais accusé de baisse au cours des cinq années considérées, le nombre des actifs occupés dans le secondaire a enregistré une croissance négative entre 2008 et 2010 (-2,4% du 2<sup>e</sup> trimestre 2008 au 2<sup>e</sup> trimestre 2010). Mais le secondaire se rétablit aussi rapidement: son taux de croissance entre 2010 et 2011 (+2,1%) était de l'ordre de grandeur de celui du tertiaire. L'évolution des places vacantes le montre aussi de manière frappante: durant la crise économique, leur nombre a reculé de 52,2% dans le secteur

secondaire entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2009; en comparaison, la baisse de 27,5% dans le tertiaire a été nettement moins marquée. Inversement, le nombre de places vacantes a augmenté plus fortement pendant la reprise dans le secondaire que dans le tertiaire (+45,8% contre +7,9% entre les 2<sup>e</sup> trimestres 2009 et 2010).

### Forte progression du chômage dans le secteur secondaire entre 2008 et 2010

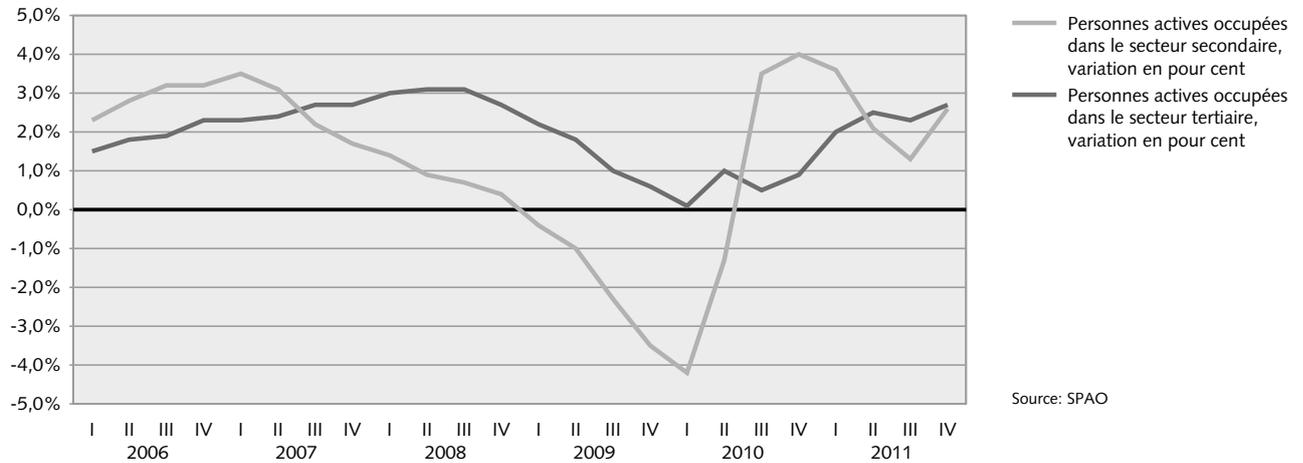
La réactivité un peu plus grande du secteur secondaire aux fluctuations conjoncturelles se reflète aussi dans le nombre de chômeurs inscrits. Durant la crise financière, période difficile pour le marché du travail, le nombre des chômeurs inscrits s'est accru dans le secteur secondaire (est déterminant le dernier emploi avant le chômage) de 17'000 en juillet 2008 à 43'000 en janvier 2010, en hausse de 157%. Il a aussi augmenté dans le secteur tertiaire, de 61'000 à 111'000, mais dans des proportions nettement plus faibles (+81,6%) que dans le secondaire. Avec la reprise, qui s'est amorcée au troisième trimestre 2009, le nombre des chômeurs inscrits a reculé à 20'000 en juillet 2011 dans le secondaire (-53,7%) et à 75'000 dans le tertiaire (-31,8%).

### Progression des salaires du secteur secondaire supérieure à l'année passée

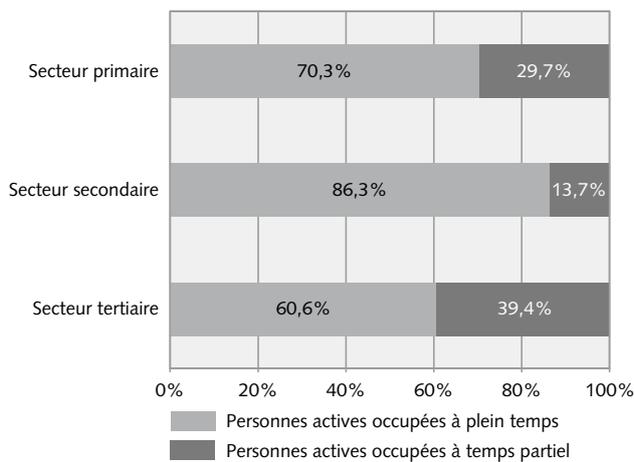
Le secteur tertiaire a connu en moyenne une croissance des salaires nominaux de 1% en 2011, similaire à celle de 2010 (0,9%) mais nettement inférieure à celles de 2009 (+2,0%) et 2008 (+2,1%). Les branches qui ont le plus fortement influencé la progression des salaires en 2011, avec des taux de progression à plus de 2%, sont celles de l'activité informatique et des services d'information (2,5%) et de l'assurance (2,3%). A l'autre bout de l'échelle, les branches de l'administration publique et celle de l'hébergement et restauration affichent les taux de progression les plus bas à 0,0%. Le secteur secondaire affiche un taux de croissance des salaires nominaux à 1% supérieur à celui de l'année précédente (0,5% en 2010). La branche de la chimie et pharmacie enregistre une progression nominale de 1,4% contre 1,0% en 2010 et celle de la fabrication des machines et équipements de 1,1% contre 0,0%.

## 2006–2011: Evolution dans les différents secteurs économiques

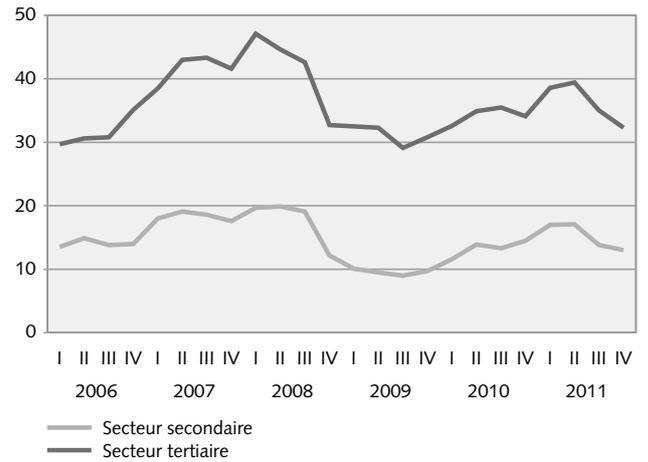
### Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, 2006–2011



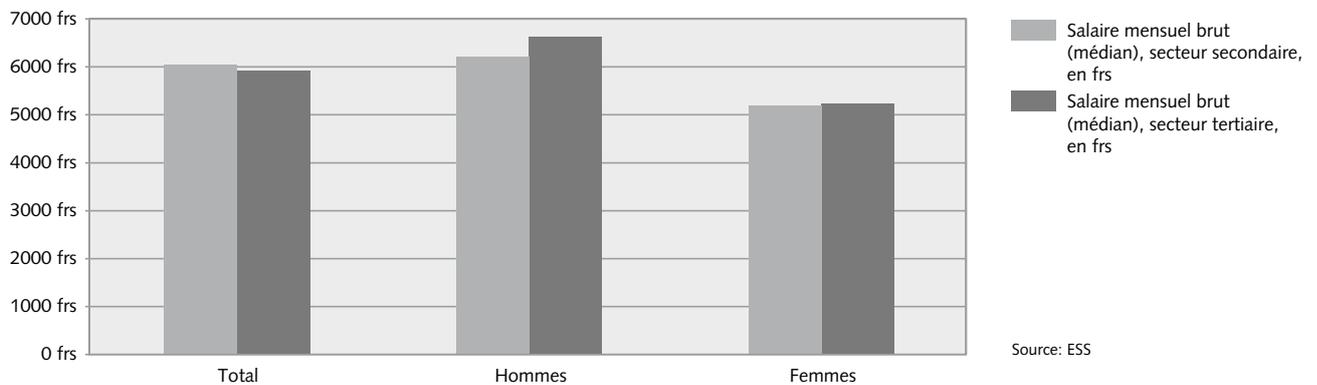
### Personnes actives occupées à plein temps et à temps partiel selon le secteur économique, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2011



### Places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire, en milliers, 2006–2011



### Salaires mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2010



## 2006–2011: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Au niveau suisse, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement fléchi au cours des cinq dernières années. Ce recul ne s'est pas produit dans toutes les grandes régions: la Région lémanique et le Tessin ont enregistré une légère hausse. La répartition des actifs occupés entre les trois secteurs économiques fait aussi ressortir des différences régionales. Dans la région de Zurich et dans la Région lémanique, la part des actifs occupés dans le tertiaire, en particulier, est ainsi supérieure à la moyenne. L'industrie et l'agriculture sont par contre bien représentées en Suisse orientale.

### Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans la Région lémanique et au Tessin

Entre le premier trimestre 2006 et le troisième trimestre 2008, le taux de chômage au sens du BIT a fléchi de 4,5 à 3,3%. Ce recul a été observé dans toutes les grandes régions, la Suisse centrale affichant la plus forte baisse (de 2,9 à 2,0%) et le Tessin la plus faible (de 6,3 à 4,9%). Avec la détérioration de la conjoncture, le taux de chômage au sens du BIT est remonté rapidement, atteignant 5,1% au premier trimestre 2010. Cette évolution a à nouveau touché rapidement toutes les grandes régions, les pourcentages de hausse les plus élevés étant relevés en Suisse centrale, où le taux a presque doublé (de 2,0 à 3,9%), et dans la Région lémanique (de 4,5 à 8,2%: +81,1%). Les taux ont ensuite connu une nouvelle baisse.

Au cours des cinq années considérées (du 2<sup>e</sup> trimestre 2006 au 2<sup>e</sup> trimestre 2011), le taux de chômage au sens du BIT a diminué de 4,1 à 3,6% à l'échelle de toute la Suisse. Le Tessin et la Région lémanique ont cependant enregistré de légères hausses, leurs taux passant respectivement de 5,6 à 6,0% et de 5,3 à 5,6%. Les cinq autres grandes régions ont connu une baisse du taux de chômage sur l'ensemble des cinq années.

### Le secteur tertiaire en force à Zurich et dans la Région lémanique

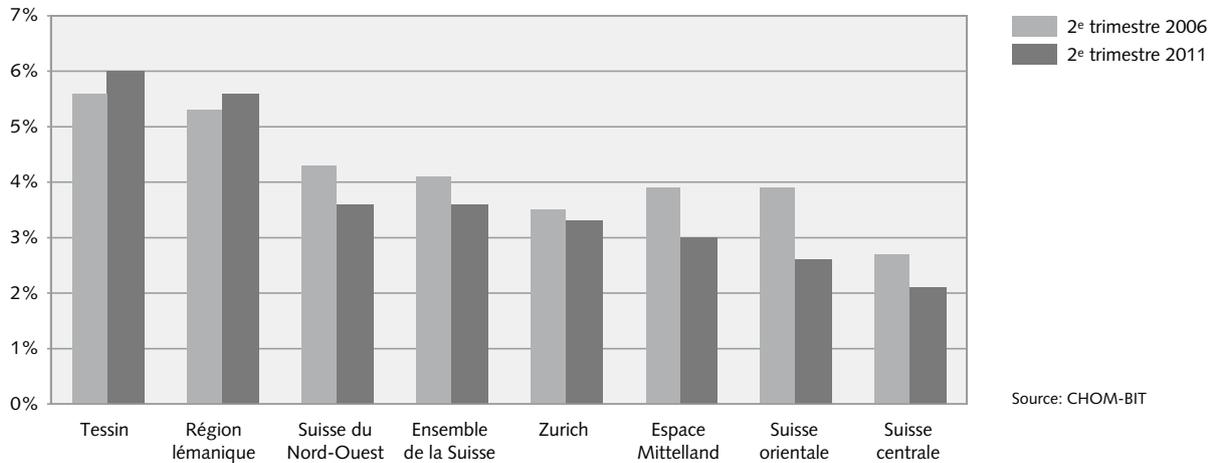
Même si le secteur tertiaire continue de gagner du terrain – au deuxième trimestre 2011, 74,0% des actifs occupés travaillaient dans ce secteur – son importance varie d'une grande région à l'autre. Le tertiaire revêt le plus d'importance dans la région de Zurich et dans la Région lémanique, qui comptent respectivement 82,5 et 80,2% des actifs occupés dans ce secteur. Il joue un rôle un peu moins grand en Suisse orientale (65,1%), où le secteur secondaire est en revanche bien représenté avec 29,5%. La part de l'industrie est sensiblement plus faible à Zurich (15,3%) et dans la Région lémanique (16,9%), où les services occupent une place importante. Quant au secteur primaire, il est le plus fortement représenté en Suisse orientale et en Suisse centrale (5,4%).

### La région zurichoise offre les salaires les plus élevés

La situation salariale en 2010 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5076 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 20,1% de moins que les salariés de la région de Zurich (6349 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions (20,1% en 2010) s'est réduit de deux points par rapport à l'an 2000. Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait entre ces deux extrêmes: 6220 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6083 francs dans la Région lémanique, 5932 francs en Suisse centrale, 5890 francs dans l'Espace Mittelland et 5568 francs en Suisse orientale.

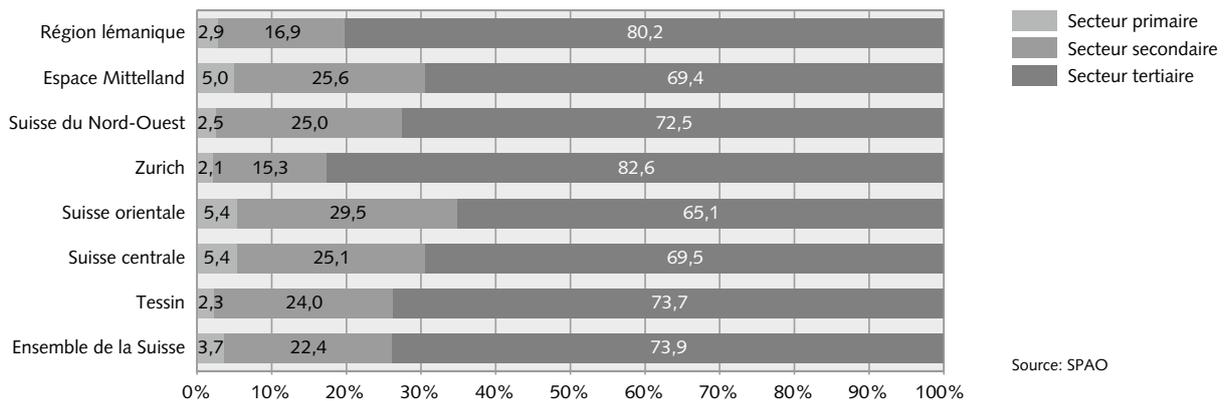
## 2006–2011: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

### Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2006 et 2011



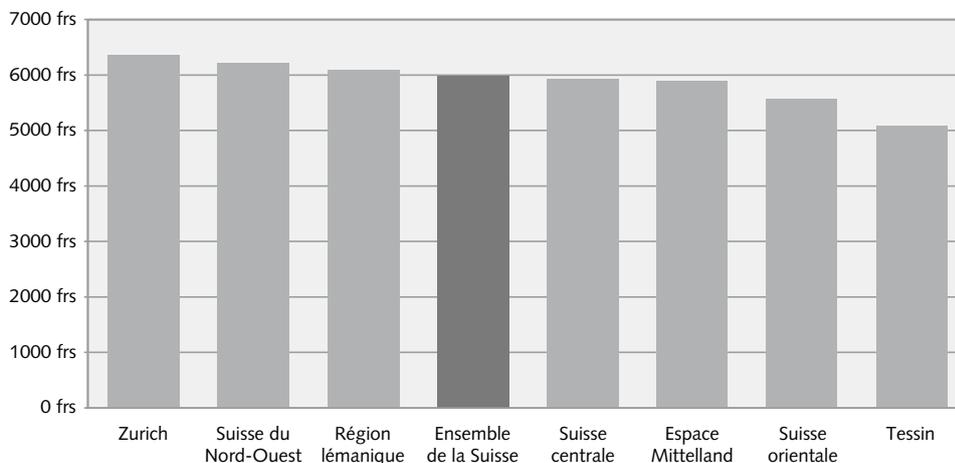
Source: CHOM-BIT

### Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2011



Source: SPAO

### Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2010



Source: ESS

## Situation sur le marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et perspectives à court terme

Si le développement économique s'est quelque peu ralenti au cours de l'année 2011, les indicateurs du marché du travail ne reflètent encore que peu cette évolution au début de l'année 2012. En rythme annuel, le nombre des emplois et des personnes actives occupées s'est accru et le taux de chômage a reculé. L'indice des perspectives d'emploi pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 a légèrement augmenté par rapport aux six derniers mois de 2011.

### Hausse du nombre des emplois et des personnes actives occupées

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le nombre des actifs occupés a progressé de 92'000 ou de 2,0% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus forte d'un point environ chez les femmes (2,5% contre 1,6% chez les hommes). Le nombre des actifs occupés étrangers a augmenté nettement plus que celui des actifs occupés suisses (+4,9% contre +0,9%). Cette progression concerne notamment les groupes des titulaires d'une autorisation de séjour (+7,3%) et des frontaliers (+6,8%).

A l'instar du nombre de personnes actives occupées, celui des emplois s'est accru ces douze derniers mois, de 1,3% pour s'établir à 4,049 millions. La hausse a été de même ampleur dans les secteurs secondaire (+1,4%) et tertiaire (+1,3%). Si l'on considère les grandes régions, le nombre des emplois a augmenté le plus nettement dans l'Espace Mittelland (+2,2%) et dans la grande région de Zurich (+1,8%) et le plus faiblement dans la Région lémanique et la Suisse du Nord-Ouest (+0,7% dans chacune des deux grandes régions).

### Légère diminution du nombre de chômeurs

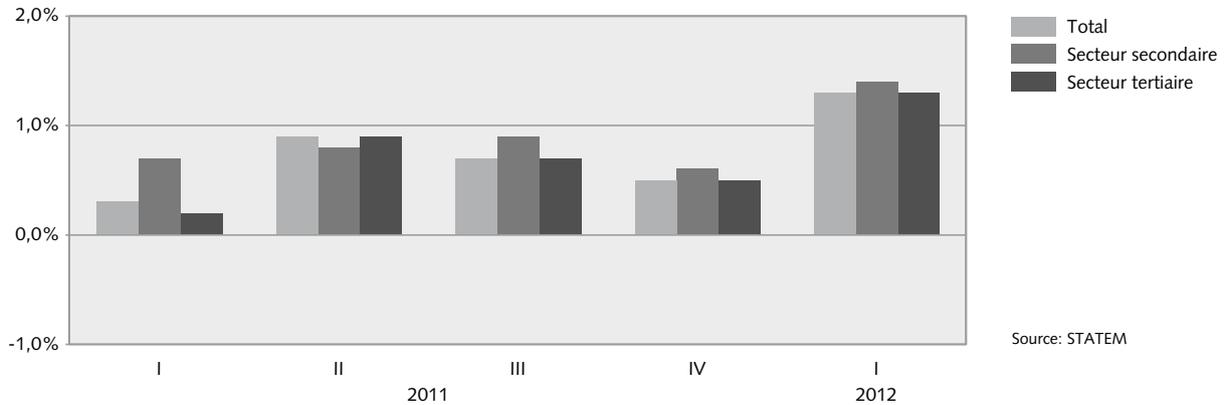
Le taux de chômage selon le SECO se situait à 2,9% en mars 2012, soit un taux inférieur de 0,2 point de pour cent à celui de mars 2011. Il représente en chiffres absolus quelque 126'000 personnes enregistrées en mars 2012 comme chômeurs dans un office régional de placement et une baisse de 8500 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de chômeurs enregistrés a aussi un peu diminué par rapport au mois précédant, plus précisément de 1200 (valeur désaisonnalisée). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi baissé entre mars 2011 (63'000) et mars 2012 (55'000), un recul qui se chiffre à 8400 personnes.

### Les entreprises se montrent assez optimistes

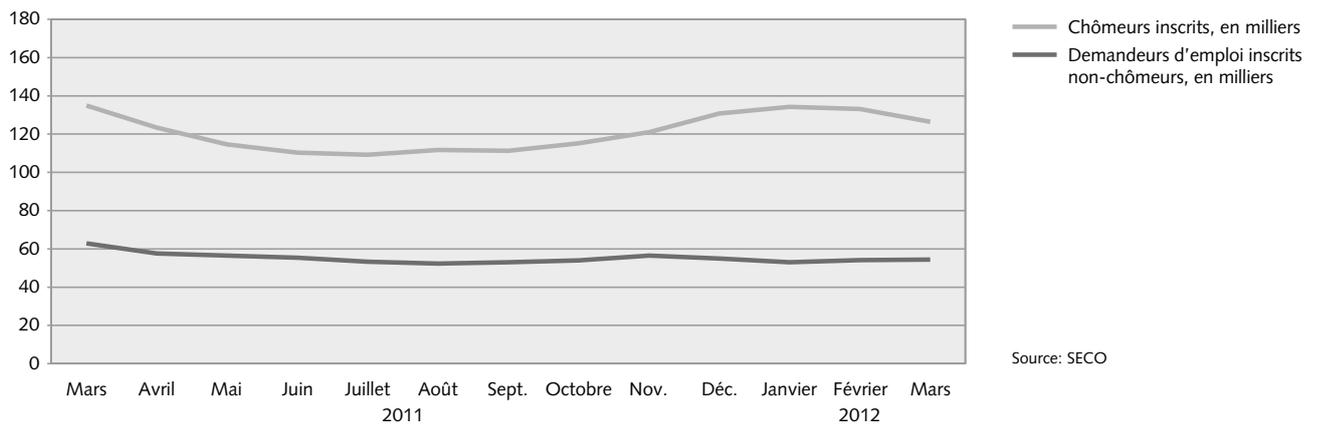
Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises laissent entrevoir une amélioration modérée de la situation de l'emploi: le nombre de places vacantes a certes diminué de 4800 unités en l'espace d'un an pour se situer à 49'000 (chiffres désaisonnalisés) au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. Mais ce chiffre traduit une très légère hausse de 900 unités par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, où le nombre de places vacantes atteignait 48'000. L'indicateur des perspectives d'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, donne une image analogue. Son niveau était de 1,04 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, contre 1,06 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2011. Cet indice avait cependant reculé à son niveau le plus bas de l'année (1,03 point) aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2011, ce qui fait que l'on peut estimer qu'il a connu une évolution positive au début de 2012 avec un niveau de 1,04.

## Situation du marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et perspectives à court terme

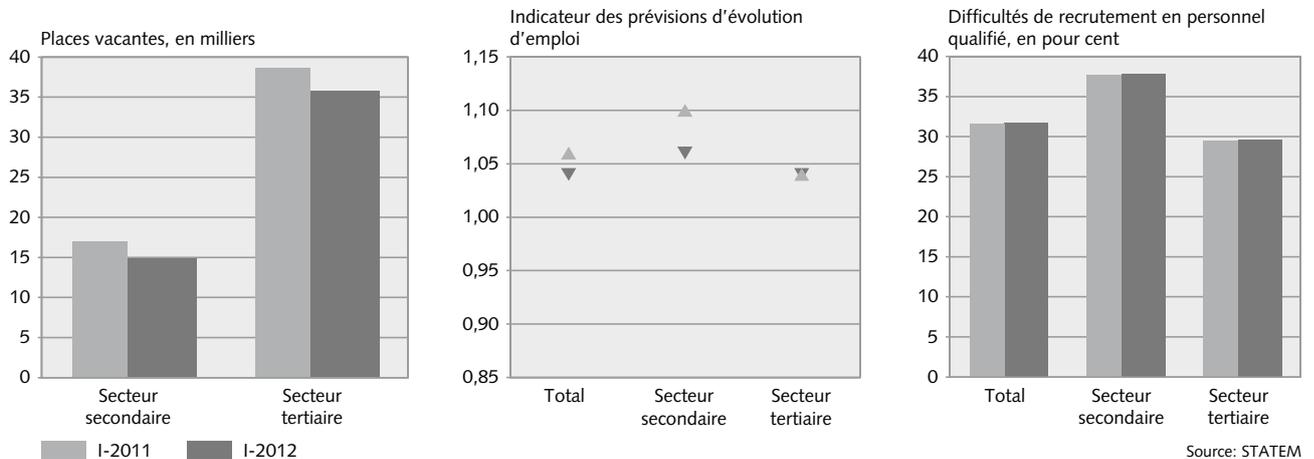
**Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2011 – mars 2012**



**Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2011 – mars 2012**



**Places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2011 et mars 2012**



© Office fédéral de la statistique (OFS)

## Le marché suisse du travail en comparaison internationale

**Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est inférieur de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires, exprimés en euros, figurent parmi les plus élevés, mais sont plus bas si on les convertit en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux des pays du Sud et de l'Est de l'UE, les écarts entre ces trois groupes de pays se sont en partie réduits.**

### Taux d'activité et durée du travail élevés en Suisse

Au deuxième trimestre 2011, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 67,9% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,3%) et la Norvège (71,6%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,1%; Allemagne: 60,1%; France: 56,4%; Italie: 48,3%). L'Italie, Malte (50,8%) et la Hongrie (50,9%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. L'écart avec l'Islande dépasse 30 points. La moyenne de l'UE se situe à 57,5%.

Les Suisses travaillent 41,7 heures par semaine (durée normale de travail des salariés à plein temps); ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (43,8 heures), le Royaume-Uni (42,2 heures) et l'Autriche (41,8 heures). La durée hebdomadaire du travail est nettement inférieure à la moyenne européenne de 40,4 heures en Norvège et en Irlande (38,5 heures dans les deux cas) et au Danemark (37,8 heures).

### Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie d'un pays à l'autre. A Malte (34,8%), en Italie (38,4%), en Grèce (43,7%) et en Hongrie (44,0%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux d'activité les plus élevés (Islande: 79,7%; Norvège: 69,0%; Suède: 60,6%; Danemark: 59,8%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (50,7%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 60,7%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 33,5% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,4%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (49,1%; femmes: 76,6%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,5%; femmes: 2,7%) et en Slovaquie (4,2%; femmes: 6,0%).

### Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Entre le deuxième trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011, le taux de chômage moyen au sens du BIT a légèrement fléchi dans l'Union européenne (-0,2 point à 9,3%). En Suisse, dont le taux de chômage s'est fixé à 3,6% au deuxième trimestre 2011 (-0,7 point par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2010), la

crise économique a eu nettement moins de répercussions sur le chômage que dans les autres pays européens. Seule la Norvège affiche un taux encore plus faible (3,5%; -0,3 point). L'Espagne reste le pays d'Europe avec le taux de chômage le plus élevé (20,9%; +0,8 point), suivie de la Grèce (16,4%; +4,5 points).

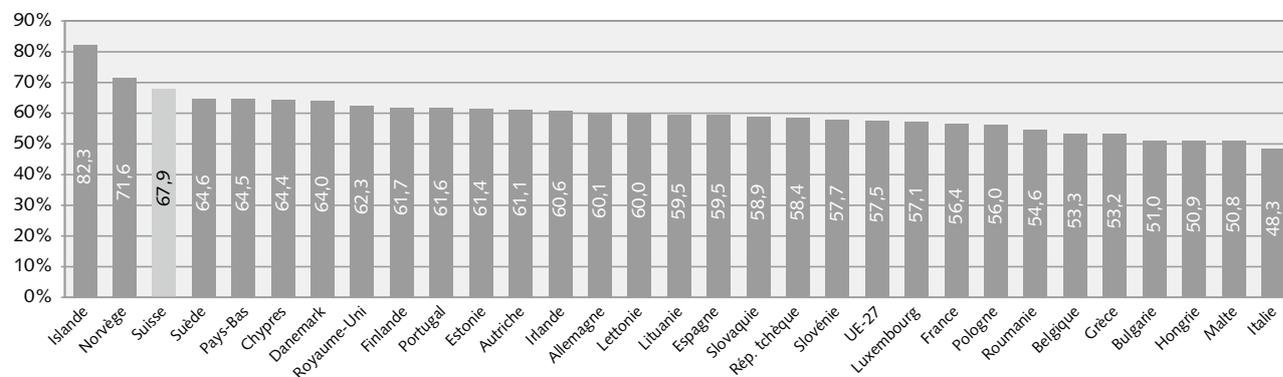
### Les salaires en comparaison internationale

La comparaison du niveau des salaires annuels bruts moyens des travailleurs à plein temps occupés par les entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands au sein de l'UE/AELE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15/AELE, d'autre part entre ces derniers et les nouveaux pays membres. A l'intérieur de l'UE-15, un décalage s'observe toujours entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010, les salaires les plus élevés étaient enregistrés au Danemark (58'840 euros), en Norvège (51'343 euros en 2009), au Luxembourg (49'316 euros) et aux Pays-Bas (45'215 euros), les salaires les plus bas en Italie (27'419 euros en 2009), en Espagne (26'316 euros en 2009) et au Portugal (17'352 euros). L'écart salarial augmente encore lorsque l'on considère les nouveaux pays membres: la Roumanie et la Bulgarie, derniers pays devenus membres de l'UE (janvier 2007), affichaient en 2010 des salaires bruts moyens respectivement de 5'891 et 4'396 euros. Avec un salaire annuel de 56'509 euros la Suisse figure en deuxième position derrière le Danemark.

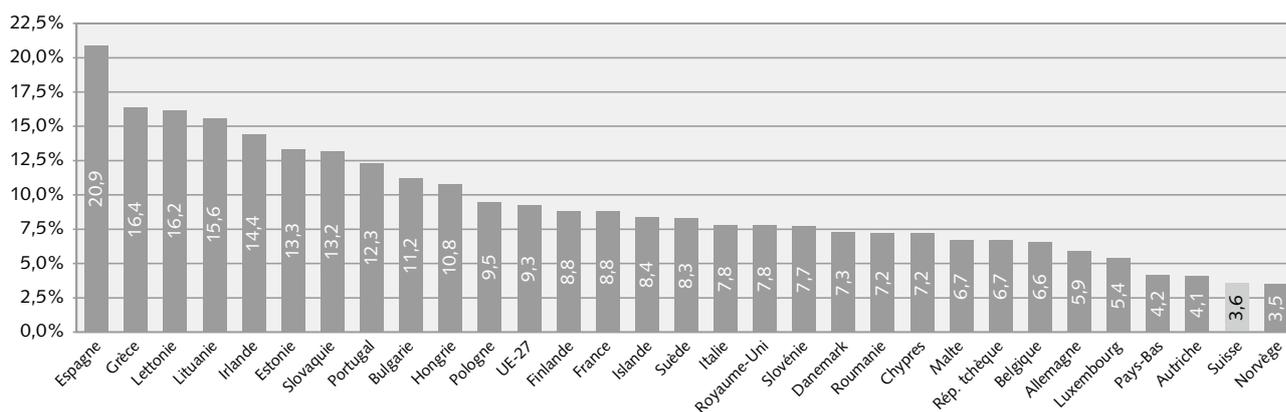
Les salaires peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. Lorsque les salaires annuels bruts sont exprimés en PAS, la position des pays dans le classement peut changer, en particulier celle des pays où les salaires sont les plus élevés. C'est ainsi que, dans le classement établi à partir des salaires exprimés en PAS, le Danemark perd la première position tandis que la Suisse n'occupe plus que la sixième position.

La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires nous amène également à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays en 2010. En effet, si dans la comparaison des salaires en euros, le plus haut (Danemark) est 13,4 fois supérieur au plus bas (Bulgarie), dans la comparaison en PAS, le salaire le plus élevé (Pays-Bas) représente 4,9 fois le salaire payé en Bulgarie.

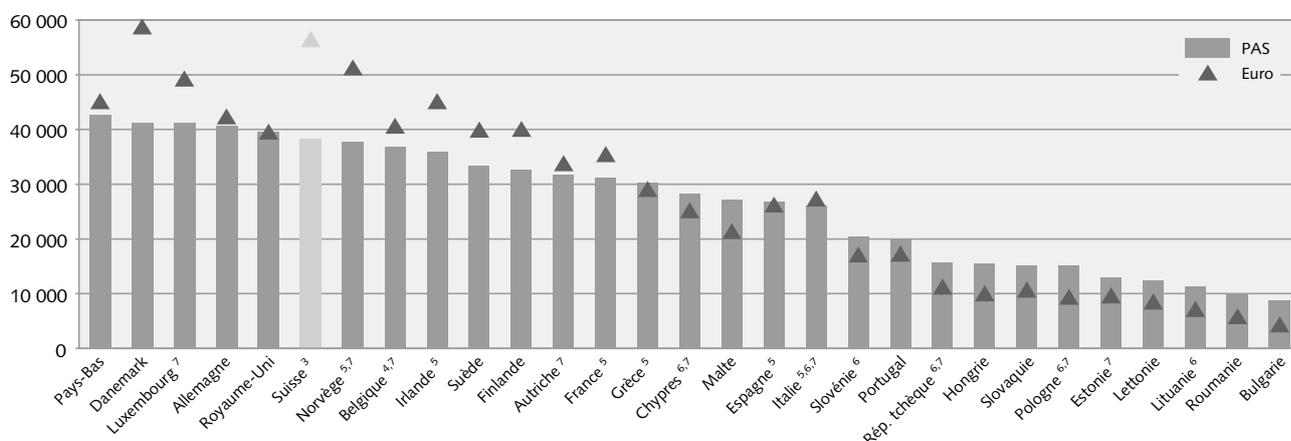
## Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2<sup>e</sup> trimestre 2011

Sources: ESPA, EUROSTAT (état: avril 2012)

Taux de chômage au sens du BIT des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2<sup>e</sup> trimestre 2011

Sources: ESPA, EUROSTAT (état: mai 2012)

Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands<sup>1</sup>), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en PAS<sup>2</sup> et en Euro, 2010<sup>1</sup> Sections B à N de la NACE Rév.2 <sup>2</sup> Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays<sup>3</sup> Médiane <sup>4</sup> 2008 <sup>5</sup> 2009 <sup>6</sup> Equivalents plein temps <sup>7</sup> Toutes les entreprises

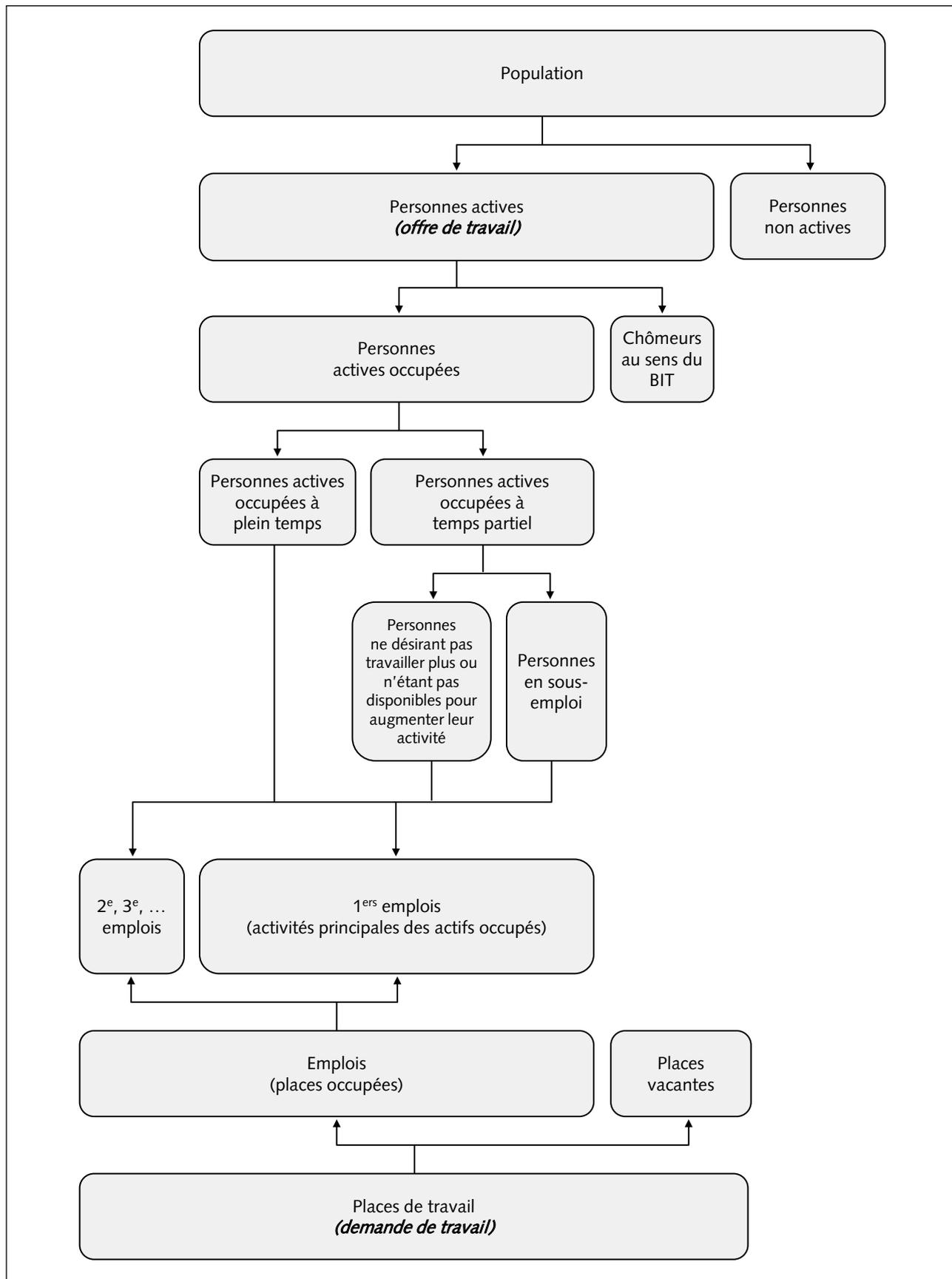
Sources: ESS, EUROSTAT (état: mai 2012)

© Office fédéral de la statistique (OFS)



## 3 Définitions

**Encadré 1: l'offre et la demande de travail**



### 3.1 Notions liées aux personnes

#### Personnes actives occupées

Sont considérées comme actives occupées les personnes d'au moins 15 ans révolus qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont compris dans cette définition, indépendamment du lieu où s'exerce l'activité (dans une entreprise, à domicile ou dans un ménage privé): les salariés, les indépendants, les collaborateurs familiaux d'entreprises familiales, les apprentis, les recrues, sous-officiers et officiers qui, pendant l'école de recrues ou le service d'avancement, conservent leur place et leur contrat de travail, les écoliers et les étudiants qui exercent une activité parallèlement à leurs études et les retraités qui continuent de travailler. Les personnes accomplissant uniquement du travail ménager dans leur propre ménage, des activités d'entraide non rémunérées ou des autres activités bénévoles ne sont pas considérées comme actives occupées.

**(Voir aussi la notion apparentée: «emplois».)**

#### Sources statistiques

Statistique de la population active occupée, comptes globaux du marché du travail: personnes actives occupées selon le concept intérieur.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives occupées parmi la population résidente permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives occupées parmi la population résidente.

#### Chômeurs au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

Sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes âgées de 15 à 74 ans

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Cette définition est conforme aux recommandations du Bureau international du Travail et de l'OCDE et à la définition d'EUROSTAT.

**(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs inscrits» et «demandeurs d'emploi inscrits».)**

#### Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: chômeurs au sens du BIT dans la population résidente permanente et chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active: chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente.

**Personnes en sous-emploi**

Sont considérées comme étant en sous-emploi les personnes actives occupées

- qui présentent une durée normale de travail inférieure aux 90% de la durée normale de travail dans les entreprises (cf. définition des heures normales de travail)
- qui souhaitent travailler davantage et
- qui sont disponibles pour prendre dans les trois mois qui suivent un travail impliquant un taux d'occupation plus élevé.

**Source statistique**

Enquête suisse sur la population active: personnes en sous-emploi parmi la population résidente permanente.

**Personnes actives**

Sont considérées comme actives les personnes actives occupées et les chômeurs au sens du BIT. Les personnes actives constituent l'offre de travail.

**Sources statistiques**

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives parmi la population résidente permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives parmi la population résidente.

**Personnes non actives**

Sont considérées comme non actives les personnes qui ne font partie ni des personnes actives occupées, ni des chômeurs au sens du BIT.

**Source statistique**

Comptes globaux du marché du travail, recensement de la population jusqu'en 2000: personnes non actives parmi la population résidente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes non actives parmi la population résidente permanente.

**Chômeurs inscrits**

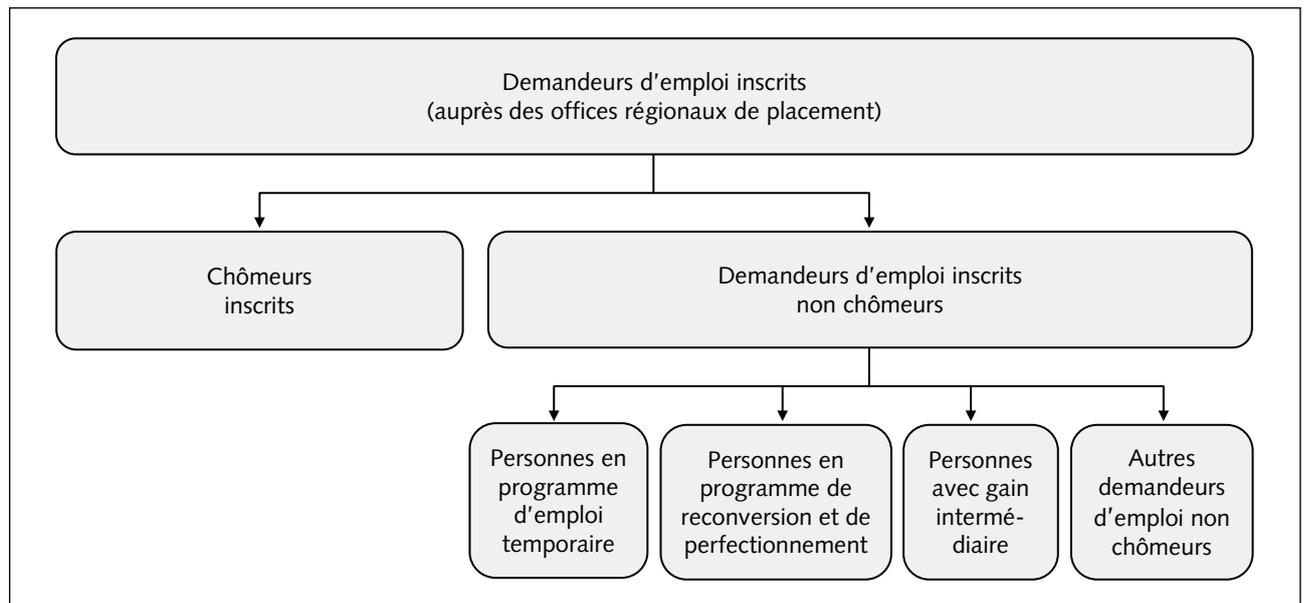
Sont considérées comme chômeurs inscrits les personnes annoncées auprès des offices régionaux de placement, qui n'ont pas d'emploi et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement, indifféremment du fait qu'elles touchent ou non une indemnité de chômage.

*(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «demandeurs d'emploi inscrits».)*

**Source statistique**

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): chômeurs inscrits parmi la population résidente.

## Encadré 2: les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement



### Demandeurs d'emploi inscrits

Sont considérées comme demandeurs d'emploi inscrits toutes les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement. Les demandeurs d'emploi inscrits sont constitués de deux groupes: les chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs. Ces derniers sont inscrits auprès des offices régionaux de placement, mais, à la différence des chômeurs, ne sont pas immédiatement disponibles pour un placement ou ont un emploi. Il s'agit principalement de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ou en gain intermédiaire.

*(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «chômeurs inscrits».)*

#### Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): demandeurs d'emploi inscrits parmi la population résidente.

## 3.2 Notions liées aux places de travail

### Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

*(Voir aussi la notion apparentée: «personnes actives occupées».)*

#### Sources statistiques

Statistique de l'emploi, recensement des entreprises: emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine. Les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise ne sont pas inclus. Dès 2011, on relève désormais dans la STATEM comme emploi chaque personne exerçant une activité professionnelle soumise à cotisation obligatoire à l'assurance vieillesse et survivants (AVS) au sein d'une entreprise. Les emplois de moins de 6h. sont relevés dans une catégorie spécifique; pour assurer la cohérence des séries dans le temps, ils ne sont pas inclus dans le total de l'emploi.

Recensement des entreprises du secteur primaire et relevé des structures agricoles: emplois d'au moins 6 heures par semaine.

### Emplois équivalents plein temps

Les emplois équivalents plein temps résultent de la conversion du volume de travail (mesuré en termes d'emplois ou d'heures de travail) en emplois à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents plein temps se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à plein temps.

#### Sources statistiques

Statistique de l'emploi, recensement des entreprises: le nombre d'emplois équivalents plein temps est estimé en multipliant les emplois ventilés en trois catégories de taux d'occupation (plein temps, temps partiel I et temps partiel II) par le taux d'occupation moyen de chacune de ces catégories. Ce dernier est déterminé à l'aide de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). Seuls les emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine sont couverts, sans les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise.

### Places vacantes

On entend par place vacante, un poste (nouvellement créé, inoccupé ou sur le point d'être vacant) que l'employeur a l'intention de repourvoir immédiatement ou dans un futur proche et pour lequel des mesures actives ont été prises ou vont être prises afin de recruter une/e candidat/e à l'extérieur de l'entreprise.

#### Sources statistiques

Statistique des places vacantes: places vacantes dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Statistique des places vacantes annoncées du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): places vacantes annoncées auprès des ORP; l'annonce étant sans obligation, la statistique du SECO ne couvre qu'une partie restreinte des places vacantes en Suisse.

#### Difficultés de recrutement en personnel

Indicateur dont le but est d'estimer les difficultés de recrutement rencontrées durant le trimestre sous revue par les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

##### *Source statistique*

Indicateurs de l'emploi: on demande aux établissements d'indiquer s'ils ont rencontré des difficultés à recruter du personnel selon 4 catégories (1: personnel trouvé sans difficulté; 2: personnel trouvé avec difficulté; 3: personnel non trouvé; 4: autre (ne sait pas, personnel non cherché, processus de recrutement pas terminé)) et selon 4 niveaux de formation professionnelle (1: personnel sans formation post-obligatoire; 2: apprentissage ou formation équivalente; 3: formation professionnelle supérieure; 4: haute école). Les indicateurs prennent la forme de pourcentages et sont pondérés par le nombre d'emplois. Ils sont présentés de manière détaillée pour chaque catégorie. Un indicateur synthétique (difficultés de recrutement en personnel qualifié) regroupe les cas dans lesquels le personnel recherché a été trouvé avec difficulté ou n'a pas été trouvé dans au moins une des 3 catégories avec un niveau de formation post-obligatoire. La série débute au 1<sup>er</sup> trimestre 2004.

#### Prévisions d'évolution de l'emploi

Indicateurs dont le but est d'estimer la tendance attendue pour le prochain trimestre en termes de prévisions d'évolution de l'emploi pour les secteurs secondaire et tertiaire.

##### *Source statistique*

Indicateurs de l'emploi: les indicateurs expriment sous la forme de pourcentages la proportion des établissements qui ont annoncé un maintien, une réduction ou une augmentation de leur effectif total (chiffres pondérés par l'emploi). Ces pourcentages sont également présentés sous la forme d'un indice synthétique variant de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation). La série débute au 1<sup>er</sup> trimestre 2004.

### 3.3 Notions économiques

#### Offre de travail

L'offre de travail est la quantité de travail offerte par les travailleurs. Elle se compose des personnes actives occupées et des chômeurs au sens du BIT.

#### Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidante permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population dès 2010: personnes actives parmi la population résidante permanente.

Recensement de la population jusqu'en 2000: personnes actives parmi la population résidante.

#### Demande de travail

La demande de travail est la quantité de travail demandée par les employeurs. Elle se compose des emplois (places occupées) et des places vacantes.

#### Sources statistiques

Statistique de l'emploi, statistique des places vacantes.

### 3.4 Notions liées au temps de travail

#### Heures normales de travail

Les heures normales de travail représentent les heures fixées dans le contrat des salariés et, dans le cas des indépendants, les heures habituellement consacrées à l'activité professionnelle. Les heures supplémentaires et les heures d'absences n'ont pas d'effet sur les heures normales de travail.

#### Sources statistiques

Statistique du volume du travail: heures normales de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises: heures normales de travail des salariés à plein temps, en durée hebdomadaire par salarié.

#### Heures effectives de travail

Les heures effectives de travail correspondent aux heures qui ont été effectivement travaillées dans le cadre de l'activité professionnelle. A la différence des heures normales de travail, elles comprennent les heures supplémentaires et n'incluent pas les heures d'absences.

#### Source statistique

Statistique du volume du travail: heures effectives de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

#### Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires correspondent aux heures payées ou non payées

- qui ont été accomplies en plus de la durée normale du travail et
- qui ne sont pas compensées par des congés durant l'année.

#### Source statistique

Statistique du volume du travail: heures supplémentaires selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'heures supplémentaires.

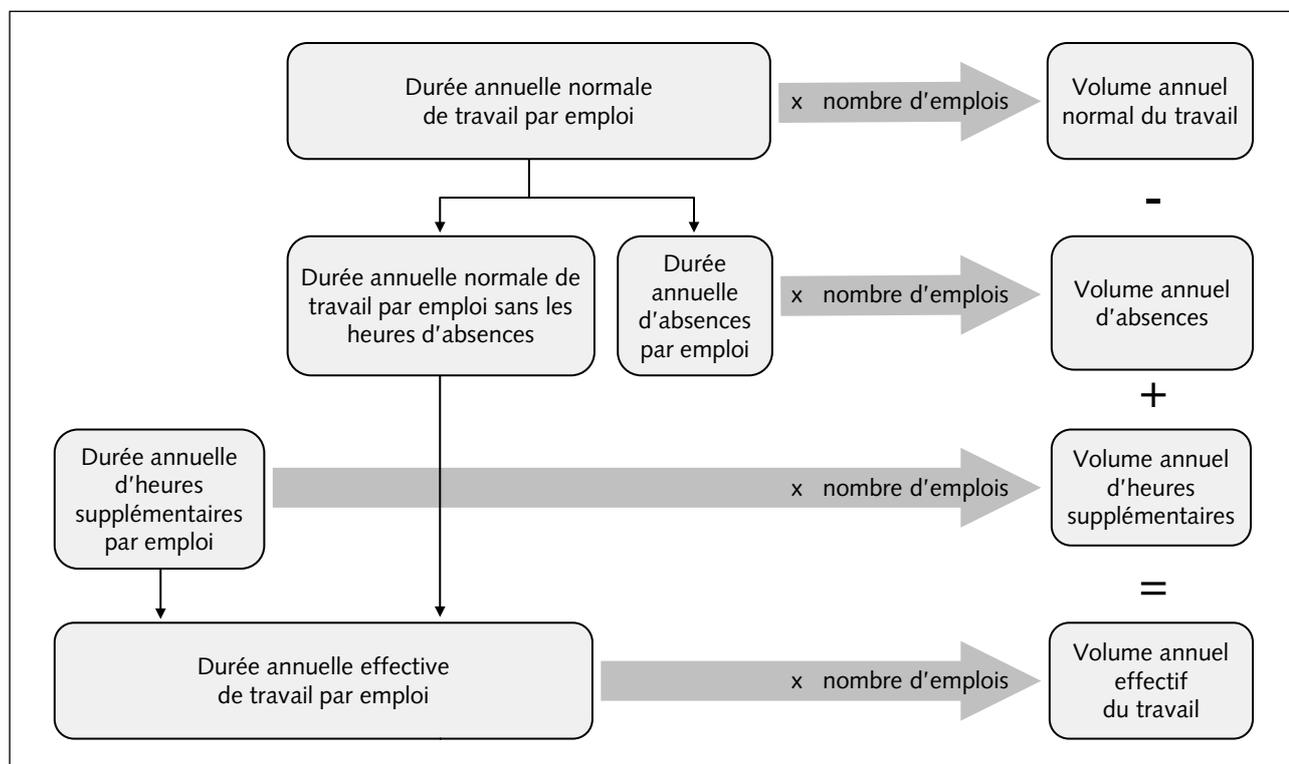
**Heures d'absences**

Les heures d'absences sont constituées par le temps pendant lequel une personne n'était pas à son lieu de travail, alors qu'elle aurait normalement dû y être (maladie, accident, congé maternité, service militaire ou civil, protection civile, réduction de l'horaire de travail, conflit de travail, raisons personnelles et familiales et mauvais temps). Les vacances, les jours fériés et les absences dues à la flexibilité des horaires de travail, ne sont pas considérés comme des absences.

**Source statistique**

Statistique du volume du travail: heures d'absences selon le concept intérieur en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'absences.

**Encadré 3: le temps de travail**



### 3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail

#### Transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité

Les transitions brutes reflètent le passage d'un statut (initial) à un autre (final) au cours d'une certaine période. En mesurant les transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, on est ainsi amené à distinguer neuf groupes de personnes différents (actifs occupés devenus chômeurs au sens du BIT, actifs occupés devenus non actifs, actifs occupés restés actifs occupés, chômeurs au sens du BIT devenus actifs occupés, etc.).

#### Source statistique

Comptes globaux du marché du travail: les transitions brutes sont observées sur une année civile.

#### Migrations internationales

Les migrations internationales sont les mouvements de population d'un pays à un autre ayant pour effet le transfert du domicile. On distingue les immigrations (lorsque le pays de référence est le pays où la personne s'installe) des émigrations (lorsque le pays de référence est le pays que la personne quitte). La différence entre le nombre d'immigrations et d'émigrations est appelée solde migratoire.

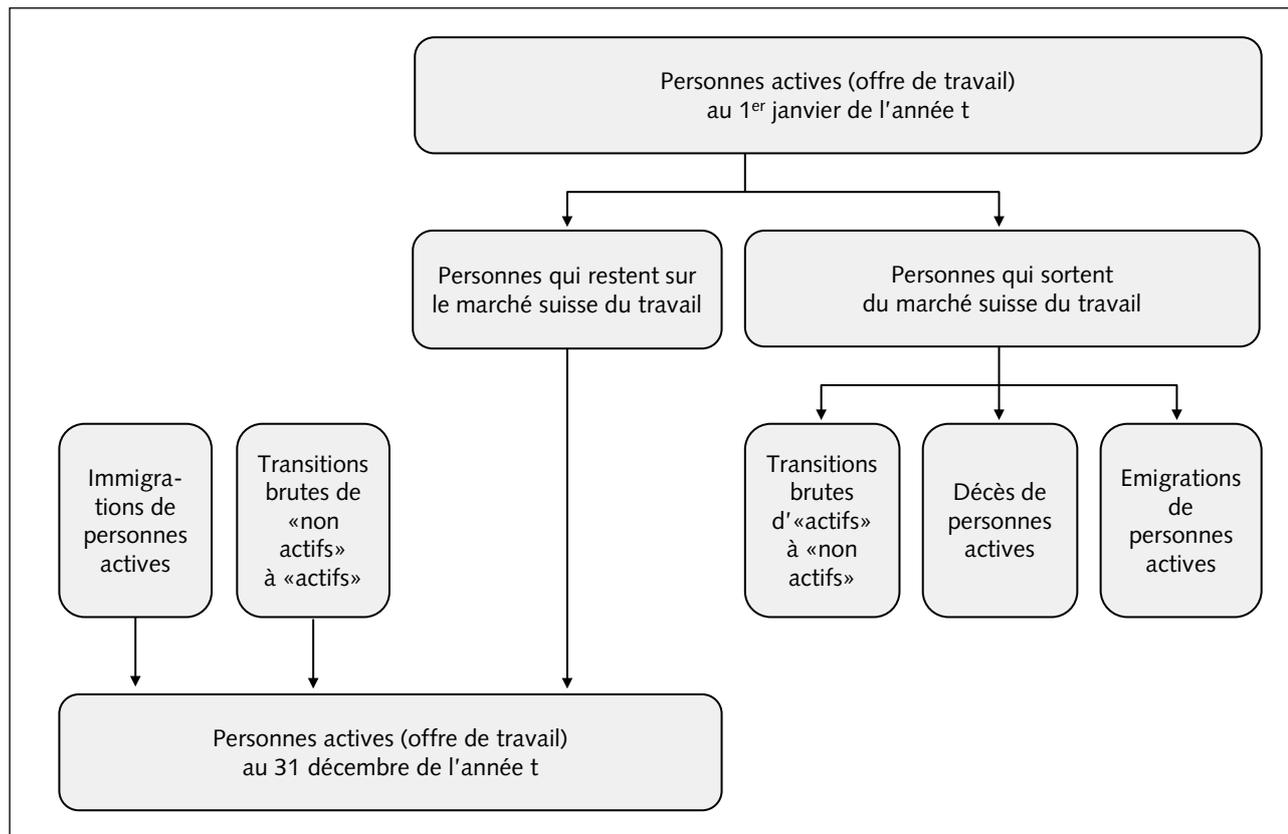
#### Sources statistiques

Statistique de la population et des ménages (STATPOP): migrations internationales des Suisses et des étrangers de la population résidente permanente. STATPOP remplace dès 2011 l'ancienne statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

Office fédéral des migrations (ODM): migrations internationales des étrangers.

Comptes globaux du marché du travail: migrations internationales selon le statut sur le marché du travail. La notion de migrations internationales est, pour les besoins de la statistique, élargie aux cas de nouveaux frontaliers (considérés comme des immigrations) et aux cas de personnes perdant le statut de frontaliers (considérés comme des émigrations).

**Encadré 4: les mouvements sur le marché du travail**



### 3.6 Notions liées à la rémunération du travail

#### Revenu du travail

Le revenu du travail est composé des recettes (en espèce, en nature ou sous forme de services) que procure aux individus l'exercice d'une activité salariée ou indépendante. Le revenu du travail comprend les montants perçus soit en tant que résultat direct de l'activité professionnelle (salaires ou bénéfice de l'activité indépendante), soit en raison de leur situation dans la profession (prestations de sécurité sociale liées à l'emploi). Le revenu du travail ne comprend pas le revenu provenant d'autres sources telles que la propriété, l'assistance sociale, les transferts, etc., non lié à l'emploi.

*(Voir aussi la notion apparentée: «salaire».)*

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur le budget des ménages (EBM): donne une vue d'ensemble des revenus du travail des ménages privés. Par revenu du travail on entend tout ce qui revient au ménage à titre de salaires, de bénéfice d'activité indépendante ou de prestations de sécurité sociale liées à l'emploi.

#### Salaire

Le salaire correspond à la rémunération du travail (en espèce ou en nature) effectué par une personne pour le compte d'une autre personne en vertu d'un contrat écrit ou oral. Cette autre personne peut être une personne physique ou une personne morale (entreprise, institution à but non lucratif ou administration publique). La notion de salaire ne couvre ainsi pas les revenus de l'activité indépendante qui est réalisée pour son propre compte. Il est d'usage de faire la distinction entre salaire brut (avant déduction des cotisations sociales à charge du salarié) et salaire net (après déduction).

*(Voir aussi la notion apparentée: «revenu du travail».)*

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la structure des salaires: les composantes du salaire considérées sont le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. Les résultats sont exprimés soit en salaires mensuels bruts standardisés (recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail), soit en salaires mensuels nets (montants effectivement versés, y compris la rémunération des heures supplémentaires).

Statistique de l'évolution des salaires: Les composantes salariales entrant dans le calcul de l'indice sont le salaire brut de base, les allocations de renchérissement et le 13<sup>e</sup> salaire. Sont exclues les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature. Les personnes prises en compte sont les hommes et les femmes ayant 18 ans révolus à plein temps et à temps partiel.

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur les accords salariaux (EAS): mesure l'adaptation des salaires effectifs et des salaires minimaux (généralement: salaire brut de base + 13<sup>e</sup> salaire) convenue entre les partenaires sociaux dans le cadre de conventions collectives de travail (CCT) sélectionnées. Les salaires minimaux sont des montants minimaux de rémunération négociés collectivement et fixés dans une CCT ou dans un avenant à celle-ci.

Autres sources: enquête sur le budget des ménages et données administratives de l'AVS, ces dernières permettant de calculer la "rémunération des salariés" dans le Compte de revenu du Système de comptabilité nationale.

**Convention collective de travail**

Accord passé entre, d'une part, une ou plusieurs associations d'employeurs ou/et un ou plusieurs employeurs et, d'autre part, une ou plusieurs associations de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail entre employeurs et travailleurs intéressés (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses (dispositions semi-normatives), pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (contributions à une caisse de compensation, représentation des travailleurs dans l'entreprise, formation et perfectionnement professionnels, etc.); elle peut même être limitée à ces clauses. La convention peut en outre régler les droits et obligations réciproques des parties contractantes (dispositions obligationnelles directes), ainsi que le contrôle et l'exécution des clauses prévues. La CCT est régie par les articles 356 à 358 du Code des obligations.

**Sources statistiques**

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse.

**Accords salariaux**

Les partenaires sociaux signataires des conventions collectives de travail (CCT) conviennent lors des négociations salariales du montant et de la répartition de l'adaptation des salaires effectifs et se mettent d'accord sur les salaires minimaux, et éventuellement sur la durée du travail ou d'autres conditions de rémunération.

**Sources statistiques**

Enquête sur les accords salariaux dans les domaines conventionnels (EAS).

### 3.7 Taux divers

#### Taux d'actifs occupés

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'actifs occupés brut calculé pour la population totale
- le taux d'actifs occupés standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'actifs occupés net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

#### Taux de chômage au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

$$\text{Taux de chômage au sens du BIT} = \frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

#### Sources statistiques

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active.

#### Taux de chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs inscrits}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

#### Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): personnes actives selon le dernier relevé structurel sur le recensement de la population.

#### Taux de sous-emploi

$$\text{Taux de sous-emploi} = \frac{\text{personnes en sous-emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

#### Source statistique

Enquête suisse sur la population active.

**Taux d'activité**

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

**Sources statistiques**

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'activité brut calculé pour la population totale
- le taux d'activité standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'activité net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

**Taux d'heures supplémentaires**

$$\text{Taux d'heures supplémentaires} = \frac{\text{durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

**Source statistique**

Statistique du volume du travail.

**Taux d'absences**

$$\text{Taux d'absences} = \frac{\text{durée annuelle d'absences par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

**Source statistique**

Statistique du volume du travail.

**Taux de places vacantes**

$$\text{Taux de places vacantes} = \frac{\text{Places vacantes}}{(\text{emplois} + \text{places vacantes})} \times 100$$

**Sources statistiques**

Statistique des places vacantes, statistique de l'emploi.

### 3.8 Concepts de population et de couverture statistique

#### Concept intérieur

L'activité productive selon le concept intérieur désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse, qu'elle soit le fait de résidents ou de non-résidents. Ce concept peut être utilisé afin de délimiter la population active occupée, les emplois ou encore les heures de travail. Concrètement, l'activité productive selon le concept intérieur comprend l'activité réalisée en Suisse par les groupes suivants: Suisses résidant en Suisse, titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), frontaliers résidant à l'étranger et travaillant en Suisse, saisonniers (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses et personnel de la marine suisse. A l'inverse, l'activité du personnel des ambassades et des consulats étrangers en Suisse, l'activité des fonctionnaires internationaux en Suisse et l'activité des personnes résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger ne sont pas couvertes dans le concept intérieur.

#### Sources statistiques

Le concept intérieur est notamment utilisé dans la statistique de la population active occupée, la statistique du volume du travail, le recensement des entreprises, la statistique de l'emploi et l'enquête suisse sur la structure des salaires. Le concept intérieur est par ailleurs utilisé dans le domaine de la comptabilité nationale.

#### Population résidente permanente

Sont assimilées à la population résidente permanente toutes les personnes de nationalité suisse avec domicile principal en Suisse, ainsi que tous les ressortissants étrangers avec une autorisation de résidence valable au moins 12 mois ou séjournant au moins depuis 12 mois en Suisse, à savoir les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée équivalent à une durée cumulée minimale de 12 mois, les personnes dans le processus d'asile totalisant au moins 12 mois de séjour et les diplomates et fonctionnaires internationaux (y compris les membres de leurs familles).

#### Sources statistiques

Le concept de population résidente permanente est utilisé dans le nouveau recensement fédéral de la population dès 2010, dans la statistique de la population et des ménages (STATPOP), dans la statistique du chômage au sens du BIT et dans l'enquête suisse sur la population active sous une forme légèrement adaptée; en effet, cette enquête ne comprend ni les diplomates et fonctionnaires internationaux, ni les personnes dans le processus d'asile.

#### Population résidente

Sont assimilées à la population résidente toutes les personnes résidant en Suisse à un moment donné, quels que soient leur nationalité, la durée et le type d'autorisation de résidence. Les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, ne sont pas comptées dans la population résidente. Concrètement, la population résidente comprend les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les saisonniers (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, les diplomates et fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

#### Sources statistiques

Le concept de population résidente est utilisé dans le recensement fédéral de la population jusqu'en 2000, et dans la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

### 3.9 Grandes régions

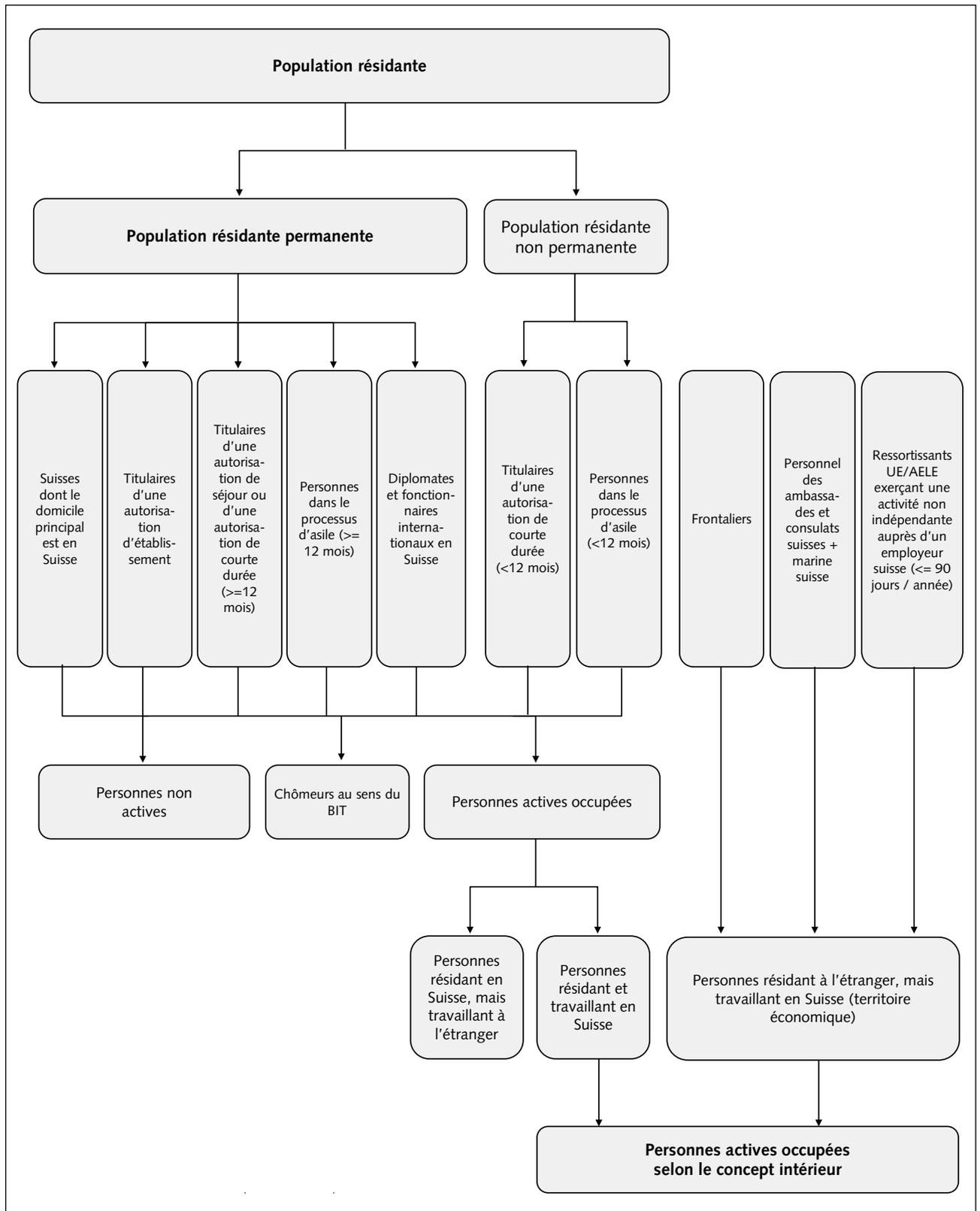
#### Grandes régions

Région lémanique:	Vaud, Valais, Genève
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Jura
Suisse du Nord-Ouest:	Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie
Zurich:	Zurich
Suisse orientale:	Glaris, Schaffhouse, Appenzell Rh.-Ext., Appenzell Rh.-Int., Saint-Gall, Grisons, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Uri, Schwytz, Obwald, Nidwald, Zoug
Tessin:	Tessin

#### **Sources statistiques**

Les résultats de la plupart des statistiques du marché du travail sont proposés sous une forme régionalisée.

**Encadré 5: population résidente, population résidente permanente et concept intérieur**





## 4 Sources statistiques

## 4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail

Les informations sur le marché du travail proviennent d'enquêtes réalisées auprès des ménages, d'enquêtes réalisées auprès des entreprises ou de l'exploitation de données administratives (cf. encadré 6). Alors que les enquêtes auprès des ménages sont essentiellement basées sur l'offre de travail, les enquêtes auprès des entreprises fournissent des informations orientées sur la demande. Ces informations peuvent être également combinées afin d'obtenir ce qu'on appelle des statistiques de synthèse. Ces dernières enrichissent nos informations et produisent des résultats nouveaux sans qu'il y ait besoin de procéder à de coûteuses enquêtes supplémentaires. Elles permettent en outre de combiner les avantages spécifiques de plusieurs statistiques et d'en pallier certains défauts. Dans l'encadré 6, on remarque qu'une multitude de statistiques ou registres livrent des informations portant sur le marché du travail. Afin que la publication garde une relative concision, ainsi que pour des raisons de périodicité d'enquête, certaines de ces sources statistiques ne sont pas abordées plus en détail, ni sur le plan des aspects de méthode, ni sur celui des résultats<sup>1</sup>.

L'enquête suisse sur la population active (ESPA), réalisée auprès des ménages, est la source principale de quatre statistiques de synthèse traitées dans cet ouvrage. Il s'agit de la statistique de la population active occupée (SPA0), de la statistique du volume du travail (SVOLTA), de la statistique du chômage au sens du BIT et des comptes globaux du marché du travail (CMT). Dans le cadre de cette publication, L'ESPA fournit également les chiffres nécessaires aux comparaisons internationales et au calcul des taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Outre l'ESPA et les quatre statistiques de synthèse qui en sont dérivées, sept autres sources statistiques livrent des indicateurs dans le cadre de la publication «Indicateurs du marché du travail» (cf. encadré 7): quatre enquêtes auprès des entreprises (la statistique de l'emploi, l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux et l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse), trois statistiques basées sur des données administratives (la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises, la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et la statistique de l'évolution des salaires). La vue d'ensemble est complétée par la statistique des frontaliers (statistique de synthèse basée principalement sur la statistique de l'emploi et utilisée comme input dans la SPA0, dans la SVOLTA et dans les CMT).

<sup>1</sup> Des informations sur les sources statistiques relatives au marché du travail qui ne sont pas présentées en détail dans cette publication peuvent être obtenues auprès des Offices fédéraux suivants:

**Secrétariat d'Etat à l'économie:** statistique sur la réduction de l'horaire de travail, statistique des places vacantes annoncées et statistique des conflits du travail

**Office fédéral des migrations:** système d'information central sur la migration (SYMIC)

**Office fédéral de la statistique:** recensement de la population, recensement des entreprises, enquête sur les nouvelles entreprises, recensement des entreprises du secteur primaire

## Encadré 6: le système des statistiques suisses du marché du travail

Statistiques de synthèse	
Statistique de la population active occupée (SPA0)	• cf. 4.3
Statistique des frontaliers (STAF)	• cf. 4.6
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	• cf. 4.7
Statistique du chômage au sens du BIT	• cf. 4.10
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	• cf. 4.13
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	• cf. 4.2
Recensement de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un recensement exhaustif de la population résidante a été réalisé tous les dix ans entre 1850 et 2000. Il a relevé des données sur l'activité professionnelle depuis 1860. Jusqu'en 1960, on a tenu compte uniquement de l'activité à plein temps et jusqu'en 1980 uniquement des personnes actives occupées travaillant au moins 6 heures par semaine. Ce n'est qu'en 1990 que la limite de travail a été abaissée à une heure par semaine (définition internationale). Depuis 2010, le recensement traditionnel de la population est remplacé par une série d'enquêtes, parmi lesquelles le relevé structurel annuel représente une source de données importante dans l'optique de l'observation du marché du travail. Cette enquête par échantillonnage, menée auprès de 200'000 personnes, fournit les informations suivantes sur l'activité professionnelle: statut d'activité (indépendants avec ou sans employés, collaborateurs familiaux, salariés selon le niveau hiérarchique, apprentis), durée du travail, profession apprise, profession exercée et branche économique.</li> </ul>
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	• cf. 4.4
Recensement des entreprises (RE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisé tous les 3 ou 4 ans auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire, pour la dernière fois en 2008. On y relève les emplois d'au moins 6 heures par semaine. Les emplois dans les ménages privés et les emplois d'indépendants sans entreprise ne sont pas considérés. Principales ventilation: branches économiques, régions, communes, sexe, nationalité (Suisse/étrangers), taux d'occupation.</li> </ul>
Enquête sur les nouvelles entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisée auprès des entreprises nouvellement inscrites dans le registre des entreprises et des établissements (REE) afin de mettre ce dernier à jour. Le REE sert de base au recensement des entreprises et à toute enquête par sondage auprès des entreprises.</li> </ul>
Recensement des entreprises du secteur primaire ou de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève l'emploi par régions dans le secteur primaire.</li> </ul>
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	• cf. 4.14
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	• cf. 4.17
Enquête sur les conventions collectives de travail (ECS)	• cf. 4.18
Statistique des conflits du travail du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève chaque année les grèves et lock-out (nombre d'entreprises touchées, d'ouvriers participants et journées de travail perdues).</li> </ul>
Données administratives	
Système d'information central sur la migration (SYMIC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données mensuelles sur le nombre de travailleurs étrangers. Dès juin 2002, le SYMIC ne livre plus d'informations sur l'activité des titulaires d'une autorisation de séjour originaires de l'UE et des titulaires d'une autorisation d'établissement. Ventilations principales: branches économiques, sexe, type d'autorisation de séjour, âge.</li> </ul>
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	• cf. 4.8
Statistique de la réduction de l'horaire de travail du SECO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève mensuellement des informations sur le chômage partiel. Ventilation par cantons.</li> </ul>
Statistique du chômage du SECO	• cf. 4.11
Statistique des places vacantes annoncées du SECO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève chaque mois les places vacantes annoncées aux offices régionaux de placement. Ventilation principale: cantons.</li> </ul>
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	• cf. 4.16

## Encadré 7: aperçu des statistiques et des indicateurs traités dans la publication

Statistiques de synthèse	
Statistiques	Indicateurs fournis
Statistique de la population active occupée (SPA0)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnes actives occupées</li> </ul>
Statistique des frontaliers (STAF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse</li> </ul>
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Heures effectives de travail</li> <li>• Heures normales de travail</li> <li>• Heures supplémentaires</li> <li>• Heures d'absences</li> </ul>
Statistique du chômage au sens du BIT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômeurs au sens du BIT</li> <li>• Taux de chômage au sens du BIT</li> </ul>
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité</li> <li>• Migrations de main-d'oeuvre</li> </ul>
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'actifs occupés</li> <li>• Taux d'activité</li> <li>• Indicateurs servant aux comparaisons internationales</li> </ul>
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emplois, emplois équivalents plein temps</li> <li>• Indicateurs sur les prévisions de l'emploi</li> <li>• Nombre des places vacantes</li> <li>• Indicateurs des difficultés de recrutement</li> </ul>
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaire mensuel brut standardisé</li> <li>• Salaire mensuel net non standardisé</li> </ul>
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adaptation des salaires effectifs</li> <li>• Adaptation des salaires minimaux</li> </ul>
Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conventions collectives de travail</li> </ul>
Données administratives	
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée normale du travail hebdomadaire des salariés à plein temps</li> </ul>
Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômeurs inscrits</li> <li>• Taux de chômage</li> <li>• Demandeurs d'emploi inscrits</li> </ul>
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indice des salaires nominaux</li> <li>• Indice des salaires réels</li> </ul>

## 4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est une enquête réalisée auprès des ménages qui a pour but principal de fournir des données sur la structure de la population active suisse et sur les comportements en matière d'activité professionnelle. Les thèmes principaux que l'ESPA aborde sont l'activité professionnelle, le chômage et ses caractéristiques, la profession (apprise et exercée), les conditions de travail, la mobilité sur le marché du travail, la branche économique, les heures de travail, la formation (y compris la formation continue), le travail non rémunéré, la situation familiale, les conditions de logement et les revenus (cf. chapitre 4.15). Ce vaste éventail de données conduit à un grand choix dans les critères de ventilations (par exemple les actifs occupés selon l'état civil, la classe de revenu, le type d'horaire; les chômeurs au sens du BIT selon la formation, la durée de chômage, le type de famille, etc.). Des enquêtes similaires (appelées enquêtes sur les forces de travail ou labour force surveys) sont conduites dans les pays de l'Union européenne.

### Concepts et définitions de l'ESPA

L'ESPA applique les définitions internationales de l'activité et du chômage (Bureau international du Travail et EUROSTAT). Une personne est ainsi considérée comme active occupée si elle exerce une activité professionnelle d'au moins une heure pendant la semaine de référence. L'utilisation de ces définitions permet de réaliser des comparaisons internationales.

En raison de la méthode de relevé, les résultats de l'enquête se rapportent à la population résidente permanente uniquement. Par conséquent, l'ESPA ne prend pas en considération certains groupes d'étrangers, tels les frontaliers, les titulaires d'une autorisation de courte durée et les personnes dans le processus d'asile. Pour combler ces lacunes, on rajoute, dans une étape importante des processus de calcul des statistiques de synthèse (statistique de la population active occupée, statistique du chômage au sens du BIT, statistique du volume du travail et comptes globaux du marché du travail), les groupes qui n'appartiennent pas à la population résidente permanente (voir encadré 8). Cette opération, si elle permet de tenir compte de toutes les personnes travaillant en Suisse et de tous les chômeurs au sens du BIT résidant en Suisse, présente toutefois un inconvénient: on perd de la souplesse dans les possibilités de ventilation des résultats.

### Méthode de calcul de l'ESPA

#### a) Méthode de relevé

L'ESPA est une enquête par échantillonnage auprès des ménages. De 1991 à 2009, elle a été réalisée entre le mois d'avril et le mois de juin. Dès 2010, elle se déroule en continu dans le but de fournir des indicateurs trimestriels et annuels. L'OFS informe par écrit les ménages sélectionnés, puis un institut de sondage mandaté les contacte par téléphone. Les personnes qui participent à l'enquête sont interrogées quatre fois sur 15 mois. Cette structure en panel permet d'observer de près l'évolution du marché du travail et d'effectuer des analyses longitudinales.

#### b) Extrapolation des résultats

L'exploitation des résultats de l'enquête nécessite une pondération des réponses fournies par les personnes interrogées. Cette pondération est calculée sur la base de la population résidente permanente de la Suisse. En 2011, chaque participant à l'ESPA a représenté en moyenne 200 personnes de la population résidente permanente âgée de 15 ans et plus (échantillon de 126'000 ménages en 2011).

Les principaux résultats de l'ESPA sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, des analyses «à la carte» peuvent également être réalisées sur demande.

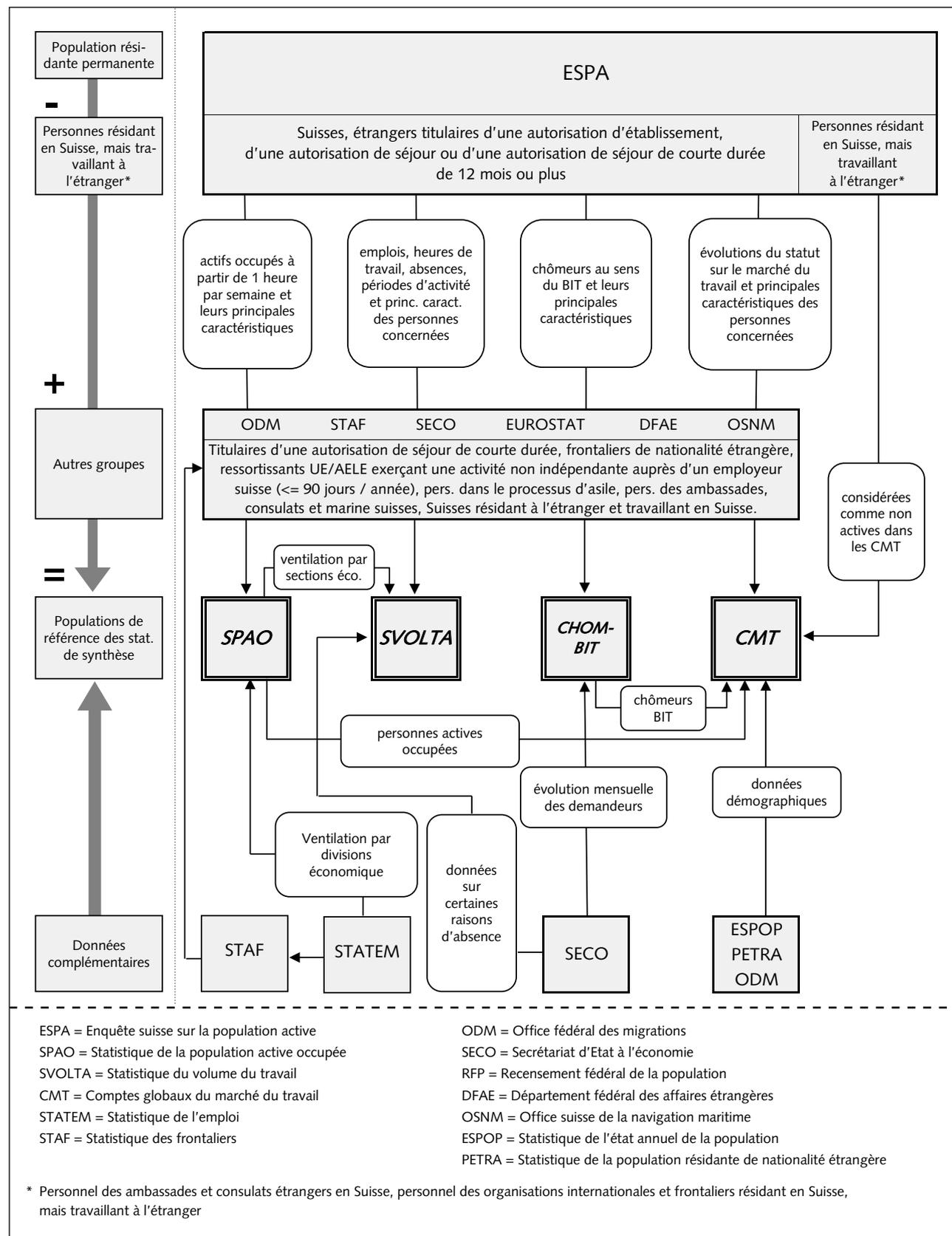
### Concepts et définitions de l'enquête suisse sur la population active

Objet de la statistique:	Structure de la population active et comportements en matière d'activité professionnelle
Méthode de relevé	Enquête auprès des ménages (126'000 interviews en 2010)
Population de référence:	Population résidente permanente sans les diplomates, les fonctionnaires internationaux (y c. membres de leur famille) et les personnes dans le processus d'asile
Période de référence/périodicité:	Dès 2010: Chaque trimestre, enquête continue De 1991 à 2009: Deuxième trimestre (d'avril à juin), enquête annuelle

### Critères de ventilation

Les nombreux thèmes abordés par l'enquête permettent un grand choix dans les critères de ventilation. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'une enquête par échantillonnage, les croisements entre variables sont limités (plus les groupes isolés sont de taille réduite, plus le coefficient de variation est grand).

## Encadré 8: les inputs principaux des statistiques de synthèse basées sur l'ESPA



### 4.3 La statistique de la population active occupée (SPAO)

La statistique de la population active occupée (SPAO) a été créée en 1977. Des chiffres globaux remontent jusqu'en 1948 et d'autres, plus détaillés, jusqu'en 1960. Dans cette statistique, toutes les personnes travaillant en Suisse sont prises en compte. La SPAO livre ainsi des données sur l'ensemble de l'économie, y compris le secteur primaire. La SPAO est une statistique de synthèse, c'est-à-dire qu'elle repose sur différentes sources statistiques dont les principales sont l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le système d'information central sur la migration (SYMIC) tenu par l'office fédéral des migrations (ODM) et la statistique de l'emploi (STATEM). En combinant ainsi les résultats de diverses sources, il est possible d'une part d'utiliser les forces tout en laissant de côté les faiblesses des statistiques comprises dans la SPAO et d'autre part d'adapter le champ couvert par la statistique au concept intérieur.

#### Concepts et définitions de la SPAO

La SPAO relève toutes les personnes travaillant en Suisse (cf. chapitre 3.8, «le concept intérieur») au moins une heure par semaine. Elle répond ainsi à la définition de l'activité recommandée par le Bureau international du Travail. La SPAO considère notamment des groupes de population qui ne sont pas compris, pour diverses raisons, dans la STATEM. Il s'agit en particulier des personnes travaillant dans le secteur primaire, de celles qui sont employées par des ménages privés ainsi que de celles qui exercent leur activité en tant qu'indépendant sans entreprise. La population de référence de la SPAO se distingue aussi de celle de l'ESPA. En effet, à la différence de l'ESPA qui ne considère que la population résidente permanente, la SPAO tient également compte des frontaliers, des personnes dans le processus d'asile, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ainsi que d'autres groupes marginaux.

#### Méthode de calcul de la SPAO

La SPAO s'établit en deux étapes.

##### 1) Passage au concept intérieur

Les valeurs trimestrielles se calculent à partir de l'ESPA. Mais comme les définitions de celle-ci ne coïncident pas entièrement avec les définitions de la SPAO, les données de l'ESPA, qui se rapportent à la population résidente permanente, sont adaptées au concept intérieur (cf. encadré 9). Autrement dit, on ajoute aux personnes actives occupées de l'ESPA les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, le personnel de la marine suisse, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins, et l'on en soustrait le personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse et les frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger.

Ce calcul se fait distinctement pour les hommes et pour les femmes, pour les Suisses et pour les étrangers (ces derniers étant répartis selon le type d'autorisation de séjour).

##### 2) Ventilation des résultats

Les valeurs selon le concept intérieur – déjà réparties selon le sexe, la nationalité et le type d'autorisation de séjour – sont encore ventilées par secteur et division économique, grande région, groupe d'âges, et statut d'activité. Les principales sources pour ces ventilations sont l'ESPA, la STATEM, le SYMIC et la statistique des frontaliers (STAF).

#### Révision 2011

La STATEM, utilisée dans la SPAO pour estimer le nombre de personnes actives occupées par divisions économiques (NOGA à 2 positions), a été révisée rétrospectivement jusqu'à l'année 2001. Cette révision a nécessité une mise à jour des résultats de la SPAO. La révision périodique annuelle de la STAF et celle de deux autres sources mineures ont aussi été intégrées. Les données de la SPAO ont été révisées rétrospectivement jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre 2001.

Pour plus de détails sur la méthode de la SPAO, cf. le rapport méthodologique «La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2010», OFS, 2011.

## Encadré 9: Adaptation de la SPAO au concept intérieur

### Actifs occupés suisses résidant en Suisse

- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C)
- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour (livret B)
- + Actifs occupés titulaire d'une autorisation de séjour de courte durée supérieure ou égale à 12 mois (livret L)

### = Actifs occupés dans la population résidente permanente

- + Actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée inférieure à 12 mois (livret L)
- + Actifs occupés dans le processus d'asile
- + Personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger
- + Personnel de la marine suisse
- + Frontaliers de nationalité étrangère résidant à l'étranger et travaillant en Suisse (livret G)
- + Suisses résidant à l'étranger et travaillant en Suisse
- + Ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant moins de 90 jours par année civile
- Frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger

### = Population active occupée selon le concept intérieur

### Concepts et définitions de la statistique de la population active occupée

Objet de la statistique:	Les personnes exerçant une activité productive au sens de la comptabilité nationale d'au moins 1 heure par semaine
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population active occupée selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Moyenne trimestrielle, statistique trimestrielle et annuelle

### Critères de ventilation

#### Personnes actives occupées

- sexe x nationalité/autorisation de séjour
- sexe x sections économiques selon la NOGA08
- sexe x divisions économiques selon la NOGA08
- sexe x grandes régions
- sexe x nationalité x secteurs économiques
- sexe x nationalité x groupes d'âges
- sexe x nationalité x statut d'activité
- secteurs économiques x grandes régions

x = croisé avec

## 4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)

La statistique de l'emploi (STATEM) est élaborée sur la base d'une enquête réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Elle existe en tant qu'enquête trimestrielle depuis 1925. D'abord réalisée pour différentes branches industrielles et publiée sous forme d'indice, elle a peu à peu évolué, couvrant finalement toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Elle est publiée sous forme d'effectifs depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 1991.

### Concepts et définitions de la STATEM

La STATEM porte sur les établissements des secteurs secondaire et tertiaire sur territoire suisse (concept intérieur). Les établissements du secteur primaire (agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture), les établissements où l'on travaille moins de 20 heures par semaine et les employés de ménages privés ne sont pas pris en compte. Le principal sujet d'investigation de l'enquête est le nombre d'emplois, y compris ceux des patrons, gérants, propriétaires travaillant dans l'établissement, des apprentis, des représentants et du personnel des services extérieurs.

### Méthode de calcul de la STATEM

L'enquête se fonde sur un échantillon aléatoire d'établissements (dans le sens de l'unité locale) tirés du Registre des entreprises et des établissements (REE). L'échantillon, stratifié par divisions économiques, taille des établissements (emplois mesurés en équivalents plein temps) et par grande région, se base sur les chiffres du recensement des entreprises (RE). Il est mis à jour une fois par année au 2<sup>e</sup> trimestre. Les cantons et les grandes villes qui le souhaitent ont depuis 2001 la possibilité de financer des compléments d'échantillons régionaux. Suite à l'introduction d'un nouveau questionnaire d'enquête et d'une nouvelle définition de l'emploi basée sur le versement de cotisations obligatoires à l'assurance vieillesse et survivants (AVS), la STATEM a été révisée au 3<sup>e</sup> trimestre 2011 et les séries adaptées pour la période 2001–2011.

Le registre des entreprises et des établissements (REE) constitue l'univers dont sont tirés les cadres de sondage et d'extrapolation pour le nombre d'emplois. Ainsi, la STATEM intègre de manière contrôlée les mises à jour du REE, ainsi que l'ensemble des variations d'emploi dues aux créations et disparitions d'établissements. Les séries sont également adaptées une fois par an aux valeurs de référence du nouvel échantillon. Les séries révisées pour les 4 trimestres concernés sont publiées au 3<sup>e</sup> trimestre. L'échantillon mis à jour contient environ 65'100 établissements, soit environ 16% de l'ensemble des établissements des secteurs secondaire et tertiaire et couvre environ 61% des emplois. Une annexe méthodologique décrivant les principales caractéristiques du cadre de sondage, ainsi que la variance des estimations trimestrielles accompagne les tableaux de résultats.

Les renseignements nécessaires à la STATEM sont récoltés auprès des établissements grâce à l'envoi d'un questionnaire imprimé sur papier ou adressé par e-mail, par l'échange électronique de données ou par le biais de la version internet de l'enquête. Le questionnaire porte en premier lieu sur le nombre d'emplois occupés dans l'établissement à la fin du trimestre sous référence. Les autres informations recueillies dans le cadre de cette enquête concernent les places vacantes, ainsi que deux variables qualitatives, soit l'indicateur sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et l'indicateur sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Tous les résultats de la STATEM sont disponibles sur le site Internet de l'OFS de même que les rapports de méthodes suivants: «Statistique de l'emploi: Bases méthodologiques 2000», OFS, 2002; «Statistique de l'emploi. Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage», OFS, 2008; «Statistique de l'emploi: Révision 2007: méthodes d'estimation», OFS, 2008.

### Concepts et définitions de la statistique de l'emploi

Objet de la statistique:	Les emplois dans les établissements, les places vacantes, les indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et les indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi.
Méthode de relevé:	Enquête auprès de 65'100 établissements.
Population de référence:	Emplois de 6 heures et plus dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur et soumis à cotisations AVS. Ne sont pas considérés: les emplois du secteur primaire, les emplois «hors entreprises» (emplois dans des ménages privés et indépendants sans entreprise), emplois dans les établissements où l'on travaille au total moins de 20 heures par semaine.
Période de référence/périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

### Critères de ventilation

#### Emplois

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA08 x taux d'occupation
- Sexe x grandes régions x secteurs économiques / taux d'occupation

#### Equivalents plein temps

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA08
- Grandes régions x secteurs économiques

Nombre de places vacantes, indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi

- Divisions économiques NOGA
- Séries désaisonnalisées

- Grandes régions

x = croisé avec / = ou

## 4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi

La statistique de la population active occupée (SPAO) et la statistique de l'emploi (STATEM) abordent le marché du travail sous des angles différents, la première sous l'angle de l'offre de travail par le biais des ménages (la SPAO se base pour l'essentiel sur l'enquête suisse sur la population active), la seconde sous l'angle de la demande de travail par le biais des établissements. En raison de cette différence, l'une ou l'autre statistique sera plus appropriée selon l'aspect du marché du travail que l'on souhaite analyser.

Des écarts peuvent apparaître entre le nombre d'actifs occupés selon la SPAO et le nombre d'emplois selon la STATEM. La première différence concerne l'unité de mesure, une personne active occupée pouvant exercer plusieurs emplois. Ensuite, certaines catégories d'activités ne sont par définition pas incluses dans la STATEM, alors qu'elles le sont dans la SPAO (secteur primaire et services domestiques, emplois impliquant moins de 6h de travail par semaine, emplois dans les entreprises cumulant moins de 20h de travail par semaine, emplois non soumis à cotisations AVS). On suppose aussi que certaines formes atypiques de travail (p.ex. contrats à durée très limitée, collaborateurs familiaux, personnes travaillant sur appel) échappent partiellement à la STATEM. Enfin, tant les résultats de la SPAO que ceux de la STATEM sont soumis à une part d'erreur aléatoire.

Les deux statistiques se distinguent également par leur période de référence: bien que toutes deux trimestrielles, la SPAO se réfère à des moyennes trimestrielles alors que la STATEM livre des résultats se référant à des fins de trimestre.

La SPAO fournit des données sur l'ensemble des personnes travaillant en Suisse et sur leur évolution. Elle renseigne notamment sur la répartition de la population active occupée dans les trois secteurs économiques. La SPAO est également adaptée pour des analyses relatives à la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse. Grâce à la ventilation par catégories d'autorisation de séjour, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la part des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour dans l'ensemble de la population étrangère active occupée. La statistique permet en outre d'étudier des questions touchant la structure sociodémographique du monde du travail (les jeunes, les femmes, les indépendants).

Si l'on s'intéresse à l'évolution de la conjoncture dans les différentes branches de l'économie, on consultera de préférence la STATEM. Les emplois dans les différentes branches sont de plus ventilés par taux d'occupation. Ainsi, l'on peut par exemple connaître la part des personnes qui sont occupées à temps partiel dans l'hôtellerie et la restauration. Cette statistique dispose en outre d'informations sur les places vacantes et fournit des indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

## 4.6 La statistique des frontaliers (STAF)

La statistique des frontaliers (STAF) fournit trimestriellement des informations quant à l'effectif et aux principales caractéristiques des travailleurs frontaliers étrangers en activité en Suisse et résidant à l'étranger. La STAF est une statistique de synthèse élaborée sur la base des données de la statistique de l'emploi (STATEM), du recensement des entreprises (RE) et du système d'information central sur la migration (SYMIC). Créée en 2004, des chiffres globaux ont été calculés rétrospectivement jusqu'en 1995.

### Concepts et définitions de la STAF

La statistique des frontaliers relève tous les travailleurs frontaliers étrangers, c'est-à-dire les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse. L'effectif fourni par la statistique des frontaliers est inférieur à celui des autorisations frontalières en cours selon le SYMIC, les cessations d'activité n'étant pas systématiquement annoncées aux autorités.

### Méthode de calcul de la STAF

La source principale de la statistique des frontaliers est la statistique de l'emploi (STATEM), qui est une enquête par échantillonnage réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Dans cette enquête, une question porte sur le nombre de travailleurs frontaliers employés par l'établissement pour le trimestre en cours.

La STAF se construit en 2 étapes principales:

- On estime tout d'abord l'effectif au niveau national des frontaliers salariés des secteurs II et III, sans les services domestiques et sans les organisations extra-territoriales, ce qui correspond à la couverture statistique de la STATEM.
- Le nombre de frontaliers qui travaillent dans le secteur primaire, dans des services domestiques ou des organisations extra-territoriales ainsi que les frontaliers indépendants sont obtenus en corrigeant le nombre d'autorisations frontalières selon le SYMIC. Le facteur de correction correspond à la relation entre l'estimation basée sur la STATEM et le nombre d'autorisations frontalières selon le SYMIC pour les entreprises du deuxième et troisième secteur. La somme de cet effectif corrigé et de l'estimation précédente donne la valeur de référence nationale du nombre de frontaliers. Ce total est ensuite ventilé selon différents critères. La répartition selon les différents critères de ventilation est proportionnelle à la répartition dans le SYMIC.

Lors de l'élaboration de la statistique, les valeurs de référence nationales ont été calculées rétrospectivement jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 1995, par interpolation exponentielle entre deux valeurs de référence. L'estimation du total des frontaliers est soumise à un coefficient de variation d'environ 0,8%.

Pour plus de détails sur la méthode de la STAF, cf. le rapport méthodologique interne «Statistique des frontaliers, Bases méthodologiques», OFS, 2008.

### Concepts et définitions de la statistique des frontaliers

Objet de la statistique:	Travailleurs frontaliers étrangers
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Tous les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse.
Période de référence/périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

### Critères de ventilation

#### Travailleurs frontaliers

- sexe x grandes régions
- sexe x cantons de travail
- sexe x canton de travail x sections économiques selon la NOGA08
- sexe x canton de travail x divisions économiques selon la NOGA08
- sexe classes d'âge x cantons de travail
- sexe x pays de résidence x cantons de travail
- sexe x durée du permis de travail x cantons de travail
- sexe x statut d'activité x cantons de travail
- sexe x statut d'activité x sections éco. selon la NOGA08
- statut d'activité x divisions économiques selon la NOGA08
- sexe x statut d'activité x sections éco. selon la NOGA

x = croisé avec

## 4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)

Jusque dans les années 50, la grande majorité des travailleurs étaient employés à plein temps. Il suffisait alors de considérer l'effectif de la population active occupée pour obtenir un indicateur fiable du niveau de l'activité professionnelle. Avec l'apparition du travail à temps partiel dans les années 60 et le développement de formules souples d'aménagement du temps de travail, cet indicateur ne suffisait plus. Il a donc fallu créer des statistiques nouvelles sur la durée et le volume du travail. Si des statistiques sur la durée hebdomadaire du travail ont vu le jour dès les années 40, la statistique du volume du travail (SVOLTA) n'a pu être créée qu'au début des années 90.

### Concepts et définitions de la SVOLTA

L'élaboration de la SVOLTA est inspirée par divers travaux réalisés dans ce domaine par le Bureau international du Travail (BIT). Ces éléments ont toutefois dû être adaptés aux données disponibles en Suisse. Les concepts et les définitions ont été fixés compte tenu des règles en vigueur dans le Système de Comptabilité Nationale. La SVOLTA fait l'objet d'une révision en 2011, notamment pour tenir compte du changement de périodicité de sa source principale (ESPA).

### Méthode de calcul de la SVOLTA

La méthode d'établissement de la SVOLTA diffère selon que l'on considère la population résidente permanente ou les autres groupes de population travaillant en Suisse.

#### • Volume du travail de la population résidente permanente

Pour la population résidente permanente, le volume du travail se calcule d'après les résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). L'ESPA permet de calculer la durée annuelle normale du travail pour chaque emploi (les éventuelles activités accessoires des personnes actives occupées sont prises en compte). Pour les emplois salariés, on considère comme durée normale du travail celle qui est fixée dans le contrat de travail. Pour les emplois des indépendants, on considère la durée usuelle du travail. Les absences annuelles sont

soustraites, pour chaque emploi, à la durée annuelle normale du travail. Comme l'ESPA n'informe pas de façon suffisamment fiable sur tous les types d'absences, nous nous référons, pour les absences en raison des réductions de l'horaire de travail et des conflits de travail, aux statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). De plus, étant donné la saisonnalité des absences pour des raisons de santé, un facteur de correction établi sur la base de l'enquête suisse sur la santé (ESS) est utilisé pour les données antérieures à 2010. Pour obtenir la durée annuelle effective du travail, il faut encore tenir compte, pour chaque emploi, des heures supplémentaires annuelles (livrées par l'ESPA); elles ne sont comptées que si elles ne sont pas compensées par des congés. La durée effective du travail correspond donc au nombre d'heures qui, au cours de la période considérée, ont effectivement été consacrées à l'accomplissement d'une tâche ou d'un travail déterminé.

#### • Volume du travail des autres groupes

Pour estimer le volume du travail conformément au concept intérieur, il faut également prendre en considération plusieurs groupes de population travaillant en Suisse mais qui ne sont pas interrogés dans le cadre de l'ESPA. Ces groupes sont les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel de la marine suisse, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins. Si le nombre d'emplois occupés par ces groupes de personnes nous est donné par des sources administratives dont la principale est le système d'information central sur la migration (SYMIC), leur durée du travail provient de valeurs moyennes estimées à l'aide de l'ESPA. Une analyse réalisée à l'aide du recensement fédéral de la population (RFP) a montré, en effet, que la durée de travail de ces groupes d'étrangers ventilés selon le sexe, le taux d'occupation et la section économique ne diffère pas de manière significative de la durée du travail du reste de la population.

### Concepts et définitions de la statistique du volume du travail

Objet de la statistique:	Heures effectives de travail, heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires de toutes les personnes qui accomplissent dans l'année au moins 1 heure d'activité productive au sens de la comptabilité nationale.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x sections économiques NOGA08
- Sexe x nationalité x statut d'activité
- Sexe x nationalité x taux d'occupation
- Sexe x nationalité x grandes régions

x = croisé avec

## 4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)

Si la statistique officielle livre des données sur la durée hebdomadaire du travail depuis 1942, les méthodes et les concepts de base ont fortement évolué au cours du temps. Depuis 1973, la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) est réalisée sur la base des déclarations d'accidents des salariés transmises au Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). L'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984 de la nouvelle loi sur l'assurance-accidents (LAA), soumettant tous les salariés à l'obligation de s'assurer, a permis d'élargir le champ de la statistique à l'ensemble des branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'au secteur primaire. Avant le transfert à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la DNT le 1<sup>er</sup> mars 1995, celle-ci était réalisée au sein de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). Les résultats sont disponibles par branches économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) à partir de 1990.

### Concepts et définitions de la DNT

La durée normale du travail est définie comme la durée du travail hebdomadaire pratiquée dans les entreprises et valable sur un intervalle de plusieurs mois ou années. Cette durée s'applique à l'entreprise et correspond, en principe, à la durée individuelle du travail des salariés engagés à plein temps, qui ne font pas d'heures supplémentaires et ne sont pas touchés par des réductions de l'horaire du travail.

### Méthode de calcul de la DNT

La durée normale du travail se calcule à l'aide d'un schéma de pondération, dont la base est le dernier recensement des entreprises (RE). En effet, chaque division économique de chaque canton reçoit un coefficient de pondération. Ce procédé permet de calculer les valeurs agrégées en fonction des structures de l'emploi propres à chaque canton et à chaque région. Dans cette optique, il n'est pas tenu compte (pour la période durant laquelle le schéma de pondération est constant) des variations

de la durée normale du travail résultant d'un changement de l'importance relative des branches économiques, comme par exemple, les effets d'un transfert de salariés vers une division dans laquelle la durée normale du travail est généralement plus faible qu'ailleurs. La différence entre la durée normale du travail cantonale et la durée normale du travail à l'échelle nationale peut être interprétée, comme la conjonction de deux effets:

- une différence dans la structure de l'emploi entre la Suisse et le canton considéré (effet structurel)
- une différence dans la durée normale du travail à l'intérieur même d'une ou de plusieurs divisions économiques, entre la Suisse et le canton sous revue (effet résiduel)

Pour chaque canton et section économique, il est possible de calculer la valeur de cet effet structurel. Pour ce faire, on pondère, au niveau des divisions économiques, les données des salariés accidentés du canton en question avec les coefficients de pondération relatifs à la structure suisse de l'emploi. La différence (obtenue au niveau du total des divisions ou d'une section économique) entre la durée cantonale effective et la durée cantonale du travail hypothétique reflète la différence due à l'effet de structure.

En 2009, par exemple, pour le canton de Neuchâtel, la durée normale du travail s'élève à 41,0 h, contre 41,6 h à l'échelon suisse (secteur primaire exclu). Il en découle une différence de 0,6 h, qui peut être décomposée en une variation de 0,2 h due à la structure de l'emploi propre au canton de Neuchâtel, et une variation de 0,4 h due à l'effet résiduel. Cette dernière s'explique par le fait que, dans le canton de Neuchâtel, une ou plusieurs divisions économiques présentent des durées normales du travail inférieures à la moyenne suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de la DNT, cf. la publication «Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux», OFS, 1998

### Concepts et définitions de la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

Objet de la statistique:	Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps dans les entreprises
Méthode de relevé:	Exploitation d'environ 280'000 données administratives
Population de référence:	Salariés des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Sections et divisions économiques NOGA08
- Sections économiques NOGA08 x grandes régions
- Sections économiques NOGA08 x cantons

x = croisé avec



## 4.10 La statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)

Depuis 1991, l'Office fédéral de la statistique (OFS) établit, dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le nombre de chômeurs mesurés d'après les recommandations du Bureau international du Travail (BIT) et de l'OCDE. La statistique du chômage au sens du BIT (anciennement statistique des personnes sans emploi (SPSE)) a été introduite en 1995 afin de proposer des résultats à un rythme plus fréquent que ceux annuels de l'ESPA. Si l'ESPA offre à partir de 2010 des résultats trimestriels, la statistique du chômage au sens du BIT se distingue en continuant de proposer des valeurs mensuelles.

### Concepts et définitions

La statistique du chômage publiée par l'OFS est basée sur les définitions du chômage du BIT. Contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO, cf. chapitre 4.11), qui ne porte que sur les chômeurs inscrits, la statistique du chômage au sens du BIT considère toutes les personnes sans travail et en quête d'emploi qui sont en mesure de commencer une nouvelle activité dans un bref délai. Les chômeurs en fin de droits, qu'ils soient encore inscrits ou non, sont donc compris dans les données de la statistique du chômage au sens du BIT, de même que les personnes qui voudraient reprendre une activité professionnelle après s'être consacrées quelques années à leur famille.

### Méthode de calcul

Le nombre de chômeurs au sens du BIT se calcule en deux étapes: on détermine tout d'abord les valeurs de référence trimestrielles à partir de l'ESPA, puis on procède à la mensualisation des ces dernières à partir des données du SECO. On calcule aussi des moyennes annuelles sur la base des 4 trimestres de l'année ainsi qu'un taux de chômage au sens du BIT pour chaque critère de ventilation.

### 1) Calcul des valeurs de référence trimestrielles

La statistique du chômage au sens du BIT s'appuie sur l'ESPA, laquelle se réfère à la situation moyenne du trimestre. La première étape consiste à déterminer le nombre de chômeurs dans la population résidente permanente pour le trimestre considéré, ceci distinctement pour chacun des 5 groupes d'âges (par sexe et par nationalité) et pour chacune des 7 grandes régions (par sexe). Ces valeurs sont identiques à celles de l'ESPA.

### 2) Mensualisation des valeurs trimestrielles

La deuxième étape consiste à calculer des valeurs mensuelles à partir des valeurs trimestrielles. Cette mensualisation se fait en appliquant sur ces dernières l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au cours des mois du trimestre fournie par le SECO. Les valeurs mensuelles pour les trois mois du trimestre sont estimées en deux temps : une première fois de façon provisoire lors du trimestre considéré et une seconde fois le trimestre suivant, au moment du calcul des nouvelles valeurs de référence.

### 3) Calcul du taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage au sens du BIT est calculé pour chaque critère de ventilation et pour chaque périodicité (mensuelle, trimestrielle, annuelle). On obtient le nombre de personnes actives occupées directement de l'ESPA. La mensualisation de cet effectif s'effectue par interpolation linéaire entre deux valeurs trimestrielles.

Pour plus de détails sur la méthode de la statistique du chômage au sens du BIT, cf. le rapport méthodologique «La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010», OFS, 2011.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage au sens du BIT

Objet de la statistique:	Le nombre de chômeurs au sens du BIT (= chômeurs selon les définitions internationales)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population résidente permanente
Période de référence/périodicité:	Moyennes mensuelle, trimestrielle et annuelle, statistique mensuelle, trimestrielle et annuelle

### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x groupes d'âges
- Sexe x grandes régions

x = croisé avec

## 4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Une statistique du chômage existe en Suisse depuis 1936. Elle est menée aujourd'hui par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette statistique enregistre les effectifs de personnes inscrites en tant que chômeurs dans un office régional de placement (ORP) à la fin du mois, les entrées ainsi que les sorties du chômage sur l'ensemble du mois. Depuis l'automne 1997, la statistique du chômage est complétée par la publication du nombre des demandeurs d'emploi inscrits.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage du SECO

Les données de la statistique du chômage du SECO sont recueillies dans le cadre d'un relevé exhaustif qui repose sur les registres des ORP. A cet égard, on considère comme demandeur d'emploi, toutes les personnes annoncées, qu'elles touchent des indemnités journalières ou non. Les demandeurs d'emploi sont répartis en deux catégories: les demandeurs d'emploi chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Les demandeurs d'emploi non-chômeurs sont inscrits auprès d'un ORP, mais à la différence des chômeurs inscrits ils ne sont pas disponibles immédiatement pour un placement (autrement dit, dans les 30 jours) et/ou ils occupent un emploi. Le SECO distingue les catégories suivantes de demandeurs d'emploi

non-chômeurs: les personnes en gain intermédiaire, les personnes engagées dans un programme d'emploi temporaire, de reconversion ou de perfectionnement ainsi que les autres demandeurs d'emploi non-chômeurs (école de recrues, maladie ou accident, maternité, personnes occupant encore un emploi, exécution d'une peine).

### Méthode de calcul de la statistique du chômage du SECO

Les données concernant les demandeurs d'emploi chômeurs ou non-chômeurs sont collectées auprès des offices régionaux de placement. Les données cantonales sont ensuite groupées au plan national par le biais du Système informatisé pour le placement et la statistique du marché du travail (PLASTA). Depuis 2004, elles peuvent être exploitées selon de nombreux critères de ventilation quelques jours déjà après le jour de référence.

On trouvera des informations détaillées concernant la conception et les bases de la statistique du chômage dans la publication «Le chômage en Suisse 2010», Secrétariat d'Etat à l'économie, Berne, 2011.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie

Objet de la statistique:	Personnes inscrites auprès d'un office régional de placement
Méthode de relevé:	Exploitation de données administratives
Population de référence:	Population résidente
Période de référence/périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

### Critères de ventilation

Les critères suivants sont pris en compte dans la statistique du chômage: sexe, âge, domicile (région/canton), nationalité, statut sur le plan du chômage (chômeur partiel/chômeur complet), durée du chômage, situation professionnelle antérieure, branche économique, groupe de professions, dernière fonction exercée.

Comme il s'agit d'un relevé exhaustif, on peut en principe coupler, dans la statistique du chômage, tous les caractères disponibles. Pour des raisons de place, seule une sélection de combinaisons est publiée. Sur demande, le SECO réalise des exploitations spéciales.

## 4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du SECO

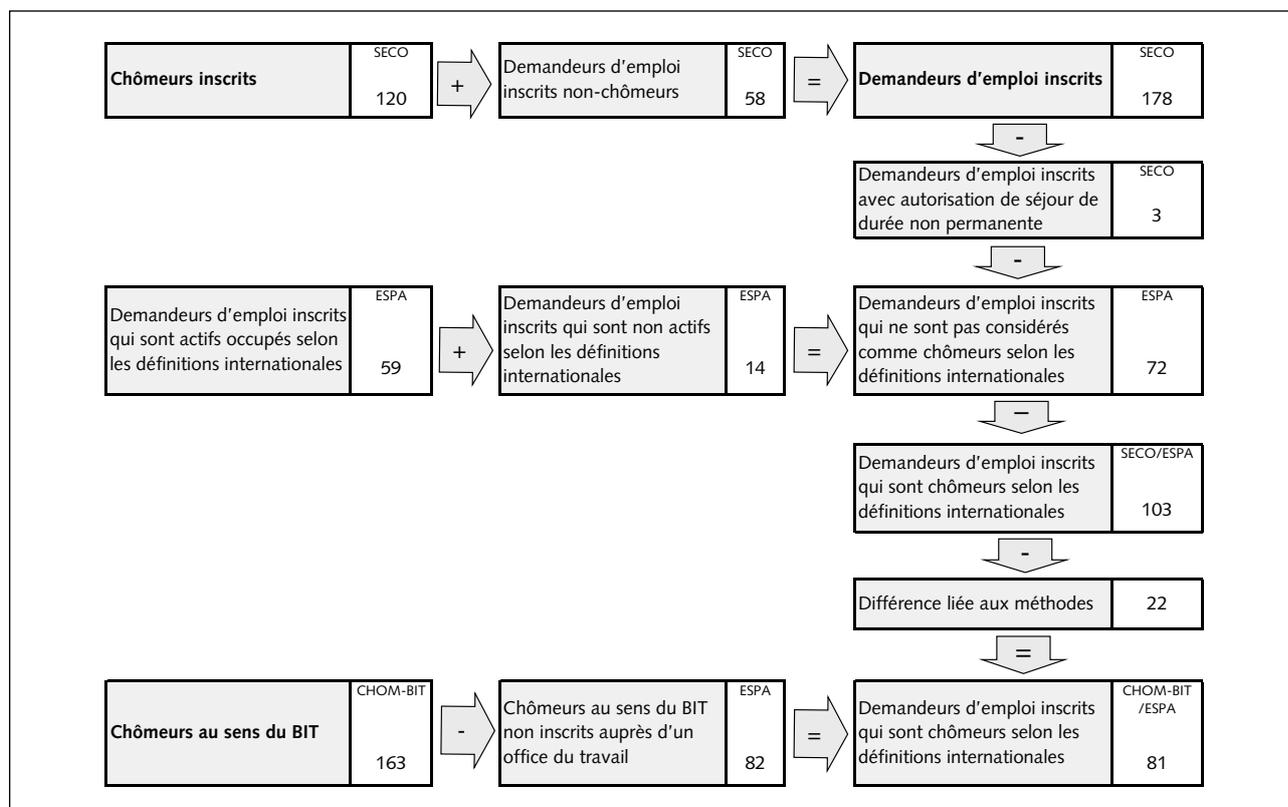
La statistique du chômage au sens du BIT, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur des recommandations internationales et, contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), n'est que très peu influencée par des modifications de loi dans le domaine de l'assurance-chômage. Elle est donc à préférer lors de comparaisons internationales. Comme la statistique du chômage au sens du BIT recense par définition toutes les personnes qui sont sans travail et à la recherche d'un emploi pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour l'occuper, elle définit l'offre de travail non utilisée mieux que ne le fait la statistique du chômage du SECO.

La statistique du chômage du SECO constitue un très bon instrument pour observer la conjoncture. Les résultats sont publiés généralement 5 jours après la fin du mois. Il n'existe aucune autre statistique économique qui fournit des données aussi rapidement par rapport à son jour de référence. Comme elle est une enquête exhaustive, la statistique du chômage permet en outre d'observer l'évolution conjoncturelle à un

niveau régional très détaillé. Par ailleurs, les indicateurs du SECO représentent la meilleure source lorsqu'il s'agit d'étudier les modalités de l'assurance-chômage.

Dans l'encadré 12, les chiffres du SECO sont comparés au nombre de chômeurs au sens du BIT. Les différents groupes de personnes considérés dans les deux statistiques ne sont pas de même importance sur le plan quantitatif et il n'est pas possible de rendre compte intégralement des différences entre ces dernières. Une différence liée aux méthodes d'enquête subsiste: la statistique du chômage du SECO est un relevé exhaustif qui se base sur des données tirées de registres et qui ont pour jour de référence le dernier jour ouvrable du mois. La statistique du chômage au sens du BIT se fonde sur l'ESPA, qui est une enquête par échantillonnage dont les données se réfèrent à l'ensemble d'un trimestre. Ces conceptions distinctes peuvent occasionner des différences autres que celles liées aux définitions et que l'on ne peut cependant pas quantifier avec précision. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est possible que certaines personnes ne fournissent pas les mêmes informations concernant leur situation professionnelle aux enquêteurs de l'ESPA qu'aux offices régionaux de placements<sup>2</sup>.

### Encadré 11: liens entre les données de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO, moyenne du 2<sup>e</sup> trimestre 2011, chiffres en milliers, population résidente



<sup>3</sup> On peut ainsi imaginer que des chômeurs inscrits ne répondent pas à la définition des chômeurs au sens du BIT dans l'ESPA parce qu'ils exerçaient un emploi occasionnel pendant la semaine de référence de l'ESPA ou qu'ils ne pouvaient pas, pour d'autres raisons, occuper un nouvel emploi à court terme.

## 4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)

Les comptes globaux du marché du travail (CMT) permettent de saisir la dynamique du marché du travail. Cette statistique met en évidence les transitions individuelles entre activité professionnelle, chômage et non-activité et, à cet égard, complète les données de la statistique de la population active occupée (SPA0) et de la statistique du chômage au sens du BIT. Les CMT couvrent également les mouvements migratoires et naturels (naissances, décès). Ils établissent ainsi un lien entre les statistiques du marché du travail et la statistique démographique. Les CMT ont été introduits en 1998 avec des données remontant jusqu'en 1991.

### Concepts et définitions des CMT

Les CMT s'appuient sur les mêmes définitions que la SPA0 pour ce qui est des personnes actives occupées. Les chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT; on leur ajoute les chômeurs inscrits avec autorisation de séjour de durée non permanente recensés par le SECO. La période de référence est l'année civile. Les transitions sont déterminées en confrontant le statut des personnes (actives occupées, chômeurs BIT ou non actives) en début d'année avec le statut en fin d'année. Seules sont considérées les migrations qui ne sont pas compensées par un mouvement migratoire inverse au cours de la même année.

### Méthode de calcul des CMT

Les CMT se construisent en 5 étapes principales.

#### 1) Calcul des effectifs de début et de fin d'année

Le nombre total de Suisses est repris de la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP). L'Office fédéral des migrations (ODM) livre les effectifs d'étrangers établis, de titulaires d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée et de personnes dans le processus d'asile (par le système d'information central sur la migration (SYMIC)). Le nombre de frontaliers est fourni par la statistique des frontaliers (STAF). La ventilation selon le statut sur le marché du travail se fait à l'aide de la SPA0 et de la statistique du chômage au sens du BIT.

#### 2) Calcul des entrées (immigrations et naissances)

Les immigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les „entrants“ présentent, en fin d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les immigrations des autres groupes sont déterminées d'après les chiffres de l'ODM. L'ESPA sert à déterminer la part d'actifs parmi les nouveaux titulaires d'une autorisation d'établissement ou d'un permis de séjour. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Le nombre de naissances enregistrées dans la population résidente permanente est fourni par la statistique BEVNAT (données des offices locaux de l'état civil). Les naissances chez les personnes dans le processus d'asile sont livrées par l'ODM.

#### 3) Calcul des sorties (émigrations et décès)

Les émigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les „sortants“ présentaient, en début d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les émigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de l'ODM. La distinction entre personnes actives et personnes non actives se base sur l'ESPA. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Les décès sont déterminés d'après la statistique BEVNAT. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après la même hypothèse que celle utilisée pour les émigrations de Suisses.

### Concepts et définitions des comptes globaux du marché du travail

Objet de la statistique:	Les mouvements sur le marché du travail (transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations et mouvements naturels)
Méthode de relevé	Statistique de synthèse
Population de référence:	Personnes actives occupées: concept intérieur Chômeurs au sens du BIT et personnes non actives: population résidente
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

#### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x statut sur le marché du travail

x = croisé avec

#### 4) Calcul des transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité

Les transitions concernent les personnes présentes aussi bien dans les effectifs initiaux que dans les effectifs finaux. Les transitions des personnes appartenant à la population résidente permanente sont déterminées à partir des données du panel de l'ESPA. Les transitions des autres groupes sont principalement déterminées à l'aide du SYMIC.

#### 5) Egalisation de la matrice des CMT

Les CMT faisant appel à des sources diverses, des écarts de bilan apparaissent dans un premier temps. Afin d'éliminer ces différences, on utilise un procédé mathématique dans lequel les effectifs de début et de fin d'année fonctionnent comme valeurs de référence.

#### Comparaison entre les données des CMT et d'autres statistiques

Des liens existent entre les CMT et d'autres statistiques. Ainsi, les effectifs d'actifs occupés sont repris des chiffres de la SPAO, de la STAF et du SYMIC. Les effectifs de chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT et le SECO. Par ailleurs, la population de référence des CMT correspond à la population résidente permanente selon l'ESPOP, additionnée des frontaliers, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, des ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, des personnes dans le processus d'asile, du personnel des ambassades et consulats suisses et du personnel de la marine suisse.

Par rapport aux données du SYMIC, les données sur les migrations dans le cadre des CMT divergent sur deux points principaux: en premier lieu, les CMT ne tiennent compte que des migrations internationales qui ne sont pas compensées dans la même année par un mouvement migratoire inverse. D'autre part, certains correctifs sont appliqués aux données administratives du SYMIC avant de les utiliser comme input dans les CMT, ceci dans le but de respecter au mieux les définitions internationales.

Pour plus de détails sur la méthode des comptes globaux du marché du travail, cf. la publication «Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats 1991–1996», OFS, 1998

## 4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)

L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) est réalisée tous les deux ans au mois d'octobre depuis 1994 sur la base d'un questionnaire écrit envoyé aux entreprises. Elle permet de décrire régulièrement, à partir de données représentatives, la structure des salaires dans l'ensemble des branches économiques en Suisse (à l'exception de l'agriculture). Elle s'intéresse non seulement à la branche économique et à la taille de l'entreprise, mais aussi aux caractéristiques individuelles des personnes salariées et des postes de travail. Depuis 1994, les données sur les salaires des entreprises privées, de l'administration et des entreprises fédérales ont également été relevées. Depuis 1998, l'enquête fournit en plus des données sur les salaires dans le secteur public cantonal et depuis 2006 sur les salaires communaux. En 2010, les données de quelque 49'000 entreprises privées et publiques resp. administrations avec environ 1,9 million de salaires ont été saisies et exploitées. Le taux de réponse net, c'est-à-dire la part des entreprises qui ont répondu parmi les entreprises dont l'adresse était correcte, s'est élevé à 85% en 2010.

### Concepts et définition de l'ESS

Les deux principaux indicateurs élaborés sur la base de l'ESS sont: le salaire brut standardisé sous la forme d'une valeur centrale (médiane) et la répartition des salaires mensuels nets. Le salaire mensuel brut standardisé est le montant brut recalculé sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail. Cette conversion permet d'établir des comparaisons entre les personnes occupées à plein temps et celles travaillant à temps partiel. Les salaires nets, non standardisés, indiquent les montants effectivement versés par mois sans conversion en équivalents plein temps. La valeur

centrale (médiane) signifie que pour une moitié des salariés, le salaire standardisé se situe au-dessus alors que pour l'autre moitié, le salaire s'inscrit au-dessous. Cet estimateur a la particularité d'être moins sensible aux valeurs extrêmes que ne l'est la moyenne arithmétique.

### Méthode de calcul de l'ESS

Dans le secteur privé, l'enquête sur la structure des salaires repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: le premier niveau est l'entreprise, le second la fiche de salaire. Les entreprises sont stratifiées en fonction de trois critères: la taille (nombre de personnes employées), l'appartenance à la branche économique (selon les divisions de la NOGA) et l'appartenance à une région ou un canton (7 grandes régions, 6 cantons et une ville). Les taux de tirage sont calculés de façon à ce que la dispersion espérée soit inférieure à 5% dans chaque strate. Dans le secteur public (Confédération et cantons), l'enquête est exhaustive au niveau des entreprises et administrations interrogées. Au niveau communal en 2010 les communes interrogées ont été sélectionnées à partir d'un plan d'échantillonnage stratifié en fonction du nombre d'employés et de la grande région. Pour le deuxième niveau d'échantillonnage, on demande en règle générale aux entreprises de plus de 49 salariés de fournir au moins un tiers de leurs salariés, à celles comptant entre 20 et 49 au moins la moitié et aux autres, la totalité de leurs salariés.

Les principaux résultats de l'ESS font l'objet d'une publication bisannuelle: «L'enquête suisse sur la structure des salaires 2010», à paraître.

### Concepts et définitions de l'enquête sur la structure des salaires

Objet de la statistique:	Salaires mensuels brut standardisé et salaire mensuel net (non standardisé).
Méthode de relevé:	Enquête auprès d'environ 49'000 entreprises représentant environ 1,9 million de salariés.
Population de référence:	Emplois salariés des secteurs secondaire et tertiaire (+sylviculture) selon le concept intérieur. Sans les personnes en apprentissage, les stagiaires, les personnes salariées travaillant à domicile, les personnes rémunérées uniquement à la commission, celles dont les activités professionnelles se déroulent en majeure partie à l'étranger, les personnes qui touchent un salaire réduit par rapport à leur degré d'activité (p. ex. SUVA, AI etc.) et les personnes employées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes salariées.
Période de référence/périodicité:	Mois d'octobre, statistique réalisée tous les deux ans

#### Critères de ventilation

##### Salaires mensuels brut standardisés

- Niveau des qualifications pour le poste x sexe x divisions économiques NOGA / taille de l'entreprise / domaine d'activité / groupe d'âge / années de service / permis / grandes régions
- Position professionnelle x sexe x niveau de formation

##### Salaires mensuels nets (non standardisés)

- Taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs (chaque millier de francs) / quantiles (chaque 10%)
- Secteur privé/public x sexe x classes de salaires en francs / quantiles
- Niveau des qualifications requises x taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs / quantiles

x = croisé avec / = ou

## 4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA

L'ESS n'est pas l'unique source statistique susceptible de fournir des données sur les salaires. Dans le cadre des statistiques du marché du travail, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) relève également des données sur le revenu du travail<sup>3</sup>. Les méthodes diffèrent cependant grandement entre les deux enquêtes: si l'ESS recourt à un questionnaire écrit adressé aux entreprises qui traite spécifiquement des questions salariales et qui permet de distinguer et de mesurer les différentes composantes salariales, les données de l'ESPA reposent sur une série de questions dans le cadre d'une interview téléphonique abordant de nombreux autres thèmes (cf. chapitre 4.2). Dans l'ESS la notion de salaire brut standardisé, mesurée sur la base des composantes salariales reprises directement de la comptabilité de l'entreprise, comprend le salaire brut du mois d'octobre, les allocations pour le travail en équipe et le travail du dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux (bonus, participation au bénéfice, etc.). Dans l'ESPA le salaire mensuel brut est calculé sur la base du salaire annoncé par la personne interrogée, auquel on ajoute 1/12 du salaire en cas de 13<sup>e</sup> salaire, un autre 1/12 en cas de 14<sup>e</sup> salaire et 1/24 en cas de prime ou de gratification.

Par rapport à l'ESPA, l'ESS présente l'avantage de reposer sur un large échantillon de salariés, lequel permet des analyses à un niveau élevé de désagrégation (par ex. par divisions

économiques de la NOGA ou selon les principales caractéristiques des salariés ou des postes de travail). De plus, elle porte non seulement sur la population résidente permanente, mais aussi sur les frontaliers et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée. De son côté, l'ESPA tient compte de certaines catégories de salariés non relevées dans l'ESS, telles que les propriétaires de l'entreprise, les apprentis et les personnes travaillant dans des formes atypiques d'emploi (travailleurs à domicile, employés de ménages privés, stagiaires, etc.). L'ESPA recueille par ailleurs des données sur le revenu des indépendants et offre de multiples possibilités de ventilations selon divers critères sociodémographiques (par ex. catégories de professions, situation familiale, etc.).

En raison de ces différences, les résultats de l'une ou de l'autre statistique seront plus appropriés en fonction des questions posées et des unités d'analyses choisies.

L'encadré 12 a été élaboré afin de montrer la nécessité d'harmoniser les données de l'ESS et de l'ESPA avant toute comparaison. Sur un niveau très agrégé cette comparaison indique des différences de l'ordre de 1 à 2%. Pour des raisons de représentativité statistique, la comparaison des données harmonisées de l'ESS et de l'ESPA ne devrait se faire qu'à des niveaux élevés d'agrégation.

### Encadré 12: Harmonisation des données salariales de l'ESS et de l'ESPA, 2008

<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESPA, population résidente permanente</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ESPA</td> <td>Total</td> <td>frs. 5958.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Hommes</td> <td>frs. 6580.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Femmes</td> <td>frs. 5255.–</td> </tr> </tbody> </table>			Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESPA, population résidente permanente			ESPA	Total	frs. 5958.–		Hommes	frs. 6580.–		Femmes	frs. 5255.–	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESS, concept intérieur**</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ESS</td> <td>Total</td> <td>frs. 6046.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Hommes</td> <td>frs. 6447.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Femmes</td> <td>frs. 5376.–</td> </tr> </tbody> </table>			Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESS, concept intérieur**			ESS	Total	frs. 6046.–		Hommes	frs. 6447.–		Femmes	frs. 5376.–									
Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESPA, population résidente permanente																																						
ESPA	Total	frs. 5958.–																																				
	Hommes	frs. 6580.–																																				
	Femmes	frs. 5255.–																																				
Salaire mensuel brut standardisé* médian selon l'ESS, concept intérieur**																																						
ESS	Total	frs. 6046.–																																				
	Hommes	frs. 6447.–																																				
	Femmes	frs. 5376.–																																				
↓ -			↓ -																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3"><b>Population non couverte par l'ESS :</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="3">Personnes travaillant dans le secteur primaire (horticulture et sylviculture non comprises), dans un ménage privé ou dans une associations ecclésiastiques ou religieuses, personnel intérimaire, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes</td> </tr> </tbody> </table>			<b>Population non couverte par l'ESS :</b>			Personnes travaillant dans le secteur primaire (horticulture et sylviculture non comprises), dans un ménage privé ou dans une associations ecclésiastiques ou religieuses, personnel intérimaire, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3"><b>Population non couverte par l'ESPA :</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="3">Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.</td> </tr> </tbody> </table>			<b>Population non couverte par l'ESPA :</b>			Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.																							
<b>Population non couverte par l'ESS :</b>																																						
Personnes travaillant dans le secteur primaire (horticulture et sylviculture non comprises), dans un ménage privé ou dans une associations ecclésiastiques ou religieuses, personnel intérimaire, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes																																						
<b>Population non couverte par l'ESPA :</b>																																						
Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.																																						
↓ =			↓ =																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ESPA</td> <td>Total</td> <td>frs. 6121.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Hommes</td> <td>frs. 6701.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Femmes</td> <td>frs. 5200.–</td> </tr> </tbody> </table>			Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation			ESPA	Total	frs. 6121.–		Hommes	frs. 6701.–		Femmes	frs. 5200.–	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Différence liée aux méthodes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total</td> <td>frs. 22.–</td> </tr> <tr> <td>Hommes</td> <td>frs. 161.–</td> </tr> <tr> <td>Femmes</td> <td>frs. 8.–</td> </tr> </tbody> </table>		Différence liée aux méthodes		Total	frs. 22.–	Hommes	frs. 161.–	Femmes	frs. 8.–	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ESS</td> <td>Total</td> <td>frs. 6099.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Hommes</td> <td>frs. 6540.–</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Femmes</td> <td>frs. 5405.–</td> </tr> </tbody> </table>		Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation			ESS	Total	frs. 6099.–		Hommes	frs. 6540.–		Femmes	frs. 5405.–
Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation																																						
ESPA	Total	frs. 6121.–																																				
	Hommes	frs. 6701.–																																				
	Femmes	frs. 5200.–																																				
Différence liée aux méthodes																																						
Total	frs. 22.–																																					
Hommes	frs. 161.–																																					
Femmes	frs. 8.–																																					
Salaire mensuel brut standardisé* médian après harmonisation																																						
ESS	Total	frs. 6099.–																																				
	Hommes	frs. 6540.–																																				
	Femmes	frs. 5405.–																																				
<p>* équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail  ** salaires du secteur privé et du secteur public</p>																																						

<sup>3</sup> L'enquête sur le budget des ménages (EBM) ainsi que les données administratives de l'AVS comprennent aussi des données sur le revenu du travail. Cependant, le but premier de ces deux sources statistiques n'étant pas la description du marché du travail, nous ne les abordons pas plus en détail dans la présente publication.

## 4.16 La statistique de l'évolution des salaires

De 1939 à 1993, la statistique de l'évolution des salaires était calculée à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements (LOK) menée par l'OFIAMI (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). L'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents a vu naître une nouvelle source administrative pour le calcul d'un indice des salaires: ainsi, en 1994, les déclarations d'accidents sont devenues la source officielle des données pour le calcul de l'évolution des salaires.

Le principal objet de la statistique de l'évolution des salaires est l'indice suisse des salaires (ISS) qui a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires. L'ISS est un des indicateurs conjoncturels pris en considération dans l'analyse de l'évolution économique. Il constitue une valeur de référence lors du processus des négociations salariales et sert de base pour l'application de certaines législations en matière d'assurances sociales (par ex. indexation des rentes AVS). On distingue l'indice des salaires nominaux qui mesure l'évolution des salaires effectivement perçus et l'indice des salaires réels qui indique l'évolution du pouvoir d'achat des salaires. L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation.

### Concepts et définitions de l'ISS

L'ISS mesure l'évolution des salaires se rapportant à un travail de nature constante. Le calcul de l'ISS élimine donc l'impact de l'évolution de la structure des salariés sur l'évolution des salaires pour se concentrer sur l'évolution du prix du travail. Dans ce but, on ne tient pas compte par exemple des variations salariales dues à l'augmentation de la part des personnes qualifiées ou du déplacement des salariés vers des branches économiques versant des salaires plus élevés.

La définition du salaire individuel retenu pour les calculs de l'indice annuel des salaires est la suivante:

- Salaire brut de base
- + Allocation de renchérissement
- + 13<sup>e</sup> salaire

Sont exclues les composantes suivantes du salaire: les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

### Méthode de calcul de l'ISS

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des salariés) a été fixée. La formule de l'ISS correspond à la somme, pour tous les groupes de salariés, du rapport entre le salaire moyen du groupe de l'année courante et celui de l'année de base multiplié par le poids du groupe. Chaque salarié de la base de données est affecté à un groupe de salariés qui répond à deux critères caractéristiques qui sont: la classe économique et le sexe. Le poids relatif de chaque groupe se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base. Le poids relatif de chacun des groupes est calculé sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse les plus récents. La dernière révision de l'ISS a permis de fixer la base à 2010. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données les plus récentes de l'enquête suisse sur la structure des salaires 2010, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2010. Sont inclus les salariés à plein temps et à temps partiel.

Les résultats de la statistique de l'évolution des salaires font l'objet d'une publication annuelle: «Evolution des salaires en 2011, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2012.

### Concepts et définitions de la statistique de l'évolution des salaires

Objet de la statistique:	Indice annuel de l'évolution des salaires à structure constante
Méthode de relevé:	Traitement de données administratives (déclarations d'accidents)
Population de référence:	Salariés à plein temps et à temps partiel, secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

*Indice nominal et réel (Base 2010=100)*

- Divisions économiques NOGA08
- Séries Bases 2005, 1993 et 1939
- Sections économiques NOGA x sexe

x = croisé avec

## 4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)

L'enquête sur les accords salariaux (EAS) a pour objet les résultats des négociations salariales que mènent chaque année les partenaires sociaux (associations d'employeurs ou entreprises et syndicats ou associations de travailleurs) dans le cadre de conventions collectives de travail (CCT) sélectionnées. Elle a porté en 2011 sur 100 CCT concernant environ 1,4 million de personnes; ce dernier chiffre correspond à 87% de l'ensemble des travailleurs assujettis aux CCT avec dispositions normatives en Suisse (sans la branche du travail temporaire dans les activités inclassables).

### Concepts et définitions de l'EAS

Les partenaires sociaux négocient généralement en automne les adaptations salariales pour l'année suivante. Au moment où l'EAS se termine, les négociations salariales peuvent soit avoir abouti, soit avoir échoué ou se poursuivre encore. Des accords peuvent être conclus après l'intervention d'une instance d'arbitrage. Plusieurs CCT ne contiennent pas de dispositions concernant des négociations salariales. L'OFS enquête auprès des partenaires sociaux premiers signataires des CCT sélectionnées sur la tenue des négociations salariales et leurs résultats, les accords salariaux. Ces derniers comprennent notamment l'adaptation des salaires effectivement perçus par les travailleurs assujettis à une CCT (salaires effectifs), l'adaptation des salaires fixés dans la CCT (salaires minimaux)

et/ou tout changement dans la durée du travail. L'adaptation des salaires effectifs est la plupart du temps exprimée en pour cent par rapport à l'année précédente et correspond à une variation de la masse salariale; l'adaptation des salaires minimaux doit être le plus souvent calculée à partir des valeurs absolues des salaires minimaux.

### Méthode de calcul de l'EAS

Parmi les CCT recensées par l'OFS, sont sélectionnées les CCT avec dispositions normatives et concernant au moins 1500 personnes. Les CCT sont analysées relativement à leurs effets sur les salaires. Les moyennes des adaptations salariales sont calculées par secteurs, sections et branches économiques, en pondérant le pourcentage d'adaptation convenu dans le cadre de chaque CCT par le nombre de personnes salariées relevant de la CCT. Toute variation de la durée hebdomadaire du travail dans une CCT se répercute sur le chiffre d'adaptation final retenu pour cette dernière.

Les résultats de l'EAS sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique, de même que la publication (Leporello): «Accords salariaux conclus pour 2011 dans les domaines conventionnels», OFS, 2012.

### Concepts et définitions de l'enquête sur les accords salariaux

Objet de la statistique:	Résultats des négociations salariales en matière d'adaptations salariales.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT sélectionnées.
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Divisions économiques selon NOGA 2002
- Nombre de travailleurs assujettis

## 4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)

L'enquête sur les conventions collectives de travail (ECS) porte sur la structure générale des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, ainsi que sur leur contenu. Cette statistique a pour but principal de dresser un répertoire exhaustif des CCT; elle constitue une base de données représentative pour l'analyse de l'évolution des domaines conventionnels et pour diverses exploitations statistiques dans le domaine des salaires et des conditions de travail. C'est sur la base d'une sélection des CCT recensées dans l'ECS que se réalise l'enquête sur les accords salariaux (EAS). Les principaux résultats de l'ECS font l'objet d'une publication bisannuelle.

### Concepts et définitions de l'ECS

Cette enquête porte sur les conventions collectives de travail des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Elle fournit également des informations sur les avenants aux CCT (conventions complémentaires). Les documents sont répertoriés selon la Nomenclature générale des activités économiques de 2002 (NOGA). L'ECS relève des données telles que le nom de la convention, le type de CCT (CCT d'association ou d'entreprise),

les parties signataires, la branche économique, la date d'entrée en vigueur, la portée territoriale, le nombre de travailleurs assujettis, la présence ou non de salaires minimaux etc. Ce vaste éventail de données permet la diffusion des résultats selon divers critères de ventilation.

### Méthode de calcul de l'ECS

L'ECS est une enquête bisannuelle et réalise un état des lieux au 1<sup>er</sup> mai de l'année en cours. L'enquête s'effectue par questionnaire écrit auprès des parties contractantes d'une CCT, à savoir les associations d'employeurs ou employeurs et les associations de travailleurs signataires d'une convention.

Les résultats de l'ECS sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique de même que la publication (Leporello) «Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse. Principales nouveautés», OFS 2012. Par ailleurs, des données détaillées «à la carte» peuvent également être livrées sur demande.

### Concepts et définitions de l'enquête sur les conventions collectives de travail

Objet de la statistique:	Nombre et contenu des CCT en Suisse.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT: associations d'employeurs ou employeurs et associations de travailleurs.
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	1 <sup>er</sup> mai, statistique bisannuelle

### Critères de ventilation

- Divisions économiques NOGA
- Partenaires signataires des CCT
- Type de CCT
- Portée territoriale
- Entrée en vigueur
- Présence ou non de salaires minimaux
- Nombre de personnes salariées assujetties

# Tableaux 2012

## Signes utilisés

Les signes qui accompagnent un chiffre:

p (exposant)	chiffre provisoire, p.ex. 324p
r (révisé)	chiffre révisé, p.ex. 324r
(chiffre)	fiabilité statistique relative, p. ex. (324)

Les signes utilisés en l'absence de chiffres:

x	non indiqué pour des raisons liées à la protection des données
()	non indiqué par manque de fiabilité statistique
...	chiffre inconnu (pas [encore] relevé ou pas [encore] calculé)
*	non indiqué car évident ou non pertinent
Le signe «-»	est utilisé pour les chiffres arrondis; il signifie zéro.

Au besoin, d'autres signes sont utilisés et expliqués dans les tableaux où ils apparaissent.

## T1 Activité professionnelle, chômage, durée de travail et évolution des salaires, 1900–2011

Année	Actifs occupés en milliers <sup>1</sup>	Chômeurs inscrits en milliers <sup>2</sup>	Taux d'activité en % <sup>3</sup>	Taux de chômage en % <sup>2</sup>	Durée de travail en heures par semaine <sup>4</sup>	Indice des salaires réels en points <sup>5</sup>	Année	Actifs occupés en milliers <sup>1</sup>	Chômeurs inscrits en milliers <sup>2</sup>	Taux d'activité en % <sup>3</sup>	Taux de chômage en % <sup>2</sup>	Durée de travail en heures par semaine <sup>4</sup>	Indice des salaires réels en points <sup>5</sup>
1900	1555	...	47,0	...	...	...	1972	3243	0,1	48,3	0,0	45,3	226
1910	1783	...	47,5	...	...	...	1973	3277	0,1	48,4	0,0	45,1	231
1920	1872	...	48,2	...	...	...	1974	3273	0,2	48,3	0,0	45,0	236
1930	1943	...	47,8	...	...	...	1975	3108	10,2	46,9	0,3	44,7	242
1936	...	80,6	...	4,1	...	...	1976	3019	20,7	46,6	0,7	44,6	245
1937	...	57,9	...	3,0	...	...	1977	3032	12,0	46,8	0,4	44,6	247
1938	...	52,6	...	2,7	...	...	1978	3062	10,5	46,9	0,3	44,5	254
1939	...	36,7	...	1,9	...	100	1979	3095	10,3	47,2	0,3	44,3	250
1940	...	14,8	...	0,8	...	...	1980	3166	6,3	48,2	0,2	44,1	254
1941	1992	9,1	46,7	0,5	...	...	1981	3240	5,9	48,6	0,2	44,0	251
1942	...	8,8	...	0,4	46,8	...	1982	3256	13,2	48,7	0,4	43,9	253
1943	...	6,1	...	0,3	47,2	87	1983	3257	28,0	49,0	0,9	43,4	259
1944	...	6,5	...	0,3	47,3	90	1984	3288	35,2	49,4	1,1	43,5	258
1945	...	6,5	...	0,3	47,5	94	1985	3354	30,3	49,9	1,0	43,4	259
1946	...	4,3	...	0,2	47,6	101	1986	3430	25,7	50,5	0,8	43,1	267
1947	...	3,5	...	0,2	47,8	110	1987	3515	24,7	51,2	0,8	42,8	268
1948	2378	3,0	...	0,1	47,7	113	1988	3607	22,2	51,9	0,7	42,6	273
1949	2339	8,1	...	0,4	47,3	119	1989	3704	17,5	52,2	0,6	42,4	274
1950	2309	9,6	...	0,5	47,5	121	1990	3821	18,1	52,8	0,5	42,4 <sup>f</sup>	272
1951	2392	3,8	...	0,2	47,7	123	1991	4136	39,2	56,8	1,1	42,2 <sup>f</sup>	277
1952	2437	5,3	...	0,2	47,6	121	1992	4069	92,3	56,5	2,5	42,1 <sup>f</sup>	280
1953	2455	5,0	...	0,2	47,6	124	1993	4025	163,1	56,3	4,5	42,0 <sup>f</sup>	278
1954	2482	4,3	...	0,2	47,7	126	1994	3999	171,0	55,5	4,7	42,0 <sup>f</sup>	280
1955	2533	2,7	...	0,1	47,6	126	1995	3996	153,3	55,2	4,2	42,0 <sup>f</sup>	279
1956	2606	3,0	...	0,1	47,6	129	1996	3994	168,6	55,6	4,7	42,0 <sup>f</sup>	280
1957	2666	2,0	...	0,1	47,4	132	1997	3991	188,3	55,5	5,2	42,0 <sup>f</sup>	280
1958	2644	3,4	...	0,2	46,8	135	1998	4044	139,7	56,0	3,9	42,0 <sup>f</sup>	282
1959	2644	2,4	...	0,1	46,5	138	1999	4075	98,6	55,9	2,7	41,9 <sup>f</sup>	280
1960	2717	1,2	49,3	0,1	46,2	143	2000	4116	72,0	55,6	1,8	41,9 <sup>f</sup>	279
1961	2844	0,6	50,0	0,0	45,9	147	2001	4183	67,2	56,1	1,7	41,8 <sup>f</sup>	284
1962	2954	0,6	50,4	0,0	45,6	153	2002	4213	100,5	56,3	2,5	41,8 <sup>f</sup>	287
1963	2999	0,8	50,0	0,0	45,6	158	2003	4198	145,7	56,5	3,7	41,7 <sup>f</sup>	289
1964	3046	0,3	49,9	0,0	45,5	164	2004	4210	153,1	56,2	3,9	41,7 <sup>f</sup>	289
1965	3025	0,3	49,2	0,0	45,1	171	2005	4241	148,5	56,1	3,8	41,7 <sup>f</sup>	289
1966	3014	0,3	48,7	0,0	45,0	176	2006	4328	131,5	56,6	3,3	41,7 <sup>f</sup>	289
1967	3030	0,3	48,3	0,0	44,8	186	2007	4440	109,2	57,0	2,8	41,7 <sup>f</sup>	292
1968	3048	0,3	48,1	0,0	44,8	191	2008	4548	101,7	57,6	2,6	41,6 <sup>f</sup>	290
1969	3098	0,2	48,1	0,0	46,1	198	2009	4568	146,1	57,8 <sup>f</sup>	3,7	41,6 <sup>f</sup>	298
1970	3143	0,1	48,3	0,0	45,9	207	2010	4600	152,0	57,5 <sup>f</sup>	3,5	41,6	298
1971	3199	0,1	48,3	0,0	45,4	218	2011	4713	122,9	57,7	2,8	41,7	301

<sup>1</sup> 1900/1910/1920/1930/1941: recensement de la population; 1948–1959: estimation; dès 1960: selon la SPAO, moyennes annuelles. A partir de 1991, définition de l'activité selon les recommandations du BIT (personnes travaillant au moins une heure par semaine).

<sup>2</sup> 1936–1982: seulement les chômeurs complets selon le SECO moyennes annuelles; à partir de 1983: chômeurs au total (chômeurs complets + chômeurs partiels), selon le SECO, moyennes annuelles.

<sup>3</sup> 1900/1910/1920/1930/1941: selon le recensement de la population; 1960–1990: taux d'activité de la population résidente permanente selon la SPAO, moyennes annuelles; à partir de 1991 selon l'ESPA, au deuxième trimestre.

<sup>4</sup> 1942–1972: heures payées (y c. heures supp.), seul. secteur secondaire; 1973–1983: heures normales de travail, trois secteurs (primaire et tertiaire seul. partiellement couverts); dès 1984: heures normales de travail, trois secteurs. Les données 1990–2009 ont été révisées en raison du passage à la nomenclature NOGA2008.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

## T2 Principaux indicateurs du marché du travail, total, 2001–2011

Total	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	4177	4205	4192	4203	4222	4306	4419	4533	4572	4594	4719
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7	67,9
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	3662	3672	3658	3672	3682	3730	3863	3983	3967	3990	4024
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	3132	3134	3107	3104	3107	3154	3263	3360	3346	3366	3411
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	7382	7386	7508	...
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	174	169	174	177	176	179	186	188	198	213	...
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	272	291	269	260	265	272	280	281	316	292	...
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	1924	1920	1918	1949	1943	1925	1919	1926	...	1944	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	51	50	52	53	51	51	52	52	...	60	...
- Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	76	79	70	68	69	72	72	67	...	73	...
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	1899	1891	1899	1934	1925	1904	1899	1911	...	1931	...
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,7
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	101	120	169	179	185	169	157	148	183	190	162
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	2,5	3,0	4,1	4,4	4,5	4,1	3,7	3,4	4,1	4,2	3,6
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	101	140	202	213	210	190	159	145	199	209	166
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	59	91	140	144	141	123	100	91	140	144	110
Taux de chômage <sup>10</sup>	1,5	2,3	3,6	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3	3,6	3,3	2,6
Places vacantes <sup>11</sup>	78,1	42,9	29,7	33,1	30,4	45,4	62,1	64,5	41,8	48,7	56,4
Taux de places vacantes <sup>12</sup>	2,1	1,2	0,8	0,9	0,8	1,2	1,6	1,6	1,0	1,2	1,4
<b>Dynamique du marché du travail<sup>13</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	4205	4268	4314	4346	4364	4417	4515	4618	4735	4775	...
+ Entrées dans la vie active	314	292	275	281	296	325	308	297	316	288	...
- Sorties de la vie active	285	283	279	288	272	271	250	289	302	273	...
+ Immigrations de pers. actives	99	116	114	115	123	136	151	171	135	148	...
- Emigrations de pers. actives	65	79	78	89	94	92	106	108	109	107	...
= Personnes actives au 31 déc.	4268	4314	4346	4364	4417	4515	4618	4690	4775	4831	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>14</sup>	109,6	111,5	113,1	114,1	115,2	116,6	118,5	120,9	123,4	124,5	125,6
Indice des salaires réels <sup>14</sup>	101,8	103,0	103,8	103,9	103,7	103,8	104,7	104,3	107,0	107,2	108,0
Sal. mensuel brut standardisé <sup>15</sup>	...	5417	...	5548	...	5674	...	5823	...	5979	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs <sup>16</sup>	2,9	2,5	1,4	1,1	1,6	1,8	2,0	2,2	2,6	0,7	1,1
Adaptation des sal. minimaux <sup>16</sup>	2,9	2,6	1,4	0,6	0,9	1,1	2,9	1,8	3,2	0,7	1,4
<i>Salariés et CCT:</i>											
Sal. assujettis à une CCT <sup>17</sup>	1349 <sup>r</sup>	...	1427 <sup>r</sup>	...	1548 <sup>r</sup>	...	1618 <sup>r</sup>	...	1699	...	...
Sal. assuj. à une CCT d'entreprise <sup>17</sup>	1332 <sup>r</sup>	...	1397 <sup>r</sup>	...	1392 <sup>r</sup>	...	1466 <sup>r</sup>	...	1533 <sup>r</sup>	...	...
Sal. assuj. à une CCT d'association <sup>17</sup>	17	...	30	...	156	...	152	...	166	...	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem <sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> STATEM, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>12</sup> STATEM, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>13</sup> CMT, en milliers, cf. T 43<sup>14</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>15</sup> ESS, médiane en francs<sup>16</sup> EAS, en %<sup>17</sup> ECS, en milliers (voir T 54)

## T3 Principaux indicateurs du marché du travail, hommes, 2001–2011

Hommes	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	2347	2339	2329	2333	2338	2383	2454	2491	2499	2530	2596
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2	75,3
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	2126	2127	2111	2100	2111	2127	2195	2249	2229	2237	2257
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	1995	1993	1973	1960	1965	1984	2046	2092	2074	2084	2109
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	4395	4378	4383	4455	4463	4523	4604	4669	4664	4721	...
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	119	119	124	124	122	123	127	129	138	152	...
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	170	174	163	153	156	168	165	161	180	171	...
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	1938	1933	1932	1963	1955	1937	1933	1942	...	1956	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	58	58	60	60	58	57	59	58	...	68	...
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	77	78	70	67	68	73	70	64	...	70	...
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	1920	1914	1922	1956	1944	1921	1922	1936	...	1954	...
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Durée hebdo. normale du travail</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	38	63	86	90	88	79	69	67	90	91	86
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	1,7	2,8	3,8	4,0	3,9	3,5	3,0	2,9	3,8	3,8	3,5
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	30	50	78	78	74	62	50	47	78	79	58
Taux de chômage <sup>10</sup>	1,4	2,3	3,6	3,5	3,3	2,8	2,3	2,1	3,6	3,4	2,5
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	2348	2377	2396	2403	2408	2434	2488	2532	2585	2602	...
+ Entrées dans la vie active	121	118	110	113	119	139	126	118	141	132	...
– Sorties de la vie active	111	122	125	123	111	115	108	131	138	111	...
+ Immigrations de pers. actives	60	72	72	72	78	88	95	108	85	92	...
– Emigrations de pers. actives	40	50	50	57	59	58	69	70	70	70	...
= Personnes actives au 31 déc.	2377	2396	2403	2408	2434	2488	2532	2556	2602	2645	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	109,1	110,9	112,3	113,3	114,3	115,5	117,4	120,0	122,5	123,4	124,5
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	101,4	102,4	103,1	103,1	102,8	102,9	103,8	103,6	106,2	106,2	107,0
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	5831	...	5953	...	6076	...	6248	...	6397	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sensdu BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem 7, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T43<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs

## T4 Principaux indicateurs du marché du travail, femmes, 2001–2011

Femmes	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	1830	1866	1863	1870	1884	1923	1965	2042	2073	2064	2123
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6	60,7
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	1536	1545	1547	1572	1571	1603	1667	1734	1739	1753	1767
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	1138	1141	1133	1144	1141	1169	1217	1269	1271	1282	1301
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	2444	2422	2447	2519	2542	2589	2646	2712	2722	2787	...
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	54	50	50	53	55	56	59	60	60	61	...
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	102	116	106	106	108	104	116	119	136	121	...
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	1886	1885	1882	1 913	1 912	1 893	1 880	1 885	...	1912	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	32	30	31	33	34	35	33	35	...	40	...
- Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	74	82	72	72	71	71	76	73	...	82	...
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	1844	1833	1841	1 874	1 875	1 857	1 838	1 848	...	1870	...
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Durée hebdo. normale du travail</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	63	57	83	89	97	91	88	81	93	99	76
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	3,5	3,1	4,5	4,8	5,2	4,8	4,6	4,0	4,5	4,8	3,7
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	29	41	62	67	67	61	50	45	62	66	53
Taux de chômage <sup>10</sup>	1,7	2,4	3,6	3,8	3,9	3,5	2,8	2,6	3,6	3,3	2,7
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	1857	1891	1918	1943	1956	1983	2027	2086	2150	2173	...
+ Entrées dans la vie active	193	174	165	168	178	186	182	179	175	156	...
- Sorties de la vie active	174	161	154	166	160	157	142	157	163	162	...
+ Immigrations de pers. actives	39	44	43	43	45	48	56	64	50	56	...
- Emigrations de pers. actives	25	29	29	32	34	34	37	38	39	37	...
= Personnes actives au 31 déc.	1891	1918	1943	1956	1983	2027	2086	2133	2173	2185	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	110,9	113,5	115,3	116,6	117,9	119,4	121,2	123,5	126,1	127,4	128,7
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	103,1	104,8	105,8	106,2	106,1	106,3	107,2	106,5	109,3	109,8	110,5
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	4625	...	4781	...	4926	...	5040	...	5221	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sensdu BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem <sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T43<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs

## T5 Principaux indicateurs du marché du travail, Suisses, 2001–2011

Suisses	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	3141	3161	3155	3160	3163	3212	3273	3335	3330	3339	3402
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0	66,0
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	5062	5031	5050	5150	5136	5179	5232	5274	5232	5287	...
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	137	131	133	135	134	134	138	137	143	153	...
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	194	213	197	187	192	200	207	204	226	206	...
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	1922	1919	1915	1946	1940	1 923	1 917	1 925	...	1945	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	57	54	55	56	54	54	54	54	...	63	...
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	73	80	70	67	69	76	75	69	...	76	...
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	1906	1893	1900	1935	1925	1 901	1 896	1 911	...	1932	...
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	60	70	91	98	103	91	89	85	108	111	90
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	1,9	2,2	2,9	3,1	3,2	2,8	2,7	2,5	3,2	3,2	2,6
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	33	51	81	85	84	73	58	52	80	82	63
Taux de chômage <sup>10</sup>	1,1	1,7	2,7	2,8	2,7	2,4	1,9	1,7	2,6	2,5	1,9
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	3175	3194	3221	3232	3231	3261	3321	3382	3443	3461	...
+ Entrées dans la vie active	242	231	219	218	233	257	243	232	245	219	...
– Sorties de la vie active	233	227	223	235	217	218	202	239	247	224	...
+ Immigrations de pers. actives	15	15	15	13	12	15	16	16	15	15	...
– Emigrations de pers. actives	18	17	18	18	19	21	20	20	19	18	...
+ Naturalisations de pers. actives	14	23	18	20	22	26	25	26	25	23	...
= Personnes actives au 31 déc.	3194	3221	3232	3231	3261	3321	3382	3396	3461	3476	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	5731	...	5840	...	5952	...	6093	...	6217	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sensdu BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem <sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T43<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs

## T6 Principaux indicateurs du marché du travail, étrangers, 2001–2011

Etrangers	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	1036	1043	1037	1043	1058	1094	1146	1198	1242	1255	1317
Taux d'activité 15 ans <sup>2</sup>	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2	74,4
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	1778	1769	1780	1824	1868	1932	2018	2108	2154	2221	...
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	37	38	41	42	43	45	49	51	55	60	...
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	78	78	72	72	72	72	74	77	90	86	...
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	1927	1923	1924	1956	1949	1931	1921	1927	...	1942	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	39	42	45	45	45	45	47	47	...	54	...
- Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	83	77	70	71	69	66	65	63	...	68	...
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	1883	1888	1899	1930	1926	1910	1903	1911	...	1928	...
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	41	50	78	81	81	79	68	63	75	79	72
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	4,8	5,8	8,8	9,1	9,1	8,6	7,3	6,5	7,2	7,5	6,6
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	27	40	59	59	57	50	41	39	61	62	48
Taux de chômage <sup>10</sup>	3,0	4,4	6,6	6,6	6,4	5,6	4,6	4,4	6,8	5,9	4,6
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	1030	1073	1093	1114	1133	1156	1194	1236	1293	1314	...
+ Entrées dans la vie active	71	59	53	62	62	65	63	63	69	68	...
- Sorties de la vie active	50	55	55	52	54	52	47	48	52	47	...
+ Immigrations de pers. actives	84	101	99	101	111	121	136	156	120	133	...
- Emigrations de pers. actives	47	62	61	71	75	71	86	88	90	89	...
- Naturalisations de pers. actives	15	24	16	21	21	25	25	25	26	23	...
= Personnes actives au 31 déc.	1073	1093	1114	1133	1156	1194	1236	1293	1314	1355	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	4808	...	4962	...	5140	...	5315	...	5506	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sensdu BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem <sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T43<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs

## T7 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2001–2011

Grandes régions <sup>1</sup>	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Personnes actives occupées<sup>2</sup></b>											
Région lémanique	724	738	731	736	745	772	798	824	828	837	869
Espace Mittelland	932	923	926	916	921	925	932	950	966	957	985
Suisse du Nord-ouest	608	595	596	602	592	610	622	638	633	642	665
Zurich	773	807	810	812	811	832	852	876	904	889	901
Suisse orientale	563	574	572	576	578	580	613	623	624	642	639
Suisse centrale	386	380	370	377	391	399	410	421	416	413	440
Tessin	191	188	187	185	185	187	192	200	202	213	220
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>
<b>Taux d'actifs occupés<sup>3</sup></b>											
Région lémanique	*	63,2	61,9	60,9	60,7	61,9	62,8	63,2	62,5	60,6	61,4
Espace Mittelland	*	66,2	65,7	64,8	64,3	64,8	64,3	65,9	65,4	64,8	66,1
Suisse du Nord-ouest	*	65,2	65,2	64,4	64,1	64,3	65,6	65,8	65,2	65,1	65,7
Zurich	*	67,2	67,1	66,4	66,0	67,6	67,7	68,3	68,1	67,6	67,8
Suisse orientale	*	67,4	66,5	66,5	65,7	65,6	66,8	67,7	67,4	67,9	66,9
Suisse centrale	*	69,2	67,3	67,5	68,0	67,9	68,6	69,0	68,3	67,0	68,4
Tessin	*	57,2	56,7	55,3	54,2	55,6	55,1	55,5	55,5	57,1	57,4
<b>Total</b>	<b>*</b>	<b>65,7</b>	<b>65,1</b>	<b>64,4</b>	<b>64,0</b>	<b>64,7</b>	<b>65,2</b>	<b>65,9</b>	<b>65,4</b>	<b>64,9</b>	<b>65,4</b>
<b>Emplois secteurs 2 et 3<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	639	649	650	652	659	672	697	723	730	733	748
Espace Mittelland	791	793	790	793	799	805	827	845	837	836	844
Suisse du Nord-ouest	513	520	518	515	512	519	536	549	548	553	554
Zurich	743	739	728	728	723	732	759	790	792	793	801
Suisse orientale	486	485	486	492	493	494	512	525	519	524	528
Suisse centrale	329	327	327	332	336	346	360	372	366	373	369
Tessin	160	159	158	161	160	163	172	177	176	177	179
<b>Total</b>	<b>3662</b>	<b>3672</b>	<b>3658</b>	<b>3672</b>	<b>3682</b>	<b>3730</b>	<b>3863</b>	<b>3983</b>	<b>3967</b>	<b>3990</b>	<b>4024</b>
<b>Equiv. plein temps secteurs 2 et 3<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	555	561	559	559	564	578	601	622	626	631	644
Espace Mittelland	667	668	659	658	667	670	688	702	695	695	705
Suisse du Nord-ouest	438	445	442	438	431	437	452	463	462	467	471
Zurich	632	624	614	610	604	616	638	662	664	664	674
Suisse orientale	418	415	416	418	418	419	433	443	437	442	449
Suisse centrale	279	279	276	279	281	289	299	311	306	312	310
Tessin	144	143	140	143	142	144	153	157	155	156	159
<b>Total</b>	<b>3132</b>	<b>3134</b>	<b>3107</b>	<b>3104</b>	<b>3107</b>	<b>3154</b>	<b>3263</b>	<b>3360</b>	<b>3346</b>	<b>3366</b>	<b>3411</b>
<b>Places vacantes<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	12,1	6,3	6,2	5,9	5,6	7,0	9,2	9,5	6,3	7,6	8,4
Espace Mittelland	14,5	8,7	5,2	6,3	5,4	8,6	11,9	11,6	7,7	9,0	12,1
Suisse du Nord-ouest	11,4	7,8	4,3	5,1	4,8	7,2	9,7	10,6	7,7	7,6	7,9
Zurich	20,6	9,1	6,2	7,4	7,8	11,4	15,3	15,5	9,1	13,2	14,8
Suisse orientale	9,8	5,3	3,9	4,1	3,6	5,7	8,6	9,3	5,5	6,0	6,3
Suisse centrale	7,3	4,2	2,4	3,3	2,5	4,6	5,9	6,6	4,1	4,4	6,0
Tessin	2,4	1,4	1,4	1,1	0,7	0,9	1,6	1,3	1,4	0,9	1,0
<b>Total</b>	<b>78,1</b>	<b>42,9</b>	<b>29,7</b>	<b>33,1</b>	<b>30,4</b>	<b>45,4</b>	<b>62,1</b>	<b>64,5</b>	<b>41,8</b>	<b>48,7</b>	<b>56,4</b>

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
 Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO  
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS  
 Zurich: ZH  
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG  
 Tessin: TI

<sup>2</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>3</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>4</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim

<sup>5</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>6</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en %, au 2<sup>e</sup> trim

<sup>7</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>8</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>9</sup> ESS, médiane en francs

## T7 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2001–2011 (suite)

Grandes régions <sup>1</sup>	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Chômeurs au sens du BIT<sup>5</sup></b>											
Région lémanique	28	28	39	41	48	39	37	36	48	45	45
Espace Mittelland	(16,4)	23	35	36	38	36	39	33	36	40	30
Suisse du Nord-ouest	(12,9)	14	20	22	24	24	18	19	28	27	22
Zurich	(18,4)	29	31	37	31	29	27	25	30	31	28
Suisse orientale	(11,2)	14	(21)	21	23	22	16	17	21	24	17
Suisse centrale	(9,0)	(7)	(15)	13	12	11	11	10	12	13	9
Tessin	(4,4)	(5)	(7)	9	10	9	8	8	8	(9)	11
<b>Total</b>	<b>101</b>	<b>120</b>	<b>169</b>	<b>179</b>	<b>185</b>	<b>169</b>	<b>157</b>	<b>148</b>	<b>183</b>	<b>190</b>	<b>162</b>
<b>Taux de chômage au sens du BIT<sup>6</sup></b>											
Région lémanique	...	4	5,5	5,8	6,6	5,3	4,9	4,6	6,0	5,7	5,6
Espace Mittelland	...	2	3,7	3,9	4,1	3,9	4,2	3,5	3,7	4,0	3,0
Suisse du Nord-ouest	...	3	3,8	4,0	4,4	4,3	3,3	3,3	4,8	4,4	3,6
Zurich	...	4	3,8	4,5	3,8	3,5	3,1	2,9	3,3	3,8	3,3
Suisse orientale	...	3	(3,9)	3,8	4,1	3,9	2,8	2,9	3,5	3,6	2,6
Suisse centrale	...	2	(4,0)	3,4	3,0	2,7	2,8	2,3	2,8	3,1	2,1
Tessin	...	4	(4,7)	5,7	6,3	5,6	5,2	5,2	5,1	(5,4)	6,0
<b>Total</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>
<b>Chômeurs inscrits<sup>7</sup></b>											
Région lémanique	19	23	33	37	38	34	30	27	36	38	32
Espace Mittelland	11	16	27	27	26	23	19	16	28	29	20
Suisse du Nord-ouest	7	11	18	19	18	16	13	12	18	19	15
Zurich	11	20	32	31	28	23	17	16	26	27	21
Suisse orientale	6	10	15	15	15	12	9	8	16	16	11
Suisse centrale	3	6	10	10	9	8	6	6	9	9	6
Tessin	3	4	6	6	6	6	6	5	7	7	6
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>91</b>	<b>140</b>	<b>144</b>	<b>141</b>	<b>123</b>	<b>100</b>	<b>91</b>	<b>140</b>	<b>144</b>	<b>110</b>
<b>Taux de chômage<sup>8</sup></b>											
Région lémanique	2,7	3,4	4,8	5,3	5,6	4,9	4,3	4,0	5,2	4,9	4,1
Espace Mittelland	1,2	1,7	2,9	2,9	2,9	2,6	2,1	1,8	3,2	3,0	2,1
Suisse du Nord-ouest	1,3	2,1	3,3	3,4	3,2	2,9	2,4	2,2	3,4	3,2	2,6
Zurich	1,5	2,8	4,5	4,3	3,9	3,2	2,4	2,2	3,6	3,5	2,6
Suisse orientale	1,0	1,7	2,6	2,7	2,6	2,2	1,6	1,5	2,8	2,5	1,7
Suisse centrale	0,9	1,5	2,6	2,6	2,5	2,1	1,6	1,5	2,4	2,0	1,4
Tessin	2,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,3	3,7	3,5	4,5	4,2	3,6
<b>Total</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>
<b>Sal. mensuel brut standardisé<sup>9</sup></b>											
Région lémanique	...	5422	...	5568	...	5699	...	5938	...	6083	...
Espace Mittelland	...	5201	...	5441	...	5552	...	5716	...	5890	...
Suisse du Nord-ouest	...	5602	...	5730	...	5902	...	6095	...	6220	...
Zurich	...	5969	...	5984	...	6154	...	6250	...	6349	...
Suisse orientale	...	5103	...	5195	...	5302	...	5439	...	5568	...
Suisse centrale	...	5278	...	5396	...	5537	...	5674	...	5932	...
Tessin	...	4658	...	4823	...	4899	...	4983	...	5076	...
<b>Total</b>	<b>...</b>	<b>5417</b>	<b>...</b>	<b>5548</b>	<b>...</b>	<b>5674</b>	<b>...</b>	<b>5823</b>	<b>...</b>	<b>5979</b>	<b>...</b>

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO  
Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS  
Zurich: ZH  
Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG  
Tessin: TI

<sup>2</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>3</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>4</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim

<sup>5</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>6</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en %, au 2<sup>e</sup> trim

<sup>7</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>8</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>9</sup> ESS, médiane en francs

**T8 Personnes actives occupées selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité  
la nationalité et le type d'autorisation de séjour, 2001–2011**

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Total										
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Groupes d'âges</b>											
15–24 ans	566	583	569	562	554	589	593	601	597	599	613
25–39 ans	1545	1537	1501	1493	1477	1472	1488	1516	1492	1492	1534
40–54 ans	1414	1443	1445	1472	1507	1535	1595	1641	1691	1699	1737
55–64 ans	550	540	569	581	594	610	635	655	662	673	694
65+ ans	103	101	107	95	89	99	109	120	130	131	141
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>
<b>Secteurs économiques</b>											
Secteur primaire	161	162	160	151	151	151	157	161	152	154	173
Secteur secondaire	1053	1038	994	982	989	1017	1049	1059	1048	1034	1056
Secteur tertiaire	2963	3005	3037	3069	3081	3137	3213	3313	3372	3406	3491
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>
<b>Statut d'activité</b>											
Indépendants	441	423	409	399	393	392	414	419	391	402	414
Collaborateurs familiaux	103	103	93	81	81	90	98	84	94	86	89
Salariés (y compris apprentis)	3634	3679	3689	3722	3747	3824	3907	4030	4087	4105	4216
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>											
Suisses	3141	3161	3155	3160	3163	3212	3273	3335	3330	3339	3402
Etrangers	1036	1043	1037	1043	1058	1094	1146	1198	1242	1255	1317
dont											
Autorisations d'établissement	623	611	594	582	576	571	582	602	611	626	636
Autorisations de séjour	194	205	207	222	235	261	274	311	346	341	368
Saisonniers	28	27	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	153	161	166	173	176	183	201	214	219	228	245
Autorisations de séjour de courte durée	23	27	58	55	53	60	69	48	47	43	46
Autres étrangers <sup>1</sup>	16	14	12	11	18	18	20	22	19	17	22
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

**T9 Hommes et femmes actifs occupés selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité et le type d'autorisation de séjour, 2006–2011**

SPA0

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Hommes						Femmes					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Groupes d'âges</b>												
15–24 ans	307	316	314	303	316	316	282	276	287	294	283	297
25–39 ans	819	827	834	815	815	836	653	661	682	677	677	697
40–54 ans	849	882	902	927	935	959	686	712	739	764	765	778
55–64 ans	347	361	369	374	384	395	263	274	286	288	289	300
65+ ans	60	68	72	80	80	90	38	41	48	50	51	51
<b>Total</b>	<b>2383</b>	<b>2454</b>	<b>2491</b>	<b>2499</b>	<b>2530</b>	<b>2596</b>	<b>1923</b>	<b>1965</b>	<b>2042</b>	<b>2073</b>	<b>2064</b>	<b>2123</b>
<b>Secteurs économiques</b>												
Secteur primaire	103	107	108	101	101	105	48	50	53	51	53	68
Secteur secondaire	786	820	820	812	807	835	231	229	239	236	227	221
Secteur tertiaire	1494	1527	1563	1586	1622	1656	1644	1686	1750	1786	1783	1835
<b>Total</b>	<b>2383</b>	<b>2454</b>	<b>2491</b>	<b>2499</b>	<b>2530</b>	<b>2596</b>	<b>1923</b>	<b>1965</b>	<b>2042</b>	<b>2073</b>	<b>2064</b>	<b>2123</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	246	249	257	234	239	236	146	165	163	158	164	178
Collaborateurs familiaux	30	38	34	40	41	36	59	59	50	54	45	53
Salariés (y compris apprentis)	2107	2167	2200	2225	2250	2323	1717	1740	1829	1861	1855	1893
<b>Total</b>	<b>2383</b>	<b>2454</b>	<b>2491</b>	<b>2499</b>	<b>2530</b>	<b>2596</b>	<b>1923</b>	<b>1965</b>	<b>2042</b>	<b>2073</b>	<b>2064</b>	<b>2123</b>
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>												
Suisses	1713	1749	1763	1747	1764	1794	1499	1524	1573	1583	1575	1608
Etrangers	670	705	728	752	766	802	424	441	469	490	489	515
dont												
Autorisations d'établissement	343	349	357	359	376	381	228	233	246	252	250	256
Autorisations de séjour	154	165	186	208	203	216	107	109	125	138	139	152
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	118	129	137	140	146	157	65	72	77	79	82	88
Autorisations de séjour de courte durée	42	48	34	32	29	32	18	21	15	15	13	14
Autres étrangers <sup>1</sup>	13	14	15	13	12	16	5	6	7	6	5	6
<b>Total</b>	<b>2383</b>	<b>2454</b>	<b>2491</b>	<b>2499</b>	<b>2530</b>	<b>2596</b>	<b>1923</b>	<b>1965</b>	<b>2042</b>	<b>2073</b>	<b>2064</b>	<b>2123</b>

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

**T 10 Suisses et étrangers actifs occupés selon les groupes d'âges, les secteurs économiques, le statut d'activité et le type d'autorisation de séjour, 2006–2011**

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Suisses						Etrangers					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Groupes d'âges</b>												
15–24 ans	451	454	456	455	464	474	139	139	146	142	135	139
25–39 ans	984	979	987	947	941	954	488	509	529	545	551	579
40–54 ans	1174	1206	1233	1257	1255	1269	361	389	408	433	445	468
55–64 ans	515	536	553	553	560	577	95	99	103	109	112	117
65+ ans	88	98	107	118	119	127	11	11	12	13	12	13
<b>Total</b>	<b>3212</b>	<b>3273</b>	<b>3335</b>	<b>3330</b>	<b>3339</b>	<b>3402</b>	<b>1094</b>	<b>1146</b>	<b>1198</b>	<b>1242</b>	<b>1255</b>	<b>1317</b>
<b>Secteurs économiques</b>												
Secteur primaire	134	141	145	134	140	154	17	16	16	17	(14)	19
Secteur secondaire	674	691	678	668	652	667	344	358	381	380	382	388
Secteur tertiaire	2405	2441	2512	2527	2547	2581	733	772	802	845	858	910
<b>Total</b>	<b>3212</b>	<b>3273</b>	<b>3335</b>	<b>3330</b>	<b>3339</b>	<b>3402</b>	<b>1094</b>	<b>1146</b>	<b>1198</b>	<b>1242</b>	<b>1255</b>	<b>1317</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	353	371	373	344	354	362	39	43	46	48	49	52
Collaborateurs familiaux	82	90	78	85	77	80	8	7	6	9	9	(9)
Salariés (y compris apprentis)	2778	2812	2884	2901	2908	2960	1046	1095	1146	1185	1197	1256
<b>Total</b>	<b>3212</b>	<b>3273</b>	<b>3335</b>	<b>3330</b>	<b>3339</b>	<b>3402</b>	<b>1094</b>	<b>1146</b>	<b>1198</b>	<b>1242</b>	<b>1255</b>	<b>1317</b>
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>												
Suisses	3212	3273	3335	3330	3339	3402	*	*	*	*	*	*
Etrangers	*	*	*	*	*	*	1094	1146	1198	1242	1255	1317
dont												
Autorisations d'établissement	*	*	*	*	*	*	571	582	602	611	626	636
Autorisations de séjour	*	*	*	*	*	*	261	274	311	346	341	368
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	*	*	*	*	*	*	183	201	214	219	228	245
Autorisations de séjour de courte durée	*	*	*	*	*	*	60	69	48	47	43	46
Autres étrangers <sup>1</sup>	*	*	*	*	*	*	18	20	22	19	17	22
<b>Total</b>	<b>3212</b>	<b>3273</b>	<b>3335</b>	<b>3330</b>	<b>3339</b>	<b>3402</b>	<b>1094</b>	<b>1146</b>	<b>1198</b>	<b>1242</b>	<b>1255</b>	<b>1317</b>

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

**T 11 Personnes actives occupées par grande région selon le sexe et les secteurs économiques, 2001–2011** SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trim. Grandes régions <sup>1</sup>	Total										
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Total</b>	<b>4177</b>	<b>4205</b>	<b>4192</b>	<b>4203</b>	<b>4222</b>	<b>4306</b>	<b>4419</b>	<b>4533</b>	<b>4572</b>	<b>4594</b>	<b>4719</b>
Région lémanique	724	738	731	736	745	772	798	824	828	837	869
Espace Mittelland	932	923	926	916	921	925	932	950	966	957	985
Suisse du Nord-ouest	608	595	596	602	592	610	622	638	633	642	665
Zurich	773	807	810	812	811	832	852	876	904	889	901
Suisse orientale	563	574	572	576	578	580	613	623	624	642	639
Suisse centrale	386	380	370	377	391	399	410	421	416	413	440
Tessin	191	188	187	185	185	187	192	200	202	213	220
<b>Hommes</b>	<b>2347</b>	<b>2339</b>	<b>2329</b>	<b>2333</b>	<b>2338</b>	<b>2383</b>	<b>2454</b>	<b>2491</b>	<b>2499</b>	<b>2530</b>	<b>2596</b>
Région lémanique	403	407	402	407	415	428	442	451	450	459	479
Espace Mittelland	522	513	511	503	506	506	515	515	522	520	530
Suisse du Nord-ouest	345	332	330	335	326	336	343	350	345	350	368
Zurich	428	450	456	453	456	469	479	487	501	493	498
Suisse orientale	322	319	319	320	318	324	342	343	343	355	352
Suisse centrale	219	212	205	210	211	215	226	232	225	229	243
Tessin	109	107	106	106	106	106	108	114	114	123	126
<b>Femmes</b>	<b>1830</b>	<b>1866</b>	<b>1863</b>	<b>1870</b>	<b>1884</b>	<b>1923</b>	<b>1965</b>	<b>2042</b>	<b>2073</b>	<b>2064</b>	<b>2123</b>
Région lémanique	320	331	329	330	329	344	356	374	378	378	389
Espace Mittelland	410	410	414	413	415	419	418	435	444	437	454
Suisse du Nord-ouest	263	263	266	267	266	275	279	288	287	292	297
Zurich	346	357	354	359	355	363	373	389	403	395	403
Suisse orientale	241	256	253	256	259	257	271	281	281	287	288
Suisse centrale	167	168	165	168	181	184	185	189	191	184	197
Tessin	83	81	82	79	79	81	84	87	88	90	94
<b>Secteur primaire</b>	<b>161</b>	<b>162</b>	<b>160</b>	<b>151</b>	<b>151</b>	<b>151</b>	<b>157</b>	<b>161</b>	<b>152</b>	<b>154</b>	<b>173</b>
Région lémanique	24	23	21	19	22	21	21	25	27	22	25
Espace Mittelland	55	52	51	47	46	48	51	51	45	45	49
Suisse du Nord-ouest	15	13	14	13	11	9	12	14	15	14	16
Zurich	11	14	12	14	14	16	16	16	12	16	19
Suisse orientale	33	35	35	32	32	33	34	36	33	32	34
Suisse centrale	20	21	23	23	23	21	19	17	16	20	24
Tessin	3	4	4	3	3	3	3	3	3	3	5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1053</b>	<b>1038</b>	<b>994</b>	<b>982</b>	<b>989</b>	<b>1017</b>	<b>1049</b>	<b>1059</b>	<b>1048</b>	<b>1034</b>	<b>1056</b>
Région lémanique	144	145	132	136	135	141	143	145	139	124	147
Espace Mittelland	250	242	231	225	227	230	239	241	246	244	252
Suisse du Nord-ouest	187	175	174	168	168	174	168	167	167	165	166
Zurich	160	155	141	136	139	146	150	151	151	148	138
Suisse orientale	168	178	175	177	174	176	190	189	182	193	188
Suisse centrale	101	98	96	96	101	105	111	119	115	107	111
Tessin	42	45	45	44	44	46	48	48	48	51	53
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2963</b>	<b>3005</b>	<b>3037</b>	<b>3069</b>	<b>3081</b>	<b>3137</b>	<b>3213</b>	<b>3313</b>	<b>3372</b>	<b>3406</b>	<b>3491</b>
Région lémanique	556	570	579	581	587	610	633	655	661	690	696
Espace Mittelland	627	629	643	644	648	647	642	658	675	667	684
Suisse du Nord-ouest	406	407	407	421	413	427	442	457	451	463	483
Zurich	602	637	657	662	657	670	686	709	742	724	744
Suisse orientale	362	361	362	367	371	372	388	399	408	417	416
Suisse centrale	264	261	251	258	267	273	280	286	285	285	305
Tessin	146	140	138	137	138	138	141	149	150	159	162

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO  
Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Zurich: ZH  
Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

Tessin: TI

## T 12 Personnes actives occupées selon les secteurs et divisions économiques, 2001–2011

SPA0

Moyennes annuelles en milliers Sections et divisions économiques NOGA08		Total										
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>01–98</b>	<b>Total</b>	<b>4183</b>	<b>4213</b>	<b>4198</b>	<b>4210</b>	<b>4241</b>	<b>4328</b>	<b>4440</b>	<b>4548</b>	<b>4568</b>	<b>4600</b>	<b>4713</b>
<b>01–03</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>160</b>	<b>161</b>	<b>159</b>	<b>151</b>	<b>151</b>	<b>152</b>	<b>157</b>	<b>159</b>	<b>153</b>	<b>158</b>	<b>167</b>
<b>05–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1055</b>	<b>1035</b>	<b>995</b>	<b>989</b>	<b>998</b>	<b>1027</b>	<b>1054</b>	<b>1063</b>	<b>1044</b>	<b>1048</b>	<b>1073</b>
05–09	Industries extractives	5	5	4	5	5	5	5	5	5	5	5
10–33	Industrie manufacturière	709	694	662	655	659	678	694	703	685	678	691
10–12	Industries alimentaires et du tabac	66	67	65	65	65	65	66	66	67	67	67
13–15	Industries du textile et de l'habillement	25	23	21	21	20	19	19	18	16	16	17
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	95	92	86	85	85	84	84	82	80	79	78
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	38	38	36	35	35	36	35	35	34	33	31
21	Industrie pharmaceutique	27	29	29	30	32	33	34	35	36	38	39
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	47	45	43	43	44	45	45	44	42	43	43
24–25	Fabrication de produits métalliques	110	106	101	99	99	104	108	109	104	102	106
26	F. de prod. inform. et électro.	91	91	86	87	90	96	102	108	106	104	109
27	Fabrication d'équipements électriques	37	36	34	34	34	34	35	39	39	38	39
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	101	99	94	90	91	94	96	95	90	87	89
29–30	Fabrication de matériels de transport	13	12	12	12	12	13	15	15	15	16	16
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	58	56	53	52	52	54	55	56	55	54	56
35	Production et distribution d'énergie	23	23	23	24	24	24	24	24	24	26	27
36–39	Prod. et distr. d'eau; Gestion des déchets	14	15	14	14	14	14	15	15	15	15	15
41–43	Construction	303	299	292	291	296	306	316	316	315	325	335
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	110	108	104	103	103	106	109	108	107	110	113
43	Travaux de construction spécialisés	193	191	188	188	193	200	207	208	208	214	222
<b>45–98</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2968</b>	<b>3016</b>	<b>3044</b>	<b>3070</b>	<b>3092</b>	<b>3150</b>	<b>3229</b>	<b>3326</b>	<b>3372</b>	<b>3393</b>	<b>3473</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	650	653	658	660	657	657	671	681	680	685	697
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	82	83	85	87	88	90	89	90	90	93	94
46	Commerce de gros	205	207	207	208	209	212	219	223	223	227	238
47	Commerce de détail	363	363	366	365	360	355	363	368	367	366	364
49–53	Transports et entreposage	228	226	226	226	225	227	231	235	233	231	238
49	Transports terrestres et transp. par conduites	93	94	96	97	99	103	105	107	108	109	113
50–51	Transports par eau, transports aériens	15	15	15	14	12	11	12	13	13	13	14
52	Entreposage et services aux. des transports	51	50	50	52	53	52	54	56	56	56	59
53	Activités de poste et de courrier	69	68	64	64	61	61	60	59	56	53	52
55–56	Hébergement et restauration	251	249	244	244	244	247	248	256	252	253	248
55	Hébergement	89	87	84	82	81	82	82	85	85	85	84
56	Restauration	163	162	160	162	163	165	166	171	167	167	164
58–63	Information et communication	134	132	129	128	130	133	135	138	139	139	147
58–60	Édition, audiovisuel et diffusion	36	35	35	35	35	36	36	36	35	33	33
61	Télécommunications	30	29	28	28	27	26	26	25	24	24	27
62–63	Activités informat. et services d'information	67	67	67	65	67	71	74	77	79	82	87
64–66	Activités financières et d'assurance	224	233	230	228	225	228	240	246	252	253	258
64	Activités des services financiers	133	138	136	133	131	133	141	143	147	147	150
65	Assurance	65	65	64	63	61	60	60	59	60	59	59
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	26	30	30	32	33	35	39	43	45	46	49
68	Activités immobilières	26	28	28	29	28	30	33	36	38	39	39
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	270	282	284	287	288	300	312	326	335	342	352
69	Activités juridiques et comptables	60	62	62	63	63	65	67	69	70	73	73
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	54	58	60	61	63	67	71	77	79	80	82
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	88	91	92	94	95	99	102	107	110	114	119
72	Recherche-développement scientifique	15	16	17	18	18	19	20	21	22	23	25
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	53	54	52	51	50	50	51	52	52	51	53
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	137	144	147	152	156	163	172	182	186	184	189
77, 79–82	Acti. de services administratifs et de soutien	128	134	138	143	146	152	160	169	173	171	176
78	Activités liées à l'emploi	9	9	9	9	9	10	12	13	13	13	13
84	Administration publique	152	155	161	165	169	174	180	176	178	187	197
85	Enseignement	256	267	276	275	277	281	285	293	298	298	298
86–88	Santé humaine et action sociale	436	444	460	470	485	496	507	526	543	557	584
86	Activités pour la santé humaine	253	256	264	268	275	278	282	290	299	309	327
87	Hébergement médico-social et social	134	138	143	147	153	156	160	165	170	171	176
88	Action sociale sans hébergement	49	50	53	55	58	61	65	70	74	77	80
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	46	44	45	47	49	52	53	55	56	57	56
94–96	Autres activités de services	100	100	100	101	104	109	112	114	113	114	115
97–98	Acti. des ménages en tant qu'employ. et prod.	57	60	55	57	54	53	52	62	68	54	56

**T13 Hommes et femmes actifs occupés selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2006–2011** SPAO

Moyennes annuelles en milliers Sections et divisions économiques NOGA08		Hommes						Femmes					
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>01–98</b>	<b>Total</b>	<b>2396</b>	<b>2461</b>	<b>2499</b>	<b>2497</b>	<b>2530</b>	<b>2600</b>	<b>1932</b>	<b>1979</b>	<b>2049</b>	<b>2071</b>	<b>2070</b>	<b>2113</b>
<b>01–03</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>104</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>102</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>48</b>	<b>50</b>	<b>52</b>	<b>51</b>	<b>52</b>	<b>60</b>
<b>05–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>795</b>	<b>823</b>	<b>824</b>	<b>809</b>	<b>818</b>	<b>847</b>	<b>232</b>	<b>231</b>	<b>239</b>	<b>235</b>	<b>231</b>	<b>227</b>
05–09	Industries extractives	4	4	4	4	4	4	1	1	1	1	1	1
10–33	Industrie manufacturière	487	503	506	493	491	507	191	191	197	192	187	184
10–12	Industries alimentaires et du tabac	41	42	42	42	43	44	24	23	24	25	24	23
13–15	Industries du textile et de l'habillement	8	8	7	7	7	7	11	11	11	10	9	10
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	64	64	63	60	60	61	21	19	19	19	19	18
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	26	26	26	25	25	23	9	9	9	9	9	8
21	Industrie pharmaceutique	20	21	21	21	22	24	13	13	14	15	15	15
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	34	34	33	32	33	33	11	11	11	10	10	10
24–25	Fabrication de produits métalliques	84	87	88	84	83	87	20	20	21	20	20	19
26	F. de prod. inform. et électro.	58	62	65	65	65	69	38	40	43	41	39	40
27	Fabrication d'équipements électriques	23	24	28	28	28	29	11	11	12	11	10	10
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	79	81	80	76	74	76	15	15	15	14	14	13
29–30	Fabrication de matériels de transport	11	13	13	13	14	14	2	2	2	2	2	2
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	38	39	39	38	39	40	16	16	16	16	16	16
35	Production et distribution d'énergie	20	20	20	20	21	23	4	4	4	4	5	5
36–39	Prod. et distr. d'eau; Gestion des déchets	12	13	13	12	13	13	2	2	2	2	2	2
41–43	Construction	272	282	281	279	289	299	34	33	35	35	36	35
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	97	100	99	98	102	105	9	8	9	8	8	8
43	Travaux de construction spécialisés	175	182	182	181	187	195	25	25	26	27	28	27
<b>45–98</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1497</b>	<b>1532</b>	<b>1568</b>	<b>1586</b>	<b>1606</b>	<b>1647</b>	<b>1652</b>	<b>1698</b>	<b>1757</b>	<b>1786</b>	<b>1788</b>	<b>1826</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	323	327	333	333	341	348	334	344	348	347	345	348
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	73	72	73	73	75	76	17	17	16	17	18	18
46	Commerce de gros	136	140	141	141	145	151	76	79	83	82	82	87
47	Commerce de détail	114	115	119	119	120	121	242	248	248	248	246	243
49–53	Transports et entreposage	162	165	167	167	167	172	65	66	68	66	64	66
49	Transports terrestres et transp. par conduites	87	89	91	91	92	95	16	16	17	17	17	17
50–51	Transports par eau, transports aériens	6	7	7	7	7	8	5	5	5	6	6	6
52	Entreposage et services aux. des transports	37	38	39	39	39	41	15	16	17	17	16	18
53	Activités de poste et de courrier	31	31	30	29	28	29	29	29	29	27	25	25
55–56	Hébergement et restauration	104	105	109	110	112	110	143	143	147	143	141	138
55	Hébergement	34	34	36	36	37	37	48	48	49	49	48	47
56	Restauration	70	71	74	74	75	73	95	95	98	94	93	91
58–63	Information et communication	93	95	98	99	99	104	40	40	40	40	40	42
58–60	Édition, audiovisuel et diffusion	20	20	20	20	19	19	16	16	16	15	14	14
61	Télécommunications	18	18	17	17	17	19	8	8	8	7	7	8
62–63	Activités informat. et services d'information	55	58	60	62	63	67	16	16	17	18	19	20
64–66	Activités financières et d'assurance	131	138	141	146	146	149	97	102	105	106	106	109
64	Activités des services financiers	77	82	83	86	87	89	55	59	60	61	60	62
65	Assurance	32	31	31	32	31	31	28	29	28	29	28	28
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	22	24	27	28	28	30	14	15	16	17	18	19
68	Activités immobilières	13	14	16	17	16	17	17	18	20	21	23	22
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	178	184	192	195	198	204	122	128	134	139	144	148
69	Activités juridiques et comptables	31	31	32	32	33	33	34	36	37	38	40	40
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	39	42	45	46	46	47	27	30	32	34	34	35
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	72	74	77	79	81	84	27	29	30	32	33	35
72	Recherche-développement scientifique	12	12	12	13	14	15	7	8	8	9	9	10
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	25	25	26	25	24	25	25	26	27	27	27	28
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	89	93	98	100	100	99	74	79	84	86	84	91
77, 79–82	Acti. de services administratifs et de soutien	83	86	91	93	93	92	70	74	78	80	78	84
78	Activités liées à l'emploi	6	7	7	7	7	7	4	5	6	6	6	6
84	Administration publique	103	105	100	100	104	108	71	76	76	77	83	88
85	Enseignement	114	115	116	117	119	124	167	170	178	181	179	173
86–88	Santé humaine et action sociale	117	119	122	126	129	136	379	388	404	417	428	448
86	Activités pour la santé humaine	66	66	67	68	70	76	213	216	224	231	239	251
87	Hébergement médico-social et social	33	33	34	36	37	39	124	126	131	133	134	138
88	Action sociale sans hébergement	19	20	21	22	22	22	42	45	49	53	55	59
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	26	26	27	27	27	27	26	27	28	29	30	29
94–96	Autres activités de services	38	39	39	39	39	39	70	73	75	75	75	76
97–98	Acti. des ménages en tant qu'employ. et prod.	7	7	9	10	8	8	46	45	53	58	46	48

T 14 Taux d'activité<sup>1</sup> selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2001–2011

ESPA

Taux en pour cent; 2 <sup>e</sup> trimestre Pop. résidente permanente	Total											
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
<b>Total</b>												
0–99 ans	56,1	56,3	56,5	56,2	56,1	56,6	57,0	57,6	57,8	57,5	57,7	
15+ ans	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7	67,9	
15–64 ans	81,2	81,3	81,3	81,0	80,9	81,2	81,6	82,3	82,5	82,2	82,5	
15–24 ans	67,8	69,3	69,4	67,1	65,7	68,6	67,4	67,1	67,3	66,5	66,3	
25–39 ans	87,6	88,2	88,2	88,2	88,3	88,4	88,7	89,9	89,7	89,5	89,8	
40–54 ans	88,1	88,4	88,0	88,2	88,6	88,3	89,0	89,6	90,3	89,6	89,7	
55–64 ans	68,2	65,9	67,4	67,4	67,6	67,7	69,3	70,2	70,2	70,7	71,8	
65+ ans	9,3	8,8	9,4	8,2	7,5	8,2	8,8	9,5	10,0	9,8	10,1	
<b>Hommes</b>												
0–99 ans	63,3	63,1	63,3	62,8	62,3	62,7	63,2	63,2	63,3	63,4	63,5	
15+ ans	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2	75,3	
15–64 ans	89,2	88,7	88,5	88,0	87,4	87,8	88,2	88,0	87,3	88,0	88,4	
15–24 ans	68,6	70,4	70,4	68,1	66,6	70,2	70,2	68,1	66,1	68,3	66,9	
25–39 ans	96,0	96,2	96,0	96,1	96,0	96,2	96,3	96,5	96,1	95,7	96,4	
40–54 ans	96,5	95,7	95,2	95,2	95,3	94,8	95,4	95,4	95,9	95,6	96,0	
55–64 ans	82,5	78,9	79,7	79,1	77,8	77,1	78,4	78,9	79,5	80,6	81,6	
65+ ans	13,9	12,7	14,6	12,8	11,2	12,1	13,2	13,5	14,5	14,1	15,0	
<b>Femmes</b>												
0–99 ans	49,2	49,8	50,0	49,8	50,2	50,7	50,9	52,2	52,6	51,8	52,0	
15+ ans	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6	60,7	
15–64 ans	73,2	73,9	74,1	73,9	74,3	74,7	75,0	76,6	78,3	77,2	76,5	
15–24 ans	66,9	68,1	68,3	66,0	64,7	67,0	64,5	66,1	68,5	69,1	65,8	
25–39 ans	79,3	80,2	80,4	80,4	80,7	80,7	81,2	83,4	83,2	82,9	83,3	
40–54 ans	79,7	81,0	80,7	81,1	81,8	81,7	82,5	83,8	84,5	84,0	83,3	
55–64 ans	54,5	53,2	55,4	56,0	57,7	58,6	60,3	61,6	61,0	60,0	62,2	
65+ ans	6,1	6,2	5,8	5,0	4,9	5,5	5,7	6,6	6,7	6,4	6,5	
<b>Suisses</b>												
0–99 ans	54,8	55,2	55,5	55,3	55,1	55,6	56,0	56,5	56,5	56,2	56,3	
15+ ans	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0	66,0	
15–64 ans	81,1	81,5	81,6	81,4	81,3	81,7	82,1	82,8	82,8	82,5	82,9	
15–24 ans	67,8	68,4	68,4	66,4	64,8	68,5	67,0	66,8	66,9	66,5	66,4	
25–39 ans	87,9	89,2	89,1	89,3	89,7	89,4	89,8	91,3	90,9	90,5	91,0	
40–54 ans	88,5	89,3	89,2	89,8	90,0	89,8	90,4	91,0	91,7	91,2	91,1	
55–64 ans	67,8	66,3	68,1	68,2	68,6	68,6	70,4	71,1	70,7	71,5	72,9	
65+ ans	8,9	8,9	9,5	8,2	7,5	8,2	8,9	9,5	10,2	10,1	10,4	
<b>Etrangers</b>												
0–99 ans	61,2	60,7	60,5	59,8	59,8	60,2	60,6	61,7	62,7	62,3	62,6	
15+ ans	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2	74,4	
15–64 ans	81,5	80,6	80,3	79,3	79,3	79,5	80,0	80,9	81,7	81,1	81,3	
15–24 ans	67,8	72,3	72,8	69,6	69,0	68,9	68,7	68,2	68,7	66,3	66,2	
25–39 ans	86,8	85,7	85,9	85,6	85,0	85,9	86,2	86,9	87,2	87,6	87,6	
40–54 ans	86,6	84,9	83,1	82,4	83,4	82,7	83,9	84,7	85,4	84,4	85,1	
55–64 ans	70,5	63,9	63,8	62,8	62,4	63,0	62,6	64,9	67,3	66,3	65,7	
65+ ans	(13,3)	7,7	8,3	8,2	7,3	8,8	8,3	9,3	8,5	7,6	8,1	

<sup>1</sup> Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées et les personnes sans emploi selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidente permanente selon la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

**T 15 Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le taux d'occupation, 2001–2011****ESPA**

2 <sup>e</sup> trimestre Pop. résidente permanente	Total										
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Taux d'occupation: Total</b>											
Moins de 20%	165	154	146	139	131	140	144	143	141	157	163
20–49%	328	352	349	351	360	384	379	399	395	388	403
50–69%	343	349	348	365	366	377	398	413	431	432	456
70–89%	255	247	264	279	279	288	305	324	325	357	359
90–100%	2726	2744	2714	2700	2710	2742	2781	2819	2827	2814	2899
Sans indication/ne sait pas	122	118	142	126	129	120	115	132	148	134	89
<b>Total</b>	<b>3938</b>	<b>3965</b>	<b>3963</b>	<b>3959</b>	<b>3974</b>	<b>4051</b>	<b>4122</b>	<b>4229</b>	<b>4268</b>	<b>4282</b>	<b>4369</b>
<b>Taux d'occupation: Hommes</b>											
Moins de 20%	36	28	29	26	28	31	37	32	35	37	38
20–49%	56	55	51	50	50	64	53	61	57	68	69
50–69%	63	59	63	70	62	69	76	80	86	84	96
70–89%	59	56	62	65	68	75	76	91	88	96	97
90–100%	1945	1948	1937	1931	1932	1946	1986	1992	2003	2011	2052
Sans indication/ne sait pas	31	28	36	32	33	29	31	34	35	37	20
<b>Total</b>	<b>2190</b>	<b>2175</b>	<b>2177</b>	<b>2173</b>	<b>2172</b>	<b>2214</b>	<b>2259</b>	<b>2289</b>	<b>2304</b>	<b>2334</b>	<b>2372</b>
<b>Taux d'occupation: Femmes</b>											
Moins de 20%	129	126	117	112	104	110	107	111	106	120	125
20–49%	272	297	298	301	311	320	326	338	338	319	334
50–69%	279	289	285	295	303	308	321	333	346	347	360
70–89%	196	192	202	214	211	213	229	233	238	261	262
90–100%	781	796	777	769	778	796	796	826	824	803	848
Sans indication/ne sait pas	92	91	107	94	96	91	84	98	113	97	68
<b>Total</b>	<b>1748</b>	<b>1790</b>	<b>1786</b>	<b>1786</b>	<b>1802</b>	<b>1837</b>	<b>1863</b>	<b>1940</b>	<b>1964</b>	<b>1948</b>	<b>1997</b>
<b>Taux d'occupation: Suisses</b>											
Moins de 20%	146	136	131	126	117	125	129	129	126	141	141
20–49%	281	308	308	305	314	335	329	346	339	334	344
50–69%	276	292	292	306	305	313	332	347	360	364	376
70–89%	215	210	222	234	232	242	254	270	269	300	292
90–100%	2085	2090	2078	2072	2074	2091	2110	2104	2090	2063	2128
Sans indication/ne sait pas	103	98	117	98	102	95	92	106	119	104	72
<b>Total</b>	<b>3107</b>	<b>3136</b>	<b>3149</b>	<b>3142</b>	<b>3144</b>	<b>3201</b>	<b>3246</b>	<b>3302</b>	<b>3304</b>	<b>3305</b>	<b>3353</b>
<b>Taux d'occupation: Etrangers</b>											
Moins de 20%	19	17	15	12	14	15	15	13	15	16	22
20–49%	47	44	40	45	46	49	50	53	56	54	58
50–69%	67	57	56	59	60	64	65	66	71	68	80
70–89%	39	37	42	45	47	46	51	54	56	57	67
90–100%	640	654	636	628	636	651	671	715	736	751	771
Sans indication/ne sait pas	19	20	26	28	27	25	23	26	29	30	17
<b>Total</b>	<b>831</b>	<b>829</b>	<b>814</b>	<b>817</b>	<b>830</b>	<b>850</b>	<b>876</b>	<b>927</b>	<b>964</b>	<b>977</b>	<b>1016</b>

## T 16 Emplois selon les secteurs et divisions économiques, 2007–2009

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Divisions économiques NOGA08		Emplois											
		I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009
<b>5–96</b>	<b>Total</b>	<b>3822</b>	<b>3863</b>	<b>3909</b>	<b>3928</b>	<b>3951</b>	<b>3983</b>	<b>4017</b>	<b>3987</b>	<b>3981</b>	<b>3967</b>	<b>3987</b>	<b>3979</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1006</b>	<b>1022</b>	<b>1037</b>	<b>1034</b>	<b>1037</b>	<b>1049</b>	<b>1062</b>	<b>1040</b>	<b>1031</b>	<b>1028</b>	<b>1030</b>	<b>1015</b>
5–9	Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
10–33	Industrie manufacturière	668	675	682	683	688	696	703	694	686	676	670	663
10–12	Industries alimentaires et du tabac	64	65	65	65	65	66	65	65	65	66	67	66
13–15	Industries du textile et de l'habillement	18	18	18	18	18	18	17	17	17	16	16	16
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	80	80	81	80	80	80	81	79	78	77	76	76
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	34	35	35	35	35	35	35	35	34	34	34	33
21	Industrie pharmaceutique	33	34	34	34	34	35	36	36	35	36	36	36
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	45	44	44	44	44	44	44	43	43	42	42	42
24–25	Fabrication de produits métalliques	103	105	105	106	107	107	108	106	104	101	100	99
26	F. de prod. inform. et électro.	98	100	102	104	106	108	110	109	108	106	104	103
27	Fabrication d'équipements électriques	33	34	35	36	37	39	41	40	40	39	38	38
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	93	94	95	94	94	95	95	94	92	90	88	87
29–30	Fabrication de matériels de transport	14	14	14	15	15	15	15	15	15	15	15	15
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	53	53	54	54	54	55	55	55	54	54	53	53
35	Production et distribution d'énergie	23	24	24	23	23	23	23	23	24	24	24	25
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	14	14	14	15	15	15	15	15	14	14	15	14
41–43	Construction	296	305	312	308	306	310	315	304	303	309	316	308
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	102	105	107	105	104	106	107	103	103	106	108	105
43	Travaux de construction spécialisés	194	200	205	203	202	205	208	201	200	204	208	203
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2816</b>	<b>2840</b>	<b>2872</b>	<b>2893</b>	<b>2914</b>	<b>2933</b>	<b>2955</b>	<b>2947</b>	<b>2950</b>	<b>2939</b>	<b>2956</b>	<b>2964</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	599	604	612	619	616	614	621	621	614	608	611	617
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	81	81	81	81	81	81	83	82	81	81	82	83
46	Commerce de gros	195	200	202	204	204	205	205	204	204	201	201	202
47	Commerce de détail	323	323	328	334	331	327	332	335	329	326	328	332
49–53	Transport et entreposage	212	209	211	214	217	215	217	217	216	211	210	210
49	Transports terrestres et transp. par conduites	97	95	95	98	100	97	98	100	100	97	97	99
50–51	Transports par eau, transports aériens	11	11	11	11	11	12	12	12	12	12	12	12
52	Entreposage et services aux. des transports	49	49	50	50	51	52	52	52	52	51	51	50
53	Activités de poste et de courrier	55	54	55	54	54	54	54	54	53	50	50	49
55–56	Hébergement et restauration	218	226	228	230	231	235	234	231	228	227	228	228
55	Hébergement	72	75	76	76	77	78	77	77	77	76	77	77
56	Restauration	146	151	153	154	154	157	156	154	151	151	151	151
58–63	Information et communication	121	122	123	124	125	126	126	125	125	125	126	124
58–60	Édition, audiovisuel et diffusion	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	30	30
61	Télécommunications	24	23	23	23	23	23	23	23	22	22	22	22
62–63	Activités informat. et services d'information	66	68	69	70	71	72	72	71	72	72	74	73
64–66	Activités financières et d'assurance	220	219	223	224	226	227	229	229	232	230	232	231
64	Activités des services financiers	129	129	130	130	131	132	134	135	136	133	135	134
65	Assurance	56	54	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	35	36	38	38	40	39	40	40	41	42	42	42
68	Activités immobilières	25	25	26	27	27	28	29	29	30	29	30	29
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	278	281	286	287	291	297	299	297	298	301	302	301
69	Activités juridiques et comptables	59	60	61	61	62	63	63	62	62	63	63	63
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	63	64	66	67	68	70	71	71	71	72	72	72
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	91	92	94	94	96	98	98	97	98	99	100	100
72	Recherche-développement scientifique	19	20	19	18	19	19	20	20	20	21	21	21
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	45	46	46	46	47	47	48	47	46	46	46	45
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	152	154	158	159	162	165	168	166	168	167	167	165
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	142	144	147	148	150	153	156	154	156	156	155	154
78	Activités liées à l'emploi	10	10	11	11	12	12	12	12	12	12	12	11
84	Administration publique	163	164	162	157	160	160	158	156	158	160	162	164
85	Enseignement	245	245	248	254	255	254	254	256	259	256	259	262
86–88	Santé humaine et action sociale	448	453	458	461	466	473	479	480	482	484	489	492
86	Activités pour la santé humaine	250	252	254	255	257	261	264	264	266	267	270	272
87	Hébergement médico-social et social	141	143	144	145	147	149	151	151	152	152	154	154
88	Action sociale sans hébergement	57	58	59	60	62	63	64	65	65	65	65	66
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	44	44	45	45	46	46	47	46	46	48	47	47
94–96	Autres activités de services	92	92	92	93	93	94	94	93	93	94	94	93

## T17 Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2010–2011

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08		Emplois									
		I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	Part de femmes en % 4 <sup>e</sup> trim. 2011	Part de temps partiel en % 4 <sup>e</sup> trim. 2011
<b>5–96</b>	<b>Total</b>	<b>3982</b>	<b>3990</b>	<b>4017</b>	<b>4023</b>	<b>3995</b>	<b>4024</b>	<b>4047</b>	<b>4044</b>	<b>44,0</b>	<b>31,0</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1012</b>	<b>1022</b>	<b>1032</b>	<b>1026</b>	<b>1021</b>	<b>1031</b>	<b>1042</b>	<b>1033</b>	<b>22,2</b>	<b>12,0</b>
5–9	Industries extractives	5	5	5	5	4	4	4	4	11,3	9,7
10–33	Industrie manufacturière	661	662	666	666	665	668	673	670	28,1	13,0
10–12	Industries alimentaires et du tabac	65	65	66	66	65	66	66	65	35,8	18,5
13–15	Industries du textile et de l'habillement	15	15	15	16	16	17	17	16	60,5	21,9
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	75	75	76	76	74	74	75	74	23,4	16,3
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	34	33	32	31	30	30	30	30	27,2	11,7
21	Industrie pharmaceutique	37	37	38	38	38	39	39	38	41,2	12,7
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	41	42	42	42	42	42	42	42	23,3	10,9
24–25	Fabrication de produits métalliques	98	99	100	100	100	101	102	101	18,8	11,6
26	F. de prod. inform. et électro.	102	103	104	105	106	108	109	110	38,6	11,2
27	Fabrication d'équipements électriques	38	38	38	38	38	38	38	38	27,9	10,8
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	86	85	85	85	85	85	87	86	15,9	9,9
29–30	Fabrication de matériels de transport	15	15	16	16	16	15	16	16	13,9	6,9
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	53	53	54	54	54	54	55	54	29,7	15,9
35	Production et distribution d'énergie	25	25	26	26	26	26	27	27	17,8	11,1
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	14	14	14	15	15	15	15	15	15,3	15,4
41–43	Construction	308	316	321	315	311	318	324	317	10,6	9,7
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	105	109	110	105	105	109	110	105	7,2	6,8
43	Travaux de construction spécialisés	202	208	211	210	206	209	214	212	12,4	11,2
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2970</b>	<b>2968</b>	<b>2985</b>	<b>2997</b>	<b>2975</b>	<b>2993</b>	<b>3004</b>	<b>3011</b>	<b>51,4</b>	<b>37,5</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	615	615	619	622	615	614	616	621	49,5	30,2
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	82	83	84	83	83	83	84	84	17,9	13,5
46	Commerce de gros	204	206	208	210	211	213	212	212	35,9	19,9
47	Commerce de détail	329	326	327	329	322	319	320	325	66,5	41,2
49–53	Transport et entreposage	211	208	209	212	215	210	212	213	27,2	25,3
49	Transports terrestres et transp. par conduites	101	98	98	102	101	100	100	103	15,5	18,2
50–51	Transports par eau, transports aériens	12	12	12	12	13	13	13	13	41,9	21,8
52	Entreposage et services aux. des transports	50	50	51	51	53	52	52	52	29,6	20,6
53	Activités de poste et de courrier	48	48	48	47	48	46	46	46	46,8	47,7
55–56	Hébergement et restauration	229	228	225	222	220	221	215	213	54,7	33,2
55	Hébergement	78	78	76	77	75	74	73	74	55,4	21,8
56	Restauration	151	150	149	146	145	147	141	139	54,3	39,3
58–63	Information et communication	125	124	126	127	127	129	131	132	28,0	21,8
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	29	29	29	29	28	28	29	29	42,9	38,3
61	Télécommunications	22	22	22	23	24	25	25	25	30,2	13,9
62–63	Activités informat. et services d'information	73	73	75	75	75	76	78	78	21,9	18,3
64–66	Activités financières et d'assurance	229	228	231	231	230	230	232	231	42,3	19,8
64	Activités des services financiers	134	134	135	135	135	134	135	135	41,1	18,3
65	Assurance	54	54	54	53	52	52	53	53	48,0	22,2
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	41	41	42	43	43	44	44	43	39,0	21,4
68	Activités immobilières	29	29	30	30	29	30	29	30	53,5	40,7
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	303	304	305	305	305	309	311	312	41,3	27,6
69	Activités juridiques et comptables	63	63	63	63	63	63	63	63	54,2	33,1
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	73	73	73	72	72	73	73	74	42,6	22,8
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	101	102	103	104	103	104	106	107	28,4	23,9
72	Recherche-développement scientifique	21	21	21	21	22	23	23	22	39,5	20,5
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	45	45	44	45	45	46	46	46	52,9	39,7
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	166	166	166	165	164	167	171	166	47,1	46,5
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	154	155	155	154	154	156	159	155	47,3	48,2
78	Activités liées à l'emploi	11	11	11	11	11	11	12	12	44,1	24,1
84	Administration publique	166	166	169	170	170	173	174	175	44,3	30,9
85	Enseignement	261	259	260	264	252	255	254	259	58,7	60,4
86–88	Santé humaine et action sociale	495	497	503	507	508	515	518	520	76,3	56,0
86	Activités pour la santé humaine	274	275	279	283	285	290	290	291	76,5	51,7
87	Hébergement médico-social et social	155	156	157	157	156	156	159	158	77,8	61,1
88	Action sociale sans hébergement	66	66	67	67	67	69	70	70	72,0	62,1
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	47	48	47	46	45	46	46	44	48,0	46,2
94–96	Autres activités de services	95	94	95	95	93	95	94	96	65,2	47,4

## T 18 Emplois selon les grandes régions et les secteurs économiques, 2007–2011

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois											
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009
<b>5–96 Secteurs secondaire et tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>3822</b>	<b>3863</b>	<b>3909</b>	<b>3928</b>	<b>3951</b>	<b>3983</b>	<b>4017</b>	<b>3987</b>	<b>3981</b>	<b>3967</b>	<b>3987</b>	<b>3979</b>
Région lémanique	692	697	706	713	720	723	731	728	732	730	730	734
Espace Mittelland	816	827	831	833	835	845	853	841	838	837	839	835
Suisse du Nord-ouest	529	536	544	544	547	549	557	552	550	548	553	551
Zurich	752	759	770	775	784	790	799	795	797	792	795	793
Suisse orientale	513	512	518	523	523	525	526	526	522	519	521	523
Suisse centrale	352	360	367	367	367	372	372	369	368	366	372	369
Tessin	167	172	174	173	174	177	178	174	174	176	176	173
<b>5–43 Secteur secondaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>1008</b>	<b>1025</b>	<b>1039</b>	<b>1036</b>	<b>1039</b>	<b>1051</b>	<b>1062</b>	<b>1042</b>	<b>1032</b>	<b>1029</b>	<b>1032</b>	<b>1016</b>
Région lémanique	136	140	142	141	142	146	147	144	142	143	143	140
Espace Mittelland	244	246	249	250	252	255	258	253	249	246	245	241
Suisse du Nord-ouest	163	166	168	167	167	169	171	169	169	169	171	169
Zurich	139	139	142	142	143	142	143	141	141	141	141	140
Suisse orientale	175	180	182	181	180	183	185	180	177	178	179	173
Suisse centrale	105	106	108	107	107	108	109	108	107	106	107	107
Tessin	46	47	48	48	48	48	48	47	47	46	46	45
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>2814</b>	<b>2838</b>	<b>2870</b>	<b>2891</b>	<b>2912</b>	<b>2931</b>	<b>2955</b>	<b>2945</b>	<b>2948</b>	<b>2938</b>	<b>2955</b>	<b>2963</b>
Région lémanique	556	556	563	572	578	578	584	585	590	587	588	594
Espace Mittelland	572	581	581	583	583	590	594	589	589	591	593	594
Suisse du Nord-ouest	366	370	376	377	380	380	386	384	381	379	383	382
Zurich	613	619	628	633	641	648	656	654	655	651	654	653
Suisse orientale	339	333	336	342	343	342	342	346	346	341	343	350
Suisse centrale	247	254	259	260	260	264	263	261	260	260	264	262
Tessin	121	125	126	124	127	129	130	127	127	129	130	128

Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois								Part des femmes en %, 4 <sup>e</sup> trim. 2011	Part du temps partiel en %, 4 <sup>e</sup> trim. 2011
	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011		
<b>5–96 Secteurs secondaire et tertiaire</b>										
<b>Suisse</b>	<b>3982</b>	<b>3990</b>	<b>4017</b>	<b>4023</b>	<b>3995</b>	<b>4024</b>	<b>4047</b>	<b>4044</b>	<b>44,0</b>	<b>31,0</b>
Région lémanique	735	733	735	742	747	748	752	751	45,3	29,7
Espace Mittelland	834	836	842	845	835	844	850	850	44,9	33,7
Suisse du Nord-ouest	554	553	555	556	552	554	557	556	43,2	30,8
Zurich	790	793	801	801	795	801	807	806	43,3	31,6
Suisse orientale	523	524	529	530	523	528	531	531	43,2	29,6
Suisse centrale	372	373	376	374	367	369	372	373	44,1	31,1
Tessin	175	177	178	175	176	179	178	178	41,9	24,6
<b>5–43 Secteur secondaire</b>										
<b>Suisse</b>	<b>1013</b>	<b>1023</b>	<b>1033</b>	<b>1026</b>	<b>1020</b>	<b>1031</b>	<b>1042</b>	<b>1033</b>	<b>22,2</b>	<b>12,0</b>
Région lémanique	140	142	143	143	141	144	146	144	20,0	9,4
Espace Mittelland	239	241	242	242	241	243	246	245	23,8	12,8
Suisse du Nord-ouest	169	170	169	167	166	165	166	166	22,9	11,7
Zurich	140	140	142	141	140	141	143	142	21,4	14,0
Suisse orientale	173	178	181	178	177	182	184	180	22,2	12,1
Suisse centrale	107	107	109	109	107	107	108	108	20,4	13,1
Tessin	45	46	46	46	48	49	49	48	24,9	7,2
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>										
<b>Suisse</b>	<b>2969</b>	<b>2967</b>	<b>2984</b>	<b>2997</b>	<b>2975</b>	<b>2993</b>	<b>3004</b>	<b>3011</b>	<b>51,4</b>	<b>37,5</b>
Région lémanique	594	591	592	599	605	604	605	607	51,3	34,5
Espace Mittelland	594	595	600	603	593	601	605	605	53,5	42,2
Suisse du Nord-ouest	385	383	386	388	386	389	391	390	51,8	39,0
Zurich	651	653	659	660	655	659	663	664	47,9	35,4
Suisse orientale	350	346	348	352	346	347	346	350	54,0	38,6
Suisse centrale	265	266	267	265	260	262	264	265	53,7	38,4
Tessin	130	132	132	129	128	130	130	129	48,3	31,1

**T 19 Volume annuel effectif de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2001–2010**

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Total									
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	5681	5631	5614	5725	5735	5792	5867	5971	5950	6002
Temps partiel (moins de 90%)	1159	1169	1216	1249	1269	1319	1383	1411	1436	1506
dont										
Temps partiel I (50–89%)	805	816	859	879	893	932	979	999	1031	1096
Temps partiel II (moins de 50%)	353	353	357	370	376	387	403	411	405	409
<b>Total</b>	<b>6840</b>	<b>6800</b>	<b>6830</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7386</b>	<b>7508</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	347	338	326	328	322	340	345	316	312	348
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1308	1243	1201	1220	1242	1256	1281	1293	1234	1263
F Construction	526	520	517	528	536	539	540	551	552	570
G Commerce, réparation	1045	1034	1050	1071	1051	1047	1051	1061	1081	1114
H Transports et entreposage	384	389	390	391	390	388	390	397	390	388
I Hébergement et restauration	393	388	396	401	407	400	411	415	419	419
J Information et communication	201	201	202	206	209	214	222	230	235	241
K Activités financières et d'assurance	390	399	399	401	394	408	422	431	443	443
L/N Immobilier, activités administratives	311	312	315	322	326	338	352	363	331	339
M Act. spécialisées, scient. et techniques	450	454	459	473	481	498	524	551	585	578
O Administration publique	258	266	292	300	298	317	310	311	303	300
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	609	629	645	678	688	699	713	748	776	786
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	262	259	265	272	274	283	300	312	317	311
<b>A–T Total</b>	<b>6840</b>	<b>6800</b>	<b>6830</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7386</b>	<b>7508</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	347	338	326	328	322	340	345	316	312	348
B–F Secteur secondaire	1834	1763	1718	1748	1778	1795	1821	1844	1786	1833
G–T Secteur tertiaire	4659	4699	4787	4898	4905	4977	5084	5222	5288	5327
<b>A–T Total</b>	<b>6840</b>	<b>6800</b>	<b>6830</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7386</b>	<b>7508</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	900	852	830	834	809	826	840	799	...	803
Collaborateurs familiaux	119	111	95	94	107	113	99	100	...	103
Salariés	5561	5582	5659	5790	5822	5901	6037	6189	...	6289
Apprentis	259	255	247	255	266	271	275	293	...	312
<b>Total</b>	<b>6840</b>	<b>6800</b>	<b>6830</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7386</b>	<b>7508</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	1211	1215	1228	1244	1277	1301	1339	1385	1372	1414
Espace Mittelland	1506	1493	1492	1517	1516	1527	1541	1555	1543	1543
Suisse du Nord-ouest	944	933	939	953	962	970	991	1008	1003	1011
Zurich	1294	1306	1324	1344	1338	1367	1389	1440	1469	1471
Suisse orientale	947	941	942	965	956	977	995	993	999	1031
Suisse centrale	629	608	608	645	647	658	672	667	668	683
Tessin	309	303	297	305	308	312	323	335	331	354
<b>Total</b>	<b>6840</b>	<b>6800</b>	<b>6830</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7386</b>	<b>7508</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T20 Volume annuel effectif de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2010** **SVOLTA**

Volume annuel en millions d'heures	Hommes					Femmes				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	4217	4272	4331	4315	4350	1575	1596	1640	1634	1653
Temps partiel (moins de 90%)	306	332	339	349	371	1014	1050	1072	1087	1135
dont										
Temps partiel I (50–89%)	222	244	251	260	274	710	735	748	772	822
Temps partiel II (moins de 50%)	83	88	87	89	96	304	315	324	316	313
<b>Total</b>	<b>4523</b>	<b>4604</b>	<b>4669</b>	<b>4664</b>	<b>4721</b>	<b>2589</b>	<b>2646</b>	<b>2712</b>	<b>2722</b>	<b>2787</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	262	269	249	251	263	78	76	67	61	85
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	966	984	988	965	975	290	297	304	269	287
F Construction	501	503	510	520	529	38	36	41	32	41
G Commerce, réparation	603	605	618	622	641	444	447	443	458	472
H Transports et entreposage	295	295	300	304	303	93	95	97	87	85
I Hébergement et restauration	195	197	213	216	210	205	214	202	204	209
J Information et communication	148	153	157	171	185	66	69	72	64	56
K Activités financières et d'assurance	258	269	272	281	280	150	153	159	163	162
L/N Immobilier, activités administratives	232	242	247	223	213	106	110	115	108	126
M Act. spécialisées, scient. et techniques	334	353	367	384	377	164	171	184	201	200
O Administration publique	203	196	192	190	188	114	114	119	113	113
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	203	207	214	213	232	496	506	534	563	555
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	138	146	148	137	131	144	154	164	180	180
<b>A–T Total</b>	<b>4523</b>	<b>4604</b>	<b>4669</b>	<b>4664</b>	<b>4721</b>	<b>2589</b>	<b>2646</b>	<b>2712</b>	<b>2722</b>	<b>2787</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	262	269	249	251	263	78	76	67	61	85
B–F Secteur secondaire	1467	1487	1498	1485	1505	328	334	345	301	328
G–T Secteur tertiaire	2794	2847	2922	2928	2953	2183	2237	2300	2359	2374
<b>A–T Total</b>	<b>4523</b>	<b>4604</b>	<b>4669</b>	<b>4664</b>	<b>4721</b>	<b>2589</b>	<b>2646</b>	<b>2712</b>	<b>2722</b>	<b>2787</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	587	600	570	...	565	239	240	229	...	238
Collaborateurs familiaux	53	48	54	...	56	61	50	46	...	47
Salariés	3725	3791	3874	...	3916	2175	2245	2316	...	2373
Apprentis	157	164	172	...	183	114	111	122	...	129
<b>Total</b>	<b>4523</b>	<b>4604</b>	<b>4669</b>	<b>4664</b>	<b>4721</b>	<b>2589</b>	<b>2646</b>	<b>2712</b>	<b>2722</b>	<b>2787</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	812	834	859	855	879	488	505	526	517	536
Espace Mittelland	968	979	980	973	976	558	562	575	570	567
Suisse du Nord-ouest	624	637	642	634	631	345	354	366	369	381
Zurich	865	874	903	918	914	502	515	537	551	557
Suisse orientale	632	643	646	646	660	345	352	346	353	371
Suisse centrale	423	432	428	431	442	235	240	239	237	241
Tessin	198	204	211	207	219	114	119	123	124	135
<b>Total</b>	<b>4523</b>	<b>4604</b>	<b>4669</b>	<b>4664</b>	<b>4721</b>	<b>2589</b>	<b>2646</b>	<b>2712</b>	<b>2722</b>	<b>2787</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T21 Volume annuel effectif de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et les secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2010**

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Suisses					Etrangers				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	4109	4109	4139	...	4077	1683	1759	1832	...	1926
Temps partiel (moins de 90%)	1070	1123	1135	...	1210	250	260	276	...	296
dont										
Temps partiel I (50–89%)	749	787	796	...	868	184	192	204	...	228
Temps partiel II (moins de 50%)	321	336	339	...	342	66	68	72	...	68
<b>Total</b>	<b>5179</b>	<b>5232</b>	<b>5274</b>	<b>...</b>	<b>5287</b>	<b>1932</b>	<b>2018</b>	<b>2108</b>	<b>...</b>	<b>2221</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	312	317	288	...	312	27	28	28	...	36
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	834	834	835	...	791	422	447	458	...	471
F Construction	345	333	333	...	341	194	207	218	...	229
G Commerce, réparation	757	757	756	...	772	290	294	305	...	342
H Transports et entreposage	302	300	302	...	282	86	90	95	...	106
I Hébergement et restauration	194	199	202	...	206	206	212	213	...	213
J Information et communication	155	158	162	...	176	59	63	68	...	65
K Activités financières et d'assurance	325	335	337	...	341	83	87	94	...	101
L/N Immobilier, activités administratives	251	259	263	...	230	86	92	100	...	109
M Act. spécialisées, scient. et techniques	354	368	381	...	418	145	156	170	...	160
O Administration publique	290	282	282	...	271	27	27	29	...	30
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	530	540	567	...	596	169	173	181	...	190
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	206	220	227	...	217	76	80	85	...	94
<b>A–T Total</b>	<b>5179</b>	<b>5232</b>	<b>5274</b>	<b>...</b>	<b>5287</b>	<b>1932</b>	<b>2018</b>	<b>2108</b>	<b>...</b>	<b>2221</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	312	317	288	...	312	27	28	28	...	36
B–F Secteur secondaire	1179	1167	1168	...	1133	616	654	676	...	700
G–T Secteur tertiaire	3688	3747	3818	...	3842	1289	1337	1405	...	1485
<b>A–T Total</b>	<b>5179</b>	<b>5232</b>	<b>5274</b>	<b>...</b>	<b>5287</b>	<b>1932</b>	<b>2018</b>	<b>2108</b>	<b>...</b>	<b>2221</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	746	754	707	...	703	80	86	92	...	100
Collaborateurs familiaux	104	92	90	...	93	9	7	10	...	11
Salariés	4104	4157	4233	...	4233	1796	1880	1957	...	2056
Apprentis	225	229	244	...	257	47	45	49	...	55
<b>Total</b>	<b>5179</b>	<b>5232</b>	<b>5274</b>	<b>...</b>	<b>5287</b>	<b>1932</b>	<b>2018</b>	<b>2108</b>	<b>...</b>	<b>2221</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	794	817	830	...	838	507	522	554	...	576
Espace Mittelland	1252	1253	1252	...	1241	275	288	302	...	302
Suisse du Nord-ouest	653	665	672	...	651	317	326	336	...	360
Zurich	1032	1037	1072	...	1082	334	351	368	...	389
Suisse orientale	737	740	735	...	748	241	255	258	...	283
Suisse centrale	543	547	533	...	541	115	125	133	...	142
Tessin	169	173	179	...	185	144	151	155	...	169
<b>Total</b>	<b>5179</b>	<b>5232</b>	<b>5274</b>	<b>...</b>	<b>5287</b>	<b>1932</b>	<b>2018</b>	<b>2108</b>	<b>...</b>	<b>2221</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T22 Durée annuelle effective de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2001–2010**

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Total									
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	1944	1928	1931	1967	1956	1935	1927	1930	1930	1942
Temps partiel (moins de 90%)	812	804	821	837	834	834	834	825	816	849
dont										
Temps partiel I (50–89%)	1235	1225	1229	1249	1247	1246	1244	1237	1218	1254
Temps partiel II (moins de 50%)	456	448	456	469	467	465	464	456	443	456
<b>Total</b>	<b>1573</b>	<b>1555</b>	<b>1556</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1525</b>	<b>1544</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	2156	2083	2077	2153	2153	2148	2077	1939	1959	2068
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1708	1687	1681	1728	1721	1702	1697	1690	1656	1717
F Construction	1735	1750	1762	1805	1788	1754	1741	1746	1736	1728
G Commerce, réparation	1601	1578	1578	1606	1593	1561	1545	1556	1564	1586
H Transports et entreposage	1613	1619	1620	1634	1628	1608	1617	1606	1602	1615
I Hébergement et restauration	1591	1568	1586	1612	1600	1571	1546	1577	1587	1556
J Information et communication	1565	1548	1552	1576	1555	1539	1536	1540	1587	1638
K Activités financières et d'assurance	1685	1684	1703	1740	1731	1715	1719	1725	1738	1743
L/N Immobilier, activités administratives	1615	1588	1593	1621	1595	1581	1572	1566	1363	1365
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1572	1547	1555	1585	1556	1541	1538	1548	1629	1605
O Administration publique	1530	1509	1535	1527	1528	1508	1467	1468	1489	1488
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1352	1340	1338	1365	1370	1357	1343	1355	1354	1345
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1112	1123	1131	1138	1123	1131	1125	1106	1084	1126
<b>A–T Total</b>	<b>1573</b>	<b>1555</b>	<b>1556</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1525</b>	<b>1544</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	2156	2083	2077	2153	2153	2148	2077	1939	1959	2068
B–F Secteur secondaire	1716	1705	1705	1751	1741	1717	1710	1706	1680	1720
G–T Secteur tertiaire	1494	1479	1484	1507	1494	1476	1465	1467	1461	1468
<b>A–T Total</b>	<b>1573</b>	<b>1555</b>	<b>1556</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1525</b>	<b>1544</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	1974	1913	1912	1976	1920	1876	1859	1819	...	1830
Collaborateurs familiaux	1083	1059	1008	1038	1101	1099	1022	978	...	1065
Salariés	1545	1533	1537	1561	1554	1537	1525	1526	...	1533
Apprentis	1406	1393	1378	1416	1422	1407	1403	1413	...	1378
<b>Total</b>	<b>1573</b>	<b>1555</b>	<b>1556</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1525</b>	<b>1544</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	1597	1591	1595	1612	1614	1590	1574	1577	1574	1590
Espace Mittelland	1555	1533	1536	1564	1557	1544	1529	1506	1486	1515
Suisse du Nord-ouest	1566	1536	1533	1560	1546	1533	1528	1534	1529	1523
Zurich	1544	1538	1546	1577	1561	1539	1530	1531	1520	1537
Suisse orientale	1602	1586	1584	1611	1599	1583	1560	1547	1532	1550
Suisse centrale	1585	1538	1539	1583	1554	1526	1516	1512	1499	1538
Tessin	1595	1587	1573	1601	1590	1566	1564	1574	1565	1569
<b>Total</b>	<b>1573</b>	<b>1555</b>	<b>1556</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1525</b>	<b>1544</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T23 Durée annuelle effective de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2010** **SVOLTA**

Durée annuelle en heures par emploi	Hommes					Femmes				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	1965	1962	1970	1976	1978	1859	1838	1832	1821	1852
Temps partiel (moins de 90%)	832	847	844	831	856	835	830	820	811	847
dont										
Temps partiel I (50–89%)	1300	1302	1303	1287	1312	1230	1226	1217	1196	1236
Temps partiel II (moins de 50%)	424	431	419	409	430	477	474	467	454	464
<b>Total</b>	<b>1799</b>	<b>1792</b>	<b>1796</b>	<b>1791</b>	<b>1793</b>	<b>1256</b>	<b>1240</b>	<b>1231</b>	<b>1216</b>	<b>1249</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	2411	2343	2240	2329	2318	1572	1480	1295	1187	1550
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1812	1810	1814	1807	1827	1416	1408	1382	1275	1425
F Construction	1845	1834	1843	1868	1823	1059	1021	1051	801	1030
G Commerce, réparation	1823	1799	1836	1837	1848	1306	1297	1284	1301	1330
H Transports et entreposage	1780	1791	1786	1785	1751	1231	1242	1222	1178	1266
I Hébergement et restauration	1807	1771	1866	1885	1800	1397	1384	1356	1359	1369
J Information et communication	1769	1770	1773	1763	1771	1194	1188	1197	1252	1312
K Activités financières et d'assurance	1878	1884	1889	1897	1902	1493	1490	1502	1519	1524
L/N Immobilier, activités administratives	1841	1833	1824	1678	1684	1208	1196	1202	981	1034
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1799	1794	1800	1878	1849	1192	1188	1210	1300	1286
O Administration publique	1696	1671	1660	1700	1689	1261	1212	1237	1230	1241
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1682	1686	1719	1624	1703	1258	1240	1248	1274	1236
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1493	1516	1495	1432	1485	918	904	894	914	958
<b>A–T Total</b>	<b>1799</b>	<b>1792</b>	<b>1796</b>	<b>1791</b>	<b>1793</b>	<b>1256</b>	<b>1240</b>	<b>1231</b>	<b>1216</b>	<b>1249</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	2411	2343	2240	2329	2318	1572	1480	1295	1187	1550
B–F Secteur secondaire	1823	1818	1824	1828	1826	1363	1352	1333	1201	1360
G–T Secteur tertiaire	1746	1740	1752	1739	1743	1232	1219	1215	1219	1227
<b>A–T Total</b>	<b>1799</b>	<b>1792</b>	<b>1796</b>	<b>1791</b>	<b>1793</b>	<b>1256</b>	<b>1240</b>	<b>1231</b>	<b>1216</b>	<b>1249</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	2192	2177	2162	...	2160	1384	1361	1306	...	1344
Collaborateurs familiaux	1419	1294	1296	...	1365	918	850	757	...	842
Salariés	1776	1771	1780	...	1781	1249	1235	1233	...	1247
Apprentis	1418	1416	1447	...	1401	1392	1383	1366	...	1347
<b>Total</b>	<b>1799</b>	<b>1792</b>	<b>1796</b>	<b>1791</b>	<b>1793</b>	<b>1256</b>	<b>1240</b>	<b>1231</b>	<b>1216</b>	<b>1249</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	1795	1792	1811	1814	1808	1337	1310	1301	1292	1328
Espace Mittelland	1802	1801	1784	1768	1787	1237	1211	1190	1168	1202
Suisse du Nord-ouest	1784	1785	1800	1801	1780	1222	1214	1219	1215	1229
Zurich	1765	1753	1760	1759	1773	1261	1257	1256	1239	1261
Suisse orientale	1871	1851	1840	1826	1823	1235	1213	1194	1184	1223
Suisse centrale	1803	1788	1804	1808	1811	1196	1190	1171	1143	1205
Tessin	1776	1769	1780	1777	1766	1299	1305	1313	1305	1329
<b>Total</b>	<b>1799</b>	<b>1792</b>	<b>1796</b>	<b>1791</b>	<b>1793</b>	<b>1256</b>	<b>1240</b>	<b>1231</b>	<b>1216</b>	<b>1249</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T24 Durée annuelle effective de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2006–2010** **SVOLTA**

Durée annuelle en heures par emploi	Suisses					Etrangers				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Taux d'occupation</b>										
Plein temps (90–100%)	1947	1938	1940	...	1952	1904	1901	1907	...	1920
Temps partiel (moins de 90%)	826	825	814	...	840	871	878	873	...	893
dont										
Temps partiel I (50–89%)	1249	1245	1240	...	1259	1233	1238	1228	...	1236
Temps partiel II (moins de 50%)	462	460	451	...	455	478	480	481	...	462
<b>Total</b>	<b>1521</b>	<b>1503</b>	<b>1495</b>	<b>...</b>	<b>1498</b>	<b>1651</b>	<b>1653</b>	<b>1651</b>	<b>...</b>	<b>1665</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A Agriculture, sylviculture	2158	2090	1942	...	2066	2040	1944	1912	...	2084
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1682	1670	1659	...	1682	1743	1751	1749	...	1779
F Construction	1719	1691	1698	...	1677	1819	1827	1826	...	1809
G Commerce, réparation	1524	1507	1519	...	1536	1666	1653	1656	...	1712
H Transports et entreposage	1583	1591	1571	...	1574	1699	1708	1728	...	1735
I Hébergement et restauration	1445	1397	1449	...	1422	1712	1717	1722	...	1712
J Information et communication	1510	1503	1503	...	1596	1619	1625	1636	...	1763
K Activités financières et d'assurance	1697	1701	1705	...	1720	1792	1793	1799	...	1827
L/N Immobilier, activités administratives	1573	1559	1546	...	1354	1605	1609	1621	...	1389
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1521	1514	1521	...	1561	1591	1598	1612	...	1736
O Administration publique	1515	1466	1462	...	1487	1438	1480	1526	...	1501
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1315	1298	1315	...	1301	1510	1508	1497	...	1502
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1082	1076	1062	...	1068	1291	1285	1243	...	1289
<b>A–T Total</b>	<b>1521</b>	<b>1503</b>	<b>1495</b>	<b>...</b>	<b>1498</b>	<b>1651</b>	<b>1653</b>	<b>1651</b>	<b>...</b>	<b>1665</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>										
A Secteur primaire	2158	2090	1942	...	2066	2040	1944	1912	...	2084
B–F Secteur secondaire	1693	1676	1670	...	1681	1766	1774	1773	...	1788
G–T Secteur tertiaire	1438	1423	1425	...	1421	1595	1594	1594	...	1605
<b>A–T Total</b>	<b>1521</b>	<b>1503</b>	<b>1495</b>	<b>...</b>	<b>1498</b>	<b>1651</b>	<b>1653</b>	<b>1651</b>	<b>...</b>	<b>1665</b>
<b>Statut d'activité</b>										
Indépendants	1883	1864	1818	...	1837	1813	1816	1832	...	1788
Collaborateurs familiaux	1092	1015	962	...	1056	1184	1126	1165	...	1155
Salariés	1490	1473	1474	...	1475	1656	1656	1654	...	1671
Apprentis	1412	1403	1415	...	1368	1383	1402	1400	...	1424
<b>Total</b>	<b>1521</b>	<b>1503</b>	<b>1495</b>	<b>...</b>	<b>1498</b>	<b>1651</b>	<b>1653</b>	<b>1651</b>	<b>...</b>	<b>1665</b>
<b>Grandes régions</b>										
Région lémanique	1545	1524	1525	...	1529	1667	1659	1661	...	1688
Espace Mittelland	1526	1507	1480	...	1491	1631	1634	1624	...	1623
Suisse du Nord-ouest	1482	1475	1481	...	1457	1650	1648	1652	...	1659
Zurich	1510	1494	1496	...	1499	1634	1645	1642	...	1655
Suisse orientale	1549	1521	1506	...	1501	1697	1688	1679	...	1693
Suisse centrale	1499	1482	1473	...	1502	1665	1686	1688	...	1691
Tessin	1544	1526	1539	...	1514	1591	1610	1615	...	1634
<b>Total</b>	<b>1521</b>	<b>1503</b>	<b>1495</b>	<b>...</b>	<b>1498</b>	<b>1651</b>	<b>1653</b>	<b>1651</b>	<b>...</b>	<b>1665</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

... Résultats non disponibles (suite au changement de périodicité de la source principale de la SVOLTA, les données pour l'année 2009 ne sont pas disponibles à ce niveau de détail).

**T25 Composantes du volume annuel effectif du travail et de la durée annuelle effective du travail selon le sexe, la nationalité, le taux d'occupation et les sections économiques, 2010**

SVOLTA

Population résidante permanente	Volume annuel en millions d'heures				Durée annuelle en heures par emploi			
	Volume annuel normal du travail	Volume annuel d'absences <sup>1</sup>	Volume annuel d'heures supplém. <sup>2</sup>	Volume annuel effectif du travail	Durée annuelle normale du travail	Durée annuelle d'absences <sup>1</sup>	Durée annuelle d'heures supplém. <sup>2</sup>	Durée annuelle effective du travail
<b>Sexe</b>								
Hommes	4740	171	152	4721	1801	65	58	1793
Femmes	2847	121	61	2787	1276	54	27	1249
<b>Nationalité</b>								
Suisses	5339	206	153	5287	1513	58	43	1498
Etrangers	2248	86	60	2221	1685	65	45	1665
<b>Taux d'occupation</b>								
Plein temps (90–100%)	6050	223	175	6002	1957	72	57	1942
Temps partiel (moins de 90%)	1537	69	37	1506	867	39	21	849
dont								
Temps partiel I (50–89%)	1120	49	25	1096	1282	56	28	1254
Temps partiel II (moins de 50%)	417	20	13	409	464	22	14	456
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>								
A Agriculture, sylviculture	351	13	10	348	2085	77	60	2068
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1284	57	35	1263	1746	77	48	1717
F Construction	587	30	13	570	1779	92	41	1728
G Commerce, réparation	1116	38	35	1114	1589	53	50	1586
H Transports et entreposage	400	20	8	388	1667	85	32	1615
I Hébergement et restauration	424	15	9	419	1577	56	35	1556
J Information et communication	239	7	9	241	1623	48	63	1638
K Activités financières et d'assurance	434	13	22	443	1708	52	88	1743
L/N Immobilier, activités administratives	346	16	9	339	1393	66	38	1365
M Act. spécialisées, scient. et techniques	571	16	22	578	1589	45	62	1605
O Administration publique	304	10	6	300	1507	49	30	1488
P Enseignement <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	803	33	17	786	1373	57	29	1345
R–T Arts, loisirs, ménages privés, autres	314	11	7	311	1138	38	27	1126
<b>A–T Total</b>	<b>7587</b>	<b>292</b>	<b>213</b>	<b>7508</b>	<b>1560</b>	<b>60</b>	<b>44</b>	<b>1544</b>

<sup>1</sup> Comprend les absences pour raisons de santé (maladie, accident), congé maternité payé, service militaire, service civil, protection civile, réduction de l'horaire du travail, conflits de travail, raisons personnelles/familiales et mauvais temps. Ne comprend pas les vacances et les jours fériés.

<sup>2</sup> Uniquement les heures supplémentaires non compensées par des congés durant l'année.

<sup>3</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

**T26 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon le sexe et les sections économiques, 2010**

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Hommes				Femmes				
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>													
A	Agriculture, sylviculture	2164	63	54	2155	2181	64	64	2181	(2099)	(59)	(17)	(2057)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1921	83	56	1895	1927	78	60	1909	1899	101	41	1839
F	Construction	1974	102	48	1921	1976	103	48	1922	(1911)	(73)	(60)	(1898)
G	Commerce, réparation	1960	63	70	1966	1979	57	80	2002	1920	77	49	1892
H	Transports et entreposage	1936	97	39	1878	1941	101	40	1880	1908	76	33	1865
I	Hébergement et restauration	2005	70	42	1977	2008	52	51	2007	2000	95	31	1936
J	Information et communication	1932	58	82	1955	1944	49	90	1985	1879	95	45	1829
K	Activités financières et d'assurance	1912	55	109	1966	1921	46	132	2008	1893	74	60	1879
L/N	Immobilier, activités administratives	1974	99	56	1931	1992	89	64	1966	1930	124	36	1843
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1970	46	85	2008	1994	38	98	2055	1914	67	53	1900
O	Administration publique	1918	63	42	1897	1925	57	49	1917	1900	78	22	1844
P	Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1939	74	38	1903	1979	68	56	1967	1913	78	27	1862
R-T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1951	65	57	1943	1972	54	72	1991	1926	78	38	1886
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>1944</b>	<b>73</b>	<b>60</b>	<b>1931</b>	<b>1956</b>	<b>70</b>	<b>68</b>	<b>1954</b>	<b>1912</b>	<b>82</b>	<b>40</b>	<b>1870</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

**T27 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon la nationalité et les sections économiques, 2010**

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Suisse				Etrangers				
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>													
A	Agriculture, sylviculture	2164	63	54	2155	2050	64	58	2044	2370	61	47	2355
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1921	83	56	1895	1932	84	61	1909	1907	81	50	1876
F	Construction	1974	102	48	1921	1997	115	60	1942	1948	86	35	1897
G	Commerce, réparation	1960	63	70	1966	1968	63	72	1976	1946	64	66	1949
H	Transports et entreposage	1936	97	39	1878	1932	110	39	1861	1943	65	40	1918
I	Hébergement et restauration	2005	70	42	1977	2001	86	48	1963	2007	60	39	1985
J	Information et communication	1932	58	82	1955	1936	60	83	1959	1921	54	77	1945
K	Activités financières et d'assurance	1912	55	109	1966	1914	59	112	1967	1905	43	100	1962
L/N	Immobilier, activités administratives	1974	99	56	1931	1975	116	56	1914	1974	67	56	1962
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1970	46	85	2008	1985	48	89	2026	1942	43	77	1977
O	Administration publique	1918	63	42	1897	1922	62	41	1902	1880	69	47	1858
P	Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1939	74	38	1903	1941	70	42	1912	1934	82	31	1883
R-T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1951	65	57	1943	1952	61	61	1953	1949	70	50	1929
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>1944</b>	<b>73</b>	<b>60</b>	<b>1931</b>	<b>1945</b>	<b>76</b>	<b>63</b>	<b>1932</b>	<b>1942</b>	<b>68</b>	<b>54</b>	<b>1928</b>

<sup>1</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

**T28 Taux d'absence<sup>1</sup> des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2010**

SVOLTA

En pour cent	Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers			
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
<b>Wirtschaftsabschnitte (NOGA08)</b>										
A	Agriculture, sylviculture	2,9	3,0	(2,8)	3,1	3,0	(3,9)	2,6	(2,9)	(1,6)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	4,3	4,1	5,3	4,3	4,2	5,3	4,2	3,9	5,4
F	Construction	5,1	5,2	(3,8)	5,7	5,8	(5,1)	4,4	4,5	x
G	Commerce, réparation	3,2	2,9	4,0	3,2	3,0	3,7	3,3	2,7	4,6
H	Transports et entreposage	5,0	5,2	4,0	5,7	5,9	4,3	3,3	3,3	(3,3)
I	Hébergement et restauration	3,5	2,6	4,7	4,3	3,4	5,2	3,0	2,1	4,4
J	Information et communication	3,0	2,5	5,0	3,1	2,7	4,6	2,8	2,1	(6,1)
K	Activités financières et d'assurance	2,9	2,4	3,9	3,1	2,6	4,1	2,3	1,7	3,4
L/N	Immobilier, activités administratives	5,0	4,5	6,4	5,9	5,7	6,5	3,4	2,5	6,3
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	2,4	1,9	3,5	2,4	2,0	3,5	2,2	1,6	3,5
O	Administration publique	3,3	2,9	4,1	3,2	2,9	4,2	3,6	(3,7)	(3,6)
P	Enseignement <sup>2</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	3,8	3,4	4,1	3,6	3,3	3,9	4,2	3,9	4,4
R-T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	3,3	2,7	4,1	3,1	3,1	3,2	3,6	2,0	5,1
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>4,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>4,5</b>

<sup>1</sup> Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

<sup>2</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

**T29 Taux d'heures supplémentaires<sup>1</sup> des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2010**

SVOLTA

En pour cent	Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers			
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
<b>Wirtschaftsabschnitte (NOGA08)</b>										
A	Agriculture, sylviculture	2,5	2,9	(0,8)	2,8	3,3	(0,8)	2,0	(2,3)	(0,9)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	2,9	3,1	2,1	3,2	3,4	1,9	2,6	2,7	2,4
F	Construction	2,4	2,4	(3,1)	3,0	3,0	(2,5)	1,8	1,7	X
G	Commerce, réparation	3,6	4,0	2,5	3,6	4,5	1,8	3,4	3,2	4,0
H	Transports et entreposage	2,0	2,1	1,7	2,0	2,1	1,8	2,0	2,1	(1,6)
I	Hébergement et restauration	2,1	2,5	1,6	2,4	3,2	1,6	1,9	2,2	1,5
J	Information et communication	4,2	4,6	2,4	4,3	4,7	2,5	4,0	4,4	(2,2)
K	Activités financières et d'assurance	5,7	6,9	3,2	5,8	7,1	3,1	5,2	6,1	3,4
L/N	Immobilier, activités administratives	2,8	3,2	1,9	2,8	3,2	1,9	2,8	3,1	1,9
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	4,3	4,9	2,8	4,5	5,2	2,7	4,0	4,4	2,8
O	Administration publique	2,2	2,6	1,2	2,2	2,5	1,0	2,5	(2,8)	(2,0)
P	Enseignement <sup>2</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	2,0	2,8	1,4	2,2	3,3	1,4	1,6	1,8	1,4
R-T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	2,9	3,7	2,0	3,1	3,7	2,3	2,6	3,6	1,5
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>2,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,4</b>

<sup>1</sup> Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

<sup>2</sup> Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tenait pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

**T30 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2001–2011**

DNT

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 <sup>1</sup>		Total										
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 <sup>e</sup>	2011
<b>01–96</b>	<b>Total</b>	<b>41,8</b>	<b>41,8</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,7</b>
<b>01–03</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>43,3</b>	<b>43,2</b>	<b>43,1</b>	<b>43,0</b>	<b>42,9</b>	<b>42,9</b>	<b>42,8</b>	<b>42,7</b>	<b>43,0</b>	<b>42,3</b>	<b>42,9</b>
<b>05–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>41,5</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,3</b>	<b>41,3</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>
5–9	Industries extractives	41,9	42,1	42,0	42,3	42,4	42,7	42,7	42,6	42,6	42,3	42,5
10–33	Industrie manufacturière	41,2	41,3	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2
10–12	Industries alimentaires et du tabac	42,0	42,0	42,0	41,9	42,0	42,1	42,1	42,1	42,1	42,2	42,2
13–15	Industries du textile et de l'habillement	41,9	41,8	41,7	41,7	41,6	41,7	41,7	41,6	41,7	41,8	41,8
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,5
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	40,8	40,9	41,0	40,8	40,9	40,8	40,8	40,9	40,8	40,9	41,0
21	Industrie pharmaceutique	40,8	40,9	41,0	40,7	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6	40,7	40,7
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	41,9	42,0	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8
24–25	Fabrication de produits métalliques	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,4
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	40,7	40,7	40,7	40,6	40,5	40,6	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5
27	Fabrication d'équipements électriques	40,8	40,8	40,7	40,8	41,0	41,1	41,1	40,9	40,9	41,0	41,1
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	40,8	40,8	40,8	40,9	41,0	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0
29–30	Fabrication de matériels de transport	40,8	40,8	40,8	41,3	41,3	41,1	41,1	41,1	41,3	41,3	41,2
31–33	Autres industries manufacturières; rép. et inst.	41,3	41,3	41,2	41,3	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,5	41,5
35	Production et distribution d'énergie	41,2	41,2	41,1	41,1	41,2	41,3	41,2	41,3	41,1	41,1	41,2
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	41,2	41,2	41,1	42,9	42,8	43,0	42,9	42,7	43,0	43,1	43,1
41–43	Construction	42,0	41,9	41,8	41,8	41,8	41,7	41,7	41,6	41,7	41,6	41,7
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	42,0	41,9	41,8	42,1	42,1	42,0	42,0	41,9	42,0	41,9	42,0
43	Travaux de construction spécialisés	42,0	41,9	41,8	41,5	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>41,8</b>	<b>41,8</b>	<b>41,8</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>						
45–47	Commerce; rép. d'auto. et de motocycles	42,1	41,9	41,9	41,8	41,8	41,8	41,8	41,9	41,9	41,9	41,9
45	Commerce et rép. d'auto. et de motocycles	42,2	42,2	42,2	42,4	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,4
46	Commerce de gros	42,1	41,9	41,8	41,8	41,9	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0	42,0
47	Commerce de détail	42,0	41,9	41,9	41,6	41,6	41,6	41,6	41,7	41,8	41,7	41,7
49–53	Transport et entreposage	42,0	42,0	42,0	42,1	42,2	42,3	42,4	42,4	42,4	42,5	42,4
49	Transp. terrestres et transport par conduites	42,4	42,3	42,3	42,1	42,2	42,3	42,7	42,7	42,8	42,8	42,8
50–51	Transports par eau, transports aériens	41,5	41,5	41,2	41,3	41,9	41,9	41,9	41,4	41,6	41,9	42,0
52	Entreposage et services auxiliaires des transp.	41,9	41,9	41,9	42,5	42,5	42,5	42,6	42,4	42,1	42,4	42,1
53	Activités de poste et de courrier	41,6	41,9	42,0	42,0	42,0	41,9	42,0	42,0	41,9	42,1	42,0
55–56	Hébergement et restauration	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,3	42,3
55	Hébergement	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,0	42,1	42,1	42,0	42,4	42,5
56	Restauration	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,2	42,3
58–63	Information et communication	41,6	41,6	41,6	40,9	40,9	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0
58–60	Édition, audiovisuel et diffusion	41,0	41,0	41,0	40,6	40,6	40,6	40,7	40,7	40,9	40,9	41,0
61	Télécommunications	41,6	41,9	42,0	40,3	40,3	40,4	40,2	40,2	40,1	40,1	40,3
62–63	Act. informatiques et services d'information	41,8	41,8	41,8	41,2	41,2	41,3	41,3	41,3	41,2	41,3	41,2
64–66	Activités financières et d'assurance	41,4	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,3	41,5
64	Activités des services financiers	41,5	41,6	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6	41,5	41,4	41,4	41,5
65	Assurance	41,2	41,3	41,4	41,3	41,4	41,3	41,2	41,3	41,4	41,2	41,5
66	Act. aux. de services financiers et d'assurance	41,5	41,5	41,5	41,3	41,4	41,4	41,3	41,2	41,3	41,3	41,3
68	Activités immobilières	41,6	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6	41,7
69–75	Act. spécialisées, scientifiques et techniques	41,8	41,7	41,7	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,5	41,5
69	Activités juridiques et comptables	41,9	41,7	41,8	41,2	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,4	41,3
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	41,9	41,7	41,8	41,2	41,2	41,4	41,3	41,4	41,5	41,7	41,5

<sup>1</sup> Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

**T30 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2001–2011 (suite)**

DNT

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 <sup>1</sup>		Total										
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 <sup>e</sup>	2011
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	41,9	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,8	41,7	41,7	41,7
72	Recherche-développement scientifique	40,5	40,6	40,8	40,7	40,5	40,6	40,5	40,6	40,6	40,6	40,6
73–75	Autres activités spécialisées, scient. et techn.	41,8	41,7	41,7	41,5	41,4	41,6	41,5	41,5	41,4	41,5	41,6
77–82	Act. de services administratifs et de soutien	41,8	41,7	41,8	42,2	42,1	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0	42,1
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	41,7	41,8	41,8	42,2	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,1	42,1
78	Activités liées à l'emploi	41,9	41,7	41,8	41,9	41,9	41,9	41,8	41,7	41,7	41,7	41,8
84	Administration publique	41,6	41,6	41,6	41,6	41,4	41,3	41,3	41,3	41,4	41,4	41,3
85	Enseignement	41,5	41,4	41,5	41,4	41,4	41,4	41,4	41,2	41,2	41,5	41,4
86–88	Santé humaine et action sociale	41,7	41,6	41,6	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6	41,5	41,5	41,5
86	Activités pour la santé humaine	41,7	41,6	41,6	41,7	41,7	41,6	41,5	41,6	41,6	41,5	41,5
87	Hébergement médico-social et social	41,7	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6	41,6	41,7	41,6	41,7	41,7
88	Action sociale sans hébergement	41,7	41,6	41,6	41,3	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,0	41,0
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	41,7	41,7	41,8	41,5	41,5	41,4	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6
94–96	Autres activités de services	41,9	41,8	42,0	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,8	41,8	42,0

<sup>1</sup> Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

**T31 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les sections économiques et les cantons, 2011**

DNT

En heures par semaine	Sections économiques NOGA08 <sup>1</sup>												
	CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW/ NW	GL	ZG	FR	SO	BS	BL
<b>B-S Total</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,8</b>	<b>42,0</b>	<b>41,7</b>	<b>42,0</b>	<b>42,0</b>	<b>41,6</b>	<b>41,5</b>	<b>41,8</b>	<b>41,7</b>	<b>41,4</b>	<b>41,8</b>
B Industries extractives	42,5	43,0	42,4	(42,5)	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )	(42,5)
C Industrie manufacturière	41,2	41,1	41,3	41,6	41,4	41,9	41,8	41,4	40,8	41,4	41,0	40,5	41,3
D Produc. et distr. d'électricité	41,2	41,9	41,1	(41,2)	(41,2)	(41,2)	(41,2)	(41,2)	(41,2)	41,0	41,2	42,0	(41,2)
E Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	43,1	42,9	43,3	43,0	(43,1)	(43,1)	( )	( )	( )	(43,1)	43,3	43,3	43,1
F Construction	41,7	41,4	41,6	41,8	41,2	41,8	41,9	41,5	41,6	41,7	41,6	41,3	41,5
G Com.; rép. d'auto. et moto.	41,9	41,9	42,1	42,1	(41,9)	42,6	42,3	41,9	41,5	42,0	42,2	41,2	41,8
H Transports et entreposage	42,4	42,5	41,7	43,7	(42,6)	42,4	42,7	42,5	42,9	42,7	43,5	41,9	43,0
I Hébergement et restauration	42,3	42,1	42,5	42,6	(42,4)	42,5	42,5	(42,4)	42,1	42,2	42,3	42,0	42,3
J Information et communication	41,0	41,1	40,8	41,0	( )	41,1	( )	( )	41,2	41,1	40,9	41,0	41,2
K Activités financières et d'ass.	41,5	41,6	41,6	41,5	( )	41,7	(41,4)	( )	41,3	41,1	41,4	41,3	41,5
L Activités immobilières	41,7	41,6	42,1	41,7	( )	(41,7)	(41,7)	(41,7)	(41,7)	(41,7)	(41,7)	41,7	41,6
M Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,4	41,6	41,6	(41,6)	41,9	41,8	(41,6)	41,6	41,7	41,5	41,1	41,5
N Activ. de services administtatifs	42,1	42,1	41,9	42,2	(42,0)	42,0	42,2	42,2	41,9	42,0	42,1	41,5	42,1
O Administration publique	41,3	40,9	41,9	42,0	42,0	42,2	42,1	41,3	42,3	41,8	41,9	42,0	42,0
P Enseignement	41,4	41,3	41,9	42,3	(41,4)	(41,4)	(41,4)	( )	41,4	42,0	40,4	41,9	41,9
Q Santé humaine et action sociale	41,5	41,6	42,0	41,9	41,5	41,7	41,5	41,6	41,8	41,6	41,9	41,7	41,8
R Arts. spec., activ. récr.	41,6	41,8	41,9	41,9	( )	(41,5)	( )	(41,5)	( )	41,6	(41,6)	41,6	(41,6)
S Autres activités de services	42,0	41,9	42,0	41,9	( )	42,0	(42,0)	( )	41,9	42,0	41,9	42,0	42,0

	SH	AI/AR	SG	GR	AG	TH	TI	VD	VS	NE	GE	JU	
<b>B-S Total</b>	<b>41,6</b>	<b>41,7</b>	<b>42,0</b>	<b>42,3</b>	<b>41,8</b>	<b>41,9</b>	<b>41,5</b>	<b>41,6</b>	<b>42,2</b>	<b>41,1</b>	<b>40,9</b>	<b>41,3</b>	
B Industries extractives	( )	( )	42,5	(42,5)	(42,5)	( )	41,9	(42,5)	(42,5)	( )	( )	( )	
C Industrie manufacturière	41,0	41,3	41,7	41,8	41,3	41,6	41,4	41,1	41,6	40,4	40,7	40,7	
D Produc. et distr. d'électricité	( )	( )	41,9	(41,2)	41,1	(41,2)	40,4	41,4	41,2	(41,2)	40,0	( )	
E Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	(43,3)	( )	43,3	(43,3)	43,5	43,2	43,2	43,4	(43,1)	(43,2)	43,3	( )	
F Construction	41,5	41,9	41,6	42,0	41,5	41,6	42,1	42,0	42,9	41,1	41,3	41,5	
G Com; rép. d'auto. et moto.	41,9	41,9	42,2	42,8	42,3	42,3	41,8	41,9	42,5	41,7	40,9	41,9	
H Transports et entreposage	43,2	(42,5)	43,5	43,1	43,5	42,5	42,1	42,5	42,5	42,2	41,4	(42,5)	
I Hébergement et restauration	42,3	42,4	42,3	43,0	42,2	42,6	42,4	42,2	42,8	42,4	42,1	42,3	
J Information et communication	41,1	( )	41,4	(40,8)	41,2	41,1	41,1	41,1	(40,9)	(41,1)	40,7	( )	
K Activités financières et d'ass.	41,5	(41,4)	41,6	41,5	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,4	40,6	(41,5)	
L Activités immobilières	(41,7)	( )	41,8	(41,7)	42,1	(41,7)	42,2	41,6	41,7	(41,7)	41,0	( )	
M Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,6	41,9	41,8	41,6	41,6	41,2	41,3	41,9	41,4	41,0	(41,7)	
N Activ. de services administtatifs	42,2	(42,2)	42,3	42,3	42,3	42,0	42,1	42,3	42,6	42,0	42,3	42,0	
O Administration publique	42,1	42,1	42,1	42,5	42,0	42,1	41,0	41,1	42,0	40,4	40,1	40,3	
P Enseignement	(41,4)	41,4	42,0	42,5	41,2	42,0	40,7	41,2	41,5	40,4	40,1	(41,4)	
Q Santé humaine et action sociale	41,4	41,8	42,0	41,9	41,9	42,0	40,5	41,5	41,8	41,2	40,1	41,5	
R Arts. spec., activ. récr.	41,6	( )	41,4	41,6	41,6	(41,6)	41,3	41,6	41,8	(41,6)	41,1	(41,5)	
S Autres activités de services	(42,0)	( )	42,4	41,9	42,0	42,0	41,7	42,3	42,0	(42,0)	41,0	( )	

<sup>1</sup> Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification es branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

**T32 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité, les groupes d'âges et la nationalité, 2006–2008**

CHOM-BIT

Population résidente permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>185,8</b>	<b>169,4</b>	<b>160,7</b>	<b>164,0</b>	<b>175,0</b>	<b>156,8</b>	<b>148,6</b>	<b>148,1</b>	<b>162,0</b>	<b>148,3</b>	<b>142,4</b>	<b>146,6</b>
Suisses	100,3	90,8	88,0	90,1	98,9	89,0	83,5	81,0	91,7	85,1	85,2	85,0
Etrangers	85,6	78,6	72,7	73,9	76,1	67,8	65,1	67,1	70,3	63,1	57,2	61,6
15–24 ans	52,0	46,9	43,0	44,4	48,4	42,9	38,7	39,4	45,9	43,0	37,9	39,6
25–39 ans	63,8	58,5	57,6	59,3	60,4	52,3	49,4	47,1	49,8	44,9	47,5	50,2
40–54 ans	48,4	44,5	40,2	39,3	43,6	40,9	40,8	42,5	47,1	42,5	39,0	40,5
55+ ans	21,7	19,4	19,9	21,1	22,5	20,7	19,7	19,2	19,2	18,0	18,0	16,3
<b>Hommes</b>	<b>90,9</b>	<b>78,6</b>	<b>73,0</b>	<b>74,2</b>	<b>80,5</b>	<b>68,6</b>	<b>64,0</b>	<b>64,3</b>	<b>75,4</b>	<b>67,3</b>	<b>64,8</b>	<b>70,9</b>
Suisses	47,7	40,8	38,7	40,2	44,3	37,6	35,4	34,7	41,7	37,9	37,6	40,7
Etrangers	43,2	37,8	34,3	34,0	36,3	31,0	28,6	29,6	33,7	29,3	27,2	30,2
15–24 ans	28,8	25,1	23,3	23,3	26,0	21,9	18,9	19,2	23,1	21,1	17,8	19,8
25–39 ans	27,9	23,7	23,3	23,8	24,7	20,1	18,5	17,1	19,1	17,3	20,8	23,7
40–54 ans	22,0	19,6	16,5	16,6	19,1	16,9	17,3	18,7	22,8	19,4	17,2	19,1
55+ ans	12,2	10,1	10,0	10,6	10,6	9,7	9,3	9,3	10,4	9,5	9,0	8,3
<b>Femmes</b>	<b>94,9</b>	<b>90,8</b>	<b>87,6</b>	<b>89,8</b>	<b>94,4</b>	<b>88,2</b>	<b>84,6</b>	<b>83,8</b>	<b>86,6</b>	<b>81,0</b>	<b>77,5</b>	<b>75,6</b>
Suissesses	52,5	50,0	49,2	49,9	54,6	51,4	48,2	46,4	50,0	47,2	47,6	44,3
Etrangères	42,4	40,8	38,4	39,9	39,8	36,8	36,5	37,4	36,6	33,8	30,0	31,4
15–24 ans	23,2	21,8	19,7	21,1	22,4	21,0	19,9	20,2	22,7	21,9	20,1	19,8
25–39 ans	35,9	34,8	34,3	35,5	35,7	32,2	30,9	30,0	30,7	27,6	26,7	26,5
40–54 ans	26,3	24,9	23,7	22,7	24,5	24,0	23,5	23,8	24,3	23,0	21,8	21,4
55+ ans	9,5	9,3	9,9	10,5	11,9	11,0	10,4	9,9	8,8	8,5	9,0	8,0
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>
Suisses	3,1	2,8	2,7	2,7	3,0	2,7	2,5	2,4	2,7	2,5	2,5	2,5
Etrangers	9,4	8,6	8,0	8,1	8,3	7,3	6,9	7,1	7,3	6,5	5,8	6,2
15–24 ans	...	7,8	...	...	...	7,2	...	...	...	7,1	...	...
25–39 ans	...	4,2	...	...	...	3,7	...	...	...	3,2	...	...
40–54 ans	...	3,0	...	...	...	2,7	...	...	...	2,7	...	...
55+ ans	...	2,8	...	...	...	2,8	...	...	...	2,4	...	...
<b>Hommes</b>	<b>4,0</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>
Suisses	2,7	2,3	2,2	2,3	2,5	2,1	2,0	1,9	2,3	2,1	2,1	2,3
Etrangers	8,1	7,1	6,4	6,3	6,7	5,7	5,2	5,3	5,9	5,1	4,7	5,1
15–24 ans	...	8,0	...	...	...	6,9	...	...	...	6,7	...	...
25–39 ans	...	3,1	...	...	...	2,7	...	...	...	2,3	...	...
40–54 ans	...	2,5	...	...	...	2,0	...	...	...	2,3	...	...
55+ ans	...	2,5	...	...	...	2,3	...	...	...	2,2	...	...
<b>Femmes</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>
Suissesses	3,4	3,3	3,2	3,2	3,5	3,3	3,1	2,9	3,1	3,0	3,0	2,8
Etrangères	11,3	10,8	10,2	10,6	10,5	9,7	9,5	9,5	9,2	8,4	7,4	7,6
15–24 ans	...	7,5	...	...	...	7,5	...	...	...	7,5	...	...
25–39 ans	...	5,4	...	...	...	5,0	...	...	...	4,2	...	...
40–54 ans	...	3,7	...	...	...	3,4	...	...	...	3,2	...	...
55+ ans	...	3,1	...	...	...	3,5	...	...	...	2,6	...	...

**T33 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité, les groupes d'âges et la nationalité, 2009–2011**

CHOM-BIT

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>176,9</b>	<b>182,9</b>	<b>198,5</b>	<b>215,4</b>	<b>227,9</b>	<b>190,0</b>	<b>209,5</b>	<b>186,8</b>	<b>197,3</b>	<b>162,1</b>	<b>190,1</b>	<b>185,3</b>
Suisses	103,8	108,1	117,4	120,4	119,5	110,6	126,0	105,0	109,6	90,0	115,6	106,8
Etrangers	73,1	74,8	81,1	95,0	108,4	79,4	83,6	81,7	87,7	72,2	74,5	78,4
15–24 ans	50,1	52,1	58,6	60,1	56,4	44,0	56,4	39,1	48,5	36,1	58,2	51,4
25–39 ans	62,7	66,6	70,0	76,4	82,9	68,0	72,4	73,1	62,1	53,0	62,7	57,2
40–54 ans	45,2	45,4	49,2	55,6	62,3	54,4	56,1	52,5	61,1	48,6	49,2	53,7
55+ ans	18,8	18,7	20,6	23,2	26,4	23,6	24,6	22,1	25,8	24,4	20,0	23,0
<b>Hommes</b>	<b>88,5</b>	<b>90,1</b>	<b>96,6</b>	<b>107,2</b>	<b>119,7</b>	<b>91,1</b>	<b>99,5</b>	<b>92,9</b>	<b>100,2</b>	<b>86,2</b>	<b>88,1</b>	<b>90,2</b>
Suisses	49,9	51,7	55,4	57,9	60,2	54,4	61,1	52,4	53,7	47,5	51,9	50,0
Etrangers	38,6	38,5	41,2	49,3	59,5	36,7	38,4	40,4	46,5	38,8	36,2	40,2
15–24 ans	24,7	24,5	25,9	26,2	25,5	21,9	26,7	20,1	25,5	20,1	29,2	24,4
25–39 ans	31,1	33,4	34,9	38,8	44,1	31,1	32,0	34,5	30,9	30,2	27,3	25,9
40–54 ans	21,6	20,5	22,9	27,5	33,2	24,8	26,6	26,4	30,4	21,3	20,8	28,0
55+ ans	11,1	11,6	12,8	14,7	17,0	13,3	14,2	11,9	13,4	14,5	10,8	11,9
<b>Femmes</b>	<b>88,4</b>	<b>92,8</b>	<b>101,9</b>	<b>108,2</b>	<b>108,2</b>	<b>98,9</b>	<b>110,0</b>	<b>93,9</b>	<b>97,1</b>	<b>75,9</b>	<b>102,0</b>	<b>95,1</b>
Suisseuses	53,9	56,5	62,0	62,5	59,4	56,2	64,9	52,6	55,9	42,5	63,7	56,8
Etrangères	34,5	36,3	39,9	45,7	48,8	42,7	45,1	41,3	41,2	33,4	38,3	38,3
15–24 ans	25,4	27,6	32,8	33,9	30,9	22,1	29,7	18,9	23,0	16,0	29,0	27,0
25–39 ans	31,7	33,2	35,1	37,6	38,8	36,9	40,4	38,6	31,2	22,8	35,4	31,3
40–54 ans	23,6	24,9	26,3	28,2	29,1	29,6	29,5	26,2	30,7	27,2	28,4	25,7
55+ ans	7,7	7,1	7,7	8,6	9,4	10,2	10,4	10,2	12,1	9,9	9,3	11,1
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>
Suisses	3,0	3,2	3,4	3,5	3,5	3,2	3,7	3,1	3,2	2,6	3,3	3,1
Etrangers	7,2	7,2	7,8	9,1	10,4	7,5	7,8	7,6	8,2	6,6	6,8	7,0
15–24 ans	...	8,4	...	...	9,1	7,2	8,7	6,3	7,7	5,9	9,0	8,0
25–39 ans	...	4,7	...	...	5,8	4,8	5,1	5,1	4,3	3,7	4,4	4,0
40–54 ans	...	2,8	...	...	3,8	3,3	3,4	3,2	3,7	2,9	3,0	3,2
55+ ans	...	2,4	...	...	3,4	3,0	3,1	2,8	3,2	3,0	2,4	2,7
<b>Hommes</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>
Suisses	2,8	2,9	3,1	3,2	3,4	3,0	3,4	2,9	3,0	2,6	2,8	2,7
Etrangers	6,5	6,3	6,7	8,0	9,7	5,9	6,1	6,4	7,4	6,0	5,6	6,1
15–24 ans	...	7,9	...	...	8,0	6,8	8,0	6,2	7,9	6,4	8,7	7,3
25–39 ans	...	4,4	...	...	5,8	4,1	4,2	4,5	4,0	3,9	3,5	3,3
40–54 ans	...	2,4	...	...	3,8	2,8	3,0	3,0	3,4	2,4	2,3	3,1
55+ ans	...	2,6	...	...	3,8	2,9	3,1	2,6	2,9	3,1	2,3	2,5
<b>Femmes</b>	<b>4,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,2</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>
Suisseuses	3,3	3,5	3,8	3,8	3,7	3,5	4,0	3,3	3,4	2,6	3,9	3,4
Etrangères	8,2	8,5	9,3	10,7	11,5	9,8	10,2	9,3	9,4	7,5	8,5	8,4
15–24 ans	...	9,0	...	...	10,2	7,6	9,5	6,4	7,6	5,4	9,3	8,8
25–39 ans	...	5,0	...	...	5,9	5,6	6,1	5,8	4,7	3,4	5,4	4,7
40–54 ans	...	3,3	...	...	3,8	3,9	3,9	3,4	4,0	3,6	3,7	3,3
55+ ans	...	2,1	...	...	2,8	3,0	3,1	3,1	3,6	2,9	2,7	3,1

## T34 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT par grande région et sexe, 2009–2011

CHOM-BIT

Population résidente permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>176,9</b>	<b>182,9</b>	<b>198,5</b>	<b>215,4</b>	<b>227,9</b>	<b>190,0</b>	<b>209,5</b>	<b>186,8</b>	<b>197,3</b>	<b>162,1</b>	<b>190,1</b>	<b>185,3</b>
Région lémanique	46,1	47,9	51,7	58,0	64,1	44,7	57,0	46,4	54,2	44,9	53,9	47,7
Espace Mittelland	34,3	35,9	41,2	45,9	50,1	40,5	39,2	39,6	39,7	30,4	35,5	37,4
Suisse du Nord-ouest	28,4	27,7	27,7	26,8	25,7	27,4	30,8	25,6	22,8	22,5	29,6	27,0
Zurich	33,4	29,7	33,2	35,8	37,2	30,8	38,1	31,1	30,6	27,2	31,9	28,2
Suisse orientale	16,9	21,4	22,1	22,8	22,5	23,7	21,3	23,2	25,1	17,1	18,4	24,0
Suisse centrale	9,6	11,8	13,7	15,7	17,1	13,3	11,3	10,5	13,8	9,1	11,7	8,9
Tessin	8,1	8,4	9,0	10,4	11,2	(9,5)	11,8	(10,4)	11,1	10,9	9,1	12,1
<b>Hommes</b>	<b>88,5</b>	<b>90,1</b>	<b>96,6</b>	<b>107,2</b>	<b>119,7</b>	<b>91,1</b>	<b>99,5</b>	<b>92,9</b>	<b>100,2</b>	<b>86,2</b>	<b>88,1</b>	<b>90,2</b>
Région lémanique	26,0	25,7	26,2	29,0	33,1	20,7	28,0	23,9	28,1	23,1	22,6	24,1
Espace Mittelland	14,5	16,5	19,4	23,4	28,0	21,4	17,9	18,7	18,1	14,8	17,2	18,2
Suisse du Nord-ouest	14,2	13,6	13,4	13,1	12,9	14,1	16,7	(11,1)	11,1	(11,9)	15,2	17,1
Zurich	17,7	15,1	16,5	17,7	18,8	12,0	15,0	16,0	18,0	14,7	15,4	14,0
Suisse orientale	(8,2)	(10,0)	(10,7)	(11,7)	(12,6)	(10,9)	(11,3)	(11,3)	10,8	(10,3)	(8,2)	(6,9)
Suisse centrale	(3,7)	(4,8)	(5,6)	(6,6)	(7,7)	(6,9)	(5,3)	(5,7)	(7,7)	(5,4)	(5,2)	(4,3)
Tessin	4,2	4,4	4,8	5,6	(6,4)	(5,1)	(5,4)	(6,0)	(6,5)	(6,0)	(4,4)	(5,6)
<b>Femmes</b>	<b>88,4</b>	<b>92,8</b>	<b>101,9</b>	<b>108,2</b>	<b>108,2</b>	<b>98,9</b>	<b>110,0</b>	<b>93,9</b>	<b>97,1</b>	<b>75,9</b>	<b>102,0</b>	<b>95,1</b>
Région lémanique	20,1	22,2	25,4	29,0	31,0	24,0	29,0	22,5	26,1	21,8	31,3	23,6
Espace Mittelland	19,8	19,5	21,8	22,4	22,1	19,1	21,4	20,9	21,6	15,7	18,3	19,2
Suisse du Nord-ouest	14,2	14,1	14,3	13,7	12,8	13,4	14,1	14,5	11,7	10,6	14,4	(9,9)
Zurich	15,7	14,6	16,7	18,1	18,4	18,8	23,0	15,1	12,7	12,5	16,6	14,2
Suisse orientale	8,7	11,4	11,4	11,1	9,8	(12,9)	(10,0)	11,9	14,3	(6,8)	(10,2)	17,1
Suisse centrale	5,9	7,0	8,1	9,1	9,4	(6,5)	(6,1)	(4,8)	(6,2)	(3,7)	(6,5)	(4,6)
Tessin	3,9	3,9	4,2	4,7	(4,8)	(4,3)	(6,4)	(4,3)	(4,6)	(4,8)	(4,7)	(6,5)
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>
Région lémanique	5,8	6,0	6,5	7,3	8,2	5,7	7,0	5,7	6,8	5,6	6,6	5,8
Espace Mittelland	3,5	3,7	4,2	4,6	5,0	4,0	3,9	4,0	3,9	3,0	3,5	3,6
Suisse du Nord-ouest	4,9	4,8	4,7	4,4	4,2	4,4	5,0	4,2	3,7	3,6	4,7	4,3
Zurich	3,7	3,3	3,8	4,2	4,6	3,8	4,7	3,8	3,7	3,3	3,9	3,4
Suisse orientale	2,8	3,5	3,6	3,6	3,5	3,6	3,3	3,6	3,9	2,6	2,8	3,6
Suisse centrale	2,3	2,8	3,2	3,6	3,9	3,1	2,6	2,4	3,1	2,1	2,6	2,0
Tessin	5,0	5,1	5,4	6,2	6,6	(5,4)	6,5	(5,8)	6,2	6,0	5,1	6,7
<b>Hommes</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>
Région lémanique	6,1	6,0	6,1	6,8	7,7	4,9	6,5	5,5	6,5	5,3	5,1	5,4
Espace Mittelland	2,8	3,2	3,7	4,4	5,2	4,0	3,3	3,5	3,3	2,7	3,1	3,3
Suisse du Nord-ouest	4,6	4,4	4,2	4,0	3,9	4,2	5,0	(3,4)	3,4	(3,5)	4,5	5,0
Zurich	3,6	3,0	3,4	3,9	4,3	2,8	3,4	3,7	4,1	3,3	3,5	3,1
Suisse orientale	(2,5)	(3,1)	(3,2)	(3,4)	(3,6)	(3,0)	(3,1)	(3,2)	3,0	(2,9)	(2,3)	(1,9)
Suisse centrale	(1,6)	(2,1)	(2,4)	(2,8)	(3,2)	(2,9)	(2,2)	(2,4)	(3,2)	(2,2)	(2,1)	(1,8)
Tessin	4,7	5,0	5,3	6,2	(7,0)	(5,3)	(5,4)	(6,2)	(6,7)	(6,0)	(4,3)	(5,6)
<b>Femmes</b>	<b>4,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,2</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>
Région lémanique	5,5	6,0	6,9	8,0	8,7	6,7	7,7	6,0	7,1	5,9	8,4	6,2
Espace Mittelland	4,4	4,3	4,7	4,9	4,8	4,1	4,6	4,6	4,7	3,3	3,9	4,0
Suisse du Nord-ouest	5,3	5,2	5,2	4,9	4,5	4,7	5,0	5,1	4,1	3,6	5,0	(3,5)
Zurich	3,9	3,6	4,2	4,7	4,9	5,0	6,1	4,0	3,4	3,3	4,4	3,7
Suisse orientale	3,2	4,1	4,0	3,8	3,3	(4,3)	(3,4)	4,1	4,9	(2,3)	(3,5)	5,7
Suisse centrale	3,0	3,6	4,1	4,5	4,7	(3,3)	(3,1)	(2,5)	3,1	(1,9)	(3,2)	(2,2)
Tessin	5,4	5,4	5,6	6,2	(6,1)	(5,6)	(7,9)	(5,3)	(5,7)	(6,1)	(6,0)	(8,1)

**T35 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2006–2008 SECO**

Population résidante Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>143,2</b>	<b>122,8</b>	<b>121,9</b>	<b>128,6</b>	<b>117,9</b>	<b>99,8</b>	<b>99,7</b>	<b>109,0</b>	<b>103,8</b>	<b>91,5</b>	<b>96,0</b>	<b>118,8</b>
Suisses	82,3	72,7	72,7	73,4	67,2	58,4	58,5	60,3	57,5	52,2	55,1	64,2
Etrangers	61,0	50,2	49,2	55,1	50,7	41,4	41,2	48,7	46,2	39,3	40,9	54,5
15–24 ans	25,3	20,1	24,4	22,4	19,3	15,0	18,3	17,5	16,0	13,2	17,1	19,3
25–39 ans	56,0	47,5	45,3	49,7	45,6	38,4	37,1	42,2	40,0	35,2	36,2	46,4
40–54 ans	43,0	37,8	35,7	39,3	36,6	31,6	30,3	34,5	33,4	29,7	29,6	38,0
55+ ans	18,9	17,3	16,4	17,2	16,4	14,8	14,0	14,8	14,4	13,4	13,0	15,1
<b>Hommes</b>	<b>76,9</b>	<b>62,3</b>	<b>60,2</b>	<b>68,3</b>	<b>62,2</b>	<b>50,2</b>	<b>49,2</b>	<b>58,9</b>	<b>55,5</b>	<b>46,6</b>	<b>48,4</b>	<b>67,0</b>
Suisses	41,8	35,3	34,4	36,6	33,6	28,2	27,5	30,5	28,9	25,4	26,5	33,8
Etrangers	35,1	27,0	25,8	31,6	28,7	22,0	21,6	28,4	26,6	21,2	21,9	33,2
15–24 ans	13,0	9,6	11,1	11,3	9,7	7,0	8,4	9,0	8,2	6,3	8,1	10,5
25–39 ans	29,3	23,2	21,6	25,5	23,3	18,4	17,5	22,2	20,7	17,1	17,5	25,6
40–54 ans	23,2	19,4	18,1	21,3	19,6	16,3	15,3	19,0	18,1	15,4	15,3	21,6
55+ ans	11,4	10,1	9,4	10,1	9,7	8,5	8,0	8,8	8,6	7,8	7,6	9,2
<b>Femmes</b>	<b>66,4</b>	<b>60,5</b>	<b>61,7</b>	<b>60,3</b>	<b>55,7</b>	<b>49,6</b>	<b>50,5</b>	<b>50,1</b>	<b>48,3</b>	<b>44,9</b>	<b>47,6</b>	<b>51,7</b>
Suisseuses	40,5	37,4	38,3	36,8	33,7	30,3	31,0	29,8	28,6	26,8	28,6	30,4
Etrangères	25,9	23,1	23,4	23,5	22,0	19,3	19,5	20,3	19,7	18,1	18,9	21,3
15–24 ans	12,4	10,6	13,3	11,1	9,5	8,0	10,0	8,5	7,8	6,9	9,1	8,7
25–39 ans	26,7	24,3	23,7	24,1	22,3	20,0	19,6	20,1	19,4	18,1	18,7	20,8
40–54 ans	19,8	18,4	17,6	18,0	17,0	15,3	14,9	15,5	15,3	14,3	14,3	16,3
55+ ans	7,6	7,2	7,0	7,1	6,8	6,2	6,0	6,0	5,8	5,6	5,5	5,9
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>
Suisses	2,7	2,4	2,4	2,4	2,2	1,9	1,9	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1
Etrangers	6,8	5,6	5,5	6,2	5,7	4,6	4,6	5,5	5,2	4,4	4,6	6,1
15–24 ans	4,6	3,6	4,4	4,0	3,5	2,7	3,3	3,2	2,9	2,4	3,1	3,5
25–39 ans	3,8	3,2	3,1	3,4	3,1	2,6	2,5	2,9	2,7	2,4	2,4	3,1
40–54 ans	3,2	2,8	2,6	2,9	2,7	2,3	2,2	2,6	2,5	2,2	2,2	2,8
55+ ans	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6	2,5	2,4	2,3	2,7
<b>Hommes</b>	<b>3,5</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>3,0</b>
Suisses	2,5	2,1	2,1	2,2	2,0	1,7	1,6	1,8	1,7	1,5	1,6	2,0
Etrangers	6,6	5,1	4,9	6,0	5,4	4,2	4,1	5,4	5,0	4,0	4,1	6,3
15–24 ans	4,5	3,3	3,8	3,9	3,3	2,4	2,9	3,1	2,8	2,2	2,8	3,6
25–39 ans	3,6	2,8	2,6	3,1	2,9	2,3	2,1	2,7	2,5	2,1	2,1	3,1
40–54 ans	3,1	2,6	2,4	2,8	2,6	2,2	2,0	2,5	2,4	2,1	2,0	2,9
55+ ans	3,3	2,9	2,7	2,9	2,8	2,5	2,3	2,5	2,5	2,2	2,2	2,7
<b>Femmes</b>	<b>3,8</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>
Suisseuses	2,9	2,7	2,8	2,7	2,4	2,2	2,2	2,2	2,1	1,9	2,1	2,2
Etrangères	7,1	6,4	6,4	6,5	6,1	5,3	5,4	5,6	5,4	5,0	5,2	5,9
15–24 ans	4,7	4,0	5,1	4,2	3,6	3,1	3,8	3,2	3,0	2,6	3,5	3,3
25–39 ans	4,0	3,7	3,6	3,6	3,4	3,0	3,0	3,0	2,9	2,7	2,8	3,1
40–54 ans	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6	2,6	2,4	2,4	2,7
55+ ans	3,5	3,3	3,2	3,2	3,1	2,8	2,7	2,7	2,6	2,5	2,5	2,7

**T36 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2009–2011** **SECO**

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>134,7</b>	<b>140,3</b>	<b>154,4</b>	<b>172,7</b>	<b>166,0</b>	<b>144,5</b>	<b>140,0</b>	<b>148,6</b>	<b>134,9</b>	<b>110,4</b>	<b>111,3</b>	<b>130,7</b>
Suisses	73,4	79,7	89,3	95,6	91,6	82,3	80,8	81,1	74,4	62,5	63,6	69,5
Etrangers	61,3	60,6	65,1	77,1	74,4	62,1	59,2	67,5	60,5	47,8	47,7	61,2
15–24 ans	22,1	22,5	30,0	29,7	26,8	21,1	24,0	22,3	19,3	13,9	17,9	18,9
25–39 ans	53,6	55,8	59,0	67,4	64,7	56,1	52,7	57,5	51,7	42,7	41,6	50,8
40–54 ans	42,5	44,4	46,9	54,7	53,2	47,2	44,1	48,6	44,6	36,9	35,6	43,2
55+ ans	16,6	17,6	18,5	21,0	21,4	20,1	19,2	20,1	19,3	16,8	16,2	17,8
<b>Hommes</b>	<b>77,3</b>	<b>78,3</b>	<b>84,9</b>	<b>100,1</b>	<b>95,1</b>	<b>78,8</b>	<b>73,8</b>	<b>83,5</b>	<b>74,0</b>	<b>57,7</b>	<b>57,4</b>	<b>73,9</b>
Suisses	39,7	42,6	47,2	52,4	49,9	43,1	40,8	42,6	38,5	31,2	31,2	36,3
Etrangers	37,6	35,6	37,7	47,7	45,3	35,6	33,0	41,0	35,5	26,5	26,2	37,7
15–24 ans	12,5	12,3	15,7	16,8	14,9	11,0	11,8	12,1	10,2	6,9	8,6	10,3
25–39 ans	30,0	30,1	31,5	38,1	35,9	29,3	26,5	31,1	27,1	21,2	20,3	27,8
40–54 ans	24,5	24,9	26,2	31,9	30,7	26,0	23,7	27,8	24,8	19,5	18,8	24,9
55+ ans	10,3	10,9	11,5	13,4	13,5	12,5	11,8	12,5	11,9	10,1	9,7	11,0
<b>Femmes</b>	<b>57,4</b>	<b>62,0</b>	<b>69,5</b>	<b>72,7</b>	<b>70,9</b>	<b>65,7</b>	<b>66,3</b>	<b>65,1</b>	<b>60,9</b>	<b>52,7</b>	<b>54,0</b>	<b>56,7</b>
Suisseuses	33,7	37,0	42,0	43,2	41,7	39,2	40,0	38,6	35,9	31,4	32,4	33,2
Etrangères	23,7	25,0	27,5	29,5	29,2	26,5	26,2	26,5	25,0	21,3	21,5	23,5
15–24 ans	9,7	10,1	14,3	12,9	11,8	10,1	12,2	10,2	9,1	7,0	9,3	8,6
25–39 ans	23,5	25,7	27,5	29,3	28,7	26,8	26,2	26,4	24,6	21,6	21,3	23,0
40–54 ans	18,0	19,4	20,7	22,8	22,5	21,2	20,4	20,9	19,8	17,4	16,9	18,3
55+ ans	6,2	6,7	7,1	7,7	7,9	7,6	7,4	7,6	7,5	6,7	6,5	6,8
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>
Suisses	2,4	2,6	2,9	3,1	2,8	2,5	2,5	2,5	2,3	1,9	1,9	2,1
Etrangers	6,9	6,8	7,3	8,6	7,1	5,9	5,7	6,4	5,8	4,6	4,6	5,8
15–24 ans	4,0	4,1	5,4	5,4	4,7	3,7	4,3	4,0	3,4	2,5	3,2	3,3
25–39 ans	3,6	3,8	4,0	4,6	4,5	3,9	3,7	4,0	3,6	3,0	2,9	3,6
40–54 ans	3,2	3,3	3,5	4,1	3,3	2,9	2,7	3,0	2,8	2,3	2,2	2,7
55+ ans	2,9	3,1	3,3	3,7	3,0	2,8	2,6	2,8	2,7	2,3	2,2	2,5
<b>Hommes</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,1</b>
Suisses	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,5	2,3	2,5	2,2	1,8	1,8	2,1
Etrangers	7,1	6,7	7,1	9,0	7,4	5,8	5,4	6,7	5,8	4,3	4,3	6,2
15–24 ans	4,3	4,2	5,4	5,8	5,1	3,7	4,0	4,1	3,5	2,3	2,9	3,5
25–39 ans	3,7	3,7	3,9	4,7	4,7	3,8	3,5	4,1	3,6	2,8	2,7	3,6
40–54 ans	3,3	3,3	3,5	4,2	3,5	3,0	2,7	3,2	2,8	2,2	2,2	2,9
55+ ans	3,0	3,1	3,3	3,8	3,2	3,0	2,8	3,0	2,8	2,4	2,3	2,6
<b>Femmes</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>
Suisseuses	2,4	2,7	3,0	3,1	2,7	2,5	2,6	2,5	2,3	2,0	2,1	2,2
Etrangères	6,5	6,9	7,6	8,1	6,7	6,1	6,0	6,1	5,7	4,9	4,9	5,4
15–24 ans	3,7	3,9	5,4	4,9	4,4	3,8	4,5	3,8	3,4	2,6	3,4	3,2
25–39 ans	3,5	3,9	4,1	4,4	4,3	4,1	4,0	4,0	3,7	3,3	3,2	3,5
40–54 ans	3,0	3,3	3,5	3,8	3,0	2,9	2,8	2,8	2,7	2,4	2,3	2,5
55+ ans	2,8	3,1	3,2	3,5	2,6	2,5	2,4	2,5	2,5	2,2	2,1	2,2

## T37 Chômeurs inscrits et taux de chômage par grande région et sexe, 2009–2011

SECO

Population résidante Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2009	II 2009	III 2009	V 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>134,7</b>	<b>140,3</b>	<b>154,4</b>	<b>172,7</b>	<b>166,0</b>	<b>144,5</b>	<b>140,0</b>	<b>148,6</b>	<b>134,9</b>	<b>110,4</b>	<b>111,3</b>	<b>130,7</b>
Région lémanique	35,6	35,9	38,6	43,7	42,3	38,0	37,3	41,5	37,3	31,9	31,5	37,7
Espace Mittelland	27,4	28,5	32,2	36,0	34,2	28,9	28,5	29,6	26,3	20,3	20,7	24,4
Suisse du Nord-ouest	17,2	18,5	20,0	21,8	21,5	19,0	18,4	19,0	17,9	15,2	15,3	17,0
Zurich	24,1	26,0	29,2	32,1	31,2	27,5	26,0	26,5	25,0	20,7	20,8	23,2
Suisse orientale	14,5	15,8	17,4	19,5	18,5	15,6	14,6	15,3	13,2	10,6	10,8	13,3
Suisse centrale	8,8	8,9	9,9	11,1	10,5	8,7	8,1	8,4	7,5	6,0	6,3	7,6
Tessin	7,1	6,6	7,1	8,5	7,8	6,8	7,2	8,4	7,8	5,7	5,9	7,6
<b>Hommes</b>	<b>77,3</b>	<b>78,3</b>	<b>84,9</b>	<b>100,1</b>	<b>95,1</b>	<b>78,8</b>	<b>73,8</b>	<b>83,5</b>	<b>74,0</b>	<b>57,7</b>	<b>57,4</b>	<b>73,9</b>
Région lémanique	20,1	19,4	20,6	25,1	24,0	20,4	19,5	23,6	20,4	16,6	16,2	21,6
Espace Mittelland	16,1	16,2	17,7	21,2	19,7	15,8	14,9	16,7	14,5	10,5	10,8	14,0
Suisse du Nord-ouest	9,9	10,6	11,3	12,8	12,5	10,6	9,9	10,9	9,9	8,0	7,9	9,4
Zurich	13,9	14,7	16,2	18,4	17,8	15,0	13,9	14,7	13,6	10,8	10,6	12,8
Suisse orientale	8,4	8,9	9,8	11,7	10,8	8,4	7,5	8,5	7,2	5,4	5,3	7,5
Suisse centrale	5,1	5,1	5,6	6,4	6,1	4,9	4,3	4,8	4,2	3,2	3,3	4,4
Tessin	3,8	3,5	3,8	4,6	4,2	3,7	3,8	4,4	4,1	3,1	3,2	4,2
<b>Femmes</b>	<b>57,4</b>	<b>62,0</b>	<b>69,5</b>	<b>72,7</b>	<b>70,9</b>	<b>65,7</b>	<b>66,3</b>	<b>65,1</b>	<b>60,9</b>	<b>52,7</b>	<b>54,0</b>	<b>56,7</b>
Région lémanique	15,5	16,5	18,0	18,6	18,3	17,5	17,8	17,9	16,9	15,2	15,3	16,1
Espace Mittelland	11,2	12,3	14,5	14,8	14,5	13,1	13,6	12,9	11,9	9,8	10,0	10,3
Suisse du Nord-ouest	7,3	7,9	8,7	9,0	9,0	8,4	8,5	8,2	7,9	7,1	7,4	7,6
Zurich	10,2	11,4	13,0	13,7	13,5	12,5	12,1	11,8	11,4	9,9	10,1	10,3
Suisse orientale	6,1	6,9	7,7	7,9	7,7	7,2	7,1	6,7	6,0	5,2	5,5	5,7
Suisse centrale	3,7	3,9	4,3	4,7	4,4	3,8	3,8	3,7	3,3	2,8	3,0	3,2
Tessin	3,3	3,1	3,3	3,9	3,6	3,1	3,4	4,0	3,6	2,6	2,8	3,4
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>
Région lémanique	5,2	5,2	5,6	6,3	5,5	4,9	4,8	5,4	4,8	4,1	4,1	4,9
Espace Mittelland	3,0	3,2	3,6	4,0	3,5	3,0	2,9	3,1	2,7	2,1	2,1	2,5
Suisse du Nord-ouest	3,2	3,4	3,7	4,0	3,7	3,2	3,1	3,2	3,0	2,6	2,6	2,9
Zurich	3,3	3,6	4,0	4,4	4,0	3,5	3,3	3,3	3,2	2,6	2,6	2,9
Suisse orientale	2,6	2,8	3,1	3,5	3,0	2,5	2,4	2,5	2,1	1,7	1,7	2,1
Suisse centrale	2,4	2,4	2,6	3,0	2,5	2,0	1,9	2,0	1,8	1,4	1,5	1,8
Tessin	4,8	4,5	4,8	5,7	4,9	4,2	4,5	5,2	4,8	3,6	3,7	4,7
<b>Hommes</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,1</b>
Région lémanique	5,3	5,1	5,4	6,6	5,8	4,9	4,7	5,7	4,9	4,0	3,9	5,2
Espace Mittelland	3,2	3,2	3,5	4,2	3,8	3,0	2,9	3,2	2,8	2,0	2,1	2,7
Suisse du Nord-ouest	3,3	3,5	3,7	4,2	3,9	3,3	3,1	3,4	3,1	2,5	2,5	3,0
Zurich	3,5	3,7	4,1	4,6	4,2	3,5	3,2	3,4	3,2	2,5	2,5	3,0
Suisse orientale	2,6	2,8	3,1	3,7	3,2	2,5	2,2	2,5	2,1	1,6	1,6	2,2
Suisse centrale	2,4	2,4	2,6	3,0	2,6	2,1	1,8	2,0	1,8	1,4	1,4	1,9
Tessin	4,4	4,1	4,4	5,3	4,7	4,0	4,2	4,9	4,5	3,4	3,5	4,6
<b>Femmes</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>
Région lémanique	5,0	5,3	5,8	6,0	5,1	4,9	5,0	5,0	4,7	4,3	4,3	4,5
Espace Mittelland	2,8	3,1	3,6	3,7	3,3	2,9	3,1	2,9	2,7	2,2	2,2	2,3
Suisse du Nord-ouest	3,1	3,3	3,6	3,8	3,3	3,1	3,1	3,0	2,9	2,6	2,7	2,8
Zurich	3,1	3,5	4,0	4,2	3,7	3,4	3,3	3,2	3,1	2,7	2,8	2,8
Suisse orientale	2,5	2,8	3,1	3,2	2,8	2,6	2,5	2,4	2,1	1,9	2,0	2,0
Suisse centrale	2,3	2,4	2,7	2,9	2,3	2,0	2,0	1,9	1,7	1,5	1,6	1,7
Tessin	5,2	5,0	5,3	6,2	5,1	4,4	4,8	5,7	5,2	3,7	3,9	4,9

## T38 Places vacantes selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques, 2007–2011

STATEM

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08	En milliers									
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>56,5</b>	<b>62,1</b>	<b>61,9</b>	<b>59,2</b>	<b>66,8</b>	<b>64,5</b>	<b>61,7</b>	<b>44,8</b>	<b>42,6</b>	<b>41,8</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>18,0</b>	<b>19,1</b>	<b>18,6</b>	<b>17,6</b>	<b>19,7</b>	<b>19,9</b>	<b>19,1</b>	<b>12,2</b>	<b>10,1</b>	<b>9,5</b>
10–33 Industrie manufacturière	12,9	13,9	14,0	13,1	14,7	14,1	13,6	8,5	6,7	6,0
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,8	2,2	2,3	2,1	2,1	1,9	1,9	0,9	0,5	0,5
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	2,3	2,6	2,7	2,8	2,9	3,0	2,8	1,6	1,1	1,0
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,9	2,3	2,2	2,3	2,6	2,3	2,1	1,2	0,8	0,7
41–43 Construction	4,5	4,5	3,9	3,8	4,2	5,0	4,7	3,1	2,9	3,0
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>38,5</b>	<b>43,0</b>	<b>43,3</b>	<b>41,6</b>	<b>47,1</b>	<b>44,6</b>	<b>42,6</b>	<b>32,7</b>	<b>32,5</b>	<b>32,3</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	6,4	7,4	7,8	8,4	9,1	9,1	8,6	5,7	4,6	4,8
49–53 Transport et entreposage	2,1	2,6	2,4	2,4	3,0	2,6	2,7	1,7	1,4	1,4
55–56 Hébergement et restauration	4,0	3,9	3,8	3,4	4,1	4,4	4,1	2,3	3,4	2,6
58–63 Information et communication	3,5	3,9	4,1	4,1	4,5	4,2	4,1	2,9	2,7	2,3
62–63 Activités informatiques et services d'information	3,0	3,4	3,3	3,6	3,8	3,7	3,5	2,5	2,4	2,0
64–66 Activités financières et d'assurance	5,3	5,5	5,3	5,3	6,0	5,2	4,6	3,5	3,5	3,4
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	6,8	7,8	8,1	7,2	7,8	7,3	6,7	5,7	5,3	5,6
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	2,7	3,2	3,3	2,9	3,1	3,0	2,8	2,3	2,1	2,2
84 Administration publique	0,9	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2
85 Enseignement	1,2	1,6	0,9	1,0	1,7	1,5	1,1	1,1	1,4	1,4
86–88 Santé humaine et action sociale	3,5	4,2	4,0	3,7	4,3	4,5	5,1	4,6	5,3	5,4
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	2,2	2,0	2,4	1,7	2,1	1,5	1,6	1,6	1,8	1,9

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08	En milliers									
	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>38,1</b>	<b>40,5</b>	<b>44,2</b>	<b>48,7</b>	<b>48,9</b>	<b>48,7</b>	<b>55,6</b>	<b>56,4</b>	<b>48,7</b>	<b>45,3</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>9,0</b>	<b>9,7</b>	<b>11,6</b>	<b>13,9</b>	<b>13,3</b>	<b>14,5</b>	<b>17,0</b>	<b>17,1</b>	<b>13,8</b>	<b>13,0</b>
10–33 Industrie manufacturière	5,7	6,2	7,6	9,4	9,4	10,4	12,5	12,5	10,0	9,6
24–25 Fabrication de produits métalliques	0,6	0,5	0,6	0,9	1,1	1,1	1,3	1,3	1,0	0,8
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	0,9	1,2	1,6	2,2	2,2	2,7	3,2	3,3	2,8	2,9
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	0,7	0,7	1,0	1,2	1,3	1,5	1,8	1,8	1,3	1,2
41–43 Construction	2,8	3,0	3,5	3,9	3,3	3,4	3,8	3,8	3,3	3,0
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>29,1</b>	<b>30,8</b>	<b>32,6</b>	<b>34,9</b>	<b>35,5</b>	<b>34,1</b>	<b>38,6</b>	<b>39,4</b>	<b>35,0</b>	<b>32,3</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	4,9	5,2	5,7	6,2	6,8	5,7	6,9	7,5	6,7	5,8
49–53 Transport et entreposage	1,4	1,5	1,6	1,9	1,6	1,6	1,5	1,7	1,6	1,7
55–56 Hébergement et restauration	2,2	2,5	3,0	1,9	2,7	2,3	3,5	2,6	2,3	1,6
58–63 Information et communication	2,2	2,4	2,5	2,8	3,1	3,4	3,6	3,7	3,1	3,0
62–63 Activités informatiques et services d'information	1,8	1,9	2,0	2,1	2,5	2,6	2,5	2,7	2,2	2,2
64–66 Activités financières et d'assurance	3,7	4,2	4,6	4,6	5,0	5,0	5,3	5,1	4,1	3,9
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	5,2	5,6	5,7	7,1	6,9	7,0	7,7	7,9	7,3	7,0
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	1,8	1,7	1,5	1,7	1,7	1,5	1,4	1,6	1,6	1,4
84 Administration publique	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,4	1,2
85 Enseignement	0,8	0,8	1,2	1,3	1,0	0,8	1,0	1,2	0,8	0,9
86–88 Santé humaine et action sociale	4,5	4,0	4,2	4,6	4,0	4,3	4,8	5,1	4,4	4,3
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,3	1,9	1,4	1,6	1,6	1,3	1,4	1,8	1,8	1,6

## T39 Places vacantes selon les grandes régions, 2007–2011

STATEM

Fin du trimestre Grandes régions <sup>1</sup>	En milliers									
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009
<b>Suisse</b>	<b>56,5</b>	<b>62,1</b>	<b>61,9</b>	<b>59,2</b>	<b>66,8</b>	<b>64,5</b>	<b>61,7</b>	<b>44,8</b>	<b>42,6</b>	<b>41,8</b>
Région lémanique	7,7	9,2	8,3	8,1	9,1	9,5	9,2	6,8	6,4	6,3
Espace Mittelland	10,6	11,9	13,6	10,9	12,9	11,6	11,7	8,1	8,8	7,7
Suisse du Nord-ouest	9,5	9,7	9,8	9,8	11,2	10,6	9,9	7,5	7,1	7,7
Zurich	14,2	15,3	15,0	14,7	14,8	15,5	14,7	11,2	9,4	9,1
Suisse orientale	7,2	8,6	7,9	8,6	10,4	9,3	9,0	6,0	5,9	5,5
Suisse centrale	5,9	5,9	6,3	5,8	7,0	6,6	6,2	4,4	4,4	4,1
Tessin	1,3	1,6	1,1	1,3	1,5	1,3	1,0	0,8	0,8	1,4

Fin du trimestre Grandes régions <sup>1</sup>	En milliers									
	III 2009	IV 2009	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>Suisse</b>	<b>38,1</b>	<b>40,5</b>	<b>44,2</b>	<b>48,7</b>	<b>48,9</b>	<b>48,7</b>	<b>55,6</b>	<b>56,4</b>	<b>48,7</b>	<b>45,3</b>
Région lémanique	6,2	6,2	6,7	7,6	7,6	7,3	8,5	8,4	7,4	6,5
Espace Mittelland	7,0	6,8	8,3	9,0	9,7	9,9	11,6	12,1	10,3	9,5
Suisse du Nord-ouest	6,8	6,9	6,5	7,6	7,3	6,8	8,1	7,9	7,0	6,8
Zurich	9,3	10,9	11,2	13,2	13,0	13,9	14,5	14,8	12,3	11,9
Suisse orientale	3,9	4,9	5,5	6,0	5,4	5,5	6,8	6,3	5,7	5,1
Suisse centrale	4,0	4,0	4,9	4,4	5,0	4,6	5,0	6,0	5,1	4,7
Tessin	0,8	0,7	0,9	0,9	0,8	0,7	1,2	1,0	1,0	1,0

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
 Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO  
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Zurich: ZH  
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

Tessin: TI

**T40 Difficultés de recrutement en personnel qualifié selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2008–2011**

STATEM

Pondéré par le nombre d'emplois	Main d'œuvre qualifiée <sup>1</sup> , pas ou difficilement trouvée							
	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>32,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>31,0</b>	<b>26,0</b>	<b>24,0</b>	<b>25,0</b>	<b>24,0</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>41,0</b>	<b>43,0</b>	<b>44,0</b>	<b>33,0</b>	<b>27,0</b>	<b>27,0</b>	<b>26,0</b>	<b>27,0</b>
10–33 Industrie manufacturière	49,0	52,0	50,0	40,0	31,0	30,0	29,0	30,0
24–25 Fabrication de produits métalliques	48,0	53,0	52,0	36,0	21,0	21,0	19,0	20,0
26 F. de prod. inform. et électro.	58,0	59,0	57,0	41,0	39,0	40,0	43,0	42,0
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	66,0	67,0	66,0	53,0	37,0	29,0	26,0	29,0
41–43 Construction	25,0	26,0	30,0	20,0	19,0	21,0	21,0	21,0
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>27,0</b>	<b>27,0</b>	<b>31,0</b>	<b>28,0</b>	<b>26,0</b>	<b>19,0</b>	<b>22,0</b>	<b>22,0</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	28,0	31,0	32,0	30,0	26,0	23,0	25,0	23,0
49–53 Transport et entreposage	39,0	43,0	41,0	35,0	20,0	19,0	20,0	18,0
55–56 Hébergement et restauration	33,0	34,0	33,0	31,0	22,0	19,0	21,0	22,0
58–63 Information et communication	46,0	47,0	43,0	42,0	27,0	26,0	26,0	25,0
62–63 Activités informatiques et services d'information	46,0	47,0	42,0	41,0	34,0	32,0	32,0	30,0
64–66 Activités financières et d'assurance	31,0	48,0	43,0	44,0	35,0	38,0	39,0	39,0
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	28,0	29,0	30,0	26,0	23,0	21,0	22,0	20,0
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	23,0	24,0	25,0	21,0	18,0	17,0	18,0	16,0
84 Administration publique	32,0	34,0	34,0	35,0	33,0	33,0	33,0	34,0
85 Enseignement	18,0	22,0	24,0	17,0	15,0	16,0	19,0	13,0
86–88 Santé humaine et action sociale	27,0	32,0	36,0	36,0	36,0	32,0	34,0	29,0
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	13,0	14,0	14,0	14,0	10,0	9,0	10,0	9,0
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>32,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>31,0</b>	<b>26,0</b>	<b>24,0</b>	<b>25,0</b>	<b>24,0</b>
Région lémanique	26,0	30,0	30,0	27,0	23,0	23,0	22,0	21,0
Espace Mittelland	35,0	36,0	39,0	33,0	28,0	24,0	27,0	25,0
Suisse du Nord-ouest	33,0	35,0	38,0	34,0	27,0	26,0	27,0	26,0
Zurich	32,0	37,0	36,0	31,0	26,0	26,0	27,0	26,0
Suisse orientale	32,0	36,0	35,0	31,0	25,0	24,0	23,0	24,0
Suisse centrale	36,0	40,0	41,0	37,0	31,0	27,0	29,0	26,0
Tessin	17,0	18,0	19,0	14,0	12,0	12,0	11,0	12,0

Pondéré par le nombre d'emplois	Main d'œuvre qualifiée <sup>1</sup> , pas ou difficilement trouvée							
	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>26,0</b>	<b>29,0</b>	<b>30,0</b>	<b>30,0</b>	<b>32,0</b>	<b>33,0</b>	<b>33,0</b>	<b>31,0</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>29,0</b>	<b>34,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>38,0</b>	<b>40,0</b>	<b>38,0</b>	<b>35,0</b>
10–33 Industrie manufacturière	32,0	38,0	40,0	41,0	43,0	45,0	44,0	40,0
24–25 Fabrication de produits métalliques	23,0	32,0	34,0	36,0	40,0	42,0	37,0	33,0
26 F. de prod. inform. et électro.	45,0	55,0	58,0	59,0	60,0	56,0	58,0	52,0
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	37,0	42,0	48,0	55,0	60,0	64,0	61,0	47,0
41–43 Construction	21,0	27,0	28,0	25,0	27,0	28,0	26,0	26,0
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>22,0</b>	<b>25,0</b>	<b>26,0</b>	<b>27,0</b>	<b>31,0</b>	<b>31,0</b>	<b>30,0</b>	<b>28,0</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	25,0	27,0	29,0	28,0	30,0	31,0	31,0	30,0
49–53 Transport et entreposage	18,0	15,0	17,0	16,0	18,0	19,0	21,0	17,0
55–56 Hébergement et restauration	23,0	24,0	25,0	26,0	25,0	28,0	25,0	23,0
58–63 Information et communication	25,0	38,0	40,0	40,0	41,0	46,0	45,0	44,0
62–63 Activités informatiques et services d'information	30,0	35,0	36,0	37,0	38,0	42,0	40,0	38,0
64–66 Activités financières et d'assurance	42,0	44,0	45,0	45,0	46,0	47,0	43,0	48,0
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées...	24,0	28,0	28,0	27,0	29,0	30,0	29,0	28,0
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	19,0	26,0	26,0	25,0	26,0	25,0	26,0	23,0
84 Administration publique	32,0	31,0	33,0	27,0	34,0	35,0	36,0	36,0
85 Enseignement	16,0	20,0	23,0	19,0	21,0	24,0	25,0	19,0
86–88 Santé humaine et action sociale	32,0	34,0	34,0	33,0	33,0	35,0	38,0	37,0
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	10,0	12,0	14,0	12,0	16,0	13,0	15,0	15,0
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>26,0</b>	<b>29,0</b>	<b>30,0</b>	<b>30,0</b>	<b>32,0</b>	<b>33,0</b>	<b>33,0</b>	<b>31,0</b>
Région lémanique	23,0	27,0	28,0	26,0	26,0	27,0	30,0	28,0
Espace Mittelland	28,0	31,0	32,0	31,0	34,0	35,0	35,0	32,0
Suisse du Nord-ouest	26,0	30,0	31,0	30,0	32,0	34,0	33,0	33,0
Zurich	28,0	31,0	33,0	33,0	34,0	38,0	35,0	34,0
Suisse orientale	24,0	28,0	29,0	30,0	32,0	33,0	32,0	29,0
Suisse centrale	29,0	31,0	32,0	34,0	37,0	38,0	38,0	34,0
Tessin	12,0	15,0	16,0	14,0	16,0	17,0	16,0	15,0

<sup>1</sup> Personnel avec une formation de niveau apprentissage, professionnel supérieur ou haute-école. **Exemple de lecture** (1<sup>er</sup> ligne du tableau): au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, les établissements ayant annoncé à la STATEM avoir trouvé avec difficulté ou n'avoir pas trouvé de personnel qualifié représentaient 30,6% du total des emplois.

**T41 Indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2008–2011**

STATEM

En point, pondéré par le nombre d'emplois Branches économiques NOGA08 et grandes régions	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008	I 2009	II 2009	III 2009	IV 2009
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>1,08</b>	<b>1,07</b>	<b>1,04</b>	<b>1,01</b>	<b>0,99</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,02</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>1,11</b>	<b>1,11</b>	<b>1,05</b>	<b>0,98</b>	<b>0,97</b>	<b>0,97</b>	<b>0,97</b>	<b>1,01</b>
10–33 Industrie manufacturière	1,11	1,13	1,06	0,97	0,93	0,93	0,96	1,01
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,12	1,12	1,08	0,92	0,86	0,89	0,93	0,99
26 F. de prod. inform. et électro.	1,20	1,21	1,12	1,01	0,95	0,93	0,98	1,04
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,17	1,17	1,08	0,93	0,89	0,87	0,91	0,96
41–43 Construction	1,09	1,07	1,00	0,99	1,04	1,03	0,98	1,01
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>1,07</b>	<b>1,06</b>	<b>1,04</b>	<b>1,03</b>	<b>1,00</b>	<b>1,02</b>	<b>1,01</b>	<b>1,02</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	1,05	1,04	1,03	0,99	0,99	1,01	1,01	1,01
49–53 Transport et entreposage	1,14	1,04	1,04	1,01	0,88	1,00	1,02	1,02
55–56 Hébergement et restauration	1,03	1,04	0,98	0,98	0,97	1,00	0,96	1,01
58–63 Information et communication	1,17	1,11	1,10	1,06	0,99	1,03	1,05	1,06
62–63 Activités informatiques et services d'information	1,18	1,17	1,16	1,12	1,09	1,06	1,09	1,11
64–66 Activités financières et d'assurance	1,09	1,08	1,05	1,04	0,91	0,94	0,96	0,97
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	1,10	1,10	1,07	1,05	1,03	1,04	1,03	1,04
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	1,09	1,09	1,06	1,04	1,02	1,03	1,02	1,03
84 Administration publique	1,00	1,13	1,05	1,04	1,04	1,05	1,02	1,02
85 Enseignement	1,01	1,02	1,02	1,05	1,04	1,04	1,03	1,03
86–88 Santé humaine et action sociale	1,07	1,06	1,05	1,06	1,04	1,05	1,04	1,04
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,04	1,05	1,02	1,03	1,01	1,01	1,00	1,02
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>1,08</b>	<b>1,07</b>	<b>1,04</b>	<b>1,01</b>	<b>0,99</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,02</b>
Région lémanique	1,05	1,06	1,04	1,02	1,00	1,02	1,00	1,02
Espace Mittelland	1,08	1,09	1,03	1,00	0,98	0,99	0,99	1,01
Suisse du Nord-ouest	1,08	1,08	1,06	1,02	1,00	1,01	1,02	1,02
Zurich	1,10	1,08	1,05	1,03	0,99	1,00	1,00	1,02
Suisse orientale	1,07	1,07	1,03	1,00	0,98	1,00	1,00	1,02
Suisse centrale	1,09	1,08	1,05	1,02	1,00	1,02	1,02	1,03
Tessin	1,08	1,05	1,02	1,00	0,99	0,99	0,98	1,01

En point, pondéré par le nombre d'emplois Branches économiques NOGA08 et grandes régions	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>1,04</b>	<b>1,05</b>	<b>1,04</b>	<b>1,04</b>	<b>1,06</b>	<b>1,06</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>1,05</b>	<b>1,07</b>	<b>1,05</b>	<b>1,07</b>	<b>1,10</b>	<b>1,09</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>
10–33 Industrie manufacturière	1,04	1,07	1,08	1,08	1,10	1,10	1,03	1,04
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,03	1,08	1,06	1,08	1,11	1,10	1,01	1,01
26 F. de prod. inform. et électro.	1,10	1,15	1,15	1,18	1,14	1,16	1,10	1,12
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,03	1,11	1,12	1,14	1,19	1,18	1,07	1,06
41–43 Construction	1,06	1,05	1,01	1,03	1,09	1,06	0,99	1,02
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,04</b>	<b>1,05</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	1,03	1,04	1,03	1,03	1,04	1,04	1,03	1,02
49–53 Transport et entreposage	1,02	1,04	1,06	1,04	1,04	1,05	1,05	1,03
55–56 Hébergement et restauration	1,01	1,02	0,97	0,99	1,01	1,01	0,96	0,97
58–63 Information et communication	1,07	1,08	1,07	1,09	1,09	1,10	1,08	1,08
62–63 Activités informatiques et services d'information	1,11	1,14	1,12	1,14	1,14	1,14	1,13	1,13
64–66 Activités financières et d'assurance	1,03	1,05	1,04	1,05	1,04	1,05	1,02	1,02
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	1,06	1,07	1,06	1,07	1,08	1,09	1,07	1,06
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	1,05	1,05	1,03	1,04	1,06	1,08	0,99	1,04
84 Administration publique	1,01	1,02	1,02	1,02	1,03	1,03	1,01	1,02
85 Enseignement	1,01	1,04	1,03	1,03	1,05	1,07	1,03	1,03
86–88 Santé humaine et action sociale	1,02	1,04	1,02	1,03	1,04	1,04	1,04	1,04
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,03	1,02	1,01	1,03	1,04	1,03	1,01	1,02
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>1,04</b>	<b>1,05</b>	<b>1,04</b>	<b>1,04</b>	<b>1,06</b>	<b>1,06</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>
Région lémanique	1,04	1,05	1,04	1,04	1,05	1,06	1,03	1,02
Espace Mittelland	1,03	1,05	1,03	1,04	1,06	1,06	1,03	1,03
Suisse du Nord-ouest	1,02	1,04	1,03	1,03	1,05	1,05	1,02	1,03
Zurich	1,04	1,06	1,05	1,06	1,07	1,08	1,05	1,05
Suisse orientale	1,03	1,05	1,04	1,05	1,06	1,06	1,01	1,03
Suisse centrale	1,05	1,06	1,03	1,05	1,06	1,07	1,04	1,03
Tessin	1,03	1,03	1,01	1,03	1,06	1,03	1,00	1,01

Exemple de lecture (1<sup>er</sup> ligne du tableau): au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi s'élevait à 1,01, ce qui veut dire qu'une majorité des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont annoncé à la STATEM vouloir soit maintenir, soit augmenter au trimestre prochain l'effectif de personnel annoncé au trimestre actuel. On peut donc s'attendre à une augmentation du nombre total d'emplois au trimestre prochain.

**T42 Dynamique du marché du travail: transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations de main-d'œuvre et mouvements naturels, 2005–2010**

CMT

En milliers		Effectifs au 31.12.2005 et sorties de 2005				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.05 et entrées de 2005		4228	189	3335	141	61
Actifs occupés	4172	3770	80	221	89	12
Sans-emploi	192	90	58	38	5	0
Non-actifs	3342	252	44	2950	47	48
Immigrations	175	115	7	53	...	...
Naissances	73	*	*	73	...	...

En milliers		Effectifs au 31.12.2006 et sorties de 2006				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.06 et entrées de 2006		4343	172	3309	136	60
Actifs occupés	4228	3842	67	221	86	11
Sans-emploi	189	95	50	39	6	0
Non-actifs	3335	277	48	2918	44	48
Immigrations	193	128	7	57	...	...
Naissances	74	*	*	74	...	...

En milliers		Effectifs au 31.12.2007 et sorties de 2007				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.07 et entrées de 2007		4457	161	3287	150	61
Actifs occupés	4343	3963	61	205	101	12
Sans-emploi	172	89	45	33	5	0
Non-actifs	3309	262	46	2909	43	49
Immigrations	216	143	9	65	...	...
Naissances	75	*	*	75	...	...

En milliers		Effectifs au 31.12.2008 et sorties de 2008				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.08 et entrées de 2008		4519	171	3321	153	61
Actifs occupés	4457	4023	77	241	103	13
Sans-emploi	161	80	41	34	5	0
Non-actifs	3287	255	42	2896	45	48
Immigrations	244	161	10	72	...	...
Naissances	77	*	*	77	...	...

En milliers		Effectifs au 31.12.2009 et sorties de 2009				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.09 et entrées de 2009		4544	232	3331	147	62
Actifs occupés	4565	4079	114	254	105	14
Sans-emploi	170	73	59	34	4	0
Non-actifs	3288	271	45	2886	38	48
Immigrations	213	120	14	79	...	...
Naissances	79	*	*	79	...	...

En milliers		Effectifs au 31.12.2010 et sorties de 2010				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.10 et entrées de 2010		4631	200	3366	153	62
Actifs occupés	4544	4125	81	223	101	13
Sans-emploi	232	124	64	37	7	0
Non-actifs	3331	242	46	2948	46	49
Immigrations	225	140	8	77	...	...
Naissances	81	*	*	81	...	...

Les données au 1<sup>er</sup> janvier 2009 diffèrent de celles au 31 décembre 2008: les CMT 2009 intègrent les données révisées de la statistique de la population active (SPA0), de la statistique du chômage au sens du BIT et de la statistique des frontaliers (STAF) ainsi que la révision de la pondération des données 2009 de l'enquête suisse sur la population active (ESPA).

### T 43 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, le niveau des qualifications requises pour le poste de travail et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble, 2010 ESS

Sections et divisions économiques NOGA08		Total				Hommes				Femmes			
		Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises			
		En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4
	<b>Total</b>	<b>5 979</b>	<b>7 715</b>	<b>5 724</b>	<b>4 540</b>	<b>6 397</b>	<b>8 224</b>	<b>5 956</b>	<b>4 921</b>	<b>5 221</b>	<b>6 730</b>	<b>5 254</b>	<b>4 230</b>
02	Sylviculture	4 857	4 908	4 885	4 399	4 868	4 905	4 897	4 411	(4 463)	x	x	x
<b>5-43</b>	<b>Secteur 2 production</b>	<b>6 048</b>	<b>7 376</b>	<b>5 915</b>	<b>4 943</b>	<b>6 213</b>	<b>7 475</b>	<b>5 981</b>	<b>5 240</b>	<b>5 191</b>	<b>6 763</b>	<b>5 496</b>	<b>4 286</b>
5-9	Industries extractives	6 099	7 439	5 973	5 711	6 120	7 452	6 013	5 715	5 792	6 905	5 405	(5 144)
10-33	Industries manufacturières	6 158	7 851	6 024	4 785	6 461	8 000	6 152	5 192	5 121	7 042	5 506	4 267
10-11	Industries alimentaires; fabr. de boissons	5 269	6 896	5 414	4 374	5 630	7 233	5 638	4 832	4 501	5 992	4 809	3 971
12	Fabrication de produits à base de tabac	8 342	12 617	7 768	6 222	8 950	13 540	8 055	7 082	6 953	11 286	7 302	4 963
13-15	Industries du textile et de l'habillement	4 877	6 628	5 240	3 868	5 837	7 758	5 769	4 900	4 031	5 447	4 550	3 569
16-18	Industries du bois et du papier; imprimerie	5 833	6 578	5 767	4 862	5 974	6 729	5 855	5 137	5 092	5 958	5 313	4 153
19-20	Cokéfaction; industrie chimique	7 236	9 169	6 986	5 470	7 466	9 488	7 175	5 631	6 249	8 137	6 171	4 588
21	Industrie pharmaceutique	8 941	11 811	7 670	5 255	9 436	12 466	7 980	6 283	8 206	10 707	7 164	4 548
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	5 775	7 315	5 840	4 948	5 981	7 498	5 921	5 220	4 791	6 238	5 365	4 262
24-25	Métallurgie; fabr. produits métalliques	5 788	6 958	5 741	4 828	5 956	7 075	5 828	5 053	4 866	6 201	5 087	4 290
26	Fabr. prod. informatiques. électroniques et optiques; horlogerie	6 446	8 667	6 310	4 875	7 269	8 952	6 613	5 558	5 161	7 242	5 639	4 554
27	Fabrication d'équipements électriques	6 485	8 295	6 182	4 344	6 953	8 450	6 311	5 127	4 710	7 367	5 710	3 972
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a	6 692	7 868	6 293	5 096	6 847	7 980	6 392	5 363	5 550	6 830	5 655	4 604
29-30	Fabrication de matériels de transport	5 754	7 359	5 610	4 588	5 877	7 554	5 654	4 764	4 939	6 190	5 289	4 114
31-33	Fabr. meubles; autres ind. manufact.; rép. et inst. machines	5 854	7 031	5 700	4 676	6 119	7 200	5 778	5 070	4 974	6 052	5 352	4 198
35	Production et distribution d'énergie	7 696	9 069	7 033	5 993	7 888	9 255	7 155	6 224	6 637	7 819	6 373	5 344
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 406	7 009	5 426	4 648	5 439	7 189	5 440	4 658	5 289	6 118	5 338	4 470
41-43	Construction	5 848	6 457	5 729	5 291	5 869	6 500	5 742	5 310	5 427	5 829	5 313	4 754
<b>45-96</b>	<b>Secteur 3 services</b>	<b>5 929</b>	<b>7 927</b>	<b>5 584</b>	<b>4 333</b>	<b>6 632</b>	<b>8 883</b>	<b>5 921</b>	<b>4 571</b>	<b>5 230</b>	<b>6 724</b>	<b>5 200</b>	<b>4 215</b>
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	5 195	7 213	4 957	4 319	5 913	7 906	5 433	4 648	4 550	6 067	4 529	4 184
45-46	Commerce de gros; com. et rép. d'automobiles	6 183	8 096	5 688	4 673	6 377	8 441	5 742	4 802	5 722	7 202	5 543	4 371
47	Commerce de détail	4 605	6 191	4 554	4 228	5 311	6 969	5 052	4 508	4 355	5 350	4 360	4 164
49-53	Transports et entreposage	5 903	7 282	5 835	4 815	5 990	7 470	5 902	4 993	5 604	6 767	5 633	4 221
49-52	Transp. terrestres. par eau. aériens; entreposage	5 928	7 429	5 823	4 963	6 054	7 697	5 958	5 101	5 417	6 699	5 340	4 390
53	Activités de poste et de courrier	5 868	6 808	5 844	3 907	5 892	6 740	5 843	3 918	5 809	7 050	5 848	3 883
55-56	Hébergement et restauration	4 106	4 877	4 215	3 752	4 320	5 200	4 383	3 810	3 976	4 569	4 044	3 714
58-63	Information et communication	8 139	9 512	7 424	5 482	8 777	9 938	7 821	5 590	6 666	7 719	6 659	5 378
58-60	Edition. audiovisuel et diffusion	7 292	8 595	6 725	5 000	7 922	9 208	7 083	5 299	6 499	7 584	6 326	4 734
61	Télécommunications	8 527	12 049	8 277	5 662	9 438	12 148	8 646	5 599	6 820	10 921	7 433	5 737
62-63	Activ. informatiques et services d'information	8 451	9 286	7 328	5 415	8 884	9 586	7 628	5 949	6 749	7 624	6 429	5 054
64-66	Activités financières et d'assurances	8 731	11 433	7 179	6 061	10 317	12 254	8 161	6 526	6 905	9 094	6 483	5 890
64, 66	Services financiers; activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	9 223	12 060	7 341	6 193	10 714	12 817	8 145	6 683	7 183	9 619	6 685	6 000
65	Assurance	7 653	9 756	6 796	5 805	9 297	10 563	8 184	6 130	6 427	8 050	6 159	5 705
68	Activités immobilières	6 522	8 038	6 111	5 050	7 354	9 113	6 603	5 444	5 958	7 000	5 857	4 746

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles 2 = Travail indépendant et très qualifié  
Niveau des qualifications requises: 3 = Connaissances professionnelles spécialisées 4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T43 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, le niveau des qualifications requises pour le poste de travail et le sexe. Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble, 2010 (suite) ESS**

Sections et divisions économiques NOGA08		Total				Hommes				Femmes			
		Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises			
		En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4
69-75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 350	8 641	6 226	5 138	8 098	9 314	6 500	5 184	6 397	7 258	5 969	5 120
69-71	Activ. jur., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	7 429	8 720	6 231	5 273	8 151	9 349	6 476	5 273	6 454	7 341	6 000	5 274
72	Recherche-développement scientifique	8 498	10 265	7 223	5 233	9 208	10 801	7 414	5 224	7 617	8 877	7 111	5 278
73-75	Autres activités spéc., scient. et techn.	6 267	7 212	5 648	4 560	7 035	8 071	6 118	4 926	5 648	6 345	5 350	4 420
77-82	Activités de services admin. et de soutien	5 000	6 341	5 244	4 116	5 278	6 557	5 416	4 502	4 466	5 979	5 001	3 576
77, 79-82	Activités de services admin. (sans 78)	4 903	6 175	5 197	4 063	5 200	6 347	5 359	4 487	4 334	5 848	4 964	3 529
78	Activités liées à l'emploi	5 980	7 361	5 816	4 644	6 194	8 135	5 880	4 826	5 647	6 478	5 714	4 501
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	8 743	10 379	7 100	5 965	9 008	10 573	7 101	5 923	8 189	9 614	7 092	6 031
85	Enseignement	7 168	7 963	6 422	4 327	7 826	8 623	6 901	4 504	6 643	7 500	6 175	4 235
86-88	Santé humaine et action sociale	5 949	7 005	5 759	4 700	6 735	7 897	6 229	4 770	5 738	6 699	5 629	4 687
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	5 787	7 042	5 680	4 304	6 190	7 556	5 958	4 364	5 281	6 400	5 346	4 265
94-96	Autres activités de services	5 571	7 211	4 712	4 094	7 001	8 383	5 714	4 474	4 606	6 047	4 127	3 950
94-95	Activ. org. associatives et religieuses; réparation biens pers.	7 028	8 105	6 208	4 905	7 635	8 667	6 197	4 719	6 635	7 519	6 216	5 021
96	Autres services personnels	3 698	4 011	3 498	3 670	4 534	[5 565]	4 259	4 256	3 574	3 891	3 439	3 524

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail:

1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

2 = Travail indépendant et très qualifié

Niveau des qualifications requises:

3 = Connaissances professionnelles spécialisées

4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, <sup>1</sup>/<sub>12</sub> du 13<sup>e</sup> salaire et <sup>1</sup>/<sub>12</sub> des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

### T 44 Salaire mensuel brut selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010

ESS

Salaire du secteur privé Hommes + Femmes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02-96 Tous les niveaux de qualification</b>	<b>5 928</b>	<b>6 052</b>	<b>5 758</b>	<b>6 200</b>	<b>6 336</b>	<b>5 537</b>	<b>5 911</b>	<b>4 996</b>
02 Sylviculture	4 857	4 953	4 762	4 815	5 160	5 083	4 728	x
05-09 Industries extractives	6 099	5 910	6 125	6 778	6 092	5 836	6 125	5 904
10-33 Industrie manufacturière	6 157	6 530	5 904	6 998	6 483	5 806	6 201	4 603
35 Production et distribution d'énergie	7 696	7 511	7 375	8 801	8 710	7 437	7 312	6 440
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 406	5 259	5 447	5 904	5 527	5 379	5 163	4 252
41-43 Construction	5 848	5 898	5 785	5 884	6 170	5 626	5 853	5 558
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	5 195	5 339	4 923	5 385	5 291	5 026	5 520	4 559
49-53 Transports et entreposage	5 471	5 483	5 989	5 285	5 715	5 185	5 083	5 009
55-56 Hébergement et restauration	4 106	4 024	4 059	4 163	4 321	3 952	4 197	3 765
58-63 Information et communication	8 133	8 139	8 120	7 882	8 586	6 836	7 777	6 292
64-66 Activités financières et d'assurances	8 794	9 457	6 952	8 011	9 482	7 509	7 042	7 336
68 Activités immobilières	6 500	6 478	6 118	(7 052)	6 729	5 848	6 457	5 527
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 323	7 948	6 686	7 466	7 704	6 598	7 117	5 850
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5 000	5 163	5 004	5 092	4 860	4 837	5 296	4 047
85 Enseignement	7 168	6 886	7 230	7 691	7 339	7 516	7 492	6 062
86-88 Santé humaine et action sociale	5 949	5 949	5 884	5 990	6 294	5 816	5 786	5 592
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5 737	6 120	5 417	5 859	6 502	4 773	5 365	5 517
94-96 Autres activités de services	5 571	6 340	5 674	5 221	5 647	4 386	4 952	4 116
<b>02-96 Niveaux de qualification 1+2</b>	<b>7 629</b>	<b>8 125</b>	<b>7 036</b>	<b>7 862</b>	<b>8 524</b>	<b>6 857</b>	<b>7 344</b>	<b>6 242</b>
02 Sylviculture	4 908	4 985	4 745	5 165	x	5 104	4 724	x
05-09 Industries extractives	7 439	x	6 952	7 860	(7 439)	7 298	x	6 475
10-33 Industrie manufacturière	7 851	7 984	7 429	8 934	7 954	7 367	7 755	6 225
35 Production et distribution d'énergie	9 069	9 343	8 297	9 718	11 071	8 637	8 284	x
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	7 009	(7 500)	6 711	7 682	7 119	6 191	(7 170)	x
41-43 Construction	6 457	6 340	6 338	6 525	6 865	6 510	6 429	5 702
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	7 212	8 003	6 308	6 924	8 084	6 326	7 575	(6 142)
49-53 Transports et entreposage	6 717	(7 780)	6 060	6 509	7 531	5 942	(6 017)	6 179
55-56 Hébergement et restauration	4 877	5 170	4 742	4 746	5 333	4 621	4 746	4 655
58-63 Information et communication	9 507	10 000	10 556	9 163	9 527	7 718	8 800	7 012
64-66 Activités financières et d'assurances	11 451	13 825	9 133	10 574	11 765	9 250	9 967	10 413
68 Activités immobilières	8 022	8 353	7 345	(8 329)	8 244	7 647	7 953	6 438
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	8 597	10 313	7 836	8 482	8 955	7 588	8 254	7 074
77-82 Activités de services admin. et de soutien	6 318	6 766	5 881	6 118	6 676	5 933	6 320	5 159
85 Enseignement	7 963	7 925	7 980	8 211	7 804	8 714	8 541	6 454
86-88 Santé humaine et action sociale	7 005	7 638	6 861	6 957	7 275	6 707	6 735	6 760
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	6 961	7 379	6 588	6 891	7 546	6 000	6 614	7 016
94-96 Autres activités de services	7 211	8 279	7 208	6 785	7 345	(5 163)	6 238	(4 952)

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles 2 = Travail indépendant et très qualifié  
Niveau des qualifications requises: 3 = Connaissances professionnelles spécialisées 4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T44 Salaire mensuel brut selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010 (suite)**

ESS

Salaires du secteur privé Hommes + Femmes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02-96 Niveau de qualification 3</b>	<b>5 674</b>	<b>6 035</b>	<b>5 595</b>	<b>5 821</b>	<b>5 770</b>	<b>5 353</b>	<b>5 568</b>	<b>5 159</b>
02 Sylviculture	4 885	5 084	4 900	x	x	5 022	4 730	x
05-09 Industries extractives	5 973	5 864	6 070	6 626	5 761	5 827	6 082	6 128
10-33 Industrie manufacturière	6 024	6 633	5 827	6 451	6 156	5 753	6 013	5 037
35 Production et distribution d'énergie	7 033	7 192	6 784	7 793	7 234	6 745	7 075	6 415
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 426	5 439	5 481	5 842	5 292	5 193	5 489	4 146
41-43 Construction	5 729	5 957	5 619	5 691	6 009	5 425	5 688	5 632
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	4 957	5 152	4 770	5 027	5 016	4 815	5 200	4 588
49-53 Transports et entreposage	5 446	5 306	6 150	5 359	5 500	5 180	5 104	4 544
55-56 Hébergement et restauration	4 215	4 333	4 160	4 161	4 337	3 975	4 127	3 980
58-63 Information et communication	7 399	7 676	7 873	6 190	7 402	6 064	6 700	6 333
64-66 Activités financières et d'assurances	7 195	8 620	6 169	7 143	7 312	6 560	5 963	6 311
68 Activités immobilières	6 058	6 073	5 736	5 656	6 412	5 253	6 154	5 527
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	6 202	6 868	5 525	6 266	6 463	5 566	6 213	5 292
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5 241	5 564	5 226	5 417	5 108	4 875	5 098	4 713
85 Enseignement	6 422	6 588	6 576	6 061	6 344	6 318	6 180	(5 952)
86-88 Santé humaine et action sociale	5 759	5 994	5 660	5 830	5 810	5 503	5 435	5 832
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5 632	6 219	5 289	5 554	6 304	4 780	5 325	5 797
94-96 Autres activités de services	4 712	5 524	4 813	[4 687]	4 259	[4 105]	4 588	(3 612)
<b>02-96 Niveau de qualification 4</b>	<b>4 525</b>	<b>4 716</b>	<b>4 616</b>	<b>4 574</b>	<b>4 473</b>	<b>4 410</b>	<b>4 540</b>	<b>3 935</b>
02 Sylviculture	4 399	x	x	x	x	x	x	x
05-09 Industries extractives	5 711	x	(5 637)	x	x	5 234	5 668	5 579
10-33 Industrie manufacturière	4 785	5 268	4 884	4 773	5 067	4 578	4 884	3 578
35 Production et distribution d'énergie	5 993	6 500	5 535	5 533	x	5 462	x	x
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	4 648	4 815	4 563	4 670	4 620	5 022	4 410	4 214
41-43 Construction	5 291	5 416	5 292	5 362	5 443	5 051	5 169	5 190
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	4 319	4 227	4 227	4 355	4 431	4 275	4 362	3 950
49-53 Transports et entreposage	4 622	5 134	5 084	4 478	4 123	4 526	4 146	(4 307)
55-56 Hébergement et restauration	3 752	3 714	3 729	3 845	3 986	3 524	3 792	3 490
58-63 Information et communication	5 472	5 450	5 616	4 333	5 635	4 550	4 902	4 333
64-66 Activités financières et d'assurances	6 079	6 354	5 555	6 130	6 032	6 068	5 254	5 424
68 Activités immobilières	5 027	5 634	5 048	4 534	4 745	4 680	(4 594)	4 203
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	5 138	5 470	4 980	4 957	5 285	4 699	4 463	4 461
77-82 Activités de services admin. et de soutien	4 106	4 605	3 984	3 822	3 615	4 160	4 230	3 447
85 Enseignement	4 327	4 300	4 670	4 745	4 682	3 909	4 260	(4 071)
86-88 Santé humaine et action sociale	4 700	4 884	4 626	4 697	4 714	4 451	4 562	4 844
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	4 282	4 486	4 226	4 325	4 713	3 727	4 213	4 363
94-96 Autres activités de services	4 094	4 441	4 135	3 949	(3 791)	3 964	4 225	4 038

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail:

1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

2 = Travail indépendant et très qualifié

Niveaux des qualifications requises:

3 = Connaissances professionnelles spécialisées

4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T 45 Salaire mensuel brut (standardisé) des hommes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010**

ESS

Salaires du secteur privé Hommes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02–96 Tous les niveaux de qualification</b>	<b>6 346</b>	<b>6 340</b>	<b>6 149</b>	<b>6 622</b>	<b>7 042</b>	<b>5 891</b>	<b>6 293</b>	<b>5 376</b>
02 Sylviculture	4 868	4 965	4 797	4 788	5 130	5 093	4 724	x
05–09 Industries extractives	6 120	5 913	6 155	6 788	6 130	5 837	6 163	5 920
10–33 Industrie manufacturière	6 461	6 753	6 235	7 195	6 818	6 111	6 468	5 110
35 Production et distribution d'énergie	7 888	7 636	7 580	9 007	9 186	7 602	7 425	6 483
36–39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 439	5 302	5 447	5 930	5 524	5 427	5 187	4 237
41–43 Construction	5 869	5 914	5 813	5 926	6 190	5 646	5 881	5 577
45–47 Commerce; réparation d'automobiles	5 913	5 808	5 560	6 019	6 307	5 644	6 275	5 000
49–53 Transports et entreposage	5 568	5 508	6 103	5 357	5 961	5 244	5 104	5 200
55–56 Hébergement et restauration	4 320	4 326	4 230	4 333	4 446	4 173	4 413	4 000
58–63 Information et communication	8 774	8 671	8 912	8 508	9 183	7 475	8 366	6 965
64–66 Activités financières et d'assurances	10 366	10 974	8 577	9 431	10 894	9 318	9 412	8 841
68 Activités immobilières	7 341	7 335	7 042	(8 353)	7 403	6 897	7 372	5 711
69–75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	8 073	8 675	7 563	8 163	8 520	7 467	7 896	6 608
77–82 Activités de services admin. et de soutien	5 268	5 308	5 239	5 467	5 313	4 979	5 536	4 386
85 Enseignement	7 826	7 431	7 604	8 374	8 249	8 493	8 713	6 350
86–88 Santé humaine et action sociale	6 735	6 712	6 607	6 780	7 078	6 690	6 946	6 390
90–93 Arts, spectacles et activités récréatives	6 124	6 417	5 828	6 239	7 035	5 000	5 944	5 919
94–96 Autres activités de services	7 001	7 556	7 085	6 651	7 265	5 750	6 275	5 238
<b>02–96 Niveaux de qualification 1+2</b>	<b>8 125</b>	<b>8 559</b>	<b>7 451</b>	<b>8 333</b>	<b>9 271</b>	<b>7 278</b>	<b>7 800</b>	<b>6 508</b>
02 Sylviculture	4 905	4 985	4 745	x	x	5 104	4 638	x
05–09 Industries extractives	7 452	x	7 010	7 881	(7 439)	7 435	x	6 492
10–33 Industrie manufacturière	8 000	8 145	7 610	8 936	8 157	7 560	7 968	6 430
35 Production et distribution d'énergie	9 255	9 453	8 500	9 953	11 312	8 832	8 284	x
36–39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	7 189	(8 157)	6 957	7 835	7 111	6 261	(7 699)	x
41–43 Construction	6 500	6 373	6 392	6 602	6 934	6 594	6 469	5 722
45–47 Commerce; réparation d'automobiles	7 906	8 684	6 808	7 603	9 027	6 854	8 079	(6 500)
49–53 Transports et entreposage	6 836	(7 886)	6 159	6 596	8 097	5 982	(6 017)	6 479
55–56 Hébergement et restauration	5 200	5 393	5 004	4 850	5 628	4 984	5 200	4 878
58–63 Information et communication	9 931	10 569	10 913	9 533	9 921	8 086	9 183	7 320
64–66 Activités financières et d'assurances	12 270	15 083	10 031	11 270	12 539	10 317	11 070	11 262
68 Activités immobilières	9 111	9 475	9 055	(9 406)	9 255	8 894	8 800	7 137
69–75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	9 286	10 972	8 479	9 217	9 663	8 261	9 176	8 095
77–82 Activités de services admin. et de soutien	6 535	7 018	5 992	6 186	6 984	6 024	6 535	(5 254)
85 Enseignement	8 623	8 525	8 175	8 976	8 571	9 338	9 750	(7 216)
86–88 Santé humaine et action sociale	7 897	8 168	7 666	8 134	7 963	7 763	7 895	7 468
90–93 Arts, spectacles et activités récréatives	7 446	7 902	7 000	7 378	8 072	6 667	7 130	7 800
94–96 Autres activités de services	8 383	9 333	8 465	7 888	8 383	(6 744)	7 741	(6 329)

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles 2 = Travail indépendant et très qualifié  
Niveau des qualifications requises: 3 = Connaissances professionnelles spécialisées 4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T45 Salaire mensuel brut (standardisé) des hommes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010 (suite)**

ESS

Salaire du secteur privé Hommes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02-96 Niveau de qualification 3</b>	<b>5 909</b>	<b>6 193</b>	<b>5 850</b>	<b>6 036</b>	<b>6 127</b>	<b>5 582</b>	<b>5 797</b>	<b>5 368</b>
02 Sylviculture	4 897	5 139	4 941	x	x	5 027	x	x
05-09 Industries extractives	6 013	5 864	6 112	6 788	5 765	5 832	6 088	6 128
10-33 Industrie manufacturière	6 152	6 708	5 977	6 505	6 328	5 883	6 146	5 240
35 Production et distribution d'énergie	7 155	7 301	6 893	7 997	7 284	6 968	7 203	6 484
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 440	5 471	5 486	5 847	5 323	5 200	5 469	4 105
41-43 Construction	5 742	5 975	5 646	5 719	6 024	5 453	5 737	5 641
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	5 432	5 345	5 208	5 577	5 669	5 260	5 544	4 894
49-53 Transports et entreposage	5 523	5 295	6 254	5 407	5 653	5 207	5 104	4 516
55-56 Hébergement et restauration	4 383	4 495	4 381	4 333	4 461	4 138	4 230	4 178
58-63 Information et communication	7 788	7 927	8 306	6 479	7 829	6 524	7 068	6 986
64-66 Activités financières et d'assurances	8 183	9 277	6 952	8 098	8 109	8 322	7 011	7 174
68 Activités immobilières	6 514	6 717	6 278	(5 608)	6 934	5 548	6 424	X
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	6 479	7 083	5 905	6 427	6 667	5 937	6 667	5 618
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5 415	(5 602)	5 477	5 566	5 336	4 996	5 139	4 727
85 Enseignement	6 901	6 938	6 932	(6 263)	(7 443)	7 238	(6 936)	5 952
86-88 Santé humaine et action sociale	6 229	6 611	6 103	6 325	6 133	5 967	5 988	6 549
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5 915	6 500	5 555	5 966	6 700	4 946	5 710	5 813
94-96 Autres activités de services	5 714	6 197	5 506	5 548	(5 633)	5 452	(5 417)	5 240
<b>02-96 Niveau de qualification 4</b>	<b>4 901</b>	<b>4 999</b>	<b>5 007</b>	<b>4 936</b>	<b>4 874</b>	<b>4 799</b>	<b>4 967</b>	<b>4 416</b>
02 Sylviculture	4 411	x	x	x	...	x	x	x
05-09 Industries extractives	5 715	x	(5 761)	x	x	x	5 771	5 579
10-33 Industrie manufacturière	5 192	5 494	5 262	5 198	5 442	4 996	5 307	4 334
35 Production et distribution d'énergie	6 224	6 774	5 882	x	x	x	x	x
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	4 658	4 836	4 543	4 667	4 639	5 097	4 526	4 170
41-43 Construction	5 310	5 422	5 297	5 403	5 485	5 076	5 173	5 218
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	4 648	4 546	4 550	4 746	4 814	4 471	4 815	4 099
49-53 Transports et entreposage	4 774	5 210	5 282	4 571	4 373	4 634	4 148	4 491
55-56 Hébergement et restauration	3 810	3 817	3 700	3 786	3 969	3 598	3 870	3 553
58-63 Information et communication	5 580	5 700	5 585	4 679	6 175	4 915	5 126	(4 706)
64-66 Activités financières et d'assurances	6 567	6 963	5 842	6 341	6 411	6 603	x	5 724
68 Activités immobilières	5 444	5 806	5 417	x	5 569	5 068	x	x
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	5 180	5 393	4 878	(4 957)	5 329	4 750	(4 507)	(4 461)
77-82 Activités de services admin. et de soutien	4 501	4 840	4 160	4 230	4 284	4 234	4 467	[4 090]
85 Enseignement	4 504	4 439	5 050	(4 952)	(4 853)	x	x	x
86-88 Santé humaine et action sociale	4 770	4 935	4 699	4 707	4 722	4 621	4 555	5 016
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	4 333	4 486	4 511	(4 350)	5 024	3 442	(3 927)	[4 823]
94-96 Autres activités de services	4 474	4 901	4 474	4 321	(3 945)	(4 281)	4 149	x

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail:

1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

2 = Travail indépendant et très qualifié

Niveau des qualifications requises:

3 = Connaissances professionnelles spécialisées

4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T 46 Salaire mensuel brut (standardisé) des femmes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010**

ESS

Salaires du secteur privé Femmes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02–96 Tous les niveaux de qualification</b>	<b>5 176</b>	<b>5 548</b>	<b>5 061</b>	<b>5 449</b>	<b>5 363</b>	<b>4 727</b>	<b>5 095</b>	<b>4 269</b>
02 Sylviculture	(4 463)	x	x	x	x	x	x	x
05–09 Industries extractives	5 792	x	x	x	x	x	x	x
10–33 Industrie manufacturière	5 121	5 796	5 005	6 269	5 371	4 682	5 038	3 304
35 Production et distribution d'énergie	6 637	6 384	6 341	7 302	7 802	6 122	6 332	x
36–39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 289	(5 085)	5 397	5 416	(5 882)	5 011	(5 079)	x
41–43 Construction	5 427	5 600	5 374	5 280	5 863	5 198	5 430	4 643
45–47 Commerce; réparation d'automobiles	4 550	4 750	4 401	4 584	4 595	4 420	4 737	4 160
49–53 Transports et entreposage	5 124	5 404	5 338	5 070	5 177	4 815	(4 735)	4 561
55–56 Hébergement et restauration	3 976	3 800	3 986	4 117	4 181	3 824	4 127	3 512
58–63 Information et communication	6 661	6 800	6 566	6 115	7 193	5 473	6 117	4 968
64–66 Activités financières et d'assurances	6 938	7 646	6 010	6 634	7 422	6 156	5 984	5 945
68 Activités immobilières	5 958	5 967	5 707	(6 348)	6 189	5 333	6 054	5 114
69–75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	6 384	7 142	5 698	6 530	6 810	5 608	6 170	5 200
77–82 Activités de services admin. et de soutien	4 460	4 774	4 543	4 399	(4 266)	4 478	4 878	3 303
85 Enseignement	6 643	6 496	6 903	7 180	6 726	6 581	6 746	5 952
86–88 Santé humaine et action sociale	5 738	5 773	5 674	5 788	6 108	5 576	5 563	5 391
90–93 Arts, spectacles et activités récréatives	5 238	5 847	4 976	5 241	5 930	4 444	4 763	4 745
94–96 Autres activités de services	4 606	5 555	4 796	4 364	4 490	4 023	4 372	3 470
<b>02–96 Niveaux de qualification 1+2</b>	<b>6 671</b>	<b>7 427</b>	<b>6 240</b>	<b>6 863</b>	<b>7 200</b>	<b>5 907</b>	<b>6 397</b>	<b>5 593</b>
02 Sylviculture	x	x	x	x	x	x	x	x
05–09 Industries extractives	6 905	x	x	x	x	x	x	x
10–33 Industrie manufacturière	7 042	7 294	6 500	8 918	6 825	6 281	6 675	5 365
35 Production et distribution d'énergie	7 819	x	6 870	8 284	x	[7 390]	x	x
36–39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	6 118	x	x	(7 035)	x	x	x	x
41–43 Construction	5 829	5 850	5 714	5 421	6 278	5 884	6 005	(5 001)
45–47 Commerce; réparation d'automobiles	6 067	7 099	5 282	5 707	6 496	5 365	6 603	(5 592)
49–53 Transports et entreposage	6 254	(6 870)	5 333	5 958	6 649	(5 517)	(6 118)	(4 875)
55–56 Hébergement et restauration	4 569	4 643	4 540	4 512	4 877	4 334	4 540	4 438
58–63 Information et communication	7 719	7 817	7 905	7 500	8 052	6 024	7 002	5 239
64–66 Activités financières et d'assurances	9 101	11 050	6 927	8 291	9 579	6 797	7 575	7 558
68 Activités immobilières	7 000	7 284	6 283	7 292	7 220	6 303	6 660	5 747
69–75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 240	9 281	6 498	7 129	7 606	6 118	6 925	5 674
77–82 Activités de services admin. et de soutien	5 974	6 203	5 306	5 762	6 190	5 524	5 868	(4 722)
85 Enseignement	7 500	7 493	7 867	7 832	7 333	8 214	7 776	6 150
86–88 Santé humaine et action sociale	6 699	7 410	6 586	6 655	7 006	6 358	6 336	6 321
90–93 Arts, spectacles et activités récréatives	6 356	6 810	6 132	(6 319)	7 097	5 091	5 890	(6 113)
94–96 Autres activités de services	6 047	7 346	6 310	(5 459)	6 014	(4 303)	(4 767)	(4 092)

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles 2 = Travail indépendant et très qualifié  
Niveau des qualifications requises: 3 = Connaissances professionnelles spécialisées 4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

**T46 Salaire mensuel brut (standardisé) des femmes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2010 (suite)**

ESS

Salaires du secteur privé Femmes Sections économiques NOGA08	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02-96 Niveau de qualification 3</b>	<b>5 202</b>	<b>5 747</b>	<b>5 078</b>	<b>5 390</b>	<b>5 250</b>	<b>4 787</b>	<b>5 081</b>	<b>4 703</b>
02 Sylviculture	x	x	x	x	x	x	x	x
05-09 Industries extractives	5 405	x	x	x	x	x	x	x
10-33 Industrie manufacturière	5 506	6 249	5 293	6 252	5 523	5 153	5 407	4 381
35 Production et distribution d'énergie	6 373	6 649	6 183	6 740	6 980	6 012	6 312	x
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5 338	x	5 469	5 472	x	x	x	x
41-43 Construction	5 313	5 568	5 082	5 267	5 863	4 930	5 322	x
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	4 529	4 833	4 429	4 439	4 552	4 377	4 800	4 229
49-53 Transports et entreposage	5 200	5 365	5 604	5 256	5 134	5 010	4 911	4 606
55-56 Hébergement et restauration	4 044	4 011	4 031	4 064	4 237	3 860	4 103	3 824
58-63 Information et communication	6 647	6 977	7 065	5 731	6 818	5 416	5 998	5 200
64-66 Activités financières et d'assurances	6 487	7 766	5 854	6 445	6 700	5 964	5 654	5 876
68 Activités immobilières	5 848	5 854	5 525	5 662	6 088	5 070	5 903	5 208
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	5 958	6 653	5 227	6 088	6 317	5 256	5 875	4 965
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5 000	5 478	4 900	5 089	4 861	4 820	4 929	(4 713)
85 Enseignement	6 175	6 400	6 416	5 962	5 915	5 961	5 810	(5 952)
86-88 Santé humaine et action sociale	5 629	5 882	5 518	5 710	5 748	5 364	5 333	5 599
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5 317	5 978	4 976	5 156	5 803	4 507	4 846	(5 179)
94-96 Autres activités de services	4 127	(4 896)	(4 414)	(4 007)	3 907	(3 756)	4 186	3 272
<b>02-96 Niveau de qualification 4</b>	<b>4 225</b>	<b>4 337</b>	<b>4 328</b>	<b>4 248</b>	<b>4 247</b>	<b>4 077</b>	<b>4 271</b>	<b>3 490</b>
02 Sylviculture	x	x	x	x	x	x	...	...
05-09 Industries extractives	(5 144)	x	x	x	x	x	x	x
10-33 Industrie manufacturière	4 267	4 774	4 473	4 218	4 546	4 049	4 277	2 923
35 Production et distribution d'énergie	5 344	5 536	(4 278)	5 365	x	x	x	x
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	4 470	x	x	x	x	x	x	x
41-43 Construction	4 754	(4 863)	4 995	4 589	(4 766)	(4 486)	4 984	x
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	4 184	4 028	4 130	4 123	4 291	4 199	4 286	3 911
49-53 Transports et entreposage	4 117	4 522	4 464	4 230	3 941	(3 849)	(4 072)	3 899
55-56 Hébergement et restauration	3 714	3 615	3 766	3 902	3 993	3 491	3 756	3 419
58-63 Information et communication	5 374	5 268	5 654	(4 189)	5 246	4 334	4 825	4 030
64-66 Activités financières et d'assurances	5 910	6 079	5 360	6 035	5 833	5 779	5 325	5 334
68 Activités immobilières	4 742	5 503	4 897	4 377	4 528	4 464	(4 483)	4 088
69-75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	5 120	5 517	5 011	4 960	5 222	4 690	4 415	4 422
77-82 Activités de services admin. et de soutien	3 566	(3 922)	3 780	3 576	3 374	3 886	4 041	3 111
85 Enseignement	4 235	4 152	4 483	4 667	4 667	3 909	4 076	-3 900
86-88 Santé humaine et action sociale	4 687	4 876	4 603	4 697	4 712	4 437	4 567	4 803
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	4 233	4 492	4 177	4 304	4 446	3 935	4 329	4 048
94-96 Autres activités de services	3 950	(4 048)	4 007	3 911	(3 718)	3 912	4 230	(3 771)

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4<sup>1</sup>/<sub>3</sub> semaines à 40 heures de travail.

Niveau des qualifications requises pour le poste de travail:

1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

2 = Travail indépendant et très qualifié

Niveau des qualifications requises:

3 = Connaissances professionnelles spécialisées

4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, <sup>1</sup>/<sub>12</sub> du 13<sup>e</sup> salaire et <sup>1</sup>/<sub>12</sub> des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

### T 47 Salaire mensuel net, y compris la rétribution des heures supplémentaires selon le sexe et le taux d'occupation, 2010

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération)	Total (plein temps + temps partiel)			Plein temps (> = 90%)			Temps partiel (< 90%)		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
<b>Répartition des salariés en % par classes de salaires</b>									
0–1000 francs	6,9	3,1	11,8	0,0	0,0	0,1	21,5	23,5	21,0
1001–2000 francs	6,9	2,5	12,5	0,3	0,2	0,6	20,9	18,0	21,8
2001–3000 francs	8,1	2,8	14,8	2,0	0,9	4,5	21,2	15,6	22,8
3001–4000 francs	13,7	8,8	20,0	12,6	7,9	24,6	16,1	14,6	16,5
4001–5000 francs	19,2	21,1	16,7	23,7	22,6	26,5	9,6	10,9	9,2
5001–6000 francs	15,9	20,4	10,0	20,9	22,4	16,8	5,3	7,0	4,8
6001–7000 francs	9,6	12,6	5,6	12,9	13,9	10,2	2,6	4,2	2,1
7001–8000 francs	6,0	8,3	3,1	8,3	9,1	6,0	1,2	2,4	0,9
8001–9000 francs	3,9	5,6	1,7	5,4	6,2	3,4	0,7	1,5	0,4
9001–10000 francs	2,7	3,9	1,1	3,7	4,4	2,2	0,3	0,8	0,2
10'001–11'000 francs	1,8	2,7	0,7	2,6	3,1	1,4	0,2	0,5	0,1
11'001–12'000 francs	1,3	1,9	0,5	1,8	2,1	0,9	0,1	0,3	0,1
12'001–13'000 francs	0,9	1,3	0,3	1,3	1,5	0,6	0,1	0,2	0,0
13'001–14'000 francs	0,7	1,0	0,2	0,9	1,1	0,5	0,1	0,2	0,0
14'001–15'000 francs	0,5	0,7	0,2	0,7	0,8	0,3	0,0	0,1	0,0
15'001–16'000 francs	0,3	0,5	0,1	0,5	0,6	0,2	0,0	0,1	0,0
16'001–17'000 francs	0,3	0,4	0,1	0,4	0,5	0,2	0,0	x	x
17'001–18'000 francs	0,2	0,3	0,1	0,3	0,4	0,1	x	x	x
18'001–19'000 francs	0,2	0,3	0,1	0,3	0,3	0,1	0,0	x	x
19'001–20'000 francs	0,1	0,2	0,0	0,2	0,3	0,1	x	x	x
20'001+	0,9	1,5	0,2	1,4	1,7	0,5	0,0	0,1	0,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Quantiles en francs</b>									
Quantile 10%	1 466	3 306	860	3 741	4 062	3 299	519	482	530
Quantile 20%	2 791	4 175	1 674	4 239	4 545	3 698	934	858	958
Quantile 30%	3 660	4 653	2 396	4 654	4 938	4 006	1 412	1 337	1 435
Quantile 40%	4 243	5 078	3 046	5 062	5 330	4 328	1 886	1 910	1 881
Quantile, médiane 50%	4 752	5 522	3 565	5 495	5 782	4 711	2 350	2 550	2 310
Quantile 60%	5 284	6 086	4 037	6 037	6 377	5 188	2 825	3 190	2 749
Quantile 70%	5 948	6 872	4 581	6 786	7 191	5 776	3 335	3 869	3 211
Quantile 80%	6 970	8 065	5 337	7 921	8 436	6 622	4 029	4 743	3 830
Quantile 90%	8 960	10 318	6 645	10 106	10 751	8 152	5 106	6 074	4 832

Salaire net = salaire brut (non-standardisé) moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13<sup>e</sup> +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

Délimitation des quantiles: Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

**T48 Salaire mensuel net, répartition des salariés par classes de salaires, selon le sexe, le taux d'occupation et les grandes régions, 2010**

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération) En pourcent	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>Total (hommes + femmes)</b>								
0–1000 francs	6,9	6,1	7,0	6,3	8,1	6,5	7,5	4,6
1001–2000 francs	6,9	6,4	7,3	6,2	7,2	6,8	7,2	6,7
2001–3000 francs	8,1	8,0	8,5	7,0	7,8	8,0	7,4	13,8
3001–4000 francs	13,7	14,3	14,2	11,9	12,0	15,5	12,7	22,3
4001–5000 francs	19,2	18,3	20,8	18,4	16,2	23,2	19,8	22,3
5001–6000 francs	15,9	15,2	16,8	16,6	14,2	17,7	17,5	12,9
6001–7000 francs	9,6	9,5	9,3	10,8	9,8	9,1	10,0	6,5
7001–8000 francs	6,0	6,2	5,6	7,0	6,6	5,1	5,7	3,4
8001+	13,8	16,1	10,7	15,5	18,0	8,0	12,2	7,3
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Hommes à plein temps</b>								
0–3000 francs	1,1	1,4	0,9	0,7	0,8	1,2	1,0	4,2
3001–4000 francs	7,9	9,2	7,4	6,0	6,1	8,9	6,8	20,8
4001–5000 francs	22,6	21,9	24,9	20,8	17,3	28,6	23,3	29,7
5001–6000 francs	22,4	20,9	24,9	22,3	19,3	25,9	25,0	18,5
6001–7000 francs	13,9	13,0	14,3	15,1	14,0	13,8	14,8	9,4
7001–8000 francs	9,1	8,5	9,0	10,5	10,2	8,1	8,9	5,1
8001+	23,0	25,1	18,5	24,4	32,3	13,4	20,2	12,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Femmes à plein temps</b>								
0–3000 francs	5,2	4,7	4,1	3,2	3,3	6,7	4,3	24,5
3001–4000 francs	24,6	22,5	28,0	21,8	20,2	33,9	24,9	30,7
4001–5000 francs	26,5	21,6	30,6	24,8	26,5	30,2	29,1	21,7
5001–6000 francs	16,8	16,4	17,1	18,2	17,6	15,1	17,9	10,5
6001–7000 francs	10,2	11,0	8,8	11,8	12,0	7,1	10,2	5,6
7001–8000 francs	6,0	7,9	4,8	7,0	7,3	3,2	4,9	2,7
8001+	10,5	15,9	6,3	13,2	13,2	3,7	8,3	4,1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Hommes à temps partiel</b>								
0–1000 francs	23,5	24,2	19,9	22,7	28,0	21,5	22,8	15,1
1001–2000 francs	18,0	21,1	16,2	17,6	17,9	17,2	16,4	21,0
2001–3000 francs	15,6	17,5	15,6	15,0	13,7	16,2	15,5	21,6
3001–4000 francs	14,6	15,5	15,1	14,6	11,7	16,4	16,4	22,4
4001–5000 francs	10,9	9,8	12,4	11,5	9,4	13,0	11,3	10,0
5001–6000 francs	7,0	5,1	8,1	7,5	7,0	7,8	8,1	4,6
6001+	10,4	6,5	12,4	11,1	12,1	7,9	9,3	5,1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Femmes à temps partiel</b>								
0–1000 francs	21,0	18,2	19,7	20,6	22,3	22,5	24,5	19,5
1001–2000 francs	21,8	20,0	21,4	21,0	21,5	24,1	24,1	25,8
2001–3000 francs	22,8	22,8	23,3	22,1	22,2	23,6	21,8	27,9
3001–4000 francs	16,5	17,1	17,3	16,3	16,2	16,0	14,8	16,0
4001–5000 francs	9,2	10,4	9,9	10,2	8,4	8,0	8,1	6,3
5001–6000 francs	4,8	5,7	4,8	5,5	5,0	3,5	4,0	3,1
6001+	3,8	5,5	3,5	4,2	4,3	2,1	2,3	1,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Salaire net = salaire brut moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13<sup>e</sup> +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

Pour des raisons d'arrondis, les totaux peuvent différer de la somme des chiffres indiqués.

**T 49 Salaire mensuel net, délimitation des quantiles, selon le sexe, le taux d'occupation et les grandes régions, 2010**

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération)	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>Total</b>								
Quantile 10%	1 466	1 640	1 440	1 603	1 256	1 528	1 337	1 858
Quantile 20%	2 791	2 950	2 694	3 050	2 625	2 864	2 720	2 698
Quantile 30%	3 660	3 701	3 594	3 906	3 651	3 644	3 712	3 239
Quantile 40%	4 243	4 298	4 160	4 491	4 299	4 151	4 284	3 692
Quantile, médiane 50%	4 752	4 832	4 639	5 007	4 920	4 574	4 771	4 122
Quantile 60%	5 284	5 410	5 112	5 563	5 578	4 998	5 265	4 543
Quantile 70%	5 948	6 149	5 664	6 281	6 418	5 479	5 846	5 018
Quantile 80%	6 970	7 315	6 515	7 335	7 671	6 198	6 734	5 745
Quantile 90%	8 960	9 719	8 126	9 301	10 038	7 517	8 547	7 203
<b>Hommes à plein temps</b>								
Quantile 10%	4 062	3 964	4 099	4 214	4 224	3 993	4 143	3 381
Quantile 20%	4 545	4 468	4 544	4 688	4 789	4 416	4 599	3 825
Quantile 30%	4 938	4 891	4 891	5 100	5 279	4 733	4 963	4 189
Quantile 40%	5 330	5 321	5 236	5 514	5 797	5 041	5 316	4 505
Quantile, médiane 50%	5 782	5 803	5 615	6 006	6 424	5 363	5 708	4 831
Quantile 60%	6 377	6 457	6 108	6 632	7 212	5 764	6 221	5 225
Quantile 70%	7 191	7 376	6 795	7 439	8 278	6 326	6 923	5 774
Quantile 80%	8 436	8 861	7 816	8 620	9 767	7 146	8 026	6 658
Quantile 90%	10 751	11 951	9 595	10 834	12 604	8 696	10 126	8 679
<b>Femmes à plein temps</b>								
Quantile 10%	3 299	3 274	3 359	3 457	3 521	3 133	3 375	2 472
Quantile 20%	3 698	3 694	3 691	3 834	3 896	3 498	3 738	2 865
Quantile 30%	4 006	4 127	3 944	4 172	4 192	3 765	4 020	3 160
Quantile 40%	4 328	4 572	4 212	4 554	4 549	3 987	4 311	3 458
Quantile, médiane 50%	4 711	5 058	4 517	5 008	5 003	4 254	4 657	3 801
Quantile 60%	5 188	5 638	4 887	5 514	5 536	4 544	5 084	4 197
Quantile 70%	5 776	6 378	5 340	6 142	6 178	4 955	5 595	4 581
Quantile 80%	6 622	7 428	6 007	7 029	7 052	5 517	6 297	5 236
Quantile 90%	8 152	9 356	7 226	8 775	8 717	6 481	7 643	6 372
<b>Hommes à temps partiel</b>								
Quantile 10%	482	520	533	454	445	454	464	752
Quantile 20%	858	858	1 010	863	727	922	882	1 215
Quantile 30%	1 337	1 275	1 579	1 391	1 092	1 442	1 377	1 703
Quantile 40%	1 910	1 751	2 266	1 992	1 622	2 089	2 046	2 174
Quantile, médiane 50%	2 550	2 262	2 896	2 650	2 310	2 700	2 722	2 584
Quantile 60%	3 190	2 837	3 542	3 279	3 037	3 314	3 356	3 065
Quantile 70%	3 869	3 429	4 237	4 022	3 879	3 912	3 932	3 486
Quantile 80%	4 743	4 156	5 073	4 874	4 924	4 608	4 752	3 992
Quantile 90%	6 074	5 277	6 464	6 184	6 444	5 692	5 950	4 968
<b>Femmes à temps partiel</b>								
Quantile 10%	530	633	543	489	543	464	448	597
Quantile 20%	958	1 094	1 014	977	911	893	836	1 025
Quantile 30%	1 435	1 622	1 514	1 488	1 363	1 332	1 212	1 466
Quantile 40%	1 881	2 079	1 950	1 927	1 829	1 741	1 635	1 818
Quantile, médiane 50%	2 310	2 517	2 372	2 389	2 272	2 131	2 069	2 159
Quantile 60%	2 749	2 953	2 804	2 842	2 726	2 542	2 499	2 503
Quantile 70%	3 211	3 460	3 268	3 310	3 190	2 989	2 984	2 872
Quantile 80%	3 830	4 148	3 866	4 006	3 810	3 506	3 575	3 315
Quantile 90%	4 832	5 205	4 792	4 991	4 914	4 384	4 538	4 109

Délimitation des quantiles: Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

**T50 Indice des salaires nominaux et réels selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2011 (base 2010 = 100)**

ISS

En points Branches économiques NOGA08		Poids en %	Salaires nominaux			Salaires réels		
			Indice (base 2010 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente	Indice (base 2010 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente
			2010	2011		2011	2010	
<b>05-96</b>	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>101,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,7</b>	<b>0,7</b>
<b>05-43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>28,7</b>	<b>100,0</b>	<b>101,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,7</b>	<b>0,7</b>
05-09/ 35-39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	1,1	100,0	101,5	1,5	100,0	101,3	1,3
10-12	Industries alimentaires et du tabac	2,2	100,0	100,2	0,2	100,0	100,0	0,0
16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	2,0	100,0	100,8	0,8	100,0	100,6	0,6
19-21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique	2,5	100,0	101,4	1,4	100,0	101,2	1,2
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	1,1	100,0	101,1	1,1	100,0	100,9	0,9
24-25	Fabrication de produits métalliques	3,0	100,0	100,9	0,9	100,0	100,6	0,6
26-27	Fabrication de produits informatiques et électroniques et d'équipements électriques	4,8	100,0	100,6	0,6	100,0	100,4	0,4
28-30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	2,8	100,0	101,1	1,1	100,0	100,8	0,8
31-33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	1,4	100,0	101,5	1,5	100,0	101,3	1,3
41-43	Construction	7,9	100,0	101,0	1,0	100,0	100,8	0,8
<b>45-96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>71,3</b>	<b>100,0</b>	<b>101,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,7</b>	<b>0,7</b>
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	1,7	100,0	101,0	1,0	100,0	100,8	0,8
46	Commerce de gros	6,3	100,0	101,0	1,0	100,0	100,8	0,8
47	Commerce de détail	9,6	100,0	101,7	1,7	100,0	101,5	1,5
49-52	Transports et entreposage	4,8	100,0	100,7	0,7	100,0	100,4	0,4
53	Activités de poste et de courrier	1,2	100,0	100,6	0,6	100,0	100,3	0,3
55-56	Hébergement et restauration	5,3	100,0	100,0	0,0	100,0	99,8	-0,2
58-61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	1,5	100,0	100,8	0,8	100,0	100,5	0,5
62-63	Activités informatiques et services d'information	1,6	100,0	102,5	2,5	100,0	102,2	2,2
64-66	Activités des services financiers, Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	5,3	100,0	101,1	1,1	100,0	100,9	0,9
65	Assurance	2,0	100,0	102,3	2,3	100,0	102,0	2,0
69-75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6,6	100,0	100,8	0,8	100,0	100,6	0,6
77-82	Activités de services administratifs et de soutien	3,7	100,0	100,6	0,6	100,0	100,4	0,4
84	Administration publique	4,3	100,0	100,0	0,0	100,0	99,8	-0,2
85	Enseignement	4,5	100,0	101,0	1,0	100,0	100,8	0,8
86-88	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	10,5	100,0	100,9	0,9	100,0	100,6	0,6
90-96	Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de services	2,4	100,0	100,4	0,4	100,0	100,2	0,2
Sexe	Hommes	63,3	100,0	101,0	1,0	100,0	100,7	0,7
	Femmes	36,7	100,0	101,0	1,0	100,0	100,7	0,7

## T51 Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1976–2011

ISS

Année	Salaires nominaux <sup>1</sup>						Prix à la consommation <sup>2</sup>	Salaires réels						
	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente				Variation par rapport à l'année précédente	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1976	920	875,0	1005,0	2,2	1,9	2,9	1,0	245,0	233,0	267,0	1,2	0,8	1,9	
1977	942	897,0	1025,0	2,4	2,6	2,0	1,6	247,0	235,0	269,0	0,8	1,0	0,5	
1978	972	924,0	1064,0	3,1	3,0	3,8	0,4	254,0	241,0	277,0	2,7	2,5	3,3	
1979	1004	955,0	1101,0	3,4	3,3	3,5	5,0	250,0	237,0	274,0	-1,5	-1,6	-1,4	
1980	1058	1005,0	1162,0	5,3	5,2	5,6	3,6	254,0	241,0	279,0	1,6	1,6	1,9	
1981	1124	1067,0	1239,0	6,3	6,2	6,6	7,3	251,0	238,0	277,0	-1,0	-1,0	-0,7	
1982	1203	1143,0	1322,0	7,0	7,1	6,7	6,2	253,0	241,0	278,0	0,8	0,9	0,5	
1983	1248	1186,0	1371,0	3,8	3,8	3,8	1,4	259,0	246,0	285,0	2,3	2,3	2,3	
1984	1283	1218,0	1411,0	2,7	2,7	2,9	3,1	258,0	245,0	284,0	-0,4	-0,4	-0,2	
1985	1323	1256,0	1459,0	3,1	3,1	3,4	3,0	259,0	246,0	285,0	0,2	0,1	0,4	
1986	1370	1300,0	1516,0	3,6	3,5	3,9	0,4	267,0	253,0	295,0	3,2	3,2	3,5	
1987	1403	1330,0	1557,0	2,4	2,3	2,7	2,0	268,0	254,0	298,0	0,4	0,3	0,7	
1988	1452	1375,0	1615,0	3,4	3,4	3,7	1,8	273,0	258,0	303,0	1,7	1,6	1,9	
1989	1507	1427,0	1680,0	3,8	3,8	4,0	3,6	274,0	259,0	304,0	0,2	0,2	0,4	
1990	1595	1511,0	1775,0	5,9	5,9	5,7	6,4	272,0	257,0	302,0	-0,5	-0,5	-0,7	
1991	1706	1619,0	1887,0	7,0	7,2	6,3	5,1	277,0	262,0	306,0	1,8	1,9	1,1	
1992	1788	1699,0	1969,0	4,8	4,9	4,3	3,5	280,0	266,0	308,0	1,2	1,3	0,8	
1993	1836	1743,0	2024,0	2,7	2,6	2,8	3,4	278,0	264,0	306,0	-0,7	-0,7	-0,5	
1994	1862	1769,0	2051,0	1,5	1,5	1,4	0,9	280,0	265,0	308,0	0,5	0,6	0,4	
1995	1887	1789,0	2087,0	1,3	1,1	1,8	1,8	279,0	264,0	307,0	-0,5	-0,6	0,0	
1996	1910	1811,0	2117,0	1,3	1,2	1,4	0,8	280,0	265,0	309,0	0,5	0,4	0,6	
1997	1919	1818,0	2130,0	0,5	0,4	0,6	0,5	280,0	265,0	310,0	0,0	-0,1	0,1	
1998	1932	1832,0	2142,0	0,7	0,7	0,5	0,0	282,0	266,0	311,0	0,6	0,7	0,5	
1999	1938	1835,0	2156,0	0,3	0,1	0,7	0,8	280,0	265,0	311,0	-0,5	-0,7	-0,1	
2000	1963	1856,0	2190,0	1,3	1,2	1,6	1,6	279,0	264,0	311,0	-0,3	-0,4	0,0	
2001	2011	1902,0	2245,0	2,5	2,5	2,5	1,0	284,0	268,0	316,0	1,5	1,5	1,5	
2002	2047	1933,0	2296,0	1,8	1,6	2,3	0,6	287,0	270,0	321,0	1,1	1,0	1,6	
2003	2076	1958,0	2334,0	1,4	1,3	1,7	0,6	289,0	272,0	324,0	0,8	0,7	1,0	
2004	2095	1975,0	2360,0	0,9	0,9	1,1	0,8	289,0	272,0	325,0	0,1	0,1	0,3	
2005	2115	1992,0	2386,0	1,0	0,9	1,1	1,2	289,0	271,0	325,0	-0,2	-0,3	-0,1	
2006	2140	2014,0	2417,0	1,2	1,1	1,3	1,1	289,0	271,0	326,0	0,1	0,1	0,2	
2007	2175	2047,0	2454,0	1,6	1,6	1,5	0,7	292,0	274,0	328,0	0,9	0,9	0,8	
2008	2219	2092,0	2499,0	2,0	2,2	1,8	2,4	290,0	273,0	326,0	-0,4	-0,2	-0,6	
2009	2266	2136,0	2552,0	2,1	2,1	2,1	-0,5	298,0	280,0	335,0	2,6	2,6	2,6	
2010	2285	2151,0	2579,0	0,8	0,7	1,1	0,7	298,0	280,0	336,0	0,1	0,0	0,4	
2011	2306	2171,0	2604,0	1,0	1,0	1,0	0,2	301,0	282,0	338,0	0,7	0,7	0,7	

<sup>1</sup> Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

<sup>2</sup> Jusqu'en 1993: indice des prix à la consommation au mois d'octobre. Dès 1994: variation annuelle moyenne en %

Source: Office fédéral de la statistique, Indice suisse des salaires, Indice des prix à la consommation

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 032 713 64 29, lohn@bfs.admin.ch

**T52 Accords salariaux conclus dans les principales conventions collectives de travail<sup>1</sup>,  
selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2012**

EAS

Sections et divisions économiques NOGA08			Salariés assujettis aux principales CCT	Salariés assujettis aux princip. CCT avec négociation salariale	Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux	
					Salariés assujettis	Adapt. du salaire en %	Salariés assujettis <sup>2</sup>	Adapt. du salaire en %
<b>Total</b>			<b>1 607 100</b>	<b>1 001 200</b>	<b>547 900</b>	<b>1,1</b>	<b>764 900</b>	<b>1,4</b>
<b>A</b>	<b>01-03</b>	<b>Secteur primaire</b>						
	01	Culture et production animale, chasse et services annexes	X	X	X	X	X	X
<b>B-F</b>	<b>05-43</b>	<b>Secteur secondaire</b>						
<b>C</b>	<b>10-33</b>	<b>Industrie manufacturière</b>	251 100	117 900	101 100	0,4	112 200	1,3
	10	Industries alimentaires	29 700	18 300	18 300	0,1	15 000	1,2
	14	Industrie de l'habillement	1 400	1 400	1 400	0,0	1 400	0,0
	16	Travail du bois et fabrication d'art. en bois et en liège, à l'except. des meubles; fabr. d'art. en vannerie et sparterie	31 400	28 200	14 900	0,0	28 200	0,0
	17	Industrie du papier et du carton	2 300	-	-	*	-	*
	18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	15 000	-	-	*	-	*
	20	Industrie chimique <sup>3</sup>	5 600	1 300	1 300	-2,9	1 300	-3,4
	23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1 500	1 500	1 500	0,5	1 500	0,0
	25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	13 700	13 700	13 700	2,0	13 700	1,5
	26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	42 000	42 000	42 000	0,2	42 000	2,4
	28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	100 500	3 500	-	*	3 500	0,2
	29	Industrie automobile	X	X	X	X	X	X
	30	Fabrication d'autres matériels de transport	X	X	X	X	-	*
	33	Réparation et installation de machines et d'équipements	X	X	X	X	X	X
<b>F</b>	<b>41-43</b>	<b>Construction</b>	148 900	137 000	137 000	1,4	137 000	0,7
	41	Construction de bâtiments <sup>4</sup>	72 100	62 000	62 000	1,0	62 000	1,0
	43	Travaux de construction spécialisés	76 800	75 000	75 000	1,7	75 000	0,5
<b>G-U</b>	<b>45-99</b>	<b>Secteur tertiaire</b>						
<b>G</b>	<b>45-47</b>	<b>Commerce; Réparation d'automobiles et de motocycles</b>	X	X	X	X	X	X
	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	14 000	8 800	7 200	0,2	7 200	0,0
	46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	X	X	X	X	X	X
	47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	138 700	125 600	80 500	0,4	70 100	0,1
<b>H</b>	<b>49-53</b>	<b>Transports et entreposage</b>	91 400	74 700	67 900	1,9	46 600	0,7
	49	Transports terrestres et transport par conduites	41 800	35 500	28 600	1,0	9 600	1,3
	51	Transports aériens <sup>5</sup>	2 200	2 200	2 200	3,2	-	*
	53	Activités de poste et de courrier	47 400	37 000	37 000	2,4	37 000	0,5

<sup>1</sup> Il s'agit de CCT du secteur privé et public concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties

<sup>2</sup> A ce nombre il faut ajouter 129'300 personnes (2 CCT contenant nouvellement une grille salariale) et 27'600 personnes (3 CCT avec une grille salariale nouvellement structurée).

<sup>3</sup> Adaptation négative due à une augmentation de la durée du travail dans une CCT

<sup>4</sup> CCT en vigueur au 01.04.2012 (vide conventionnel du 31.12.2011 au 31.03.2012 dans le secteur principal de la construction)

<sup>5</sup> Adaptation collective des salaires effectifs à titre de participation aux bénéfices

<sup>6</sup> 13<sup>e</sup> salaire à 100% à partir du début du rapport de travail (adaptation collective des salaires effectifs non calculable)

<sup>7</sup> Ce code ne fait pas partie de la NOGA; employés de commerce et personnel de vente

Explication des signes: «X» non indiqué pour des raisons liées à la protection des données; « - » zéro; « \* » non pertinent

**T 52 Accords salariaux conclus dans les principales conventions collectives de travail<sup>1</sup>,  
selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2012 (suite)**

EAS

Sections et divisions économiques NOGA08			Salariés assujettis aux principales CCT	Salariés assujettis aux princip. CCT avec négociation salariale	Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux	
					Salariés assujettis	Adapt. du salaire en %	Salariés assujettis <sup>2</sup>	Adapt. du salaire en %
I	55-56	Hébergement et restauration	220 000	220 000	-	*	220 000	2,9
	56	Restauration <sup>6</sup>	220 000	220 000	-	*	220 000	2,9
J	58-63	Information et communication	X	X	X	X	X	X
	58	Édition	1 600	1 600	-	*	1 600	2,5
	60	Programmation et diffusion	5 100			*		*
	61	Télécommunications	X	X	X	X	X	X
K	64-66	Activités financières et d'assurance	69 500	-	-	*	-	*
	64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	69 500	-	-	*	-	*
N	77-82	Activités de services administratifs et de soutien	364 700	364 700	64 200	1.6	94 700	1.3
	78	Activités liées à l'emploi	270 000	127 000	-	*	-	*
	80	Enquêtes et sécurité	16 000	16 000	-	*	16 000	0,3
	81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	78 800	78 800	64 200	1.6	78 800	1,5
O	84	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	10 400	10 400	10 400	1,5	10 400	0,5
P	85	Enseignement	6 200	5 000	5 000	1,4	5 000	0,3
Q	86-88	Santé humaine et action sociale	61 300	56 200	56 200	1,0	56 200	0,1
	86	Activités pour la santé humaine	55 800	50 700	50 700	1,1	50 700	0,1
	87	Hébergement médico-social et social	5 500	5 500	5 500	0,0	5 500	0,0
S	94-96	Autres activités de services	9 400	-	-	*	-	*
	96	Erbringung von sonstigen überwiegend persönlichen Dienstleistungen	9 400	-	-	*	-	*
Z		Activités inclassables <sup>7</sup>	192 500	-	-	*	-	*

<sup>1</sup> Il s'agit de CCT du secteur privé et public concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties

<sup>2</sup> A ce nombre il faut ajouter 129'300 personnes (2 CCT contenant nouvellement une grille salariale) et 27'600 personnes (3 CCT avec une grille salariale nouvellement structurée).

<sup>3</sup> Adaptation négative due à une augmentation de la durée du travail dans une CCT

<sup>4</sup> CCT en vigueur au 01.04.2012 (vide conventionnel du 31.12.2011 au 31.03.2012 dans le secteur principal de la construction)

<sup>5</sup> Adaptation collective des salaires effectifs à titre de participation aux bénéfices

<sup>6</sup> 13ème salaire à 100% à partir du début du rapport de travail (adaptation collective des salaires effectifs non calculable)

<sup>7</sup> Ce code ne fait pas partie de la NOGA; employés de commerce et personnel de vente

Explication des signes : «X» non indiqué pour des raisons liées à la protection des données; « - » zéro; « \* » non pertinent

**T53 Conventions collectives de travail (CCT) selon le type, le champ d'application, les salaires minimaux, la taille et le secteur économique, état au 1<sup>er</sup> mai 2009**

ECS

	Conventions collectives de travail <sup>1</sup> au total		Conventions collectives de travail avec dispositions normatives <sup>1,2</sup>		Conventions collectives de travail sans dispositions normatives <sup>1,3</sup>	
	Nombre de CCT <sup>4,5</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>6</sup>	Nombre de CCT <sup>4,5</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>6</sup>	Nombre de CCT <sup>4,5</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>6</sup>
<b>Total</b>	<b>614</b>	<b>1 699 300</b>	<b>602</b>	<b>1 533 100</b>	<b>12</b>	<b>166 200</b>
<b>Type de CCT</b>						
CCT d'association		1 376 300	x	1 211 900	x	164 400
CCT d'entreprises <sup>7</sup>		323 000	x	321 300	x	1 700
<b>Champ application</b>						
Champ d'application étendu <sup>8</sup>		698 400	61	541 300	8	157 200
Champ d'application non étendu		1 000 900	541	991 900	4	9 000
<b>CCT et salaires minimaux</b>						
Avec salaires minimaux		1 325 900	509	1 325 900	0	0
dont recommandations		36 100	7	36 100	0	0
Sans salaires minimaux		373 400	93	207 200	12	166 200
<b>Taille (Nombre d'assujetti(e)s)</b>						
< 1000		103 200	469	102 400	1	800
1000 – 4999		207 400	90	190 200	6	17 200
5000 – 9999		80 200	11	71 400	1	8 900
10'000 – 99'999		840 500	26	701 200	4	139 300
100'000 et plus		468 000	3	468 000	0	0
Sans indication		0	3	0		
<b>Secteur économique</b>						
Secteur primaire		16 400	11	16 400	0	0
Secteur secondaire		643 700	243	477 600	12	166 200
Secteur tertiaire		835 300	342	835 300	0	0
Inclassable		203 800	6	203 800	0	0

<sup>1</sup> Une CCT est un accord passé entre, d'une part, une (ou plusieurs) association(s) d'employeurs ou/et un (ou plusieurs) employeur(s) et, d'autre part, une (ou plusieurs) association(s) de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (dispositions semi-normatives); elle peut même être limitée à ces clauses.

<sup>2</sup> CCT contenant des dispositions normatives, soit des clauses liées à la conclusion, l'objet et la fin du contrat individuel de travail (durée du temps d'essai, salaires minimaux, durée du travail, vacances, allocations, délais de résiliation, etc.).

<sup>3</sup> CCT contenant exclusivement des dispositions semi-normatives, soit des clauses telles que contributions à une caisse de compensation ou à un fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels, représentation des travailleurs dans l'entreprise, prévention des accidents, etc.. Ces CCT recourent de manière générale le champ d'application (employeurs et travailleurs) d'autres CCT avec dispositions normatives et en vigueur dans la même branche économique.

<sup>4</sup> CCT de base. Y compris les CCT sans indication du nombre de salarié(e)s assujetti(e)s. Sans les conventions complémentaires ou avenants à une CCT.

<sup>5</sup> Nombre de CCT sans indication du nombre de salariés assujettis (3 CCT).

<sup>6</sup> Une personne salariée assujettie à plusieurs CCT est comptée plusieurs fois.

<sup>7</sup> Y compris les CCT d'administration publique. Sans les CCT internes d'entreprises (signées côté travailleurs uniquement par une commission d'entreprise)

<sup>8</sup> CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs dans un domaine géographique et économique (activité, branche économique ou profession) donné.

x Non indiqué pour des raisons liées à la protection des données

**T 54 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, taux d'activité standardisé, taux d'activité par âge, part du temps partiel, 2<sup>e</sup> trimestre 2011** **ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>**

	Taux d'activité standardisé (15 ans et +), en %			Taux d'activité par âge, en %				Part du temps partiel, en %		
	Total	Hommes	Femmes	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans	Total	Hommes	Femmes
<b>Suisse</b>	<b>67,9</b>	<b>75,3</b>	<b>60,7</b>	<b>82,5</b>	<b>66,3</b>	<b>89,8</b>	<b>78,4</b>	<b>33,5</b>	<b>13,4</b>	<b>57,4</b>
<b>UE/AELE</b>										
UE-27	57,5	64,8	50,7	71,2	42,3	85,8	61,8	19,6	9,1	32,1
UE-25	57,7	65,0	50,9	71,6	43,2	86,1	62,2	20,2	9,2	33,5
UE-15	58,0	65,1	51,3	72,5	45,6	86,0	63,5	22,6	9,9	37,7
Belgique	53,3	59,8	47,2	66,9	30,0	86,8	54,9	25,5	9,8	44,2
Bulgarie	51,0	56,2	46,3	65,6	26,5	82,2	58,6	2,5	2,3	2,7
République tchèque	58,4	67,8	49,5	70,5	29,5	87,7	63,0	5,5	2,5	9,5
Danemark	64,0	68,4	59,8	79,2	68,2	88,1	71,0	26,4	15,4	38,5
Allemagne	60,1	66,5	53,9	77,1	51,7	87,8	72,7	26,7	10,5	45,7
Estonie	61,4	67,6	56,3	74,4	41,2	88,7	71,4	10,8	5	16,4
Irlande	60,6	68,3	53,1	69,7	40,3	81,4	63,0	23,3	12,7	35,5
Grèce	53,2	63,1	43,7	67,6	28,8	85,1	54,6	6,4	4,2	9,7
Espagne	59,5	66,7	52,6	73,8	41,0	87,5	62,3	14,1	6,1	23,9
France	56,4	61,8	51,5	70,2	38,3	89,0	58,1	18,1	7,1	30,2
Italie	48,3	59,0	38,4	62,1	26,2	77,7	51,4	15,5	6,0	29,5
Chypre	64,4	72,0	57,0	74,4	38,5	89,3	67,0	9,9	7,4	12,9
Lettonie	60,0	66,8	54,3	73,6	39,7	88,5	70,1	8,9	7,5	10,3
Lituanie	59,5	65,4	54,6	72,3	28,9	91,4	69,9	8,4	6,6	10,1
Luxembourg	57,1	64,6	49,7	67,4	21,2	87,5	54,3	18,3	4,5	36,4
Hongrie	50,9	58,8	44,0	62,6	23,9	82,3	51,3	6,9	5,0	9,2
Malte	50,8	67,3	34,8	61,5	51,2	77,1	43,0	13,0	6,8	24,8
Pays-Bas	64,5	70,3	58,8	78,0	68,1	88,1	66,9	49,1	25,3	76,6
Autriche	61,1	68,2	54,5	75,2	58,3	89,0	59,3	25,3	9,0	44,4
Pologne	56,0	64,5	48,3	66,0	33,5	85,8	52,4	7,9	5,5	10,9
Portugal	61,6	68,1	55,7	74,3	37,3	90,5	63,7	12,9	10,4	15,8
Roumanie	54,6	62,2	47,5	63,5	31,1	80,9	52,1	10,6	9,7	11,8
Slovénie	57,7	63,6	52,0	69,9	35,6	91,4	50,3	9,9	7,5	12,6
Slovaquie	58,9	68,4	50,1	68,7	30,3	86,6	61,0	4,2	2,8	6,0
Finlande	61,7	66,4	57,2	77,0	61,2	87,8	69,7	14,6	10,1	19,4
Suède	64,6	68,6	60,6	81,3	56,9	91,3	81,0	26,1	13,9	39,7
Royaume-Uni	62,3	68,8	56,0	75,4	57,6	85,6	68,2	26,9	12,9	43,1
Islande	82,3	85,0	79,7	87,2	85,0	89,2	84,9	19,3	9,5	29,6
Norvège	71,6	74,1	69,0	78,0	55,9	87,7	75,6	28,6	15,3	43,3

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: Avril 2012)

**T55 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, part d'actifs occupés dans les secteurs économiques, part d'indépendants, niveau de formation, 2<sup>e</sup> trimestre 2011** **ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>**

	Part d'actifs occupés dans les secteurs économiques <sup>2</sup> , en %			Part d'indépendants en %	Actifs occupés (25-74 ans) selon la formation <sup>3</sup> , en %		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire		Sans formation postobligatoire	Secondaire II	Tertiaire
<b>Suisse</b>	<b>3,7</b>	<b>21,4</b>	<b>74,9</b>	<b>13,5</b>	<b>12,1</b>	<b>50,3</b>	<b>37,6</b>
<b>UE/AELE</b>							
UE-27	5,0	25,2	69,8	15,1	20,6	48,0	31,4
UE-25	3,9	24,9	71,2	14,9	20,7	47,3	32,0
UE-15	3,0	23,7	73,3	14,7	23,2	44,0	32,8
Belgique	1,3	22,8	76,0	13,3	19,4	38,9	41,6
Bulgarie	7,3	31,2	61,5	11,3	11,9	58,9	29,2
République tchèque	3,1	38,4	58,6	17,3	4,4	75,2	20,4
Danemark	2,8	19,8	77,4	8,8	19,3	44,2	36,4
Allemagne	1,6	28,2	70,2	11,2	10,1	59,0	31,0
Estonie	4,9	29,1	66,0	8,5	8,1	51,0	40,9
Irlande	4,7	18,7	76,6	16,2	19,2	34,9	45,9
Grèce	12,3	17,8	69,9	30,8	31,8	38,3	29,9
Espagne	4,0	21,9	74,1	15,6	38,1	23,3	38,6
France	2,9	22,3	74,8	11,1	22,3	43,0	34,6
Italie	3,6	28,5	67,9	23,8	35,2	46,2	18,7
Chypre	4,0	21,3	74,7	16,6	23,0	37,1	39,9
Lettonie	10,0	23,3	66,7	9,8	9,7	56,7	33,6
Lituanie	8,9	24,2	66,9	9,1	3,9	54,7	41,4
Luxembourg	(1,1)	13,7	85,2	7,8	19,6	38,7	41,7
Hongrie	4,7	30,7	64,6	11,8	11,0	62,7	26,2
Malte	(1,4)	24,2	74,4	14,2	56,0	21,0	23,0
Pays-Bas	2,8	17,1	80,1	14,2	22,7	41,4	35,8
Autriche	5,5	25,9	68,7	11,8	13,5	64,7	21,8
Pologne	12,8	30,6	56,6	19,0	6,8	64,1	29,2
Portugal	10,1	27,6	62,3	20,5	61,9	18,9	19,2
Roumanie	28,8	28,7	42,4	20,0	22,7	59,8	17,5
Slovénie	8,2	31,1	60,7	13,2	10,5	58,7	30,7
Slovaquie	3,1	37,2	59,7	15,6	4,0	73,9	22,2
Finlande	4,2	22,9	72,9	12,6	12,6	43,4	44,0
Suède	2,0	20,0	78,0	10,3	14,8	47,8	37,4
Royaume-Uni	1,2	19,2	79,6	13,6	18,5	40,3	41,2
Islande	5,5	17,8	76,7	12,2	28,6	35,4	36,0
Norvège	2,5	20,0	77,5	6,9	15,0	43,9	41,1

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: Avril 2012)

<sup>2</sup> NACE Rév. 2

<sup>3</sup> Selon classification internationale ISCED (International Standard Classification of Education)

**T 56 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale (UE, AELE), taux de chômage, chômeurs de longue durée et jeunes chômeurs au sens du BIT, durée normale de travail, salaires annuels, 2<sup>e</sup> trim. 2011**

**ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>/ESS**

	Taux de chômage BIT en %			Jeunes chômeurs BIT (15-24 ans) en %	Chômeurs de longue durée BIT en %	Durée normale de travail hebdomadaire, en heures emplois à plein temps (salariés)	Salaires bruts annuels <sup>3</sup> , en euro, 2010	Salaires bruts annuels <sup>3</sup> , en PAS <sup>4</sup> , 2010
	Total	Hommes	Femmes					
<b>Suisse<sup>5</sup></b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>5,9</b>	<b>43,4</b>	<b>41,7<sup>2</sup></b>	<b>56 509</b>	<b>38 289</b>
<b>UE/AELE</b>								
UE-27	9,3	9,3	9,4	20,8	43,0	40,4	...	...
UE-25	9,4	9,3	9,5	20,7	42,8	40,4	...	...
UE-15	9,3	9,2	9,3	20,1	42,4	40,3	...	...
Belgique <sup>6,9</sup>	6,6	6,5	6,7	16,4	48,1	39,3	40 698	36 858
Bulgarie	11,2	12,3	10,0	25,3	56,6	40,9	4 396	8 701
République tchèque <sup>8,9</sup>	6,7	5,8	8,0	18,0	39,0	41,0	11 312	15 708
Danemark	7,3	7,6	7,0	13,8	26,9	37,8	58 840	41 277
Allemagne	5,9	6,2	5,5	8,6	48,6	40,7	42 400	40 687
Estonie <sup>9</sup>	13,3	14,1	12,4	23,6	55,1	40,6	9 712	12 938
Irlande <sup>7</sup>	14,4	17,6	10,4	30,3	57,1	38,5	45 207	35 867
Grèce <sup>7</sup>	16,4	13,7	20,0	43,1	49,1	40,3	29 160	30 215
Espagne <sup>7</sup>	20,9	20,6	21,3	46,1	40,9	40,3	26 316	26 913
France <sup>7</sup>	8,8	8,4	9,2	21,2	41,6	39,5	35 530	31 110
Italie <sup>7,8,9</sup>	7,8	6,9	9,0	27,4	53,5	38,8	27 419	26 001
Chypre <sup>8,9</sup>	7,2	7,3	7,0	20,6	17,0	41,1	25 251	28 287
Lettonie	16,2	19,0	13,4	32,1	54,2	40,4	8 596	12 404
Lituanie <sup>8</sup>	15,6	18,5	12,7	33,6	51,5	39,6	7 234	11 397
Luxembourg <sup>9</sup>	5,4	4,4	6,6	(18,7)	36,9	39,7	49 316	41 123
Hongrie	10,8	10,8	10,8	24,3	49,6	40,4	10 100	15 427
Malte	6,7	6,5	7	15,0	43,8	40,7	21 446	27 198
Pays-Bas	4,2	4,3	4	6,9	34,8	39,0	45 215	42 609
Autriche <sup>9</sup>	4,1	4,1	4,1	8,1	27,0	41,8	33 876	31 642
Pologne <sup>8,9</sup>	9,5	9,0	10,1	24,6	37,3	40,9	9 435	15 082
Portugal	12,3	12,1	12,6	27,0	50,8	41,0	17 352	19 816
Roumanie	7,2	7,5	6,8	21,8	41,7	41,0	5 891	10 058
Slovénie <sup>8</sup>	7,7	8,0	7,4	13,2	45,0	41,0	17 168	20 436
Slovaquie	13,2	13,4	12,8	31,7	68,9	40,7	10 777	15 140
Finlande	8,8	9,4	8,2	25,7	18,8	39,1	40 122	32 646
Suède	8,3	8,3	8,3	27,0	17,0	39,9	40 008	33 399
Royaume-Uni	7,8	8,4	7,1	20,0	34,0	42,2	39 626	39 524
Islande	8,4	9,4	7,4	18,3	22,2	43,8	...	...
Norvège <sup>7,9</sup>	3,5	3,8	3,2	9,6	25,5	38,5	51 343	37 799

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: avril/mai 2012)

<sup>2</sup> DNT

<sup>3</sup> Salaires bruts annuels des employés à plein temps. Entreprises de 10 ou plus employés dans l'industrie et les services marchands (sections B à N de la NACE Rév.2)

<sup>4</sup> Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

<sup>5</sup> Médiane

<sup>6</sup> 2008

<sup>7</sup> 2009

<sup>8</sup> Equivalents plein temps

<sup>9</sup> Toutes les entreprises

(chiffre): fiabilité statistique relative

# Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>Contact</i>
Service de renseignements individuels	032 713 60 11 info@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie	032 713 60 60 order@bfs.admin.ch
Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)	www.stattab.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch) → Services → Les publications de Statistique suisse

Vous trouvez sur notre site Internet [www.labor-stat.admin.ch](http://www.labor-stat.admin.ch) les données détaillées et diverses informations concernant le marché du travail

Des informations plus détaillées sur les aspects méthodologiques des statistiques présentées dans les «Indicateurs du marché du travail» sont disponibles dans les publications suivantes:

- La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2010, (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-spao-2011-01)
- La statistique de l'emploi (STATEM), Bases méthodologiques 2000, 2002 (N° de commande: 245-0200)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: méthodes d'estimation, 2008 (N° de commande: 338-0055, en français uniquement)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage, 2008 (N° de commande: 338-0052, en français uniquement)
- Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux (N° de commande: 169-9700)
- La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010, (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-chom-bit-2011-01)
- Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats, 1991–1996 (N° de commande: 282-9600)
- L'enquête suisse sur la population active (ESPA), Concepts, bases méthodologiques, Considérations pratiques, 2004 (N° de commande: 180-0401)
- L'enquête suisse sur la structure des salaires 2010. Principaux résultats en bref, 2012 (N° de commande: 785-1000)
- Evolution des salaires 2010, Résultats commentés et tableaux, 2011 (N° de commande: 166-1000)
- Enquête sur les conventions collective de travail en Suisse, Principales nouveautés (2009), 2012 (N° de commande : 1265-0900)
- Accords salariaux conclus pour 2011 dans les domaines conventionnels, 2012, (N° de commande: 1253-1100)
- Statistique des frontaliers. Bases méthodologiques (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-staf-2008-01)

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2006–2012, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin, la dernière partie de cet ouvrage est constituée de plus de 50 tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

**N° de commande**

206-1202

**Commandes**

Tél.: 032 713 60 60

Fax: 032 713 60 61

E-mail: [order@bfs.admin.ch](mailto:order@bfs.admin.ch)

**Prix**

18 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03258-9